



HAL
open science

Les élections aux comités d'entreprise (1945-1993)

Dominique Labbé

► **To cite this version:**

Dominique Labbé. Les élections aux comités d'entreprise (1945-1993). Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DARES), 1994, 2-902360-11-8. halshs-01596662

HAL Id: halshs-01596662

<https://shs.hal.science/halshs-01596662v1>

Submitted on 28 Sep 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE

cerat

Politique-administration-territoire

Les élections aux comités d'entreprise (1945-1993)

Dominique LABBE

(Décembre 1994)

ISBN : 2-902360-11-8

Centre de Recherche sur le Politique, l'Administration et le Territoire (CERAT)

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble – Université Pierre Mendès-France

1030 Avenue centrale – Domaine universitaire

BP 45 – 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex

Document édité avec la participation du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle (DARES)

Résumé

En février 1945, le général de Gaulle instituait les comités d'entreprise et confiait leur gestion aux élus du personnel. Depuis un demi-siècle, ces élections offrent un baromètre des audiences syndicales dans le secteur marchand. La CGT, qui se taillait la part du lion à la Libération, a subi une érosion constante d'abord au bénéfice des autres syndicats puis des non-syndiqués. Depuis une dizaine d'années, tous les syndicats connaissent un déclin général : aujourd'hui, les candidats sans étiquette sont largement en tête et obtiennent près de la moitié des sièges.

On trouvera également dans ce dossier un portrait de l'électorat des cinq confédérations et des non-syndiqués selon les branches d'activité, les régions, les catégories professionnelles, les tailles d'établissements. La CGT, industrielle et ouvrière, demeure le premier syndicat. La CFDT, plutôt tertiaire, domine dans l'Ouest et l'Est du pays. La CGT-FO est surtout implantée dans les régions méridionales. La CGC reste l'organisation des ingénieurs et cadres des grandes entreprises. Les non-syndiqués tiennent les petits et moyens établissements.

Avertissement

Ce bilan des élections aux CE a été réalisé par une équipe du Centre de Recherche sur le Politique, l'Administration et le Territoire (CERAT), sous la responsabilité scientifique de Dominique LABBE, dans le cadre d'une convention passée entre l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble et la Direction de l'Animation de la Recherche des Etudes et des Statistiques (DARES) du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Cette étude a été éditée par le ministère du travail qui l'a diffusée dans le cadre des manifestations organisées pour le cinquantenaire de l'ordonnance de février 1945.

Les élections aux comités d'entreprise (1945-1993)

Sommaire

Chapitre I	
Un demi-siècle d'élections aux comités d'entreprise	7
Chapitre II	
Tableaux d'ensemble	31
Chapitre III	
L'audience de la CGT	67
Chapitre IV	
L'audience de la CFDT	87
Chapitre V	
L'audience de la CFTC	107
Chapitre VI	
L'audience de la CGT-FO	123
Chapitre VII	
L'audience de la CGC	141
Chapitre VIII	
L'audience des «non-syndiqués»	161
Bibliographie	179

Avant-propos

Il y a un demi-siècle, le 22 février 1945, une ordonnance du général de Gaulle créait les comités d'entreprise et prévoyait que leur gestion serait confiée à une délégation élue par les salariés de l'établissement concerné. Depuis lors, des élections se déroulent régulièrement, les résultats sont collectés par l'administration et publiés à partir de 1966. Ces milliers de scrutins offrent une sorte de relevé barométrique des audiences syndicales dans le secteur marchand de l'économie française. Telle est la raison d'être de ce dossier. Nous y présentons une synthèse des résultats tels que l'on peut les reconstituer à travers les archives et les publications du Ministère du Travail.

Ce document permet de dresser un premier bilan (les grandes lignes en sont discutées dans un chapitre introductif) et de répondre à quelques questions. Combien de salariés ont disposé d'un CE dans leur établissement ? Quelles ont été les grandes étapes de l'implantation des comités ? Quels sont les secteurs économiques et les types d'entreprise dans lesquels on rencontre effectivement des CE ? Quelle est la popularité réelle de l'institution ?

Dans une seconde partie, ce document essaie de fournir quelques éléments de réponse à d'autres questions qui sont souvent posées. Par exemple : comment a évolué l'audience des grandes organisations syndicales ? Quels sont leurs scores auprès des diverses catégories, dans les régions ou par branches économiques ? Six chapitres, construits selon le même canevas, sont consacrés aux cinq grandes confédérations (CGT, CFDT, CFTC, CGT-FO, CGC) et aux «non-syndiqués».

Ce dossier a été rendu possible grâce aux personnes qui, depuis un demi-siècle, ont été chargées du traitement et de la publication des résultats des élections des CE : J.-P. Aujard, A. Beaufils, M. Creutz, Y. Delamotte, A. Deville, J. Dussiot, R. Levy-Bruhl, C. Noël, P. Saint-Jevin... et tous ceux dont les noms ne figurent pas dans les archives.

Nous voudrions enfin rendre hommage aux militants syndicaux, aux inspecteurs du travail et aux employeurs qui ont donné vie à ces comités, organisé les scrutins et rempli les fastidieux formulaires qui sont la matière première de toute statistique sociale.

Chapitre I.

*Un demi-siècle d'élections aux comités d'entreprise**

Les milliers d'élections aux comités d'entreprise (CE)¹ constituent un excellent baromètre des audiences syndicales et des changements intervenus depuis un demi-siècle sur la scène sociale française. En effet, l'institution concerne l'immense continent des entreprises "industrielles et commerciales" qui emploient 50 salariés et plus dans les conditions du droit privé².

Les employeurs doivent envoyer à l'inspection du travail un procès-verbal des résultats ou lui signaler que, faute de candidats, l'élection n'a pu avoir lieu. Notre dossier est constitué à partir de ces déclarations ou, plutôt, des traces qui en subsistent dans les

archives et les publications du Ministère du travail³.

Deux grandes tendances se dégagent des données rassemblées dans ce dossier.

D'une part, depuis 1946, les audiences des organisations syndicales ont beaucoup évolué : la CGT a été victime d'une érosion constante qui a d'abord bénéficié aux autres grands syndicats puis aux «non-syndiqués». La nature particulière des élections aux CE nous a permis de mener une analyse

statistique assez fine des causes de ces évolutions.

D'autre part, le champ d'application a beaucoup évolué. Jusqu'en 1966, l'institution concerne les grands établissements et semble cantonnée principalement dans le secteur industriel. Puis, le nombre des CE s'accroît jusqu'à la fin des années 1970 essentiellement dans le tertiaire. Depuis 15 ans, les créations de CE se font plus rares et, certaines années, elles ne compensent pas les disparitions. La participation électorale a également tendance à décliner, signe d'une certaine désaffection de la part d'une minorité de salariés.

I. Le déclin des syndicats et ses explications

Deux conclusions essentielles se dégagent des tableaux de synthèse présentés au début du chapitre II et des deux graphiques ci-dessous. Jusqu'à la fin des années 1970, l'audience des principaux syndicats se maintient globalement, malgré un certain effritement, l'important recul de la CGT profitant surtout aux autres organisations confédérées. En revanche, depuis une dizaine d'années, tous les syndicats semblent entrés dans une phase de déclin prononcé. Corrélativement, on assiste à une importante progression des candidats qualifiés habituellement de «non-syndiqués» car ils se présentent sans étiquette syndicale.

* Madame Deville a bien voulu relire ce texte et nous a fait de nombreuses suggestions pertinentes. Naturellement, nous gardons l'entière responsabilité des interprétations présentées ici.

¹ La périodicité des élections est d'abord annuelle puis bisannuelle à partir de 1954. Depuis lors, il est nécessaire de cumuler les résultats de deux années pour analyser l'ensemble des scrutins. C'est ce qui est fait dans les tableaux de ce dossier. Au départ, le recensement des résultats par le Ministère du travail ne portait que sur les établissements compris dans le champ de compétence de l'inspection du travail. Au cours des années 1980, ce recensement a été progressivement étendu à l'ensemble des scrutins.

² Le statut des CE et les règles électorales sont résumés dans l'encadré ci-dessous. La loi ne sera appliquée qu'en 1983 à la SNCF. Ne sont pas compris dans le recensement les élections dans les trois fonctions publiques qui sont dotées d'institutions particulières.

³ Mme Bouzonnie nous a aimablement signalé que le Ministère du Travail avait déposé aux Archives de France plusieurs cartons concernant les CE jusqu'à la fin des années 1960. Ces documents portent essentiellement sur l'aspect juridique. Jusqu'en 1959 au moins, les procès-verbaux envoyés par les inspecteurs du travail étaient traités par le service de la mécanographie qui en tirait des tableaux de synthèse assez proches des documents publiés actuellement (en particulier pour les agrégations par collèges, branches économiques et tailles d'établissements). Peu de choses semblent avoir été conservées : quelques données, pour la période 1946-1958 mais rien pour les années 1959-65 (alors même que, semble-t-il, le service de la mécanographie poursuivait ses traitements). Depuis 1966, les résultats sont publiés annuellement (cf. bibliographie en annexe). Malheureusement, jusqu'en 1987, les bandes magnétiques ont été systématiquement effacées. Il a donc fallu se contenter des tableaux publiés, sans pouvoir remonter à la source... Enfin les données postérieures à 1986 proviennent des bandes magnétiques que le Ministère nous a remises et qui ont été lues avec l'aide de M. Bernard Bouhet (BDSP-CIDSP, Grenoble). Sur les méthodes employées, notamment pour le raccordement des séries : Dominique LABBE, *Vingt-deux ans d'élections aux comités d'entreprise (1966-67 à 1987-88)*, Etude réalisée pour le compte du Ministère du Travail, Grenoble, CERAT, 1991.

Les comités d'entreprise (CE)

Le livre IV (titre 3) du Code du travail rend le CE obligatoire dans toutes les entreprises industrielles, commerciales et agricoles, les offices publics et ministériels, les professions libérales et sociétés civiles, les syndicats professionnels, les sociétés mutualistes, les organismes de sécurité sociale, les associations, les établissements publics à caractère industriel et commercial... employant au moins 50 salariés.

Le corps électoral

— Sont *électeurs* tous les salariés âgés de 16 ans révolus, travaillant dans l'entreprise depuis au moins trois mois. Sont *éligibles* tous les salariés âgés de 18 ans révolus et travaillant depuis au moins un an dans l'entreprise.

— Le personnel vote en *deux collèges électoraux* : ouvriers et employés d'une part (*collège 1*) ; agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres de l'autre (*collège 2*). Il peut être créé un *troisième collège* pour les ingénieurs et cadres. Ce troisième collège est de droit quand ces personnels sont au moins 25 dans l'établissement quel que soit son effectif. Dans les établissements de 500 salariés et plus, un siège est réservé de droit pour les cadres. Il est également possible de créer, par convention, d'autres collèges séparés. Enfin, dans les plus petites entreprises, on peut établir un «*collège unique*».

Le scrutin

Il se déroule selon la *proportionnelle de liste* à deux tours :

— Au *premier tour*, seules les organisations syndicales «représentatives» peuvent présenter des candidats. Sont considérées comme représentatives les cinq grandes confédérations (CGT, CFDT, CFTC, CGT-FO, CGC) et quelques organisations dont la «représentativité» est reconnue dans certaines entreprises (leurs résultats sont publiés dans la rubrique «autres syndicats»). Si au moins la moitié des inscrits ont voté, les sièges sont répartis à la proportionnelle ;

— Un *second tour* est organisé s'il y a eu carence de candidatures au premier tour ou si moins de la moitié des électeurs inscrits a voté au premier tour. Au second tour, les candidatures sont libres.

Le *nombre des délégués* varie entre 3 titulaires et 3 suppléants pour les entreprises de 50 à 74 salariés et 15 titulaires et 15 suppléants pour celle de 10.000 salariés et plus. Ils peuvent cumuler ces fonctions avec celles de délégué du personnel et de délégué syndical. La *durée du mandat* est de 2 ans renouvelables.

Depuis 1966, un *procès-verbal* doit être dressé et un formulaire envoyé à l'inspection du travail. Les statistiques du Ministère du travail sont établies grâce à ces formulaires.

Missions du CE

— Information et consultation avant toute décision intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise ; information périodique portant sur l'activité, l'état et les résultats de l'entreprise ;

— Gestion des activités sociales et culturelles dans l'entreprise, contrôle des institutions sociales comme les cantines ;

— Négociation et conclusion des accords d'intéressement et de participation.

Moyens du CE

— Paiement de 20 heures par mois et par délégué, sauf accord plus favorable, et indemnisation du temps passé aux séances du comité et des commissions obligatoires ;

— Une subvention, destinée aux activités sociales et culturelles, est calculée en proportion de la masse salariale ;

— Un local, du matériel de bureau et un droit d'affichage ;

— Recours à des expertises externes, réunions d'information, etc.

Protection légale des délégués

— Licenciement obligatoirement soumis à l'avis du CE et à l'autorisation de l'inspection du travail pour les titulaires, les suppléants en cours de mandat et six mois après l'expiration de celui-ci. La même protection est acquise pour les candidats non-élus pendant trois mois après l'élection.

Les principaux textes sont l'ordonnance du 22 février 1945 et diverses lois de 1946, 1966, 1982-83. Voir Maurice Cohen, *Le droit des comités d'entreprise et des comités de groupe*, Paris, LGDJ, 1984 (2e édition 1991). Voir également les deux numéros spéciaux que la revue *Liaisons sociales* a consacré aux CE (11214 du 11 juin 1992 et 11234, 9 juillet 1992). Pour un tableau d'ensemble des organes de représentation du personnel, voir *Liaisons sociales*, "Le statut juridique des syndicats. Le syndicat dans l'entreprise", 10393, 2 février 1989.

Le déclin des grandes confédérations et la montée des non-syndiqués

Deux caractéristiques méritent d'être notées dans l'évolution des audiences des différentes organisations depuis 1946 (tableau I.1 et I.2)³¹.

Le premier graphique met en lumière le déclin continu de la CGT qui passe de 80% des voix en 1946 à moins de 23% aujourd'hui. Quatre phases peuvent être distinguées. En 1947-49, la CGT subit un brutal recul électoral essentiellement dû à l'apparition de FO et des «non-syndiqués» au profit desquels elle perd pratiquement trois électeurs sur dix. De 1950 à 1968, on observe une érosion lente, inférieure à -1% en rythme annuel (en 1966-67, la CGT recueille encore près de la moitié des suffrages exprimés). De 1969 à 1977, le rythme s'accélère et passe à -1,6% l'an. Enfin une nouvelle accélération intervient depuis 1977 : -3,5% par an en moyenne. La CGT se trouve quasiment rejointe par la CFDT - elle-même en perte de vitesse - et elle est largement dépassée par les «non-syndiqués».

La seconde caractéristique concerne les autres organisations confédérées : CFDT, CFTC, FO et CGC. Jusqu'à la fin des années 1970, elles enregistrent une lente croissance de leur audience, croissance qui se trouve interrompue plus ou moins précocement au cours de la dernière décennie. Il s'agit de mouvements relatifs puisque le nombre des CE et le corps

Tableau I.1. Evolution des suffrages exprimés en faveur de la CGT et des non-syndiqués de 1946 à 1991 (tous collèges confondus)

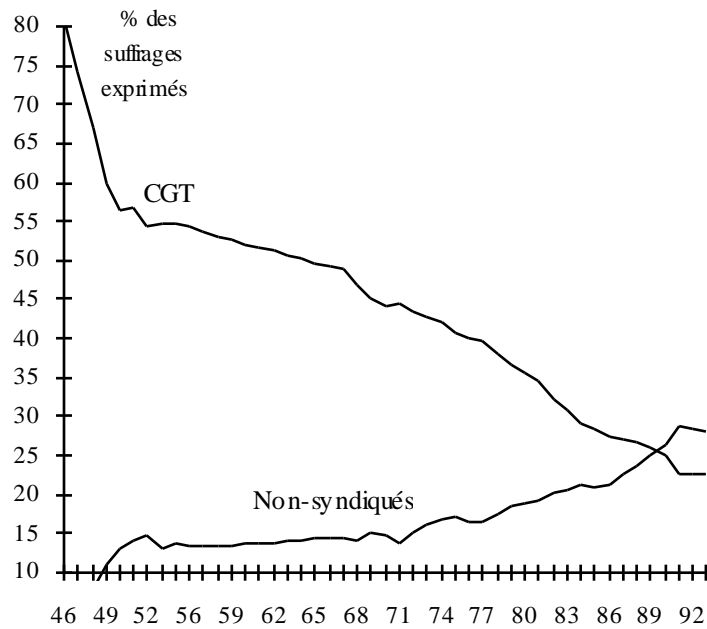
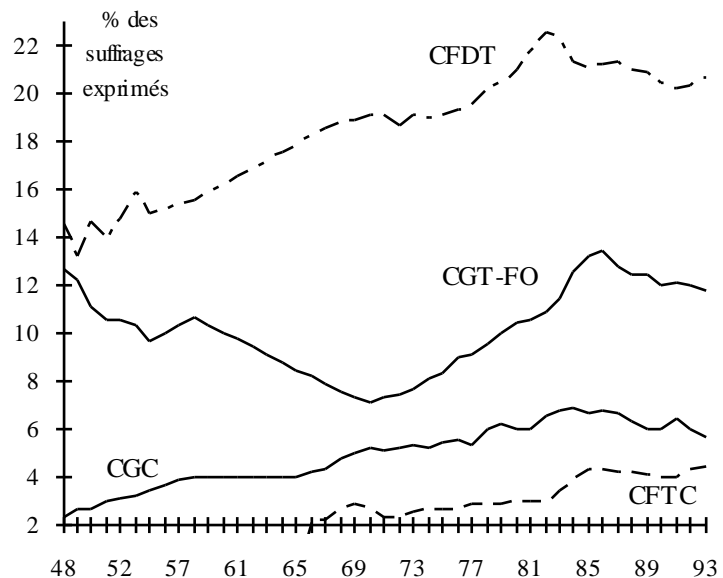


Tableau I.2. Evolution des suffrages exprimés en faveur de la CFDT, de la CFTC, de la CGC et de FO de 1948 à 1992 (tous collèges confondus)



électoral augmentent considérablement au cours de la période : les suffrages nouveaux vont de manière privilégiée aux syndicats autres que la CGT mais, jusqu'à la fin des années 1970, toutes les organisations, y compris la CGT,

voient leurs scores absolus augmenter.

En 1966-67, sur l'ensemble des collèges, les cinq grandes organisations confédérées totalisent à elles-seules près de 82% des suffrages, les «autres

³¹ Pour les années 1959 à 1965, les points sont interpolés.

syndicats»³² et les «non-syndiqués» se partageant le reste, soit environ 18%. Jusqu'au début des années 1980, cet équilibre se modifie très lentement en faveur des élus sans étiquette (ces derniers passent de 15% à 20% des suffrages entre 1966 et 1982).

Un changement fondamental intervient au début des années 1980. Depuis lors, les organisations confédérées, toutes ensemble, ont perdu près d'un cinquième de leur électorat : le recul se déroule à un rythme quatre fois plus rapide que lors de la décennie précédente. La grande majorité des voix perdues par la CGT va maintenant aux candidats sans étiquette et, très accessoirement, aux «autres syndicats». Pour la CFDT, le point d'inflexion se situe en 1980, dans le deuxième collège (techniciens, ingénieurs et cadres), et en 1982-83 chez les ouvriers et employés. La CGC plafonne entre 1983 et 1985 et recule depuis lors. L'audience de FO passe par un sommet en 1984-85 et le retournement s'opère au même moment dans les deux collèges : depuis lors, elle recule presque aussi rapidement que la CGT. Enfin les scores de la CFTC sont stables à partir de 1985 et en baisse depuis 1989.

Contrairement à la période antérieure, les syndicats ne subissent pas des pertes relatives ; ils enregistrent tous des reculs absolus. En effet, depuis 1977, le corps électoral n'augmente plus de telle sorte que les baisses en pourcentage correspondent effectivement à des voix perdues en faveur des non-syndiqués ou de l'abstention. C'est là le fait majeur des quinze dernières années.

Les facteurs du déclin des confédérations syndicales

Quelles peuvent être les raisons de ce recul des syndicats ?

Le fait que les élections aux CE se déroulent par collèges et par établissements permet une analyse statistique assez fine des facteurs du déclin des syndicats³³. Le raisonnement consiste d'abord à rechercher quel impact ont eu sur les audiences les changements des principaux paramètres : baisse relative du nombre d'ouvriers et d'employés, croissance des cadres moyens et supérieurs ; diminution de l'emploi industriel et montée des services ; réduction de la taille des établissements, voire changements régionaux dans l'emploi. Trois de ces changements semblent avoir un impact significatif (nous les

présentons ci-dessous par ordre d'importance croissante).

En premier lieu, la montée des cadres moyens et supérieurs et la baisse des premiers collèges ampute l'audience de la CGT de près d'un dixième (autrement dit, si la structure des emplois était restée la même qu'il y a 25 ans, la CGT recueillerait un peu plus de 25% des voix contre 22,5% aujourd'hui. En revanche, le changement sociologique a été favorable à la CGC qui aurait dû voir ses scores augmenter plus vite (autrement dit, sa popularité dans l'encadrement se réduit). Enfin, il est sans influence notable sur l'audience des autres syndicats dont les résultats sont pratiquement aussi bons dans les différents collèges.

En second lieu, la "désindustrialisation" et la montée des services ont défavorisé la CGT et la CGC - ce sont les organisations les plus "industrielles" - mais favorisé toutes les autres qui auraient donc dû voir leurs scores augmenter nettement plus vite et jusqu'à aujourd'hui.

Troisièmement, au cours du dernier quart de siècle, la taille des établissements a beaucoup diminué³⁴. Cette diminution a été défavorable à l'ensemble des organisations syndicales. Si les établissements avaient gardé leur taille du début des années 1970, les non-syndiqués ne seraient

³² Cette rubrique est assez composite. On y trouve des organisations reconnues dans une branche ou une entreprise comme la FGSOA (Fédération générale des salariés des organisations agricoles et de l'agro-alimentaire), la FGAAC et la FAT (Fédération générale autonome des agents de conduite de la SNCF et Fédération autonome des transports), le SNJ (syndicat national des journalistes), la CNT (Confédération nationale du travail)... ainsi que les syndicats «indépendants» notamment, la CSL (Confédération des syndicats libres) et l'UFT (Union française du travail).

³³ Ce calcul a été présenté par Jean-Pierre AUJARD et Serge VOLKOFF ("Une analyse chiffrée des audiences syndicales", *Travail et emploi*, 30, décembre 1986, p 47-57). Nous l'avons appliqué à la période 1966-1990 : Dominique LABBE, "Elections aux comités d'entreprise : le déclin des syndicats ?", *Travail et emploi*, 53, 1992-3, p 40-55. Egalement : "Le déclin électoral de la CGT", *Communisme*, 35-37, 1994, p 67-85). On se contente ici de résumer les principales conclusions.

³⁴ Par exemple, les établissements de plus de 1000 électeurs inscrits représentaient 38% du corps électoral en 1966-67 contre un quart actuellement. Cependant, cette réduction intervient avant 1983. L'introduction de CE à la SNCF et la modification des règles applicables aux groupes nationalisés ont compensé la baisse de la taille des établissements qui se poursuit, par ailleurs, dans le secteur privé. Or, depuis 1984, le score des grands syndicats continue de décliner...

probablement aujourd'hui qu'en troisième position avec à peine plus de 20% des suffrages. Environ un septième des pertes de la CGT s'explique par cette seule raison. L'«effet taille» a également sévèrement amputé les gains de la CFDT de FO et de la CGC.

Au total, les changements de structure de l'économie et dans le salariat expliquent sans doute un quart des reculs de la CGT. Pour le reste, les facteurs essentiels du déclin - tout au moins ceux que l'on peut mesurer statistiquement - sont les suivants (par ordre d'importance croissante)³⁵ :

— La démobilisation des électeurs : comme nous allons le voir plus bas, la montée de l'abstention est rapide et continue depuis une dizaine d'années. Mais, cet abstentionnisme est aussi fort dans les élections où figurent des «non-syndiqués» de telle sorte que l'impact de la démobilisation des électeurs est difficilement mesurable.

— La "popularité" des syndicats a diminué mais probablement moins qu'on l'imagine au vu des sondages. La notion d'«audience effective» mesure assez précisément cette popularité³⁶. En dix ans (1983-1993), les scores des candidats de la CFDT se maintiennent ; ceux de la CGT et de la CGC perdent moins de 10%. Seules les listes présentées par FO et par la CFTC enregistrent des

baisse significatives (de l'ordre de 15 à 20%).

— La baisse du nombre des candidatures est le facteur essentiel du déclin électoral des confédérations syndicales : de moins en moins d'électeurs se voient offrir la possibilité de voter pour l'une ou l'autre d'entre elles. Autrement dit, l'absence d'équipe syndicale, manifestée par la non-présentation de liste, dans un nombre grandissant d'établissements, est la cause première du recul des résultats électoraux des confédérations.

Certes, l'action syndicale se déploie aujourd'hui dans un environnement économique et social beaucoup moins favorable qu'il y a 25 ans, mais l'explication du déclin réside d'abord dans une dynamique régressive : ayant moins d'adhérents et de militants, les organisations syndicales sont moins présentes sur les lieux du travail et, présentant moins de candidats, elles recueillent moins de suffrages...

La croissance des «non-syndiqués» s'explique donc d'abord par le reflux des syndicats. A ce propos, une remarque s'impose. Le terme «non-syndiqués» prête doublement à confusion. D'une part, il laisse supposer une sorte de compétition entre tenants du syndicalisme confédéré et adversaires de celui-ci. Cette situation est assez rare. Dans la plupart des cas, les «non-syndiqués» sont candidats parce qu'il n'y a pas, ou plus, de candidatures déposées par les confédérations représentatives (qui disposent, légalement, d'un monopole au premier tour). D'autre part, l'expression peut faire croire à une sorte de rejet du fait syndical. Il vaudrait mieux

parler d'élus «sans étiquette», comme on le fait lors des élections politiques. En effet, les situations que recouvre cette dénomination sont extrêmement diverses et les hommes qui la revendiquent n'ont finalement qu'un seul point commun : ils ne se réclament pas officiellement d'un syndicat confédéré. Cette discussion a une portée pratique évidente puisqu'aujourd'hui, 48% des élus aux CE sont sans étiquette syndicale.

Aucune étude n'est disponible sur ce phénomène des «non-syndiqués». D'après nos propres observations, l'appellation «non-syndiqués» peut recouvrir trois situations. Par ordre croissant d'importance, on rencontre :

— Des syndiqués qui, par prudence, ne font pas état de leur affiliation. Ils agissent ainsi par crainte de leur employeur mais parfois aussi par tactique électorale, notamment dans les seconds collèges où l'image des syndicats peut être contre-productive...

— Des syndiqués en rupture de ban. Pour de multiples raisons, il arrive que des militants syndicaux rompent avec leur organisation. Autrefois, ils ralliaient une confédération concurrente ; aujourd'hui, ils poursuivent leur action en se présentant sans étiquette syndicale.

— Des petits groupes constitués, plus ou moins spontanément, dans le but de créer ou de reprendre un CE tombé en déshérence. Parfois l'influence de l'employeur est décisive mais ce n'est pas toujours le cas. Comme nous le verrons plus loin, l'implantation des syndicats est si faible dans de nombreux secteurs que ces initiatives spontanées ont bien peu

³⁵ Ces calculs ne sont possibles qu'à partir de 1984, date à laquelle J.-P. AUJARD a introduit, dans la publication des résultats, la mesure de l'audience des organisations en fonction de leur implantation.

³⁶ Cf plus bas, section IV. L'audience effective rapporte les suffrages recueillis par l'organisation considérée aux suffrages exprimés dans les scrutins où elle présente des candidats.

de chance de rejoindre une organisation comme cela arrivait dans le passé. Cette dernière situation est de loin la plus fréquente.

Cette analyse des audiences peut être complétée par l'examen de deux autres faits. D'une part, les nouveaux CE se créent souvent en dehors des bastions syndicaux que constituaient l'industrie et les grands établissements tertiaires traditionnellement syndicalisés (comme les principaux sièges des banques et des assurances). D'autre part, la montée des élus sans étiquette syndicale est à rapprocher de l'augmentation de l'abstention qui est peut-être le signe d'une certaine désaffection envers l'institution.

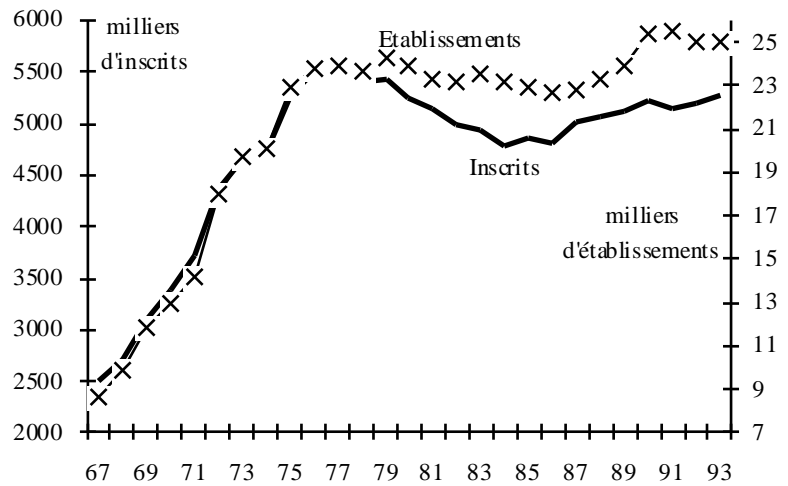
II. La diffusion de l'institution

L'institution se développe jusqu'à la fin des années 1970. Depuis lors, certains signes d'essoufflement apparaissent : le nombre des CE et le corps électoral stagnent et, sans la création de comités à la SNCF, ils auraient régressé ; la participation baisse tout en restant assez élevée.

La diffusion des CE

Depuis 1945, la diffusion des comités d'entreprise ne s'est pas faite régulièrement. Une première vague suit la Libération et l'effectif se stabilise, vers 1948-49, autour de 3 à 4.000 comités et ceci jusqu'en 1958. Ce niveau n'est qu'imparfaitement connu car, faute de sanction, la déclaration des résultats par les employeurs semble assez imparfaite : les

Tableau I.3 Croissance du nombre des CE et des salariés couverts par l'institution



procès-verbaux dépouillés ne concernent que 2.500 à 3.000 établissements et environ un million de salariés.

La seconde vague débute probablement en 1966 (tableau I.3) et semble d'abord être la conséquence d'une loi de juin 1966. Cette loi rendait obligatoires les déclarations de carence et, en cas de scrutin, l'envoi des procès-verbaux *normalisés* à l'inspection du travail, ce qui permet à celle-ci de vérifier que l'employeur satisfait bien aux obligations légales en même temps que s'ouvre la possibilité d'une statistique exhaustive. Beaucoup d'inspecteurs du travail semblent avoir pris ce travail à cœur : leurs procès-verbaux, conservés pour les années 1966-69, montrent que de nombreux comités sont créés ou réactivés. Au 31 décembre 1967, on compte environ 8.600 comités en activité et ces comités concernent 2,5 millions de salariés. Surviennent alors les événements du printemps 1968, puis les accords de Grenelle et la loi de décembre 1968 qui donnent

une forte impulsion à l'activité syndicale. Des milliers de CE sont créés dans la décennie qui suit et l'on atteint, en 1977-78, 24.000 comités concernant 5,5 millions de salariés.

A partir de 1978, un certain recul s'amorce. Il est surtout sensible en nombre d'électeurs : la crise économique entraîne la disparition de grands établissements ou la réduction de leurs effectifs. A partir de 1984-85, les créations redeviennent plus nombreuses que les disparitions mais cette reprise s'explique surtout par la création des CE à la SNCF. Aujourd'hui, l'effectif recensé tourne autour des 25.000 établissements et semble de nouveau plafonner.

Ces données peuvent poser problème : le secteur "industriel et commercial" emploie plus de 13 millions de salariés et la grande majorité de ces salariés ne bénéficient donc pas d'un CE : s'agit-il de travailleurs employés dans des entreprises de moins de 50 salariés ou avec des contrats à durée déterminée ? Ou bien, une partie importante des

Tableau I.4 Le corps électoral ventilé par grandes branches économiques (nombre d'inscrits en valeur absolue et en pourcentage)

	1966-67	1978-79	1981-82	1992-93
Agriculture, sylviculture...	331	33 929	27 766	16 036
Industrie (sauf BTP)	2 012 920	3 020 775	2 698 066	2 228 133
Bâtiment et travaux publics	156 803	310 028	298 609	257 637
Transports	22 361	190 236	225 680	500 388
Services marchands	527 663	1 502 155	1 338 068	1 902 072
Services non-marchands			289 277	369 575
Ensemble	2 720 078	5 057 123	4 877 466	5 273 841
<i>Structure (en % des inscrits) :</i>				
Agriculture, sylviculture...	0,0	0,7	0,6	0,3
Industrie (sauf BTP)	74,0	59,7	55,3	42,2
Bâtiment et travaux publics	5,8	6,1	6,1	4,9
Transports	0,8	3,8	4,6	9,5
Services marchands	19,4	29,7	27,4	36,1
Services non-marchands			6,0	7,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Evolution (1966=100) :</i>				
Industrie (sauf BTP)	100	150	134	111
Bâtiment et travaux publics	100	198	190	164
Services marchands	100	285	254	360
Ensemble	100	186	179	194

établissements de plus de cinquante salariés n'ont-ils pas de CE ? L'examen du corps électoral apporte quelques éléments de réponse à cette question.

Le corps électoral

Il y a quelques années, le Ministère estimait à environ 30.000 le nombre des "établissements" qui devraient être dotés d'un comité et à plus de 6,5 millions le nombre des salariés qui sont concernés par ces élections³⁷. Or, l'administration enregistre environ de 24.000 élections concernant 5,3 millions d'électeurs. On peut donc affirmer

³⁷ Aujourd'hui, l'Administration ne donne plus d'estimation. Sur les "établissements concernés", voir les précisions données par Catherine NOEL et Annie DEVILLE, "Les élections aux comités d'entreprise en 1991", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 93, juillet 1993, p 4.

que, d'après les estimations de l'administration, plus d'un million de salariés sont privés d'un CE dont ils devraient normalement bénéficier³⁸. En revanche, il est difficile de savoir combien d'établissements de plus de 50 salariés n'ont pas de CE et de connaître les caractéristiques de ces établissements³⁹.

³⁸ La différence s'explique en partie par l'absence de CE dans certains établissements de plus de 50 salariés. Dans certains cas, l'employeur respecte la loi qui l'oblige à lancer chaque année un «appel à candidature» et à envoyer un «PV de carence» à l'Administration (sur les années 1990-91, cela concerne près de 1.500 établissements) mais il est certain que d'autres employeurs s'en dispensent.

³⁹ Maurice COHEN a comparé les données publiées par le Ministère du travail avec la statistique des établissements établie par L'INSEE. Il aboutit ainsi à un "taux de couverture" de 54% (op. cit., p 90-93). Mais les bases de recensement utilisées par les deux administrations semblent assez différentes. Par exemple, dans la branche "transports

Une indication complémentaire est fournie par la ventilation des CE par branches économiques (tableau I.4)⁴⁰. A la fin des années 1960, les salariés de l'industrie représentaient les trois quarts du corps électoral ; ils ne sont plus aujourd'hui que 40%. La crise économique fait naturellement sentir ses effets : le nombre des salariés de l'industrie ayant un CE dans leur établissement passe par un maximum de 3,3 millions en 1974-75 et décline depuis lors pour atteindre 2,3 millions à la fin des années 1980. Ceci ne contredit pas le constat d'une expansion de l'institution : aujourd'hui, plus d'un salarié de l'industrie sur deux (quelle que soit la taille de son établissement) bénéficie d'un CE contre 38% en 1967-68 au moment où l'institution commence son spectaculaire développement. Les transports et les services pèsent aujourd'hui pratiquement aussi lourd que l'industrie : le nombre des électeurs y a été multiplié par 4 en 27 ans.

On peut pousser le raisonnement un peu plus loin et tenter de calculer des "taux de couverture" en rapportant le corps électoral à l'emploi salarié par grandes branches économiques (tableau 1.5). Ces calculs sont nécessairement grossiers ne serait-ce que du fait des incertitudes nées des changements

ferroviaires" l'INSEE compte 809 établissements et le ministère 266 CE ! Nous avons constaté que des établissements juridiquement distincts mais rassemblés sur un site unique avaient souvent un même CE et organisaient une seule élection. Nous n'avons pu éclaircir ce problème car, sur les bandes qui nous ont été remises, le nom et la localisation des établissements ont été effacés.

⁴⁰ Les données détaillées sont présentées dans les tableaux II.13 à II.16

Tableau I.5 Taux de couverture des salariés par les CE⁴¹
(emploi par branches et électeurs inscrits aux élections des CE)

Branches :	1967-68	1978-79	1987-88	1992-93
<i>Agriculture, sylviculture</i>				
Inscrits	331	33 929	19 297	16 036
Salariés des branches	627 600	346 150	266 357	271 500
<i>Industrie (T02 à T23)</i>				
Inscrits	2 012 920	3 020 775	2 347 726	2 228 133
Salariés des branches	5 349 800	5 660 850	4 618 242	4 244 900
<i>Bâtiment, génie civil...</i>				
Inscrits	156 803	310 028	232 305	2 57 637
Salariés des branches	1 626 900	1 521 000	1 217 540	1 243 000
<i>Transports</i>				
Inscrits	22 361	190 236	477 091	500 388
Salariés des branches	774 700	816 700	840 121	779 300
<i>Services marchands</i>				
Inscrits	420 570	1 077 133	1 609 364	1 902 072
Salariés des branches	3 688 800	5 568 350	6 528 945	6 856 500
Total CE	2 612 985	4 632 101	4 685 783	4 904 266
Total salariés	12 067 800	13 913 050	13 471 205	13 395 200

(Structure du corps électoral et taux de couverture)

Branches :	1967-68	1978-79	1987-88	1992-93
<i>Agriculture, sylviculture</i>				
% du corps électoral	0,0	0,7	0,4	0,3
Taux de couverture	0,1	9,8	7,2	5,9
<i>Industrie (T02 à T23)</i>				
% du corps électoral	77,0	65,2	50,1	45,4
Taux de couverture	37,6	53,4	50,8	52,5
<i>Bâtiment, génie civil...</i>				
% du corps électoral	6,0	6,7	5,0	5,3
Taux de couverture	9,6	20,4	19,1	20,7
<i>Transports</i>				
% du corps électoral	0,9	4,1	10,2	10,2
Taux de couverture	2,9	23,3	56,8	64,2
<i>Services marchands</i>				
% du corps électoral	16,1	23,3	34,3	38,8
Taux de couverture	11,4	19,3	24,6	27,7
Total corps électoral CE	100	100	100	100
Taux couverture moyen	21,7	33,2	34,8	36,6

de nomenclature et des fluctuations dans le recensement de la population active salariée.

⁴¹ Les données concernant la population active sont tirées de : HUET Maryse et KASPARIAN Liliane, "Emploi salarié par région au 31/12/78 (rétropolation de 1968 à 1977 des données nationales en nouvelle base)", *Les collections de l'INSEE*, Série D, 74, septembre 1980 ; 1987-88 : Enquêtes emploi de l'INSEE et

Ces restrictions admises, il n'en reste pas moins que l'institution a connu une expansion considérable. Etant donné le caractère relativement peu coercitif de la loi, l'implantation des CE peut être

pour l'année 1993 de *INSEE-Résultats*, série Economie générale, 89-91, juin 1994, tableaux 03-19, 03-20.

considérée comme un succès relatif et témoigne de la popularité réelle dont a bénéficié l'institution au moins jusqu'à la fin des années 1970.

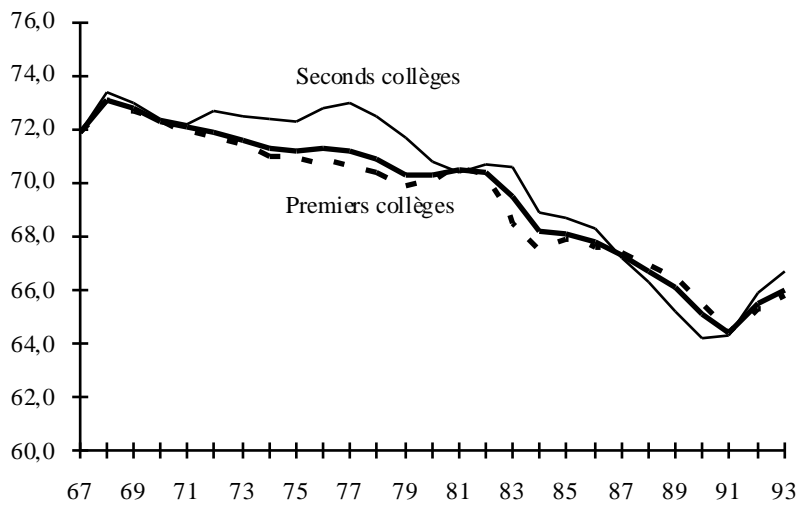
La diffusion de l'institution auprès d'un nombre croissant de salariés, le déclin de l'industrie peuvent-elles expliquer certains signes d'essoufflement et d'abord la baisse de la participation enregistrée ces dernières années ?

III La participation

Depuis l'origine, une convention s'est imposée à l'imitation des élections politiques : les bulletins blancs et nuls ne sont pas pris en compte dans le calcul des résultats. Au niveau des établissements, cette solution s'impose naturellement pour déterminer le résultat des consultations, mais le nombre de bulletins blancs et nuls est reporté sur les procès-verbaux. Cependant, lors de l'enregistrement des données, l'administration a pris l'habitude de compter ces bulletins avec les abstentions de telle sorte que nous disposons, pour mesurer la "participation", des seuls suffrages exprimés. L'évolution de ceux-ci est retracée dans le tableau I.6.

Quels que soient les aléas du recensement des suffrages exprimés, on peut considérer que, jusqu'en 1982, ceux-ci se maintiennent à un niveau presque stable et élevé. Il y a même eu une poussée de la participation autour de 1968, puis une relative stabilisation autour de 70% de suffrages *valablement* exprimés. En revanche, la dernière décennie est marquée par un recul rapide de la participation. Seules les années

Tableau I.6 Evolution des suffrages exprimés aux élections des comités d'entreprise depuis 1966 (en pourcentage des inscrits)



1978-80, puis 1991-93, apportent deux paliers.

Cependant, des électeurs, en nombre relativement élevé, se déplacent aux urnes et votent blancs ou nuls. C'est même une caractéristique propre à ces élections que masquent la manière dont l'administration présente les résultats.

Participation, abstention, bulletins blancs et nuls

Disposant des données détaillées par établissement, pour ces dernières années, il nous a paru intéressant de distinguer les abstentionnistes des gens qui, s'étant déplacés, ont choisi, par un vote blanc ou nul, de ne pas exprimer de suffrages en faveur de l'un des candidats qui leur étaient proposés. Trois dimensions caractéristiques sont calculées (tableau I.7)

Le nombre des *votants* indique combien de gens se sont rendus aux urnes. Le *taux de votants* est le rapport entre les votants et les inscrits. Il permet de connaître

l'importance de la *participation* au scrutin.

Tableau I.7 Abstentions, blancs et nuls et suffrages exprimés aux élections de 1992-93

	Effectifs	Taux
Inscrits	5 273 841	100,0
Abstentions	1 436 006	27,4
Votants	3 837 835	72,8
Blancs et nuls	337 366	6,4
Suffrages expr.	3 500 469	66,4

Les *bulletins blancs et nuls* : leur nombre est obtenu par différence entre les votants et les suffrages valablement exprimés. Pour en mesurer l'importance, on les rapporte aux inscrits : *taux des suffrages blancs et nuls* (exprimé pour 100 inscrits) ;

Les *suffrages exprimés*, c'est-à-dire les bulletins effectivement pris en compte pour l'élection. Le *taux de suffrages exprimés* est calculé par rapport aux inscrits.

Ces indicateurs et les taux correspondants ont été calculés par collèges, par branches, par

régions et par taille d'établissements⁴². Les principales conclusions concernent la participation et l'importance des blancs et nuls.

Malheureusement, pour les élections aux CE antérieures à 1987, on ne dispose plus des données concernant les votants. Il est probable que la participation, ainsi entendue, a reculé de près d'une dizaine de points puisque, en vingt-six ans, le nombre des suffrages valablement exprimés a diminué dans ces proportions. Cependant, il serait excessif de parler d'une "grève des urnes" à propos des CE, comme on l'a fait à l'occasion des scrutins sociaux et prud'hommaux.

Quel sens donner à ce nombre élevé de votants ?

Les sociologues expliquent généralement la participation électorale par le degré d'intégration à la collectivité⁴³. Les travaux de sociologie électorale ont rendu familière l'idée selon laquelle "plus la position sociale est élevée plus la participation est forte"⁴⁴. Certes, la notion de «position sociale» ne se réduit pas à la profession mais celle-ci en est une dimension importante : ainsi, lors des scrutins politiques, la tendance à l'abstention est nettement plus

⁴² Les résultats détaillés de ces traitements sont présentés dans le chapitre suivant (tableaux II.35 à II.40).

⁴³ Alain LANCELOT, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1968. Un article récent montre que l'abstentionnisme peut avoir des motivations très diverses : Dominique ANDOLFATTO, "Quand les abstentionnistes s'expriment", *Revue politique et parlementaire*, 960, juillet-août 1992, p 40-46.

⁴⁴ Nonna MAYER et Pascal PERRINEAU, *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin, 1992, p 30.

forte chez les ouvriers que chez les professions intermédiaires ou chez les cadres supérieurs (et l'écart s'est accru ces dernières années). Or les élections aux CE nous montrent que les différences sont assez faibles entre collèges et même que, depuis la fin des années 1970, l'abstention est légèrement plus élevée chez les cadres que dans le collège ouvrier.

Deux remarques peuvent être formulées à ce sujet.

En premier lieu, le phénomène s'observe plus nettement dans la Fonction publique ou lors des élections des prud'hommes. Dans la Fonction publique, la catégorie A (les cadres supérieurs) est plus abstentionniste que les autres catégories et la rupture se place sensiblement à la même époque : comme dans les entreprises, c'est au début des années 1980 que la participation des cadres passe en-dessous de celle des autres catégories alors qu'elle était traditionnellement supérieure auparavant. Aux prud'hommes, depuis 1979, l'abstention augmente plus rapidement dans le collège des cadres.

En second lieu, dans les entreprises, la coupure semble passer entre les «cols bleus» et les «cols blancs» ou, plus précisément, entre le personnel de production - ouvriers, agents de maîtrise, techniciens qui se rendent plus volontiers aux urnes - et les «bureaux» (employés aussi bien qu'ingénieurs et cadres) où la participation est nettement plus faible et en déclin assez rapide. Le nombre des suffrages valablement exprimés atteint d'ailleurs son maximum chez les agents de maîtrise et les

techniciens (67% contre 59% chez les ingénieurs et cadres...)

Plusieurs explications peuvent être avancées :

— Les collèges «cadres seuls» - comme ceux des «employés seuls» - se rencontrent dans les grandes entreprises où la participation est traditionnellement plus faible. Il reste à expliquer pourquoi les salariés des entreprises importantes sont aussi les plus abstentionnistes et pourquoi, en leur sein également, la participation diminue au fur et à mesure que l'on monte dans l'échelle des responsabilités et donc de l'intégration sociale. Ajoutons enfin que, dans ces entreprises, les CE distribuent des avantages significatifs...

— Les élections professionnelles se déroulent dans un univers différent de celui des élections politiques. Un auteur a parlé, à propos des scrutins professionnels, d'«élections barbares», non seulement parce qu'on en sait peu de choses, mais surtout parce qu'elles sont fondées sur un «état de nature» : les rapports économiques et sociaux saisis dans leur quotidienneté. A l'inverse, les élections politiques renvoient à un "état de culture - celui de la cité - fondant et organisant le système politique"⁴⁵.

— Dans le même ordre d'idées, les élections professionnelles participent à la philosophie du droit du travail qui compense le déséquilibre entre employeurs et salariés et protège ces derniers dont il postule la faiblesse et la moindre intégration. Dès lors, n'est-il pas logique que

l'attachement à ces institutions représentatives soit d'autant plus fort que la position sociale est faible ? Les cadres ont évidemment moins besoin de cette représentation collective ; ils peuvent même s'en méfier...

— Le phénomène de l'abstention est plus sensible dans le tertiaire. Dans quatre des principales branches des services, le taux d'abstention est environ deux fois supérieur à la moyenne : Services marchands aux entreprises et aux particuliers, Hôtels, cafés et restaurants, Commerce de détail non-alimentaire. D'une manière générale, le taux de participation est nettement plus bas dans les branches tertiaires que dans l'industrie. Ne font exception que des entreprises fortement syndicalisées comme les Banques — où la participation est forte — et des grandes entreprises industrielles employant surtout des techniciens, des ingénieurs et des cadres, comme les Pétroles ou la Parachimie, où la participation est traditionnellement faible.

C'est donc probablement la nature de la main d'oeuvre employée - et secondairement la taille des collèges électoraux - qui sont les déterminants principaux de la participation. En général, plus le niveau de qualification s'élève, moins l'on manifeste d'attachement pour les élections professionnelles. Le déclin des ouvriers et des techniciens de l'industrie, la montée du tertiaire et des cols blancs - employés comme cadres - ont donc pesé négativement sur la participation aux élections professionnelles.

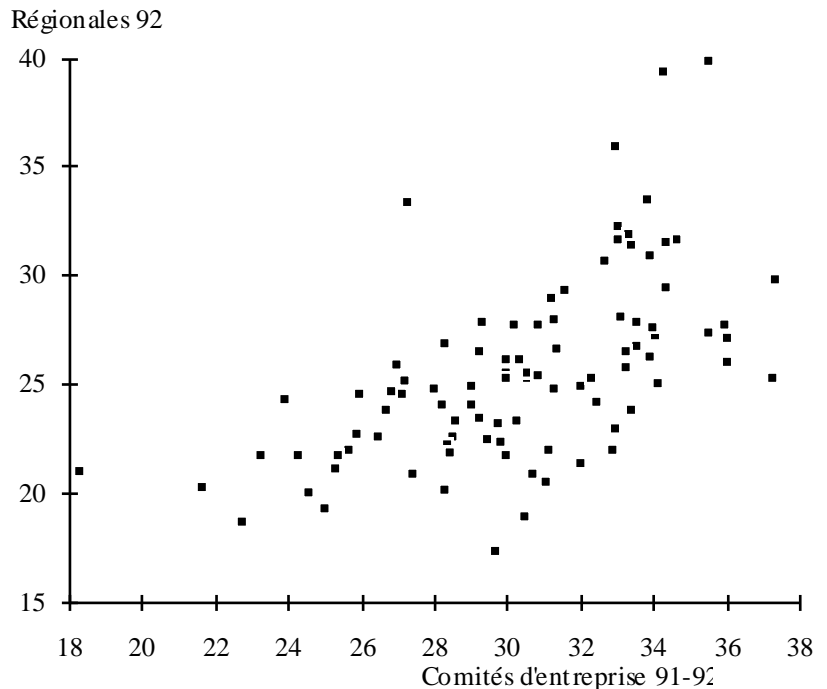
La désaffection relative envers les élections professionnelles peut également être expliquée par un élément moins aisément

⁴⁵ Dominique ANDOLFATTO, *L'univers des élections professionnelles*, Paris, Les éditions ouvrières, 1992.

mesurable : les transformations intervenues dans le contenu de ces élections et dans la fonction des élus. Depuis une vingtaine d'années, on observe une certaine «politisation» du mandat professionnel dans les grandes entreprises. De porte-parole, le représentant du personnel est progressivement devenu un mandataire général, un professionnel de la représentation. Les représentants sont devenus des «institutions» et le vocabulaire courant a enregistré cette évolution : on parle maintenant d'«institution représentative du personnel» et non plus de «délégation du personnel». Labbé et Perrin résument ainsi cette évolution : "Les militants syndicaux sont au milieu de la classe ouvrière comme les députés dans leur circonscription"⁴⁶.

L'institutionnalisation et la professionnalisation du mandat s'observent dans de nombreuses entreprises où la gestion du CE, la participation et la négociation permanentes isolent les syndicalistes de leurs adhérents et de leurs mandants. Cette évolution - par rapport à la philosophie première des élections professionnelles - peut expliquer la crise des syndicats, la montée rapide de l'abstention et son parallélisme avec le

Tableau I.8 Niveaux comparés de l'abstention par départements aux élections des CE en 1990-91 et aux élections régionales de 1992 (pour 100 électeurs inscrits)



phénomène constaté lors des élections politiques...

Enfin, il faut souligner le poids des «traditions locales». Comme le montrent les tableaux et les cartes reproduites dans notre second chapitre, l'abstention varie assez fortement selon les régions et les départements. Les spécialistes remarqueront que la carte des abstentions ressemble d'assez près à celle observée lors des élections politiques⁴⁷. Les mêmes régions se retrouvent au palmarès du «civisme» : Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Bretagne, Nord... Et la région parisienne, l'Alsace et Rhône-Alpes sont les moins participantes. La liaison peut être vérifiée dans le tableau I.8.

Dans ce graphique, chaque point correspond à un département dont les coordonnées sont

les taux d'abstention observés aux élections des CE de 1991-92 et lors d'un scrutin politique contemporain : les Régionales de 1992. L'orientation du nuage de points indique que les deux phénomènes varient dans le même sens. Naturellement, le raisonnement ne peut être poussé trop loin puisque, dans les grandes agglomérations, de nombreux salariés travaillent, et donc votent aux CE ou aux prud'hommes, dans un département différent de celui où ils résident et où ils sont électeurs (c'est le cas notamment à Paris et à Lyon).

Dès lors, se trouve posée la question des liens existant entre l'intégration sociale et la crise de la représentation si caractéristique de notre époque. Dans le cas des élections professionnelles, la relation est probablement inverse à celle qu'indiquerait le sens commun sociologique. Le facteur

⁴⁶ Daniel LABBE, Frédéric PERRIN, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, Paris, Seuil, p 289. La thèse de l'institutionnalisation du syndicalisme a été développée par Gérard ADAM notamment dans *Le pouvoir syndical*, (Paris, Dunod, 1983) et dans plusieurs articles (par exemple : "Les syndicats, un pouvoir excessif ?", *Droit social*, janvier 1984, p 2-4). L'auteur estime qu'il s'est formé une "technocratie de militants" et que le syndicalisme est devenu "un service public à gestion privée".

⁴⁷ Figures II.31 et 32 dans le chapitre suivant.

déterminant de l'abstentionnisme semble être la densité du tertiaire marchand et la taille des agglomérations. Si l'abstention aux élections professionnelles est bien un signe d'«anomie» ou de «dé-intégration» - ce qui reste à prouver -, celles-ci surviennent au coeur de la modernité et non à sa périphérie...

Aux élections des CE, les bulletins blancs et nuls sont extrêmement nombreux : 9,6% des votants - plus de 10% dans les collèges ouvriers - ont exprimé un suffrage non valable lors du dernier cycle électoral connu. Or, dans les tableaux, publiés par le Ministère depuis 1966, les votes nuls sont assimilés à des abstentions. Lors de la première publication, les auteurs se sont contentés de cette seule indication : "Les bulletins nuls sont certainement moins fréquents que les abstentions"⁴⁸. Certes, le procédé se justifie lorsqu'il faut décider qui est élu. Ajoutons que, lors des scrutins politiques, ces votes «non valables» sont rarement nombreux et qu'ils sont comptés à part de telle sorte que leur étude reste possible. Mais le phénomène étant marginal, personne ne lui prête vraiment attention. Sans doute est-ce la raison pour laquelle les statisticiens du Ministère du travail ne les ont jamais pris en compte dans leurs études et n'ont jamais publié ces chiffres.

Or il n'y a aucun lien statistique entre le niveau des abstentions et celui des bulletins nuls, quelle que soit la distribution employée

pour la mesure de la corrélation : branche, département, taille des entreprises⁴⁹. L'agrégation des deux phénomènes - que le ministère opère depuis près de 30 ans - n'est donc pas justifiée. Elle serait acceptable si le nombre des bulletins nuls était marginal (ce qui n'est pas le cas). Malheureusement, l'information est définitivement perdue et rien ne permet de dire quelle ampleur avait le phénomène avant 1987. Il n'a jamais été négligeable : les «ratures» en donnent un indice intéressant.

Les ratures

L'élection se fait à la proportionnelle par listes. Mais la loi prévoit que les bulletins peuvent être raturés et tout indique que les salariés ne se font pas faute d'utiliser cette possibilité. De telle sorte que les suffrages exprimés vont autant aux candidats qu'aux organisations qui les présentent. Dès lors, de combien de voix créditer les organisations ? Le ministère a utilisé successivement deux méthodes. De 1966 à 1973, il a pris en compte les ratures et a affecté aux syndicats la moyenne arithmétique des voix obtenues par leurs candidats (suivant en ceci le mode de calcul utilisé, au niveau de l'établissement, pour déterminer le nombre de sièges obtenus par chaque liste). Statistiquement, cette méthode conduisait à ce que les suffrages exprimés étaient toujours en nombre supérieur par rapport aux voix obtenues par les différentes organisations (tableau I.9 ci-

dessus) et l'écart équivalait à près de 10% des suffrages exprimés⁵⁰.

Depuis 1974, les statistiques ne prennent plus en compte les ratures : les suffrages recueillis par les organisations syndicales correspondent au nombre de bulletins dépouillés qu'ils soient ou non raturés ce qui revient à effacer l'écart existant entre les suffrages exprimés et le total des voix recueillies par les candidats, et, par conséquent, à créditer les organisations syndicales de plus de voix que n'en ont obtenues leurs candidats. Cependant, une loi "Auroux" d'octobre 1982 a réformé le mode de scrutin et a fixé un seuil de 10% en dessous duquel les ratures ne sont pas prises en compte⁵¹. Le système de collecte des résultats se rapproche alors du système électoral⁵².

⁴⁸ "Les élections aux comités d'entreprise en 1966", *Revue française des affaires sociales* 3, juillet-septembre 1968, p 81.

⁴⁹ Avec des coefficients respectivement égaux à : -0.14, -0.18, et -0.16 (calculs réalisés sur 38, 95 et 6 valeurs).

⁵⁰ Les centrales syndicales expliquent le phénomène des ratures par les pressions ou les manoeuvres patronales à leur encontre. Dans plusieurs cas, elles ont obtenu l'annulation de scrutins en apportant la preuve de telles pressions. Mais, comme pour les bulletins blancs et nuls, l'ampleur du phénomène est telle que cette seule explication ne peut suffire.

⁵¹ Remarquons que, lors des débats sur la réforme du régime électoral des CE à l'automne 1982, le PCF a jugé que la barre des 10% de ratures était trop basse.

⁵² Mais, dans un arrêt de 1990, la cour de cassation vient de neutraliser cette disposition légale : les ratures diminuent la moyenne des voix même si leur nombre est inférieur à 10%. A partir de 1991, on se retrouve dans le mode de calcul antérieur. Cela peut conduire à des situations étonnantes : dans certains cas, le nombre de sièges obtenus par chaque liste ne correspond pas à ce que laisserait attendre le nombre de bulletins comptabilisés en leur faveur...

Tableau I.9 Le phénomène des ratures dans les élections des CE entre 1966 et 1974

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73
Collège 1							
Suffrages exprimés	1 457 746	1 596 058	1 799 385	1 943 085	2 109 677	2 446 308	2 573 162
Voix comptabilisées	1 332 777	1 443 752	1 614 615	1 734 237	1 919 500	2 232 579	2 312 405
<i>Pourcentage de ratures</i>	8,6	9,5	10,3	10,7	9,0	8,7	10,1
Collège 2 :							
Suffrages exprimés	339 793	392 878	450 678	506 684	567 383	687 287	753 707
Voix comptabilisées	311 399	347 287	393 990	448 105	514 995	626 892	676 575
<i>Pourcentage de ratures</i>	8,4	11,6	12,6	11,6	10,2	8,8	10,2
Ensemble des collèges							
Suffrages exprimés	1 797 539	1 988 936	2 250 063	2 449 769	2 677 060	3 135 595	3 326 869
Voix comptabilisées	1 644 176	1 791 039	2 008 605	2 182 342	2 434 495	2 859 471	2 988 980
<i>Pourcentage de ratures</i>	8,5	9,9	10,7	10,9	9,1	8,7	10,2

Les contestations, qui ont suivi l'adoption du seuil de 10%, au-dessous duquel les ratures ne sont pas prises en compte, prouvent que le problème existait toujours en 1981-82. Comme les bulletins blancs et nuls, les ratures sont à rattacher à une offre électorale jugée inadéquate par l'électeur.

Ce phénomène a une portée considérable : lors des élections aux CE, on peut estimer que plus d'un bulletin sur cinq est blanc, nul ou raturé. En caricaturant un peu, on pourrait dire que les gens qui annulent leur vote ou le raturent forment le premier courant d'opinion dans cette consultation. Malheureusement, aucune analyse ne peut en être faite puisque l'information concernant les ratures ne figure plus dans le formulaire que l'entreprise doit faire parvenir à l'Administration.... Il reste à raisonner comme si le phénomène est bien de même nature que celui des blancs et nuls.

En ce qui concerne les bulletins blancs et nuls, nos dépouillements font apparaître clairement que le niveau de l'abstention et le

nombre des blancs et nuls évoluent en sens inverse : chez les ouvriers, les agents de maîtrise et les techniciens, on s'abstient peu et l'on vote plus facilement blanc ou nul. En revanche, chez les employés et les cadres, on se déplace moins volontiers mais, alors, on exprime un suffrage valable.

Aux prud'homales, le phénomène n'a pas du tout la même ampleur. Ainsi, en décembre 1992, il y a eu 207.000 bulletins blancs et nuls, soit 3,7% des votants. C'est un pourcentage assez comparable à ce qui était observé autrefois lors des élections politiques. Cependant, le phénomène a changé de dimension lors des législatives de mars 1993. Au premier tour, 5,3% des votants ont déposé un bulletin blanc ou nul dans les urnes. Au second tour, ils étaient plus de 2 millions à faire de même, soit 9,6% des votants. Et l'on a observé des pointes très fortes dans certaines circonscriptions où, du fait de la loi électorale, la compétition au second tour se limitait à un «duel à droite».

Autrement dit, comme on s'en doute depuis longtemps, le vote nul exprime à la fois le rejet d'une «offre électorale» jugée inadéquate et un fort attachement au droit de suffrage... Ce raisonnement peut-il s'appliquer aux élections des CE ?

En premier lieu, quand le choix offert se réduit à une seule liste, le nombre de bulletins blancs et nuls est très élevé : plus de 12%. Leur niveau atteint un maximum quand FO, la CGC, les «autres syndicats» ou les «non-syndiqués» sont seuls en lice. En revanche, dès qu'il y a au moins deux listes syndicales en lice, le nombre des blancs et nuls recule considérablement - 7,5% en moyenne - et les taux les plus faibles s'observent quand la CGT et la CFDT sont en compétition dans le même scrutin. Autrement dit, *les bulletins blancs et nuls sont d'abord l'expression d'un refus d'une situation de monopole qu'il soit syndical ou non.*

En second lieu, une tendance semblable se retrouve avec les abstentions. La participation est minimale quand des candidats

«sans étiquette» participent au scrutin⁵³ et elle s'élève quand il y a une candidature syndicale : 65% des inscrits expriment un suffrage valable avec une seule liste ; 69% quand il y en a au moins deux. La présence d'un et, surtout, de plusieurs syndicats est donc un puissant facteur de mobilisation électorale. Pourtant, le contraire devrait se produire puisque la participation est meilleure dans les petits établissements — où prédominent les «non-syndiqués» — que dans les grands où l'on rencontre les listes syndicales. On devrait donc avoir une participation maximale avec les candidats sans étiquette et une participation d'autant plus faible que l'offre électorale augmente, puisque le nombre des syndicats en lice est étroitement liée à la taille des établissements. Ceci prouve que, en ce qui concerne la mobilisation des électeurs, le pluralisme syndical contrebalance l'influence de la taille.

En règle générale, l'abstention, comme le niveau élevé des votes blancs et nuls, indiquent donc une certaine insatisfaction face aux choix proposés aux électeurs. L'analyse des élections professionnelles doit donc prendre en compte l'offre électorale et mesurer l'impact des différentes situations possibles. C'est dans ce but que nous proposons la notion de "configuration électorale".

IV. Les configurations électorales

Les analyses portant sur les élections professionnelles raisonnent souvent comme s'il s'agissait de scrutins généraux, à la manière des prud'homales ou des élections des conseils des caisses de la Sécurité sociale. Pour mesurer l'audience de chaque organisation, on rapporte les voix qu'elle a obtenues au total des suffrages exprimés (c'est ce que nous avons fait dans la première section de ce chapitre). Cela revient à postuler qu'il y avait, à peu près partout, les mêmes protagonistes. Pour les élections professionnelles, ce postulat peut être trompeur car les situations dans les différents établissements sont extrêmement diverses. Il est donc intéressant de dresser une typologie des situations électorales que nous baptisons «configurations».

Nous avons raisonné essentiellement sur le nombre de listes en concurrence et sur les résultats obtenus par chacune d'elles suivant ces configurations⁵⁴. Il s'agit de répondre à quelques questions simples. Par exemple : à combien de scrutins participe chaque organisation syndicale ? Combien d'électeurs sont concernés par ces candidatures ? Avec quelle autre organisation se trouve-t-elle en concurrence ? Combien de suffrages obtient-elle dans les différents cas de figure ?

Nous avons distingué quatre grandes configurations : une seule liste, un duel, une triangulaire et quatre listes ou plus. Le tableau

I.10 ci-dessous indique la fréquence de ces quatre situations ainsi que la proportion des électeurs concernés par chaque configuration.

La dernière ligne du tableau indique que le nombre moyen de listes en compétition est très bas : moins de 1,4 listes par scrutin que ce soit dans le premier ou le second collège. En moyenne, les électeurs se voient offrir à peine plus de 2 listes, ce qui est peu si l'on songe à l'extraordinaire diversité du paysage syndical français. Les cadres moyens et supérieurs ne disposent pas d'un choix beaucoup plus large que les ouvriers et les employés mais il est vrai que les seconds collèges sont de taille plus réduite que les premiers.

Ces moyennes recouvrent des situations assez contrastées. La première ligne du tableau montre que les trois quarts des scrutins se font sur une liste unique et que ces élections sans choix concernent 47% des électeurs. Environ 2,5 millions de salariés participent à une consultation non-concurrentielle : leur choix se limite à soutenir des volontaires ou à manifester leur défiance par l'abstention, le vote blanc ou nul. Dans trois cas sur quatre — soit la moitié des élections —, ces listes sont sans étiquette syndicale et, dans 12% des scrutins, elles portent les couleurs de la CGT ou de la CFDT. La taille des collèges concernés semble être une variable décisive. Ceux où les listes sans étiquette sont en situation de monopole comptent en moyenne 60 électeurs contre 106 en cas de monopole de la CGT et 89 pour la CFDT.

⁵³ Dans 4% des scrutins, il y a un affrontement entre des syndiqués et des «non-syndiqués». Or ces derniers ne peuvent être candidats qu'au second tour et si au moins une partie des sièges n'a pas été pourvue au premier tour (ce qui signifie que beaucoup de gens se sont abstenus ou ont voté nul). Dans la plupart des cas, les «non-syndiqués» sont seuls en lice.

⁵⁴ Les méthodes et les résultats sont détaillés dans : Dominique LABBE, "Comités d'entreprise : les configurations électorales", *Travail et emploi*, 59, 2/94, p 64-73.

Tableau I.10 Fréquence des différentes configurations électorales
(en pourcentage du nombre de scrutins et du nombre d'inscrits. 1992-93)

	Premiers collèges		Seconds collèges		Tous collèges	
	% Scrutins	% Inscrits	% Scrutins	% Inscrits	% Scrutins	% Inscrits
Listes uniques	72,5	46,8	79,3	46,1	75,8	46,6
Deux listes	19,5	23,5	13,3	19,0	16,5	22,1
Trois listes	5,7	13,9	4,5	12,8	4,5	12,8
Quatre listes et plus	2,3	15,8	2,9	22,1	2,6	17,7
<i>Nombre moyen de listes</i>	<i>1,38</i>	<i>2,08</i>	<i>1,32</i>	<i>2,28</i>	<i>1,35</i>	<i>2,14</i>

Tableau I.11 La participation électorale dans les élections non concurrentielles

Etiquette de la liste unique	Premiers collèges			Seconds collèges			Ensemble des collèges		
	% de votants	% blancs et nuls	% Suff. exprimés	% de votants	% blancs et nuls	% Suff. exprimés	% de votants	% blancs et nuls	% Suff. exprimés
CGT	78,1	11,1	69,4	73,0	14,9	62,1	77,6	11,5	68,7
CFDT	74,7	11,4	66,2	70,4	12,4	61,7	73,8	11,6	65,3
CFTC	71,8	12,9	62,5	70,9	13,4	61,4	71,5	13,1	62,2
FO	73,9	13,9	63,6	76,2	13,8	65,6	74,5	13,8	64,2
CGC	71,9	11,5	63,6	71,9	10,4	64,4	71,9	10,5	64,3
Autres syndicats	74,3	12,0	65,4	76,1	10,2	68,4	75,0	11,3	66,5
Non-syndiqués	67,8	10,9	60,4	68,6	8,9	62,5	68,0	10,3	61,0
Moyenne	70,9	11,3	62,9	70,3	10,1	63,1	70,7	11,0	63,0

L'absence de compétition électorale est une configuration a priori peu mobilisatrice et l'on s'attendrait à une abstention record. Il n'en est rien puisque, en moyenne, dans des situations de ce genre, sept électeurs sur dix se rendent aux urnes. En revanche, ils sont assez nombreux à exprimer un vote nul. Du point de vue de la participation électorale, tous les syndicats mobilisent plus de 70% de l'électorat contre 67% pour les «non-syndiqués». Sans doute faudrait-il prendre en compte l'existence de quelques premiers tours "blancs" pour interpréter ce dernier chiffre. Il semble malgré tout certain que les listes syndicales mobilisent mieux les électeurs que les candidats «sans étiquette».

Si, comme nous l'avons montré plus haut, les votes blancs et nuls manifestent un mécontentement envers une offre électorale insatisfaisante, on peut se demander qui polarise l'hostilité. Dans les premiers collèges, il s'agit de FO et de la CFTC (14% et 13% de blancs et nuls) et, dans les seconds collèges, de la CGT, de FO et de la CFTC (15%, 14% et 13% de votes nuls). Naturellement, nous ne savons rien des ratés. Cependant, au total, le taux de suffrages valablement exprimés reste élevé : en moyenne, près de 69% quand la CGT est seule en lice, 66% pour les «autres syndicats», 65% pour la CFDT et seulement 61% avec les listes sans étiquette. Sans doute, faudrait-il approfondir

cette question. Les élections professionnelles dans les petites entreprises ont des caractéristiques particulières. Dans une certaine mesure, on peut les comparer aux Municipales dans les petites communes : les hommes comptent plus que les étiquettes mais celles-ci prennent de l'importance dès que la taille augmente ou lorsqu'il y a des divergences au sein de la communauté.

A l'opposé, moins de 3% des scrutins - à peine plus d'un millier - reflètent la diversité syndicale française en mettant en lice au moins quatre listes. Seuls 800.000 électeurs se trouvent devant un tel choix (soit 14% du total). Un scrutin à trois listes au moins ne se rencontre que dans

une élection sur 14 et il concerne 18% des électeurs. Enfin, les «duels» sont relativement plus nombreux et touchent près d'un électeur sur quatre (17% des élections et 24% des inscrits). Ajoutons que, dans près de la moitié des cas, ces «duels» opposent la CGT et la CFDT, dans les premiers collèges, la CGC et la CFDT dans environ 4 seconds collèges sur dix⁵⁵. Là encore, la taille semble déterminante : les collèges où l'on rencontre au moins quatre candidatures comptent en moyenne 694 électeurs contre 300 pour les triangulaires et 150 pour les duels.

Une conclusion s'impose : les candidatures syndicales concernent un nombre finalement assez faible de scrutins même si l'importance des établissements leur assure un corps électoral assez large. A l'inverse, plus de quatre listes sur dix sont composées de gens sans étiquette syndicale. Certes, celles-ci ne s'adressent qu'à 36% des électeurs mais, du fait de l'absence quasi-constante de concurrence syndicale face à ces candidats «non syndiqués», leurs scores sont remarquables : 90% des suffrages en moyenne. A l'opposé, la CFDT et la CGT, à égalité, ne présentent chacune que 16% des listes s'adressant ainsi à 45 et 44% des électeurs. FO vient loin derrière avec environ 10% des listes concernant moins d'un électeur sur trois... Enfin la CGC est très concentrée sur les gros établissements. Participant à

moins d'une élection sur cinq dans les seconds collèges, elle touche ainsi la moitié des agents de maîtrise, techniciens, cadres et ingénieurs.

Les configurations électorales sont donc un aspect essentiel des élections professionnelles. C'est pourquoi, dans la seconde partie de cette étude, à la compilation des données existantes, nous ajoutons une série de tableaux synthétisant les différentes situations électorales dans lesquelles se trouvent les organisations : le nombre de cas, les effectifs concernés et les scores qu'elles réalisent dans ces situations particulières.

V. *L'implantation des syndicats dans les entreprises françaises*

L'analyse des configurations électorales montre que l'audience d'une organisation est largement dépendante de sa présence dans

les entreprises françaises. On propose de mesurer cette présence à l'aide de la notion d'implantation. Les tableaux I.12 et I.13 donnent les implantations de chaque organisation syndicale en chiffres absolus et en taux d'implantation par collèges et par établissements. On considérera qu'un syndicat est implanté dans un établissement à partir du moment où une liste est présentée, sous son étiquette, dans au moins un des collèges électoraux.

En plus des organisations syndicales, le même calcul des implantations est appliqué à trois configurations types :

— la présence d'au moins un syndicat est constatée dans 13.529 établissements sur les 25.230 où se déroulent des élections ;

— la coexistence entre des candidats sans étiquette et un ou plusieurs candidats syndiqués concerne 18% des entreprises. Dans la majorité des cas, la

Tableau I.12 Implantation des organisations syndicales dans les établissements où se sont déroulées des élections aux CE (en nombre de collèges et d'établissements, 1992-93).

Collèges Organisations	Collèges 1	Collèges 2	Collèges 3	Collèges uniques	Etablis- sements
CGT	6 663	2 385	348	576	7 091
CFDT	5 567	3 273	732	814	6 890
CFTC	1 642	1 200	333	156	2 141
FO	4 026	2 497	546	444	4 908
CGC	340	2 814	1419	53	3 441
Autres syndicats	1 183	1 190	425	216	1 856
Non-syndiqués	10 834	11 614	1 897	2 380	16 275
<i>Tous comités</i>	<i>21 067</i>	<i>19 093</i>	<i>4 074</i>	<i>3 822</i>	<i>25 230</i>
Au moins un syndicat	11 361	8 071	2 321	1 625	13 529
Que des syndicats	10 233	7 479	2 177	1 442	8955
Syndicat et non syndiqués	1 128	592	144	183	4 574
Non-syndiqués seuls	9 701	11 022	1 753	2 197	11 701

⁵⁵ Dans les chapitres III à VIII, le lecteur trouvera l'information détaillée concernant les résultats de chaque organisation ventilés en fonction du nombre d'adversaires qu'elle affronte.

Tableau I.13 Implantation des organisations syndicales dans les établissements où se sont déroulées des élections aux CE (1992-93, en % du total des collèges et des établissements)

<i>Collèges Organisations</i>	Collèges 1	Collèges 2	Collèges 3	Collèges uniques	Etablis- sements
CGT	29,7	12,5	8,5	15,1	28,1
CFDT	26,4	17,1	18,0	21,3	27,3
CFTC	7,8	6,3	8,2	4,1	8,5
FO	19,1	13,1	13,4	11,6	19,5
CGC	1,6	14,7	34,8	1,4	13,6
Autres syndicats	5,6	6,2	10,4	5,7	7,4
Non-syndiqués	51,4	60,8	46,6	62,3	64,5
<i>Tous comités</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100,0</i>
Au moins un syndicat	53,9	42,3	57,0	42,5	53,6
Que des syndicats	48,6	39,2	53,4	37,7	35,5
Syndicat et non syndiqués	5,4	3,1	3,5	4,8	18,1
Non-syndiqués seuls	46,1	57,7	43,0	57,5	46,4

situation est la suivante : liste syndicale dans le premier collège, liste «non-syndiquée» pour les seconds et troisièmes collèges surtout s'ils sont de petite taille. Il s'agit donc bien d'une *coexistence* dans un même établissement et, comme nous l'avons indiqué plus haut, la concurrence entre

syndiqués et «non-syndiqués» dans un même collège est relativement rare ;

— l'absence totale de candidat syndiqué se traduisant par la seule présence de candidats sans étiquette : 11.700 entreprises sont dans ce cas, soit 46% du total. C'est dans les collèges uniques

que la candidature unique «non-syndiqué» est la plus fréquente : pratiquement 6 élections sur 10.

En 1992-93, la CGT présentait des candidats dans 7091 établissements, soit un taux d'implantation de 28,1%. Autrement dit, la CGT est présente dans près de 3 établissements sur 10 du "secteur marchand" doté d'un CE. La réalité varie suivant les collèges. Le tableau fait apparaître que la CGT est nettement prépondérante dans les premiers collèges et la CGC dans les troisièmes. De façon générale, c'est parmi les agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres que l'influence des confédérations "ouvrières" a le plus de mal à s'exprimer mais toutes les organisations, non spécifiquement destinées aux cadres, sont dans une situation assez semblable...

Ce premier calcul donne une mesure de la présence des organisations dans le "paysage social" - par exemple, on notera que la CFDT, puis FO sont les organisations dont la répartition entre les différentes catégories est la plus équilibrée - mais il ne dit rien du nombre de personnes concernées par l'action de l'organisation. D'où le calcul du *taux d'implantation parmi les salariés* qui répond à la question : combien de personnes sont potentiellement concernées par l'action d'une organisation ? (tableau I.14).

Tableau I.14 Implantation des syndicats en fonction des salariés inscrits aux élections des CE (1992-93, en milliers d'électeurs, par collèges et par établissements).

<i>Collèges Organisations</i>	Collèges 1	Collèges 2	Collèges 3	Collèges uniques	Etablis- sements
CGT	1 780,3	462,8	94,5	72,5	2 749,4
CFDT	1 620,8	563,9	154,6	99,1	2 676,2
CFTC	777,2	269,3	80,8	22,2	1 302,4
FO	1 351,6	421,2	108,3	54,3	2 173,4
CGC	90,1	433,5	191,9	7,8	1 884,8
Autres syndicats	540,2	209,1	80,5	25,7	1 003,5
Non-syndiqués	1 082,5	412,5	99,6	213,8	2 382,0
<i>Tous comités</i>	<i>3 330,1</i>	<i>1 216,2</i>	<i>354,3</i>	<i>373,2</i>	<i>5 273,8</i>
Au moins un syndicat	2 478,2	862,2	272,4	184,1	3 950,0
Que des syndicats	2 247,6	803,7	254,7	159,5	2 891,9
Syndicat et non syndiqués	230,6	58,5	17,7	24,6	1 058,0
Non-syndiqués seuls	851,9	354,1	81,9	189,1	1 323,9

Tableau I.15 Taux d'implantation des syndicats en pourcentage des inscrits aux élections des CE (1992-93, en % du total des inscrits).

<i>Collèges Organisations</i>	Collèges 1	Collèges 2	Collèges 3	Collèges uniques	Etablis- sements
CGT	53,5	38,0	26,7	19,4	52,1
CFDT	48,7	46,4	43,7	26,6	50,7
CFTC	23,3	22,1	22,8	6,0	24,7
FO	40,6	34,6	30,6	14,6	41,2
CGC	2,7	35,6	54,2	2,1	35,7
Autres syndicats	16,2	17,2	22,7	6,9	19,0
Non-syndiqués	32,5	33,9	28,1	57,3	45,2
<i>Tous comités</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
Au moins un syndicat	74,4	70,9	76,9	49,3	74,9
Que des syndicats	67,5	66,1	71,9	42,7	54,8
Syndicat et non syndiqués	6,9	4,8	5,0	6,6	20,1
Non-syndiqués seuls	25,6	29,1	23,1	50,7	25,1

On peut entendre cette notion de "présence" dans un sens plus ou moins large. Au sens le plus large, on peut postuler que toute personne employée dans l'établissement bénéficie de la présence du syndicat dès qu'un candidat est présenté dans l'un quelconque des collèges de l'établissement puisque c'est l'indice de l'existence d'une section en activité. Les dernières colonnes des tableaux I.14 et I.15 sont établis dans cette optique large. On voit que seules la CGT et la CFDT atteignent ou dépassent le seuil des 50%. Autrement dit, ces deux organisations touchent pratiquement la moitié des salariés employés dans des entreprises disposant d'un CE. En revanche, 4 salariés sur 10 - soit 2 millions - ont une section FO dans leur établissement.

Les colonnes intérieures des deux tableaux donnent une mesure restrictive de l'implantation : au numérateur ne figurent que les inscrits dans le

collège où a été présentée la candidature. Moins de la moitié des électeurs votant dans un collège unique sont concernés par des candidatures syndicales, alors que les trois quarts des ouvriers et employés, des ingénieurs et cadres sont dans ce cas (tableau I.15). L'explication essentielle réside dans la taille des entreprises concernées puisque la probabilité qu'existe une section syndicale est directement proportionnelle au nombre des personnes employées dans l'établissement...

Au niveau des collèges, seules la CGT et la CGC franchissent le seuil des 50% — la première chez les ouvriers et les employés, la seconde chez les cadres supérieurs. Mais toutes deux ont du mal à déborder leur clientèle traditionnelle. Il est donc justifié de parler à leur sujet d'organisations *catégorielles*, même si la CGT dispose d'une audience non-négligeable chez les techniciens et les agents de maîtrise de l'industrie et des

grandes entreprises publiques. En revanche, la CFDT est de loin l'organisation la mieux implantée dans les seconds collèges essentiellement composés de techniciens et d'agents de maîtrise (et de cadres supérieurs dans les établissements sans troisième collège). Mais c'est dans ce collège que la concurrence semble la plus vive puisque la CGC, la CGT, FO et les «non-syndiqués» sont capables de présenter des listes à plus du tiers des électeurs.

Au total donc, au moins deux grands syndicats (CGT et CFDT) se caractérisent par une présence significative : environ 7.000 sections syndicales actives (en comptant la SNCF), c'est un nombre important et cela montre l'aptitude à faire vivre des équipes syndicales dans un grand nombre d'établissements divers et dispersés sur l'ensemble du territoire. Ajoutons que la CFDT présente la plus grande diversité sociologique puisqu'elle est la seule organisation à être implantée de manière assez uniforme dans toutes les catégories professionnelles. Cependant, cette implantation des syndicats dans le monde du travail connaît un recul important depuis au moins une dizaine d'années.

L'évolution des implantations syndicales

Depuis 1983, nous disposons d'indications concernant les taux globaux d'implantation⁵⁶. Ces

⁵⁶ Nous utilisons ici les données publiées annuellement par Jean-Pierre AUJARD dans les *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, à partir de 1984 (Cf *DSTE*, 15, octobre 1985, p 13). Soulignons que ces données ne sont pas ventilées par collèges. Dès qu'une liste est présente dans l'un des collèges, l'ensemble des

données permettent de retracer l'évolution récente de la présence syndicale dans les entreprises (tableau I.16). Ajoutons que depuis cette date, le corps électoral n'a que légèrement augmenté : les pourcentages en baisse correspondent donc à des reculs en termes absolus.

Par rapport à 1983-84, les reculs d'implantation sont sévères. En nombre de sections syndicales, il est d'un quart pour la CGC, d'un cinquième pour la CGT, de 5% pour la CFDT. En termes de salariés concernés, le recul est nettement moins important. Autrement dit, ce sont plutôt les petits et moyens établissements qui sont touchés par la désyndicalisation. Le graphique I.17 montre que ces reculs ont été réguliers et continus tout au long de la période et qu'ils affectent toutes les organisations (sans une modification des règles applicables dans les groupes nationalisés, les reculs de FO, de la CGC et de la CFDT auraient été beaucoup plus importants...)

En raisonnant sur les principales dimensions mesurables, le mouvement de recul des implan-

salariés de l'établissement est censé bénéficier de la présence de la section syndicale.

⁵⁷ Le tableau se lit horizontalement : entre 1983 et 1993, le nombre de scrutins auxquels participe la CGT a baissé de 20% et le nombre de salariés concernés par une candidature CGT a reculé de 13%. Du fait de l'augmentation du nombre des CE (de 9%) et du nombre d'électeurs inscrits (de 6%), le taux d'implantation de la CGT dans les établissements recule de 26% et son taux d'implantation parmi les salariés de 18%. La première statistique publiée par J.-P. Aujard ne comportait pas la SNCF. Pour permettre les comparaisons, on a donc éliminé celle-ci du calcul. Pour les chiffres absolus de 1983-84, se reporter à l'article cité de J.-P. Aujard ou à notre article de *Travail et emploi* sur le déclin des syndicats.

tations s'explique par deux éléments de poids sensiblement égal.

En premier lieu, la croissance de

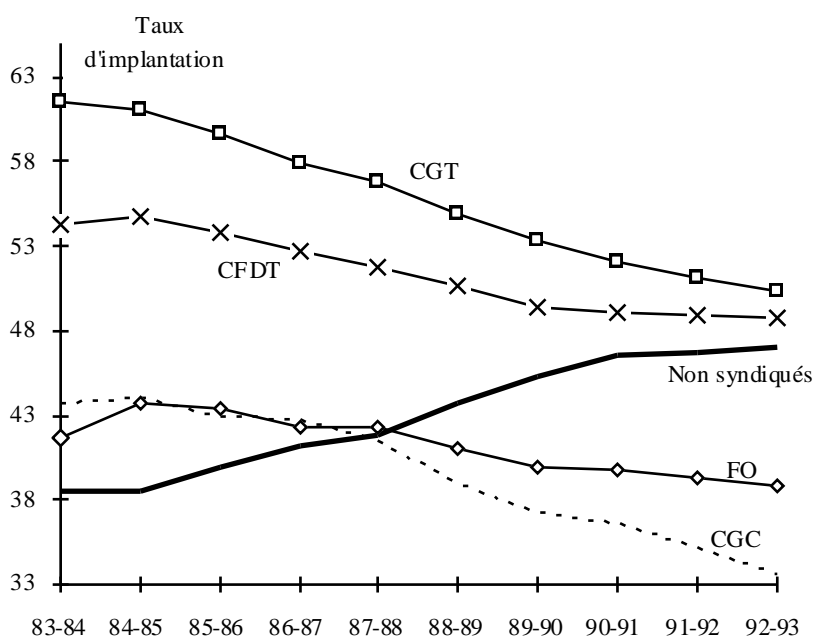
du nombre des CE (hors SNCF) est le solde entre des créations et des disparitions :

— les "nouveaux comités" en

Tableau I.16 Evolution de l'implantation des syndicats entre 1983 et 1993 (100 = 1983-1984, sans la SNCF)⁵⁷

<i>Etiquette des listes</i>	Nombre de comités	Nombre d'inscrits (milliers)	Implantation en nombre de CE	Implantation en nombre d'inscrits
CGT	80	87	74	82
CFDT	95	96	87	90
CFTC	110	123	101	116
FO	99	102	91	96
CGC	75	84	69	79
Autres	103	120	95	113
Non-syndiqués	126	130	116	122
<i>Tous comités</i>	<i>109</i>	<i>106</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
dont				
• au moins 1 syndicat	90	95	83	89
• que des syndicats	87	92	80	86
• syndicats & non-synd.	96	104	88	98
• non-syndiqués seuls	143	161	131	151

Tableau I.17 Evolution des implantations syndicales auprès des salariés du secteur privé (pour 100 électeurs aux CE, sans la SNCF)



1990-91 représentaient environ 13% du total des établissements pour 9% des électeurs inscrits⁵⁸. Ces créations concernent surtout des établissements de faible taille, où les organisations confédérées sont généralement mal implantées et les «non-syndiqués» y recueillent près de la moitié des suffrages exprimés. A lui seul, ce phénomène de création de CE faiblement syndicalisés explique une bonne partie de la poussée des élus sans étiquette. Mais, dans le passé, la plupart de ces nouveaux comités pouvaient être considérés comme étant en voie de syndicalisation⁵⁹. Le cas semble beaucoup moins fréquent aujourd'hui sans disparaître toutefois, ce qui prouve que le syndicalisme confédéré dispose de réserves.

Toujours selon les mêmes calculs, pour 1990-91, on peut estimer les disparitions à environ 1.300 établissements dont la taille moyenne était sensiblement égale

à 200 salariés soit environ 6% des établissements et du corps électoral. La majorité de ces établissements étaient syndicalisés. Par exemple, la CGT et la CFDT étaient présentes dans plus d'un quart de ces établissements : il leur aurait donc fallu, pour maintenir stable leur implantation, non seulement maintenir en activité toutes les autres équipes syndicales mais, de plus, créer chaque année au moins 300 sections syndicales nouvelles pour compenser les disparitions.

En second lieu, on constate la disparition d'équipes syndicales dans des établissements existants. Ici, dans l'état actuel des données disponibles, on ne connaît que les établissements où toute représentation a disparu, ce qui se traduit par une déclaration de carence envoyée par l'employeur à l'Administration et par la disparition du comité d'entreprise. Pour les anciens établissements, ces carences s'élèvent à 1.219 soit 5% des établissements existant avant 1990⁶⁰.

Au total, entre 1988-89 et 1990-91, la différence entre les créations et les disparitions - fermetures d'établissement ou carence de candidatures -, représente un excédent d'un peu moins de 1.000 comités soit une croissance proche de 4%. La statistique du Ministère du Travail indique que cette croissance bénéficie presque exclusivement aux candidats sans étiquette.

Il est certain que, pour la CGT, la disparition d'équipes syndicales

est un facteur essentiel de son déclin. A l'inverse, pour la CFDT et FO, les disparitions de sections dans des établissements existant n'ont pas joué un rôle majeur dans l'évolution de leurs taux d'implantation. La CGT et, plus récemment la CGC ont semblé être abandonnées progressivement par leurs militants et, dans une moindre mesure par leurs électeurs. Pour la CFDT ou FO la question primordiale réside plutôt dans le faible nombre de sections nouvelles, nombre insuffisant pour compenser les disparitions dues au mouvement de l'économie et au vieillissement des équipes. Les organisations syndicales ne sont donc pas victimes de phénomènes semblables ou de même intensité. Du fait de l'importance passée de la CGT, on a tendance à raisonner comme si la crise de cette organisation était celle de tout le mouvement syndical. Une étude plus approfondie des données disponibles confirmerait que chaque organisation est soumise à des dynamiques assez différentes du fait de son histoire, de sa culture et surtout de son implantation particulière dans le monde du travail.

L'analyse des implantations débouche sur une interrogation : va-t-on vers une disparition progressive des syndicats ? Si le rythme actuel se prolongeait, cette disparition serait inéluctable dans moins de vingt ans pour la CGC, un quart de siècle pour la CGT et une trentaine d'années pour la CFDT ou FO. Mais ceci est peu vraisemblable car le phénomène des «non-syndiqués» est inconcevable dans les grands établissements tant que les cinq confédérations conserveront le

⁵⁸ Dans le fichier 1990-91, que nous a remis le Ministère, figurent environ 3.200 établissements n'apparaissant pas en 1989 et 1990. Ces établissements comportent un peu moins d'un demi-million de salariés (soit une taille moyenne de 150 salariés). Mais ce fichier a été purgé des noms et des adresses des établissements de telle sorte que ce calcul est long et assez approximatif : il n'a pas été réédité sur les années postérieures.

⁵⁹ En 1983, Gérard Adam écrivait à ce sujet : "Le développement du vote en faveur des non-syndiqués ne correspond pas à une défiance à l'égard des syndicats mais simplement à une phase transitoire au moment de l'implantation des nouveaux comités d'entreprise. Progressivement, ceux-ci se syndicalisent et les élus sans étiquette rejoignent les grandes confédérations syndicales" (Gérard ADAM, *Le pouvoir syndical*, Paris, Dunod, 1983, p 70). En fait, depuis le début des années 1980, la chose n'est plus vraie. Au contraire, le reflux des implantations syndicales laisse le champ libre à de nouvelles équipes «non-syndiqués».

⁶⁰ La disparition d'équipes de telle ou telle organisation demanderait une étude plus approfondie : il faudrait pouvoir disposer du nom et de la localisation des entreprises.

monopole de la présentation des listes au premier tour. De plus, dans les grands groupes et dans les entreprises publiques, des avantages importants sont attachés aux fonctions de représentation, ce qui peut aider les vocations. Une certaine stabilisation devrait donc se produire tôt ou tard mais la grande majorité des établissements et, même, des salariés n'auront plus de lien avec le syndicalisme.

Il reste à comprendre pourquoi les organisations syndicales n'ont pas pris la mesure du danger de marginalisation qui les menace. Beaucoup de facteurs ont pu jouer mais certaines particularités des élections aux CE méritent d'être soulignées : le processus électoral est continu et personne ne dispose d'une récapitulation fiable, en dehors des données publiées par l'administration avec d'importants délais ; enfin, dans les établissements où les syndicats demeurent présents, leurs scores sont élevés comme le montrent leurs "audiences effectives".

Les audiences effectives

L'audience "globale" - c'est-à-dire le rapport entre les voix recueillies par les candidats de l'organisation considérée et le nombre total des suffrages exprimés lors des élections (voir les graphiques 1.1 et 1.2 ci-dessus) - peut laisser entendre que tous les électeurs ont eu le choix entre toutes les organisations. L'étude des configurations électorales a montré qu'il n'en était rien : au contraire pour la majorité des électeurs, l'«offre électorale» est plus que restreinte. Pour intégrer cette déficience de

Tableau I.18 Audience effective des syndicats aux élections des CE (1992-93, en % des suffrages exprimés)⁶².

<i>Collèges</i>	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	Non-syndiqués
1 Ouvriers, employés	51,3	41,5	30,7	18,9	24,5	89,8
2 Techniciens, maîtrise, ingénieurs et cadres	31,7	43,5	30,3	19,6	36,1	93,7
3 Ingénieurs & cadres seuls	16,1	34,1	25,5	19,9	57,1	91,3
4 Collège unique	59,3	67,4	53,9	50,2	39,8	95,5
<i>Etablissements</i>	<i>41,1</i>	<i>39,0</i>	<i>27,7</i>	<i>17,5</i>	<i>15,0</i>	<i>67,6</i>

l'offre, on peut étudier l'«audience effective». *L'audience effective d'une organisation est le rapport entre les voix obtenues par ses candidats et le nombre des suffrages exprimés dans les collèges où ils se présentaient*⁶¹. Le ratio mesure donc des scores réels ou, plus précisément, il représente la moyenne des résultats *effectivement* obtenus par un syndicat lors des scrutins auxquels il a concouru (tableau I.18).

Dans les "premiers collèges", la CGT demeure de loin la première organisation devant la CFDT et FO. Dans les seconds collèges (ingénieurs, techniciens et cadres), la CFDT devance nettement la CGC qui est pourtant l'organisation catégorielle. En revanche, lorsque les ingénieurs et cadres votent séparément (troisième collège), la CGC obtient de très loin la plus forte

audience. Enfin, les «non-syndiqués» se présentent généralement seuls, ce qui se traduit par des scores "monopolistiques".

Le contraste est grand avec les graphiques reproduits en tête de ce chapitre. Il s'agit de deux approches totalement différentes et il serait sans doute peu judicieux de considérer que, seul, le tableau I.18 ci-dessus donne l'audience «réelle» des organisations comme on le dit souvent notamment dans la presse syndicale. Cela sous-entendrait que, si l'organisation pouvait être engagée dans les élections où elle

⁶² Le tableau I.18 se lit ainsi : lorsqu'elle se présente à une élection pour un comité d'entreprise, la CGT recueille en moyenne 41,9% des voix sur l'ensemble des collèges. Chez les ouvriers et les employés son score moyen tourne autour de 51,3% des suffrages exprimés ; 31,7% dans l'ensemble des seconds collèges mais seulement 16% quand les cadres votent à part ; 59,3% dans les collèges uniques, etc. Pour la dernière ligne, le dénominateur est l'ensemble des électeurs inscrits dans l'établissement, ce qui explique que, généralement, les chiffres sont nettement inférieurs à la moyenne arithmétique des quatre lignes précédentes (bien souvent les organisations ne sont pas présentes dans tous les collèges électoraux : ceci est particulièrement vrai pour la CGC et les «non-syndiqués»).

⁶¹ Nous empruntons ce concept à la sociologie électorale. A notre connaissance, Robert PONCEYRI a été le premier à l'appliquer à l'étude de l'électorat gaulliste (*Gaullisme électoral et Ve République*, Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques, 1985, p 199-201). Alain LANCELOT l'utilise également pour la présentation des scores du second tour lors des scrutins législatifs (*Les élections sous la Ve République*, Paris, PUF, 1983).

est absente, elle réaliserait un score comparable. Ce raisonnement n'est pas admissible car, justement, si l'absence de candidat peut être expliquée par beaucoup de raisons, elle est un symptôme incontestable des difficultés que rencontre un syndicat pour s'implanter parmi les salariés concernés.

Ce contraste explique l'attitude incrédule des militants et des responsables syndicaux devant les statistiques globales publiées par l'administration. Les informations qui remontent dans les organisations correspondent naturellement au tableau I.18 et ce sont elles qui sont reprises dans la presse et les déclarations des leaders syndicaux. Logiquement, les militants ne savent rien de ce qui se passe dans la multitude des entreprises où leur confédération

n'est pas présente. Il s'agit en quelque sorte d'un "effet d'implantation". On le voit particulièrement bien dans les collèges uniques où la concurrence est rare. Sauf la CGC, toutes les organisations obtiennent la majorité là où elles présentent des candidats ! Cela peut aussi expliquer l'absence de réactions des organisations face aux manifestations de la désyndicalisation : pourquoi s'en faire puisque les résultats électoraux connus se maintiennent, voire s'améliorent (la concurrence devenant moins intense).

Comme on le voit, la notion d'implantation est essentielle pour analyser correctement les résultats des élections professionnelles. Cette notion a malheureusement

été négligée par le passé. L'absence d'archives rend son analyse impossible pour les années antérieures à 1983 et aucun détail concernant ces implantations n'est disponible avant 1987. Dans la seconde partie de notre étude, après les tableaux de compilation des données existantes, nous publions les indications concernant l'implantation actuelle des syndicats par branches économiques, régions, et tailles d'entreprise. En dernière colonne de ces tableaux, nous mentionnons l'audience effective de chaque organisation dans l'ensemble considéré. Ainsi se dessine avec plus de netteté le paysage social français dans le «secteur privé».

En conclusion, notre étude débouche sur un constat et une interrogation.

Le constat concerne le déclin des organisations syndicales et la montée des «non-syndiqués». Ces phénomènes s'expliquent essentiellement par une sorte de cercle vicieux de la désyndicalisation aggravé par la situation économique et sociale. Par conséquent, ces évolutions ne sont pas irréversibles. Au contraire, un redressement des implantations et des audiences serait un signe certain d'un renouveau du syndicalisme. Mais, jusqu'en 1993, les statistiques des élections aux CE ne montrent aucun indice vraiment tangible d'un tel renouveau. Il n'est pas inutile de souligner que l'affaiblissement des syndicats se produit parallèlement au renforcement des moyens des CE et de leurs compétences. Ces activités supplémentaires et ces ressources nouvelles ont probablement tenu les élus et les responsables syndicaux éloignés des personnels qu'ils représentent, accélérant ainsi le divorce dont est actuellement victime le mouvement syndical dans l'opinion.

L'interrogation porte sur le devenir de l'institution des comités d'entreprise. A l'origine, ils n'ont pas été conçus dans le seul but de gérer des services

collectifs et de distribuer une sorte de "salaire indirect" (même si beaucoup de patrons souhaitent les cantonner à cela). Le droit à l'information, à l'expertise, la consultation obligatoire - dans des domaines stratégiques comme les licenciements collectifs, les restructurations -, mais aussi l'invention de nouvelles activités sociales et culturelles, tout cela ne peut se concevoir que si les élus s'appuient sur un vaste réseau d'expériences et d'expertises que seul un syndicalisme confédéré, vivant et dynamique, est susceptible de leur fournir. Il ne s'agit pas seulement de moyens techniques. Toute une culture de l'action collective se trouve menacée de disparition : sans elle, les comités d'entreprise ne perdent-ils pas une partie de leur signification ?

Enfin nous voudrions souligner un point de méthode : comme l'étude des climats, la statistique sociale ne se conçoit pas sans séries longues constituées de données recueillies avec une périodicité régulière et selon des protocoles stables. Pour les élections aux comités d'entreprise, de telles séries existent grâce à l'Administration du travail et malgré le naufrage des archives (notamment celles qui auraient dû être conservées sur supports magnétiques). Malgré tout, les données qui subsistent constituent

un riche matériau et nous souhaitons que d'autres études soient entreprises pour explorer les nombreuses pistes de recherche dont certaines ont été esquissées dans ce premier chapitre. En effet, notre étude n'est pas complète. Plusieurs interrogations demeurent en suspens notamment à propos des premières années (1945-1966), des «non-syndiqués» ou encore à propos des créations et des disparitions de CE et de l'influence de ce renouvellement sur les audiences. Malgré ces lacunes, nous espérons avoir montré tout l'intérêt de ces statistiques et nous souhaitons que la collecte en soit poursuivie aussi longtemps qu'existeront des comités d'entreprise.

Grenoble, décembre 1994.

Chapitre II.
Tableaux d'ensemble
(1966-93)

Tableaux 1 à 12 :
Résultats d'ensemble (voix et sièges par organisations)

Tableaux 13 à 22 :
Le corps électoral (par branches, régions et tailles d'établissements)

Tableaux 23 à 34 :
La participation (par branches, régions et tailles d'établissements)

Tableaux 35 à 40 :
Abstentions, bulletins blancs et nuls, suffrages exprimés en 1992-93.

Tableau II.1 Résultats d'ensemble de 1966 à 1993 : premiers collèges et collèges uniques
Les voix en valeur absolue

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Inscrits	2 026 409	2 184 622	2 473 852	2 687 566	2 928 886	3 411 596	3 604 112	3 672 018	4 070 708	4 221 675	4 262 246	4 120 807	4 125 310	3 973 957
Suff. exprimés	1 457 746	1 596 058	1 799 385	1 943 085	2 109 677	2 446 308	2 573 162	2 606 031	2 885 821	2 988 595	3 013 648	2 901 385	2 882 426	2 787 689
CGT	742 356	784 210	847 744	895 771	996 608	1 129 243	1 159 383	1 214 330	1 358 641	1 389 792	1 387 788	1 287 382	1 237 171	1 167 597
CFDT	247 902	274 280	312 819	343 600	378 931	431 699	457 039	492 820	572 664	598 213	613 135	612 160	612 119	600 851
CFTC	29 506	38 984	45 610	45 249	43 652	51 636	58 571	63 849	73 483	76 708	83 197	80 689	79 770	75 307
FO	104 753	112 172	123 544	127 794	144 349	170 773	176 637	199 008	240 975	264 809	272 817	272 994	280 963	288 524
CGC	—	—	—	—	—	—	—	7 737	12 863	12 021	15 351	22 204	23 348	16 284
Autres synd.	41 750	62 622	79 624	97 893	128 274	151 553	128 861	134 313	163 316	175 463	169 134	140 971	135 892	132 970
Non syndiqués	166 510	171 484	205 274	223 930	227 686	297 675	331 914	381 348	463 879	471 589	472 226	484 985	513 163	506 156
Totaux	1 332 777	1 443 752	1 614 615	1 734 237	1 919 500	2 232 579	2 312 405	2 493 405	2 885 821	2 988 595	3 013 648	2 901 385	2 882 426	2 787 689

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Inscrits	3 853 224	3 716 650	3 887 111	3 757 617	3 729 548	3 643 192	3 610 531	3 633 652	3 625 214	3 681 373	3 568 832	3 753 549	3 703 301	170
Suff. exprimés	2 719 495	2 611 443	2 682 000	2 555 000	2 532 153	2 463 545	2 432 594	2 430 768	2 410 239	2 412 154	2 297 352	2 449 752	2 449 675	153
CGT	1 114 404	1 009 217	950 768	853 407	875 487	824 719	798 130	789 459	758 577	733 383	641 780	679 000	671 015	86
CFDT	608 170	611 576	602 509	552 898	562 872	545 804	538 371	523 332	514 534	508 430	469 883	508 458	514 117	187
CFTC	71 485	71 941	82 719	88 484	104 183	102 649	100 644	99 020	94 764	94 076	88 004	104 733	110 593	284
FO	286 254	285 463	299 101	316 553	347 875	342 376	320 879	315 569	313 721	302 527	292 328	306 965	307 071	274
CGC	11 998	12 509	15 078	15 122	14 725	15 839	16 058	16 930	15 934	14 612	17 901	18 470	16 347	—
Autres synd.	123 138	110 657	113 027	108 178	115 558	116 279	117 924	115 346	116 442	126 164	123 859	133 469	142 129	227
Non syndiqués	504 046	510 080	509 492	504 926	511 453	515 879	540 588	571 112	596 267	632 962	663 597	698 657	688 403	401
Totaux	2 572 383	2 611 443	2 572 694	2 439 568	2 532 153	2 463 545	2 432 594	2 430 768	2 410 239	2 412 154	2 297 352	2 449 752	2 449 675	170

* en italiques : données estimées

Tableau II.2 Résultats d'ensemble de 1966 à 1993 : premiers collèges et collèges uniques
(Participation en pourcentage des inscrits et scores des organisations en pourcentage des suffrages exprimés)

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Participation (% inscrits)	71,9	73,1	72,7	72,3	72,0	71,7	71,4	71,0	70,9	70,8	70,7	70,4	69,9	70,1
CGT	55,7	54,3	52,5	51,7	51,9	50,6	50,1	48,7	47,1	46,5	46,1	44,4	42,9	41,9
CFDT	18,6	19,0	19,4	19,8	19,7	19,3	19,8	19,8	19,8	20,0	20,3	21,1	21,2	21,6
CFTC	2,2	2,7	2,8	2,6	2,3	2,3	2,5	2,6	2,5	2,6	2,8	2,8	2,8	2,7
FO	7,9	7,8	7,7	7,4	7,5	7,6	7,6	8,0	8,4	8,9	9,1	9,4	9,7	10,3
CGC	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,4	0,4	0,5	0,8	0,8	0,6
Autres synd.	3,1	4,3	4,9	5,6	6,7	6,8	5,6	5,4	5,7	5,9	5,6	4,9	4,7	4,8
Non syndiqués	12,5	11,9	12,7	12,9	11,9	13,3	14,4	15,3	16,1	15,8	15,7	16,7	17,8	18,2
Totaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Participation (% inscrits)	70,6	70,3	69*	68*	67,9	67,6	67,4	66,9	66,5	65,5	64,4	65,3	66,1	91
CGT	41,0	38,6	37,0	35,0	34,6	33,5	32,8	32,5	31,5	30,4	27,9	27,7	27,4	50
CFDT	22,4	23,4	23,4	22,7	22,2	22,2	22,1	21,5	21,3	21,1	20,5	20,8	21,0	110
CFTC	2,6	2,8	3,2	3,6	4,1	4,2	4,1	4,1	3,9	3,9	3,8	4,3	4,5	167
FO	10,5	10,9	11,6	13,0	13,7	13,9	13,2	13,0	13,0	12,5	12,7	12,5	12,5	161
CGC	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,8	0,8	0,7	—
Autres synd.	4,5	4,2	4,4	4,4	4,6	4,7	4,8	4,7	4,8	5,2	5,4	5,4	5,8	134
Non syndiqués	18,5	19,5	19,8	20,7	20,2	20,9	22,2	23,5	24,7	26,2	28,9	28,5	28,1	237
Totaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	—

* données estimées

Tableau II.3 Résultats d'ensemble de 1966 à 1993 : premiers collèges et collèges uniques.
Les sièges attribués en valeur absolue.

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
CGT	14 045	16 277	18 242	19 046	21 117	24 521	25 638	26 076	28 594	30 019	30 462	29 180	28 430	26 983
CFDT	4 307	5 328	6 333	6 935	7 749	9 292	9 916	10 421	12 276	13 270	13 835	13 941	14 263	14 261
CFTC	496	710	913	975	953	1 115	1 253	1 370	1 573	1 642	1 736	1 702	1 761	1 716
FO	2 184	2 408	2 771	2 962	3 414	4 013	4 218	4 425	5 129	5 532	5 720	5 834	6 088	6 123
CGC	-	-	-	-	-	-	-	153	268	289	384	525	548	415
Autres synd.	924	1 207	1 820	2 208	2 719	3 045	2 663	2 850	3 611	3 865	3 759	3 334	3 080	2 986
Non syndiqués	9 338	9 710	12 453	14 200	14 612	20 367	22 886	22 283	23 958	24 738	25 349	25 822	27 067	26 814
Total sièges attribués	31 294	35 640	42 532	46 326	50 564	62 353	66 574	67 578	75 409	79 355	81 245	80 338	81 237	79 298

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
CGT	25 461	23 648	23 736	21 900	19 449	18 281	17 482	17 224	16 836	16 726	15 817	15 398	15 376	94
CFDT	14 255	14 647	15 101	14 243	13 446	13 233	12 902	12 696	12 829	12 788	12 631	12 868	13 016	244
CFTC	1 702	1 772	2 024	2 148	2 201	2 211	2 255	2 213	2 150	2 126	2 122	2 302	2 328	328
FO	6 112	6 303	6 824	7 382	7 700	7 731	7 406	7 323	7 314	7 175	7 165	7 281	7 314	304
CGC	324	321	360	371	345	349	383	414	392	368	412	408	391	—
Autres synd.	2 749	2 572	2 786	2 802	2 648	2 533	2 648	2 623	2 567	2 767	2 796	2 875	2 983	247
Non syndiqués	26 850	27 166	26 869	26 398	26 935	27 113	28 211	29 855	31 039	32 913	34 232	35 532	35 124	362
Total sièges attribués	77453	76429	77700	75244	72724	71451	71287	72348	73 127	74 863	75 175	76 664	76 532	215

Tableau II.5 Résultats d'ensemble de 1966 à 1993 : seconds et troisièmes collèges.
Les voix en valeur absolue.

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Inscrits	472 347	535 456	617 193	700 307	786 179	945 636	1 039 948	1 047 131	1 190 040	1 271 481	1 248 024	1 265 818	1 296 078	1 275 518
S. exprimés	339 793	392 878	450 678	506 684	567 383	687 287	753 707	757 812	860 069	926 186	911 349	918 292	928 952	902 579
CGT	60 738	57 227	60 774	68 933	83 181	111 016	120 813	140 130	166 182	179 032	173 098	166 608	163 582	147 125
CFDT	58 628	61 844	66 028	73 613	85 668	102 988	115 331	118 941	140 951	157 537	157 256	164 892	168 885	174 120
CFTC	8 938	9 310	11 668	14 238	15 681	17 768	20 284	21 660	26 526	29 465	29 478	29 846	32 528	37 766
FO	24 422	24 466	25 052	29 456	34 815	45 085	52 417	61 460	73 273	86 590	87 923	93 980	98 357	97 499
CGC	67 236	85 213	100 949	115 007	125 884	150 378	160 765	161 450	194 830	205 682	197 437	210 728	214 923	203 825
Autres synd.	17 651	26 466	33 100	46 289	61 036	68 638	61 846	61 154	77 093	91 429	91 498	70 207	58 270	51 966
Non syndiqués	73 786	82 761	96 419	100 569	108 730	131 019	145 119	160 866	181 214	176 451	174 659	182 031	192 407	190 278
Totaux	311 399	347 287	393 990	448 105	514 995	626 892	676 575	725 661	860 069	926 186	911 349	918 292	928 952	902 579

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Inscrits	1 296 084	1 279 979	1 274 909	1 238 352	1 324 638	1 363 630	1 399 610	1 431 969	1 463 622	1 501 150	1 535 852	1 608 574	1 570 540	293
S. exprimés	911 988	905 254	899 917	853 025	910 490	931 767	939 889	949 336	954 090	964 002	988 094	1 058 875	1 050 794	267
CGT	141 200	124 306	114 207	101 297	107 722	107 220	111 005	114 870	112 765	110 313	104 934	113 233	116 259	203
CFDT	183 315	184 501	176 914	153 247	162 853	173 255	178 367	186 740	188 399	182 905	193 428	208 911	209 691	339
CFTC	36 894	32 199	37 646	41 358	47 275	47 217	45 088	45 356	45 315	44 674	44 268	48 426	49 342	530
FO	97 259	99 288	99 860	99 562	110 123	115 475	111 398	106 852	105 686	101 246	108 560	112 897	111 063	454
CGC	210 460	220 448	221 382	211 168	214 326	214 939	209 315	198 447	190 188	187 719	196 461	191 321	182 278	214
Autres synd.	47 642	43 953	49 087	52 858	69 553	65 837	66 214	67 255	70 562	75 814	60 668	86 342	88 042	333
Non syndiqués	195 218	200 558	200 821	193 535	198 638	207 824	218 502	229 816	241 175	261 331	279 775	297 745	294 119	355
Totaux	911 988	905 253	899 917	853 025	910 490	931 767	939 889	949 336	954 090	964 002	988 094	1 058 875	1 050 794	303

Tableau II.7 Résultats d'ensemble de 1966 à 1993 : seconds et troisièmes collèges.
Les sièges attribués en valeur absolue.

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
CGT	1 105	1 120	1 257	1 409	1 694	2 160	2 416	2 770	3 273	3 324	3 066	2 964	2 920	2 752
CFDT	1 079	1 301	1 461	1 657	1 903	2 196	2 420	2 476	2 988	3 206	3 083	3 137	3 342	3 615
CFTC	151	227	294	307	327	418	466	512	680	749	791	804	861	881
FO	593	658	695	798	935	1 168	1 317	1 468	1 753	1 939	1 976	2 094	2 234	2 296
CGC	1 816	2 429	2 942	3 157	3 548	4 173	4 438	4 644	5 431	5 665	5 493	5 646	5 760	5 787
Autres synd.	518	692	942	1 174	1 485	1 664	1 531	1 649	2 165	2 500	2 349	1 927	1 759	1 610
Non syndiqués	4 386	5 058	6 239	6 745	7 347	9 415	10 413	10 646	11 543	11 412	11 368	11 764	12 405	12 348
Total sièges attribués	9 648	11 485	13 830	15 247	17 239	21 194	23 001	24 165	27 833	28 795	28 126	28 336	29 281	29 289

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
CGT	2 561	2 200	2 157	1 969	1 712	1 734	1 771	1 783	1 821	1 870	1 877	1 885	1 914	171
CFDT	3 706	3 736	3 678	3 398	3 384	3 592	3 641	3 795	3 952	3 896	4 219	4 273	4 258	327
CFTC	883	937	1 101	1 217	1 209	1 134	1 129	1 127	1 175	1 113	1 092	1 159	1 159	511
FO	2 292	2 336	2 433	2 500	2 638	2 713	2 593	2 554	2 544	2 403	2 509	2 582	2 578	392
CGC	5 703	5 580	5 699	5 677	5 619	5 558	5 327	4 879	4 687	4 623	4 709	4 558	4 281	176
Autres synd.	1 407	1 320	1 824	1 878	1 537	1 546	1 564	1 540	1 604	1 707	1 596	1 687	1 703	246
Non syndiqués	12 303	12 557	12 720	12 374	12 547	12 842	13 189	13 870	14 470	15 530	16 250	16 914	16 888	334
Total sièges attribués	28 855	28 666	29 612	29 013	28 646	29 119	29 214	29 548	30 253	31 142	32 252	33 058	32 781	285

Tableau II.9 Résultats d'ensemble de 1966 à 1993 : tous collèges confondus.
Les voix en valeur absolue.

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Inscrits	2 498 756	2 720 078	3 091 045	3 387 873	3 715 065	4 357 232	4 644 060	4 719 149	5 260 748	5 493 156	5 510 270	5 386 625	5 421 388	5 249 475
S. exprimés	1 797 539	1 988 936	2 250 063	2 449 769	2 677 060	3 133 595	3 326 869	3 363 843	3 745 890	3 914 781	3 924 997	3 819 677	3 811 378	3 690 268
CGT	803 094	841 437	908 518	964 704	1 079 789	1 240 259	1 280 196	1 354 460	1 524 823	1 568 824	1 560 886	1 453 990	1 400 753	1 314 722
CFDT	306 530	336 124	378 847	417 213	464 599	534 687	572 370	611 761	713 615	755 750	770 391	777 052	781 004	774 971
CFTC	38 444	48 294	57 278	59 487	59 333	69 404	78 855	85 509	100 009	106 173	112 675	110 535	112 298	113 073
FO	129 175	136 638	148 596	157 250	179 164	215 858	229 054	260 468	314 248	351 399	360 740	366 974	379 320	386 023
CGC	67 236	85 213	100 949	115 007	125 884	150 378	160 765	169 187	207 693	217 703	212 788	232 932	238 271	220 109
Autres synd.	59 401	89 088	112 724	144 182	189 310	220 191	190 707	195 467	240 409	266 892	260 632	211 178	194 162	184 936
Non syndiqués	240 296	254 245	301 693	324 499	336 416	428 694	477 033	542 214	645 093	648 040	646 885	667 016	705 570	696 434
Total voix	1 644 176	1 791 039	2 008 605	2 182 342	2 434 495	2 859 471	2 988 980	3 219 066	3 745 890	3 914 781	3 924 997	3 819 677	3 811 378	3 690 268

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Inscrits	5 149 306	4 996 629	5 162 020	4 995 969	5 054 186	5 006 822	5 010 141	5 065 621	5 088 836	5 182 523	5 104 684	5 362 123	5 273 841	194
S. exprimés	3 631 483	3 516 697	3 561 000	3 422 000	3 442 643	3 395 312	3 372 483	3 380 104	3 364 329	3 376 156	3 285 446	3 508 627	3 500 469	176
CGT	1 255 604	1 133 523	1 064 975	954 704	983 209	931 939	909 135	904 329	871 342	843 696	746 714	792 233	787 274	94
CFDT	791 485	796 077	779 423	706 145	725 725	719 059	716 738	710 072	702 933	691 335	663 311	717 369	723 808	215
CFTC	108 379	104 140	120 365	129 842	151 458	149 866	145 732	144 376	140 079	138 750	132 272	153 159	159 935	331
FO	383 513	384 751	398 961	416 115	457 998	457 851	432 277	422 421	419 407	403 773	400 888	419 862	418 134	306
CGC	222 458	232 957	236 460	226 290	229 051	230 778	225 373	215 377	206 122	202 331	214 362	209 791	198 625	233
Autres synd.	170 780	154 610	162 114	161 036	185 111	182 116	184 138	182 601	187 004	201 978	184 527	219 811	230 171	258
Non syndiqués	699 264	710 638	710 313	698 461	710 091	723 703	759 090	800 928	837 442	894 293	943 372	996 402	982 522	386
Total voix	3 631 483	3 516 696	3 472 957	3 292 593	3 442 643	3 395 312	3 372 483	3 380 104	3 364 329	3 376 156	3 285 446	3 508 627	3 500 469	195

* estimations

Tableau II.10 Résultats d'ensemble de 1966 à 1993 : tous collèges confondus.
(Participation en pourcentage des inscrits et les scores des organisations en pourcentage des suffrages exprimés).

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Participation (% inscrits)	71,9	73,1	72,8	72,3	72,1	71,9	71,6	71,3	71,2	71,3	71,2	70,9	70,3	70,3
CGT	48,8	47,0	45,2	44,2	44,4	43,4	42,8	42,1	40,7	40,1	39,8	38,1	36,8	35,6
CFDT	18,6	18,8	18,9	19,1	19,1	18,7	19,1	19,0	19,1	19,3	19,6	20,3	20,5	21,0
CFTC	2,3	2,7	2,9	2,7	2,4	2,4	2,6	2,7	2,7	2,7	2,9	2,9	2,9	3,1
FO	7,9	7,6	7,4	7,2	7,4	7,5	7,7	8,1	8,4	9,0	9,2	9,6	10,0	10,5
CGC	4,1	4,8	5,0	5,3	5,2	5,3	5,4	5,3	5,5	5,6	5,4	6,1	6,3	6,0
Autres synd.	3,6	5,0	5,6	6,6	7,8	7,7	6,4	6,1	6,4	6,8	6,6	5,5	5,1	5,0
Non syndiqués	14,6	14,2	15,0	14,9	13,8	15,0	16,0	16,8	17,2	16,6	16,5	17,5	18,5	18,9
Totaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Participation (% inscrits)	70,5	70,4	69,0*	68,5*	68,1	67,8	67,3	66,7	66,1	65,1	64,4	65,4	66,4	91
CGT	34,6	32,2	30,7	29,0	28,6	27,4	27,0	26,8	25,9	25,0	22,7	22,6	22,5	48
CFDT	21,8	22,6	22,4	21,4	21,1	21,2	21,3	21,0	20,9	20,5	20,2	20,4	20,7	110
CFTC	3,0	3,0	3,5	3,9	4,4	4,4	4,3	4,3	4,2	4,1	4,0	4,4	4,6	169
FO	10,6	10,9	11,5	12,6	13,3	13,5	12,8	12,5	12,5	12,0	12,2	12,0	11,9	157
CGC	6,1	6,6	6,8	6,9	6,7	6,8	6,7	6,4	6,1	6,0	6,5	6,0	5,7	119
Autres synd.	4,7	4,4	4,7	4,9	5,4	5,4	5,5	5,4	5,6	6,0	5,6	6,3	6,6	132
Non syndiqués	19,3	20,2	20,5	21,2	20,6	21,3	22,5	23,7	24,9	26,5	28,7	28,4	28,1	198
Totaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	—

* estimations

Tableau II.11 Résultats d'ensemble de 1966 à 1993 : tous collèges confondus.
Les sièges attribués en valeurs absolues.

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
CGT	15 150	17 397	19 499	20 455	22 811	26 681	28 054	28 846	31 867	33 343	33 528	32 144	31 350	29 735
CFDT	5 386	6 629	7 794	8 592	9 652	11 488	12 336	12 897	15 264	16 476	16 918	17 078	17 605	17 876
CFTC	647	937	1 207	1 282	1 280	1 533	1 719	1 882	2 253	2 391	2 527	2 506	2 622	2 597
FO	2 777	3 066	3 466	3 760	4 349	5 181	5 535	5 893	6 882	7 471	7 696	7 928	8 322	8 419
CGC	1 816	2 429	2 942	3 157	3 548	4 173	4 438	4 797	5 699	5 954	5 877	6 171	6 308	6 202
Autres synd.	1 442	1 899	2 762	3 382	4 204	4 709	4 194	4 499	5 776	6 365	6 108	5 261	4 839	4 596
Non syndiqués	13 724	14 768	18 692	20 945	21 959	29 782	33 299	32 929	35 501	36 150	36 717	37 586	39 472	39 162
Total sièges attribués	40 942	47 125	56 362	61 573	67 803	83 547	89 575	91 743	103 242	108 150	109 371	108 674	110 518	108 587

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
CGT	28 022	25 848	24 720	22 696	20 991	19 845	19 253	19 007	18 657	18 596	17 694	17 283	17 290	99
CFDT	17 961	18 383	18 284	17 146	16 743	16 738	16 543	16 491	16 781	16 684	16 850	17 141	17 274	261
CFTC	2 585	2 709	3 066	3 306	3 397	3 332	3 384	3 340	3 325	3 239	3 214	3 461	3 487	372
FO	8 404	8 639	9 187	9 812	10 319	10 425	9 999	9 877	9 858	9 578	9 674	9 863	9 892	323
CGC	6 027	5 901	6 049	6 038	5 960	5 903	5 710	5 293	5 079	4 991	5 121	4 558	4 281	176
Autres synd.	4 156	3 892	4 236	4 306	4 117	4 011	4 212	4 163	4 171	4 474	4 392	4 562	4 686	247
Non syndiqués	39 153	39 723	39 587	38 770	39 482	39 955	41 400	43 725	45 509	48 443	50 482	52 446	52 012	352
Total sièges attribués	106 308	105 095	105 129	102 074	101 009	100 209	100 501	101 896	103 380	106 005	107 427	109 314	108 922	231

Tableau II.13 Le corps électoral ventilé par branches économiques (1966-1979, NAE 1959, chiffres absolus)

Branches	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79
01. Eau, gaz, électricité	7 611	7 697	8 252	8 859	10 734	11 268	13 276	16 109	17 313	17 124	14 850	14 882
02. Pétrole, carburants liquides	26 399	30 036	27 093	28 168	32 814	31 996	30 252	30 439	28 054	32 967	31 624	26 165
03 Combustibles minéraux...	1 465	901	792	1 720	1 644	1 764	1 746	1 287	1 293	1 130	1 179	1 299
10 Pêche, agriculture	331	137	503	1 089	1 521	1 643	1 469	14 948	25 022	22 554	30 062	33 929
13 Extraction de minerais, matériaux de construc.	2 670	3 418	2 831	2 698	4 517	4 704	4 918	4 466	4 747	5 876	4 684	4 300
29. Production des métaux	130 165	140 225	144 353	151 500	152 552	168 972	161 732	167 200	177 106	180 033	157 526	142 444
36 Transformation des métaux	177 539	184 608	61 261	79 796	243 062	240 056	235 515	258 132	247 274	237 657	228 544	220 770
37. Mécanique générale, construct. métal...	176 964	195 860	252 093	271 338	269 128	268 556	229 658	270 869	267 556	249 873	242 510	242 897
38. Construction de machines, navale, aéronautique	407 583	445 682	502 280	536 419	605 207	608 873	650 689	685 800	679 678	705 254	659 457	655 632
39. Construction électrique	196 286	214 626	244 228	266 760	296 629	314 373	334 953	373 985	368 326	351 791	349 674	337 449
42. Verre, céramique, matériaux de construction	75 156	84 004	92 161	98 508	122 083	121 582	128 602	136 821	137 073	142 041	138 406	139 474
45. Bâtiment et travaux publics	156 803	186 848	203 021	224 963	300 596	331 812	330 090	368 168	370 262	346 154	329 601	310 028
52. Industries chimiques	158 058	180 037	191 819	210 819	237 040	231 931	210 045	227 798	244 216	236 938	240 821	231 938
54. Caoutchouc, amiante, tabac...	68 607	70 051	50 869	77 820	86 315	94 204	104 874	105 255	102 078	101 611	100 645	79 996
66. Industries textiles	201 719	209 735	186 140	199 100	238 281	244 803	235 707	248 735	229 618	218 539	178 621	169 580
67. Habillement et travail des étoffes	41 472	64 866	72 559	76 065	94 452	103 036	112 970	120 915	119 205	111 844	107 454	105 718
68. Cuirs et peaux	34 760	39 777	43 026	41 905	50 859	58 001	58 569	64 356	65 915	61 939	62 705	63 334
71. Industries agro-alimentaires	110 186	129 968	133 726	145 232	165 471	173 946	185 314	214 771	221 230	222 945	225 972	222 263
76. Industries du bois et ameublement	33 509	40 837	43 029	46 545	56 960	64 014	69 724	78 367	76 185	79 457	77 337	77 468
77. Papier, carton	58 643	64 245	70 907	73 298	83 085	94 290	96 582	95 270	96 262	94 033	85 366	84 633
78. Industries polygraphiques	71 648	79 287	88 626	93 594	99 029	95 208	102 655	107 150	104 265	95 033	91 982	91 433
79. Industries diverses	32 480	43 023	55 920	59 639	68 218	76 852	86 446	102 374	103 459	104 020	107 809	109 100
Industrie (sauf BTP)	2 012 920	2 228 883	2 271 965	2 469 783	2 918 080	3 008 429	3 054 227	3 310 099	3 290 853	3 250 105	3 107 166	3 020 775
80. Transports	22 361	21 313	23 057	69 615	183 918	201 978	181 315	218 437	228 163	229 722	189 479	190 236
90. Commerces agricoles et alimentaires	64 619	76 320	88 188	93 219	113 858	135 578	146 845	156 543	164 107	165 701	163 552	170 504
91. Commerces non alimentaires	181 765	239 258	277 284	313 144	358 198	394 782	402 743	453 796	487 501	477 531	453 427	458 867
96. Banques et assurances	164 509	198 072	228 974	239 359	280 677	330 311	323 384	347 876	425 158	419 833	396 159	401 700
97. Spectacles	2 928	6 394	6 975	6 571	5 365	4 964	6 658	12 206	14 041	12 431	18 080	19 404
98. Hygiène, services domestiques	6 749	8 197	10 471	11 925	14 861	16 391	15 881	23 590	23 232	21 725	24 585	26 658
99. Professions libérales	107 093	125 623	138 745	145 887	179 097	218 123	251 197	325 155	371 084	383 053	403 341	425 022
Services marchands	527 663	653 864	750 637	810 105	952 056	1 100 149	1 146 708	1 319 166	1 485 123	1 480 274	1 459 144	1 502 155
Ensemble	2 720 078	3 091 045	3 249 183	3 575 555	4 356 171	4 644 011	4 713 809	5 230 818	5 399 423	5 328 809	5 115 452	5 057 123

Tableau II.15 Le corps électoral ventilé par branches économiques (1981-1993, NAP-40, chiffres absolus)

Branches	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93
T01 Agriculture, sylviculture, pêche	27 766	29 440	31 138	26 311	23 120	20 305	19 297	17 958	17 207	16 200	16 209	16 036
T02 Industrie de la viande et du lait	100 053	104 677	110 523	111 234	110 965	108 670	106 684	102 137	108 282	109 346	109 055	106 221
T03 Industrie des autres prod. alimentaires	139 113	142 962	130 740	130 219	129 984	127 005	126 471	128 150	132 957	130 595	133 329	131 025
T04 Prod. combust. minéraux, cokéfaction	1 695	1 127	1 127	665	665	957	957	790	790	655	1 258	603
T05 Production de pétrole, gaz naturel	21 009	22 140	21 431	11 120	18 255	23 692	18 579	19 056	16 798	17 308	16 603	11 376
T06 Electricité, gaz et eau	19 048	17 015	16 509	17 285	21 693	21 140	21 636	20 387	23 512	26 946	27 142	27 562
T07 Métaux ferreux, transform. acier	119 466	120 803	107 012	104 082	98 102	85 393	70 231	65 900	67 274	66 693	62 893	62 614
T08 Minerais, métaux non ferreux	42 513	44 419	40 573	38 781	39 743	41 889	38 995	33 501	32 683	33 908	32 139	32 477
T09 Matér. de construction, minerais divers	65 222	64 301	63 358	58 048	54 625	54 788	51 719	52 762	55 896	55 138	54 287	54 086
T10 Industrie du verre	42 719	40 887	44 213	43 295	40 502	41 924	38 376	40 237	40 842	38 728	41 981	41 930
T11 Chimie, fibres artificielles et synthétiques	63 130	92 597	90 152	89 428	82 657	86 946	96 529	86 835	83 512	86 900	80 323	77 566
T12 Parachimie, indust. pharmaceutique	112 530	109 216	107 380	111 460	113 032	111 718	114 363	122 040	122 098	123 595	128 195	115 363
T13 Fonderie et travail des métaux	193 576	184 855	171 469	166 624	154 177	144 811	145 518	152 417	160 071	167 450	168 709	167 163
T14 Construction mécanique	259 138	252 566	227 477	218 967	207 817	192 140	192 758	192 815	199 719	205 470	203 545	189 388
T15 A-B Cons. électrique et électronique	368 555	350 375	346 093	357 035	361 548	350 830	334 764	335 928	328 116	341 940	338 260	297 385
T16 Const. autos, mat. transp. terrestre	336 114	324 897	267 180	271 304	283 081	302 359	295 393	299 498	302 222	294 880	271 561	257 977
T17 Cons. navale, aéronautique, armement	152 991	113 347	118 754	131 423	122 563	125 254	112 902	102 955	106 090	117 037	119 177	105 730
T18 Industrie textile et habillement	213 155	213 001	217 072	213 609	204 748	188 407	179 128	170 171	158 688	150 542	145 818	138 757
T19 Industrie cuir et chaussure	52 704	51 577	51 966	47 506	46 394	45 504	46 192	41 143	39 042	37 783	37 839	35 470
T20 Bois, meubles, industries diverses	113 317	103 783	99 403	92 998	89 541	83 667	87 248	86 239	88 539	89 545	86 070	84 366
T21 Industrie du papier et du carton	68 434	64 726	68 473	70 440	64 826	65 084	67 978	71 508	72 405	71 585	74 921	76 482
T22 Imprimerie, presse, édition	72 649	72 250	63 245	76 463	83 488	76 171	75 036	73 034	75 921	75 559	76 679	73 975
T23 Indust. caoutchouc, matières plastiques	140 935	141 241	132 183	133 582	132 750	127 787	126 269	129 267	135 770	137 624	139 276	140 617
Industrie (T02 à T23)	2 698 066	2 632 762	2 496 333	2 495 568	2 461 156	2 406 136	2 347 726	2 326 770	2 351 227	2 379 227	2 349 060	2 228 133
T24 Bâtiment, génie civil et agricole	298 609	290 459	259 340	238 643	237 671	231 518	232 305	244 271	259 495	264 478	269 663	257 637
T25 Commerce de gros alimentaire	64 563	67 714	72 865	78 243	78 756	74 966	76 717	80 014	79 994	76 967	77 928	78 912
T26 Commerce de gros non alimentaire	160 500	161 760	153 950	149 063	157 124	156 858	149 422	155 636	166 192	174 166	179 765	165 805
T27 Commerce de détail alimentaire	134 668	142 443	154 253	148 292	152 648	166 740	159 192	170 098	181 273	192 176	194 699	200 768
T28 Commerce de détail non alimentaire	99 505	92 581	92 825	105 534	110 891	116 341	118 946	120 974	127 574	119 649	131 881	123 044
T29 Répar. et commerce de l'automobile	55 676	58 036	55 801	52 164	51 402	50 774	47 088	48 254	50 193	51 854	51 779	50 264
T30 Hôtels, cafés, restaurants	42 454	46 162	44 898	48 023	51 357	58 467	62 996	66 668	65 855	71 815	77 788	73 225
T31 Transports	225 680	227 243	268 610	264 851	170 137	408 774	477 091	486 310	501 789	287 852	494 592	500 388
T32 Postes et télécommunications	5 301	1 690	1 395	1 523	2 377	2 270	2 192	1 994	2 279	2 742	3 265	2 978
T33 Services marchands aux entreprises	180 668	197 791	190 168	205 640	238 215	237 910	269 002	299 594	322 849	334 882	366 096	368 966
T34 Services marchands aux particuliers	200 188	225 972	234 679	255 001	262 608	272 696	303 780	314 787	330 896	342 477	361 610	389 940
T35 Location, crédit-bail immobilier	13 228	11 792	12 145	11 495	12 300	13 433	13 011	13 173	14 325	16 179	19 146	27 344
T36 Assurances	77 731	79 764	74 391	99 677	102 513	103 315	101 082	87 221	95 094	106 835	102 494	110 251
T37 Organismes financiers	303 586	313 062	291 902	311 853	319 067	314 491	308 128	302 947	271 773	299 826	292 367	310 575
Serv. marchands (T25-30 ; T32-37)	1 338 068	1 398 767	1 379 272	1 466 508	1 539 258	1 568 261	1 611 556	1 661 360	1 708 297	1 789 568	1 858 818	1 902 072
T38 Services non marchands	289 277	317 581	343 054	354 985	368 363	374 272	377 373	380 403	371 911	367 359	373 781	369 575
Ensemble	4 877 466	4 896 252	4 777 747	4 846 866	4 799 705	5 009 266	5 065 348	5 117 072	5 209 926	5 104 684	5 362 123	5 273 841

Tableau II.17 Le corps électoral ventilé par régions (1966-80, électeurs inscrits)*

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
01. Alsace	82 802	84 602	91 315	102 650	104 869	117 673	132 467	147 761	163 226	165 656	167 661	168 059	166 929	171 852
02. Aquitaine	74 639	81 129	92 164	97 612	104 632	120 643	135 840	141 262	154 066	171 050	158 110	153 584	161 598	166 959
03 Auvergne	63 208	69 399	77 354	62 051	90 451	96 800	99 839	111 305	118 226	121 091	124 485	124 531	100 769	101 598
04. Bourgogne	75 454	70 188	73 564	89 991	97 050	118 151	131 980	146 228	158 634	159 842	163 850	163 067	163 388	164 966
05. Bretagne	43 851	47 016	60 310	72 955	79 870	118 415	128 795	137 146	162 115	168 679	168 870	178 997	184 618	184 805
06. Centre	66 441	79 186	94 094	116 370	134 372	157 510	165 256	172 721	194 024	203 154	211 049	216 912	228 595	232 281
07. Champagne-Ardennes	78 360	74 557	75 530	78 416	88 785	118 145	135 865	129 441	138 799	142 812	152 963	162 823	162 455	146 517
08. Franche-Comté	89 383	51 072	54 769	103 036	110 155	115 854	120 345	133 353	149 306	143 120	138 419	143 305	143 081	139 210
09. Languedoc-Roussillon	33 020	34 721	37 761	38 038	41 490	45 123	50 992	58 543	66 616	69 043	76 011	80 554	82 560	84 047
10. Limousin	18 606	20 486	25 983	28 942	29 929	34 955	38 579	37 366	37 422	40 867	41 542	40 549	43 857	48 180
11. Lorraine	177 729	166 060	188 894	205 066	215 868	223 515	252 931	264 288	298 433	308 620	310 744	298 401	286 568	268 383
12. Midi-Pyrénées	48 347	52 872	63 877	74 789	83 550	102 556	113 381	120 404	127 183	132 444	136 732	132 826	140 737	143 142
13. Nord	193 721	229 920	250 347	244 384	267 742	377 748	369 058	348 950	390 344	387 901	398 809	357 857	375 846	354 282
14. Basse Normandie	35 214	38 705	52 991	67 113	71 759	81 969	89 176	103 047	114 723	117 206	119 468	121 584	126 229	117 761
15. Haute Normandie	99 379	104 470	119 795	124 909	128 140	149 177	159 912	160 044	183 244	199 581	214 014	212 587	206 776	199 215
16. Région Parisienne	733 008	847 956	994 642	1 102 255	1 190 590	1 359 852	1 441 581	1 348 748	1 479 391	1 578 264	1 536 362	1 456 828	1 456 955	1 352 545
17. Pays de Loire	80 703	85 566	107 945	115 549	126 149	165 455	175 254	205 671	249 208	261 334	266 516	267 747	271 112	273 079
18. Picardie	86 793	89 607	84 915	93 640	111 560	133 391	128 289	155 765	193 423	203 451	205 047	197 104	196 851	197 499
19. Poitou-Charentes	32 627	36 023	46 275	53 035	57 561	68 516	76 000	89 405	107 051	114 141	121 592	116 482	117 830	116 891
20. Provence-Côte d'Azur	117 293	123 267	124 908	127 921	147 576	168 205	187 023	187 282	209 559	233 715	238 362	246 154	245 284	244 876
21. Rhône-Alpes	264 560	330 406	372 802	388 304	423 171	473 201	497 281	500 163	543 387	548 297	543 381	530 739	538 768	515 989
Ensemble	2 495 138	2 717 208	3 090 235	3 387 026	3 705 267	4 346 853	4 629 844	4 698 893	5 238 380	5 470 268	5 493 987	5 370 690	5 400 806	5 224 077

* Jusqu'en 1981, la Corse est incluse dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Tableau II.18 Le corps électoral ventilé par régions (1980-93, électeurs inscrits)

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
01. Alsace	173 074	181 675	185 943	169 592	192 069	208 332	197 462	193 806	193 978	193 962	187 289	202 010	207 903	251
02. Aquitaine	159 333	168 314	184 390	177 711	182 846	170 879	159 844	161 819	158 239	158 478	166 020	183 034	181 042	243
03 Auvergne	129 896	128 600	123 677	112 180	117 248	116 484	112 350	108 925	111 165	107 408	94 303	103 844	103 987	165
04. Bourgogne	159 972	145 194	150 008	149 822	150 381	146 159	150 304	148 403	145 160	144 240	141 448	148 779	143 385	190
05. Bretagne	187 950	184 078	181 728	174 947	188 472	190 624	194 122	194 942	193 550	201 157	196 254	207 852	208 769	476
06. Centre	230 752	223 491	229 784	229 336	229 500	220 926	216 785	217 928	218 888	214 506	218 939	236 170	236 841	356
07. Champagne-Ardennes	141 744	146 316	141 389	129 134	134 502	117 178	92 452	88 621	101 054	118 082	115 626	126 794	130 341	166
08. Franche-Comté	136 857	132 752	127 765	81 089	82 972	112 604	108 604	109 471	113 957	116 011	109 365	106 897	107 499	120
09. Languedoc-Roussillon	78 107	73 825	88 963	105 502	101 569	99 064	109 912	107 685	110 656	113 167	105 428	114 045	116 195	352
10. Limousin	49 507	41 292	38 133	36 852	43 196	48 970	48 165	47 190	48 801	53 874	48 063	49 560	52 148	280
11. Lorraine	255 190	245 785	249 589	257 434	261 418	253 295	242 289	242 319	236 530	249 431	240 238	240 036	237 074	133
12. Midi-Pyrénées	140 095	142 948	144 893	142 544	153 920	150 939	154 269	152 421	160 354	166 724	163 934	180 708	177 719	368
13. Nord	335 022	328 773	317 193	332 631	355 528	353 972	348 489	336 664	345 114	344 894	344 271	383 794	398 662	206
14. Basse Normandie	113 634	115 256	116 966	110 223	104 709	102 240	106 469	103 375	105 666	107 427	107 310	111 275	113 554	322
15. Haute Normandie	197 087	116 268	88 464	144 166	138 804	101 013	118 600	145 372	153 983	154 168	138 448	153 597	158 703	160
16. Région Parisienne	1 315 655	1 322 164	1 292 596	1 209 442	1 371 247	1 362 167	1 354 110	1 409 429	1 403 487	1 380 346	1 326 738	1 349 141	1 231 116	168
17. Pays de Loire	279 772	275 363	273 390	278 197	280 314	275 921	275 298	274 394	276 325	296 480	298 805	307 350	315 130	390
18. Picardie	194 946	189 237	187 437	175 084	179 702	175 968	173 753	163 778	162 475	159 142	163 008	173 040	169 918	196
19. Poitou-Charentes	113 397	109 713	107 446	108 127	119 326	119 848	114 373	112 836	113 165	117 497	116 248	114 463	115 931	355
20. Provence-Côte d'Azur	276 696	260 023	224 356	219 860	215 019	208 005	227 865	217 582	220 018	235 842	241 848	262 013	262 921	224
21. Rhône-Alpes	488 724	474 384	467 134	409 628	434 297	455 891	474 477	500 334	518 369	546 490	549 247	572 449	564 107	213
Corse		852	910	1 007	2 320	2 790	2 512	2 419	3 426	4 289	5 239	4 961	4 895	-
Ensemble	5 157 410	5 006 303	4 922 154	4 754 508	5 039 359	4 993 269	4 982 504	5 039 713	5 094 360	5 183 615	5 078 069	5 331 812	5 237 840	210

Tableau II.21 Le corps électoral ventilé par taille d'établissements (1966-1993, nombre d'inscrits)

	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
De 1 à 49 salariés	5 157	6 309	8 661	11 634	13 209	17 254	20 254	64 872	90 534	82 025	85 066	84 982	92 918	106 887
De 50 à 99 salariés	141 999	162 954	202 619	227 076	255 451	378 603	439 012	464 860	567 459	617 950	625 709	647 825	671 322	654 210
De 100 à 199 salariés	309 491	377 295	469 799	513 198	546 129	661 803	717 179	744 255	850 577	897 267	908 089	908 405	935 306	932 817
De 200 à 499 salariés	602 230	694 688	801 792	869 570	843 096	969 854	1 146 745	1 187 701	1 297 582	1 377 161	1 388 296	1 361 520	1 392 795	1 345 460
De 500 à 999 salariés	500 085	529 107	568 207	609 489	676 785	758 389	810 460	871 789	923 918	914 938	916 719	892 970	905 563	861 491
1000 salariés et plus	939 894	949 725	1 039 967	1 156 680	1 252 153	1 443 354	1 496 501	1 371 719	1 530 678	1 603 815	1 586 391	1 494 020	1 426 581	1 348 608
Ensemble	2 498 856	2 720 078	3 091 045	3 387 647	3 586 823	4 229 257	4 630 151	4 705 196	5 260 748	5 493 156	5 510 270	5 389 722	5 424 485	5 249 473

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
De 1 à 49 salariés	98 350	73 021	63 195	53 544	53 253	52 274	52 538	54 323	54 282	53 752	55 980	56 218	62 323	1209
De 50 à 99 salariés	640 240	638 844	639 934	614 853	609 876	600 701	595 477	616 028	620 384	630 233	645 398	650 373	652 545	460
De 100 à 199 salariés	911 962	908 079	925 116	910 347	894 512	880 325	883 307	905 099	912 304	934 492	970 112	1 008 167	1 005 763	325
De 200 à 499 salariés	1 322 739	1 311 130	1 322 775	1 296 478	1 259 602	1 253 665	1 278 496	1 274 199	1 278 790	1 302 289	1 386 196	1 406 699	1 394 763	232
De 500 à 999 salariés	820 357	784 222	780 597	761 993	771 856	787 021	777 217	760 571	809 160	794 127	811 712	841 135	824 281	165
1000 salariés et plus	1 355 658	1 281 333	1 216 633	1 144 984	1 479 348	1 447 097	1 423 106	1 455 401	1 364 554	1 401 675	1 235 286	1 399 531	1 334 166	142
Ensemble	5 149 306	4 996 629	4 948 250	4 782 199	5 068 447	5 021 083	5 010 141	5 065 621	5 039 474	5 116 568	5 104 684	5 362 123	5 273 841	211

Tableau II.23 La participation par branches économiques (suffrages exprimés en pourcentage des inscrits, par collèges, NAE-59, 1966-1979)

<i>Branches</i>	1966-67		1972-73		1974-75		1978-79		Evolution 79/66	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
01. Eau, gaz, électricité	85,5	80,7	83,8	83,8	80,9	66,5	78,8	81,7	92	101
02. Pétroles, carburants liquides	81,4	77,5	78,7	76,6	78,2	77,5	72,0	76,8	88	99
03. Combustibles minéraux solides	70,0	71,7	61,0	60,0	75,8	80,4	77,0	73,6	110	103
10. Pêche, agriculture, forêt	67,7	76,6	65,0	65,0	73,2	73,8	69,5	72,7	103	95
13. Extraction de minerais divers	82,1	74,6	71,4	80,4	71,8	73,1	68,4	68,3	83	92
29. Production des métaux	69,8	71,7	69,5	72,1	69,7	71,9	69,0	68,6	99	96
36. Première transformation des métaux	72,7	70,7	71,4	71,2	70,5	71,5	70,6	68,9	97	97
37. Mécanique générale, articles métalliques...	74,3	68,1	73,1	70,0	71,4	70,4	71,8	70,8	97	104
38. Construction de machines, navale, autos...	72,8	69,6	75,8	75,9	75,7	76,6	74,7	75,1	102	108
39. Construction électrique	70,2	70,4	69,3	70,1	69,3	68,5	69,2	67,5	99	96
42. Verre, céramique, matériaux de construction	71,5	71,0	72,9	74,8	73,0	74,2	72,1	72,8	101	103
45. Bâtiment et travaux publics	69,2	70,5	64,2	64,5	62,2	69,2	61,1	68,1	88	97
52. Industrie chimique	73,2	71,8	74,5	73,4	74,0	73,4	72,7	72,2	99	101
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	68,4	59,7	67,1	63,8	68,2	62,5	68,1	67,3	100	113
66. Industrie textile	68,4	72,2	70,1	76,0	70,4	74,9	69,1	72,0	101	100
67. Habillement et travail des étoffes	70,8	74,0	72,8	75,5	72,8	76,4	72,8	72,2	103	98
68. Cuirs et peaux	71,2	74,1	74,5	75,4	75,3	75,6	71,2	73,4	100	99
71. Industries agricoles et alimentaires	71,3	72,1	71,3	72,5	71,0	73,0	69,0	70,1	97	97
76. Industries du bois et ameublement	69,0	72,1	70,4	72,7	69,7	73,9	67,9	69,7	98	97
77. Papier, carton	74,4	76,1	69,3	76,8	73,6	75,4	74,2	73,4	100	96
78. Industries polygraphiques	75,1	71,7	74,3	71,9	73,9	72,9	71,6	71,5	95	100
79. Industries diverses	71,3	72,3	71,9	73,7	70,4	73,4	68,6	70,8	96	98
80. Transports	75,0	80,0	68,9	73,1	69,6	73,7	66,9	71,4	89	89
90. Commerces agricoles et alimentaires	68,5	70,4	67,4	70,2	67,8	71,3	65,9	70,8	96	101
91. Commerces non alimentaires	70,2	72,4	69,3	70,8	68,8	70,5	67,0	68,3	95	94
96. Banques et assurances	76,9	80,1	74,9	75,5	71,9	71,4	72,9	75,1	95	94
97. Spectacles	77,4	82,7	69,4	75,1	69,0	74,0	65,6	71,3	85	86
98. Hygiène, services domestiques	69,7	73,2	61,8	77,9	58,5	71,8	50,4	70,1	72	96
99. Professions libérales	75,8	75,0	74,7	73,3	72,6	74,2	71,9	72,7	95	97
Ensemble des branches	71,9	71,9	71,4	72,5	70,9	72,6	69,9	71,7	97	100

Tableau II.24 La participation par branches économiques (suffrages exprimés en pourcentage des inscrits, tous collèges, 1966-1979, NAE-59)

<i>Branches :</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79
01. Eau, gaz, électricité	84,5	84,8	83,3	83,7	85,9	85,5	83,8	81,8	76,1	77,5	82,0	79,2	79,4
02. Pétroles, carburants liquides	80,3	78,6	78,5	76,7	76,8	78,5	77,7	76,9	77,9	79,6	76,9	76,1	74,2
03. Combustibles minéraux solides	70,8	72,4	70,1	69,6	60,5	60,5	60,5	60,8	79,0	79,2	80,5	80,2	74,5
10. Pêche, agriculture, forêt	71,3	72,2	77,4	68,4	65,0	65,0	65,0	64,0	73,4	72,9	71,8	70,7	70,2
13. Extraction de minerais divers	81,4	79,8	73,9	76,4	81,9	75,6	73,3	72,4	72,0	72,8	70,9	66,6	68,4
29. Production des métaux	70,1	71,3	70,4	70,7	70,0	69,2	70,0	70,3	70,2	69,9	70,7	70,3	68,9
36. Première transformation des métaux	72,4	73,0	72,8	236,6	197,8	71,3	71,3	70,5	70,7	70,5	70,7	70,8	70,2
37. Mécanique générale, articles métalliques...	73,0	74,7	73,2	73,0	73,6	72,5	72,4	72,2	71,2	71,5	71,8	71,7	71,5
38. Construction de machines, navale, autos...	72,1	74,4	73,9	75,0	74,8	75,5	75,8	75,7	75,9	75,4	75,4	74,8	74,8
39. Construction électrique	70,2	72,4	72,7	69,6	69,7	69,7	69,5	69,4	69,1	69,7	70,1	69,4	68,7
42. Verre, céramique, matériaux de construction	71,5	73,1	73,2	73,0	73,4	73,7	73,2	73,3	73,2	73,5	73,3	72,7	72,2
45. Bâtiment et travaux publics	69,4	69,9	68,8	67,3	66,2	66,1	64,2	62,9	63,6	63,6	63,5	63,3	62,5
52. Industrie chimique	72,9	73,5	74,2	74,2	73,3	73,7	74,1	74,5	73,8	73,3	73,3	73,0	72,5
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	67,0	70,8	70,4	70,5	69,4	68,1	66,5	66,2	67,1	67,0	67,7	68,3	67,9
66. Industrie textile	68,8	70,7	71,6	70,6	70,8	71,1	70,9	70,8	71,1	71,2	71,1	70,8	69,5
67. Habillement et travail des étoffes	71,1	73,3	72,6	72,4	73,2	72,8	73,0	73,6	73,1	72,5	72,6	72,8	72,7
68. Cuirs et peaux	71,4	73,0	75,0	75,1	75,0	75,5	74,6	74,3	75,3	74,1	73,5	72,9	71,4
71. Industries agricoles et alimentaires	71,4	71,7	71,8	70,9	70,6	71,1	71,5	71,1	71,3	71,3	70,8	70,2	69,2
76. Industries du bois et ameublement	69,3	70,2	69,8	69,9	68,8	69,9	70,7	70,6	70,2	69,6	69,3	68,8	68,2
77. Papier, carton	74,5	74,6	74,6	75,1	74,5	74,1	70,2	69,6	73,9	74,1	73,8	73,7	74,1
78. Industries polygraphiques	74,5	74,6	75,6	74,4	74,0	74,3	73,8	73,7	73,7	72,8	72,2	71,9	71,6
79. Industries diverses	71,4	74,4	73,7	72,8	73,4	72,5	72,1	71,8	70,8	70,6	69,9	69,6	69,0
80. Transports	76,5	72,4	71,7	75,1	72,8	70,2	69,8	70,3	70,6	70,4	69,3	68,5	67,8
90. Commerces agricoles et alimentaires	68,8	69,6	69,5	69,0	69,8	69,3	67,9	68,0	68,4	68,0	67,3	67,4	66,6
91. Commerces non alimentaires	70,7	71,0	70,5	69,6	69,4	69,9	69,7	69,5	69,3	69,3	68,8	68,1	67,4
96. Banques et assurances	78,1	77,6	76,5	75,0	74,4	74,0	75,2	73,5	71,7	73,4	74,4	74,9	73,8
97. Spectacles	79,7	72,3	68,3	61,7	62,0	69,2	71,0	68,6	71,2	70,5	66,7	67,8	67,4
98. Hygiène, services domestiques	70,0	69,6	68,3	63,0	63,8	63,7	62,7	57,1	59,6	62,1	56,4	51,2	51,8
99. Professions libérales	75,7	76,9	75,7	75,1	74,9	75,2	74,4	73,2	72,9	73,0	73,0	73,0	72,1
Ensemble des branches	71,9	73,1	72,8	72,3	72,1	71,9	71,6	71,3	71,2	71,3	71,2	70,9	70,3

Tableau II.25 La participation électorale par branches économiques
(Suffrages exprimés en pourcentage des inscrits, par collèges, NAP-40, 1981-93)

<i>Branches</i>	1981-82		1992-93		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
1. Agriculture, sylviculture, pêche	69,6	74,0	68,6	71,9	99	97
2. Industrie de la viande et du lait	66,6	69,8	63,3	63,7	95	91
3. Autres produits alimentaires	72,1	71,6	70,1	66,1	97	92
4. Combustibles minéraux...	82,9	76,2	95,4	95,0	115	125
5. Pétrole, gaz naturel	77,7	76,7	74,8	74,0	96	97
6. Electricité, gaz et eau	79,6	79,8	72,9	72,6	92	91
7. Métaux ferreux, transformation de l'acier	68,8	69,5	72,1	70,9	105	102
8. Minerais, métaux non ferreux	74,2	74,4	76,3	71,1	103	96
9. Matériaux de construction...	71,2	72,3	69,3	69,3	97	96
10. Industrie du verre	77,2	75,9	77,5	73,7	100	97
11. Chimie, fibres synthétiques	75,5	76,4	72,7	73,3	96	96
12. Parachimie, industrie pharmaceutique	72,4	68,4	69,4	59,0	96	86
13. Fonderie, travail des métaux	70,9	71,0	69,5	66,5	98	94
14. Construction mécanique	74,3	68,9	71,8	65,0	97	94
15. Construction électrique et électronique	69,9	66,4	69,6	63,1	100	95
16. Automobile, matériel transport terrestre	76,3	74,4	77,4	72,8	101	98
17. Construction navale, aéronautique...	80,5	79,5	80,6	77,4	100	97
18. Industrie textile et habillement	70,6	69,8	70,6	64,8	100	93
19. Industrie du cuir et de la chaussure	73,1	71,6	73,6	69,1	101	97
20. Bois, meubles, industries diverses	70,9	71,4	69,3	64,9	98	91
21. Papier et carton	72,5	71,8	70,1	67,3	97	94
22. Imprimerie, presse, édition	73,6	68,3	70,0	61,0	95	89
23. Caoutchouc, plastiques.	68,4	63,3	66,6	56,3	97	89
24. Bâtiment, génie civil...	62,2	67,7	60,6	65,5	98	97
25. Commerce de gros alimentaire	69,0	70,4	62,9	62,5	91	89
26. Commerce de gros non-alimentaire	70,0	70,1	66,6	62,0	95	88
27. Commerce détail alimentaire	65,8	68,6	61,9	69,2	94	101
28. Commerce détail non-alimentaire	67,7	56,3	60,1	59,1	89	105
29. Réparation, commerce de l'automobile	70,3	72,0	68,0	71,1	97	99
30. Hôtels, cafés, restaurants	59,2	71,5	54,4	63,7	92	89
31. Transports	67,2	72,7	69,8	73,6	104	101
32. Postes et télécommunications	58,2	64,8	64,1	63,9	110	99
33. Services marchands aux entreprises	62,6	65,1	47,9	61,3	76	94
34. Services marchands aux particuliers	63,8	65,0	56,6	59,8	89	92
35. Location, crédit-bail immobilier	71,7	73,4	63,1	70,4	88	96
36. Assurances	70,8	70,3	66,9	63,6	95	90
37. Organismes financiers	72,5	75,9	70,0	73,5	97	97
38. Services non marchands	75,0	73,1	69,4	65,2	93	89
Ensemble des branches	70,4	70,7	66,1	66,9	94	95

Tableau II.26 La participation électorale ventilée par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1981-1993, NAP-40)

<i>Branches</i>	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1981=100
1. Agriculture, sylviculture, pêche	70,3	69,6	68,5	66,2	65,7	66,1	66,2	65,7	63,8	66,2	70,0	69,1	98
2. Industrie de la viande et du lait	67,1	67,0	65,7	63,8	63,8	63,4	63,1	63,4	63,1	61,7	61,7	63,3	94
3. Autres produits alimentaires	72,0	72,2	71,5	69,8	69,5	69,3	69,6	69,3	68,3	67,9	68,0	69,1	96
4. Combustibles minéraux...	80,5	72,0	72,0	68,1	68,1	65,7	65,7	63,7	63,7	73,6	84,0	95,4	118
5. Pétrole, gaz naturel	77,1	75,4	75,5	73,9	70,2	65,8	64,3	66,5	64,8	62,9	63,6	74,3	96
6. Electricité, gaz et eau	79,7	79,8	76,4	75,7	76,6	77,4	75,4	75,1	74,4	73,5	72,1	72,8	91
7. Métaux ferreux, transformation acier	69,0	68,5	68,1	65,9	66,3	66,8	68,1	69,6	68,8	69,7	70,8	71,7	104
8. Minerais, métaux non ferreux	74,3	73,8	71,7	70,8	70,9	71,9	73,1	73,6	74,2	73,6	73,9	74,6	100
9. Matériaux de construction...	71,4	70,9	70,8	70,4	70,3	70,1	69,7	68,7	68,0	67,5	68,7	69,3	97
10. Industrie du verre	77,0	77,8	77,2	77,2	77,6	76,6	77,7	76,9	76,0	76,1	75,7	76,8	100
11. Chimie, fibres synthétiques	75,8	76,1	73,8	73,1	72,8	73,2	73,9	72,6	72,0	71,9	72,4	73,0	96
12. Parachimie, industrie pharmaceutique	70,9	70,6	68,6	66,7	67,1	67,3	66,2	64,6	62,4	61,8	63,1	64,6	91
13. Fonderie, travail des métaux	71,0	70,9	70,7	69,4	69,0	68,8	69,1	69,1	68,4	68,2	68,4	68,9	97
14. Construction mécanique	72,8	72,3	71,8	70,1	69,8	69,9	69,7	70,2	69,1	68,1	68,9	69,6	96
15. Construction électrique et électron.	68,6	68,2	67,4	66,5	66,1	65,9	65,7	65,8	64,4	63,9	64,7	66,8	97
16. Autos, matériels transp. terrestre	75,9	76,7	75,1	73,7	74,8	75,3	75,6	75,9	75,1	74,5	75,3	76,3	100
17. Construction navale, aéronautique...	80,0	80,9	78,7	76,5	76,5	76,0	75,8	75,2	75,0	76,9	76,5	78,8	98
18. Industrie textile et habillement	70,5	71,1	70,7	69,9	69,0	68,7	69,0	68,9	68,4	67,6	68,5	69,6	99
19. Industrie cuir et chaussure	73,0	73,0	72,7	71,9	70,8	70,9	70,4	70,4	71,4	71,9	72,2	73,2	100
20. Bois, meubles, industrie diverses	71,0	71,0	70,8	69,7	68,9	68,1	68,0	67,6	66,3	65,8	66,6	68,4	96
21. Industrie du papier et du carton	72,4	72,4	71,7	70,9	69,9	70,0	71,0	70,1	69,2	68,8	68,7	69,6	96
22. Imprimerie, presse, édition	72,2	72,0	71,2	67,8	67,1	69,0	69,1	69,1	67,9	67,1	67,2	67,2	93
23. Caoutchouc, plastiques.	67,4	67,2	66,5	64,4	63,7	63,6	63,9	63,7	62,6	61,8	62,1	64,2	95
24. Bâtiment, génie civil...	63,3	63,6	63,4	62,6	62,7	62,1	61,7	61,6	61,2	60,9	61,4	62,0	98
25. Commerce de gros alimentaire	69,3	69,3	67,3	66,3	66,2	65,0	64,7	64,5	62,9	62,8	62,4	62,8	91
26. Commerce de gros non-alimentaire	70,0	69,8	69,3	67,5	66,3	65,9	65,4	64,6	63,6	63,3	63,8	64,9	93
27. Commerce détail alimentaire	66,2	66,3	65,9	65,7	65,4	64,3	64,6	64,6	63,5	62,9	63,2	63,0	95
28. Commerce détail non-alimentaire	65,1	65,7	63,9	61,0	61,4	56,0	55,7	54,0	52,9	54,0	55,7	59,9	92
29. Réparation, commerce de l'auto.	70,7	70,3	70,9	70,5	69,4	69,2	69,0	68,9	67,5	67,4	68,5	68,9	97
30. Hôtels, cafés, restaurants	61,3	59,5	58,7	58,9	57,7	55,4	54,0	52,5	53,2	51,6	52,2	56,3	92
31. Transports	68,5	67,8	65,0	65,0	66,4	72,6	70,9	68,9	68,6	63,1	70,6	70,7	103
32. Postes et télécommunication	61,6	59,9	57,3	59,3	59,2	61,9	53,6	54,7	60,2	60,3	62,6	64,0	104
33. Services marchands aux entreprises	63,6	63,8	61,1	58,2	55,5	54,4	52,7	51,4	49,9	50,4	51,3	52,8	83
34. Services marchands aux particuliers	63,9	62,8	61,4	59,9	59,0	58,9	58,5	57,7	56,4	55,7	56,1	57,1	89
35. Location, crédit-bail immobiliers	72,0	71,5	70,6	67,9	64,7	65,1	65,6	63,9	63,4	62,4	64,7	65,0	90
36. Assurances	70,6	70,1	68,9	66,4	65,6	67,5	66,2	65,2	65,7	64,6	65,7	66,0	93
37. Organismes financiers	74,1	74,4	72,7	72,0	71,8	71,8	70,2	70,3	69,9	70,8	72,5	72,3	98
38. Services non marchands	74,5	73,8	72,5	70,9	70,3	69,0	68,0	67,6	67,4	66,5	67,5	68,2	92
Ensemble des branches	70,4	70,2	69,0	67,4	67,0	67,3	66,7	66,1	65,1	64,4	65,4	66,4	94

Tableau II.27 La participation dans les premiers collèges par régions
(Suffrages exprimés en pourcentage des inscrits, 1966-1993)

<i>Régions</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	69,6	69,2	69,1	67,3	68,1	64,8	93
2. Aquitaine	75,7	75,5	74,9	72,6	73,9	70,2	93
3. Auvergne	73,5	71,9	72,0	71,8	71,2	68,7	93
4. Bourgogne	73,1	70,7	71,0	69,6	70,4	67,3	92
5. Bretagne	67,2	73,4	73,3	73,4	73,8	68,1	101
6. Centre	72,3	71,8	71,5	70,5	71,0	66,6	92
7. Champagne-Ardennes	69,4	70,1	68,8	68,8	69,9	67,7	98
8. Franche-Comté	74,1	70,4	71,0	71,6	72,7	71,5	96
9. Languedoc-Roussillon	77,5	76,8	74,9	75,1	74,5	69,1	89
10. Limousin	76,5	76,6	75,4	73,6	75,8	72,6	95
11. Lorraine	65,4	66,3	66,4	66,3	67,3	65,1	99
12. Midi-Pyrénées	76,1	75,9	76,0	74,3	74,3	69,5	91
13. Nord	74,4	72,7	71,6	71,6	70,9	68,8	93
14. Basse-Normandie	70,7	71,9	70,3	69,4	68,8	65,2	92
15. Haute-Normandie	73,2	69,5	70,6	70,2	70,0	66,5	91
16. Ile de France	69,2	69,3	67,8	65,8	65,7	60,3	87
17. Pays de Loire	79,1	74,7	75,2	73,8	73,8	68,1	86
18. Picardie	71,8	71,5	70,4	69,9	70,5	69,4	97
19. Poitou-Charentes	72,7	73,0	73,5	72,3	73,0	70,4	97
20. Provence-Côte d'Azur	75,3	74,8	73,6	71,9	73,0	66,5	88
21. Rhône-Alpes	75,1	73,6	73,3	71,6	72,0	65,3	87
France entière	71,9	71,4	70,9	69,9	70,4	66,1	92

Tableau II.28 La participation dans les seconds collèges par régions
(Suffrages exprimés en pourcentage des inscrits, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	74,2	74,1	73,3	72,5	72,1	66,4	89
2. Aquitaine	78,4	77,7	77,2	75,9	76,1	72,9	93
3. Auvergne	64,5	65,8	67,8	73,2	64,2	63,2	98
4. Bourgogne	73,6	73,4	73,5	72,0	71,0	67,0	91
5. Bretagne	70,6	78,0	77,3	75,0	75,8	70,4	100
6. Centre	76,4	72,6	75,0	71,7	73,0	67,4	88
7. Champagne-Ardennes	71,0	73,2	73,0	71,2	71,4	70,7	100
8. Franche-Comté	78,5	75,2	74,3	76,8	76,0	72,2	92
9. Languedoc-Roussillon	78,5	80,3	76,4	77,6	77,3	74,3	95
10. Limousin	75,4	76,8	77,7	75,0	76,3	70,9	94
11. Lorraine	69,6	70,7	71,8	70,0	72,7	69,9	100
12. Midi-Pyrénées	75,0	79,6	79,7	79,7	79,3	73,1	98
13. Nord	76,2	76,1	75,3	73,8	73,0	69,9	92
14. Basse-Normandie	72,5	74,8	72,7	70,5	70,9	67,7	93
15. Haute-Normandie	76,1	76,5	75,1	74,9	72,2	68,6	90
16. Ile de France	68,6	69,5	68,9	68,2	66,9	61,9	90
17. Pays de Loire	80,2	77,4	77,3	75,4	74,0	67,6	84
18. Picardie	73,2	74,8	74,9	73,4	72,4	69,0	94
19. Poitou-Charentes	76,2	77,5	75,9	74,3	72,4	72,0	94
20. Provence-Côte d'Azur	79,5	79,8	77,6	76,4	77,2	73,1	92
21. Rhône-Alpes	73,5	75,5	74,3	73,4	72,4	66,8	91
France entière	71,9	72,5	72,6	71,7	70,7	66,9	93

Tableau II.29 La participation par régions (suffrages exprimés en pourcentage des inscrits, tous collèges confondus, 1966-1980)*

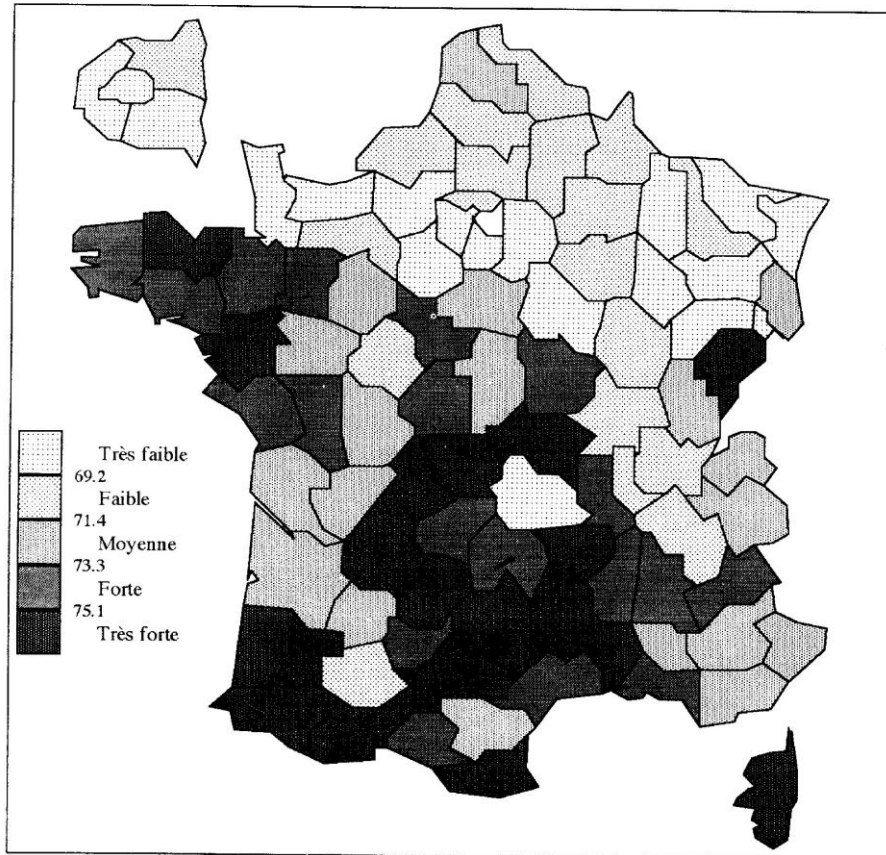
<i>Régions :</i>	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Alsace	70,3	70,7	70,7	69,9	69,3	69,9	70,0	68,9	69,9	69,2	69,1	68,9	68,3	68,5
Aquitaine	76,1	77,2	75,9	75,9	75,6	75,6	75,9	75,4	75,4	75,1	74,5	74,0	73,3	73,8
Auvergne	72,1	73,3	73,0	75,2	72,1	71,1	70,8	70,7	71,3	71,5	71,9	72,0	72,0	72,1
Bourgogne	73,2	73,2	72,8	72,4	72,4	71,1	71,1	71,3	71,4	71,1	70,7	70,3	70,0	70,6
Bretagne	67,5	70,9	71,1	72,9	72,8	73,4	73,9	74,3	73,9	73,9	74,0	74,4	73,7	73,6
Centre	72,8	74,3	73,3	73,1	73,2	72,4	71,9	71,2	72,0	71,6	71,0	71,3	70,7	70,6
Champagne-Ardennes	69,6	70,5	69,9	69,4	73,1	72,6	70,5	69,2	69,4	70,9	71,3	70,6	69,2	69,1
Franche-Comté	74,7	71,9	69,7	72,5	72,6	72,1	71,1	71,3	71,5	71,5	72,1	72,7	72,4	74,1
Languedoc-Roussillon	77,6	77,9	77,2	76,9	77,0	77,5	77,4	76,3	75,2	75,2	75,5	76,0	75,6	74,4
Limousin	76,4	76,8	76,4	75,3	75,3	75,8	76,6	76,6	75,7	76,0	76,1	75,0	73,8	73,9
Lorraine	65,9	65,8	66,8	67,9	68,1	67,1	67,0	67,1	67,4	67,7	67,7	67,4	67,0	67,7
Midi-Pyrénées	75,9	77,3	77,2	75,9	76,3	76,8	76,6	76,7	76,8	76,6	76,6	76,9	75,5	74,7
Nord	74,6	75,8	74,9	73,1	73,3	73,5	73,2	72,5	72,2	72,6	72,6	72,4	72,0	72,0
Basse-Normandie	70,9	72,6	72,5	72,3	72,6	71,9	72,3	71,5	70,6	69,9	69,8	69,7	69,6	69,0
Haute-Normandie	73,6	74,6	48,5	49,6	73,5	72,8	70,5	69,8	71,3	70,9	70,7	71,4	71,0	70,5
Ile de France	69,0	71,0	70,6	69,8	69,4	69,4	69,4	68,9	68,2	68,6	68,6	67,4	66,7	66,4
Pays de Loire	79,3	78,9	78,1	77,9	76,9	75,9	75,0	75,2	75,5	74,8	74,6	74,5	74,1	73,9
Picardie	72,0	74,0	73,9	72,8	72,7	72,1	71,9	71,2	71,1	70,7	70,7	71,1	70,5	70,3
Poitou-Charentes	73,1	74,0	73,6	73,8	74,2	74,4	73,6	73,0	73,8	74,1	74,4	74,1	72,7	72,6
Provence-Côte d'Azur	76,0	77,4	77,9	77,1	76,4	76,5	75,9	74,7	74,5	74,4	74,3	73,7	73,0	73,8
Rhône-Alpes	74,8	75,5	75,8	75,2	74,9	74,4	74,0	73,6	73,5	73,3	73,2	72,9	72,0	71,7
Ensemble	71,9	73,1	72,8	72,3	72,1	71,9	71,6	71,3	71,2	71,3	71,2	70,9	70,3	70,3

* Jusqu'en 1981, les résultats de la Corse sont inclus dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Tableau II.30 La participation électorale par régions (suffrages exprimés en pourcentage des inscrits, tous collèges confondus, 1980-1993)

<i>Régions :</i>	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Alsace	68,8	68,8	68,7	68,4	67,9	67,2	67,0	67,1	66,3	65,0	64,2	64,5	65,2	93
Aquitaine	74,2	74,4	74,4	72,9	72,1	72,2	72,1	70,5	70,5	70,0	68,9	70,0	70,9	93
Auvergne	69,8	69,8	69,3	67,3	66,9	66,9	67,6	67,6	68,3	67,6	65,0	65,9	67,3	93
Bourgogne	71,0	70,5	70,1	69,0	67,5	67,3	68,1	68,2	68,1	66,6	65,2	66,5	67,2	92
Bretagne	73,7	74,2	73,7	72,6	71,8	71,0	70,5	70,4	69,9	69,0	68,8	68,7	68,7	102
Centre	70,9	71,4	71,0	69,4	68,2	68,4	68,2	67,7	67,6	66,4	65,0	65,8	66,8	92
Champagne-Ardennes	69,6	70,1	70,6	69,4	68,9	69,0	68,7	68,1	68,3	67,4	66,3	67,8	68,4	98
Franche-Comté	73,8	73,3	73,7	69,1	68,2	71,0	71,9	72,3	71,7	71,1	70,2	70,5	71,6	96
Languedoc-Roussillon	74,4	75,1	74,3	73,7	72,7	72,4	72,4	71,9	71,9	70,5	68,6	69,7	70,5	91
Limousin	75,4	75,9	74,7	74,2	74,9	73,2	72,4	73,5	73,0	70,9	69,7	72,4	72,2	95
Lorraine	68,4	68,4	68,1	66,9	66,0	65,9	65,9	66,6	66,1	65,9	65,7	65,4	66,3	101
Midi-Pyrénées	75,2	75,4	75,6	74,4	73,6	72,9	72,5	72,3	71,3	69,8	69,2	70,0	70,6	93
Nord	72,3	71,4	71,6	71,8	70,6	70,3	70,3	70,0	69,4	68,5	67,8	68,4	69,1	93
Basse-Normandie	69,5	69,2	68,5	68,2	67,6	66,7	65,8	65,6	65,5	65,1	63,9	64,0	65,7	93
Haute-Normandie	71,3	70,4	70,9	71,3	70,8	70,5	70,3	69,6	68,6	67,7	66,2	65,6	67,0	91
Ile de France	66,3	66,2	65,9	63,2	62,7	62,7	62,0	61,0	59,6	58,4	57,8	59,7	60,9	88
Pays de Loire	74,2	73,8	72,7	71,9	71,2	70,3	69,8	69,3	68,7	67,4	66,7	67,3	68,0	86
Picardie	70,7	70,9	71,3	70,1	69,2	68,7	68,2	69,0	69,2	68,7	67,9	68,5	69,3	96
Poitou-Charentes	73,0	72,9	72,3	71,5	70,8	70,4	70,0	69,5	69,9	68,4	68,0	70,3	70,8	97
Provence-Côte d'Azur	66,1	74,1	74,4	74,2	73,4	72,8	71,9	71,4	70,5	69,6	68,7	69,1	68,6	90
Rhône-Alpes	72,2	72,1	71,4	70,3	69,0	68,0	67,5	66,4	65,9	64,9	64,1	65,3	65,8	88
Corse		78,0	76,6	72,6	78,1	77,1	72,5	70,9	67,6	71,0	67,2	73,3	74,2	—
Ensemble	70,5	70,4	70,2	69,0	67,4	67,0	67,3	66,7	66,1	65,1	64,4	65,4	66,4	92

II.31 Carte de la participation par départements en 1981-82 (tous collèges confondus, en % des inscrits)



II.32 Carte de la participation par départements en 1992-93 (tous collèges confondus, en % des inscrits)

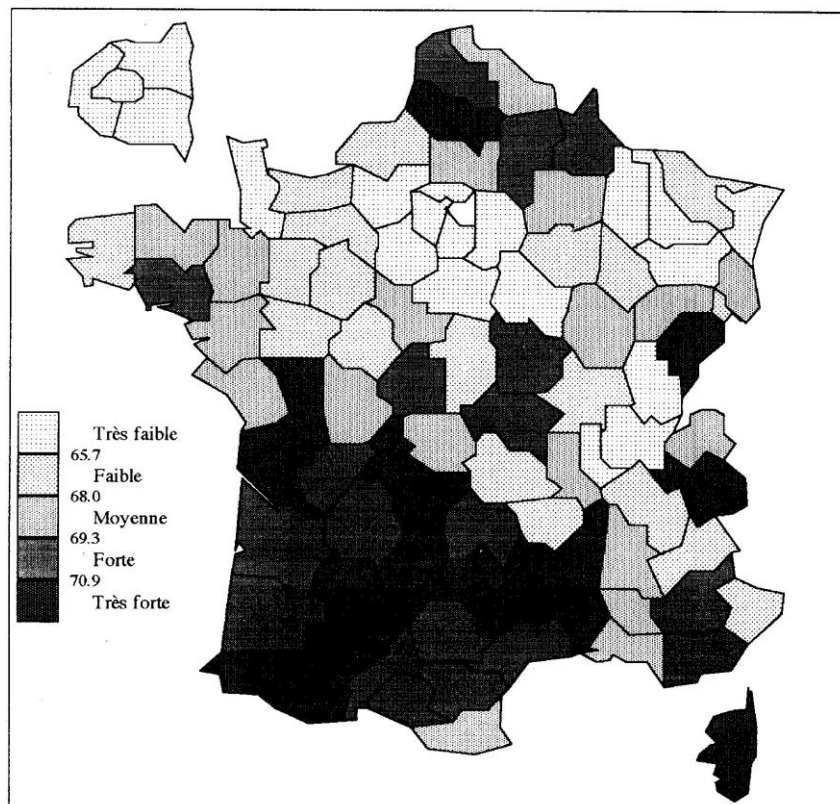


Tableau II.33 La participation par taille d'établissements (suffrages exprimés pourcentage des inscrits, par collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	1966-67		1974-75		1981-82		1992-93		Evolution 93/66		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
Moins de 50 salariés	78,8	82,8	73,6	77,6	72,1	74,0	73,1	75,6	93	91	101	102
De 50 à 99 salariés	77,0	80,1	73,4	76,7	71,8	74,5	69,1	71,6	90	89	96	96
De 100 à 199 salariés	74,7	76,5	71,0	74,2	69,5	72,8	65,7	68,3	88	89	95	94
De 200 à 499 salariés	70,6	72,6	69,3	71,8	69,0	70,2	64,0	66,1	91	91	93	94
De 500 à 999 salariés	70,5	71,8	70,5	71,9	70,9	69,4	63,9	64,2	91	89	90	93
Plus de 1000 salariés	71,8	69,4	71,3	70,4	70,9	69,6	64,6	66,9	90	96	91	96
Ensemble	71,9	71,9	70,9	72,6	70,4	70,7	65,3	66,9	91	93	93	95

Tableau III.34 La participation par taille d'établissements (suffrages exprimés pourcentage des inscrits, tous collèges confondus, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
Moins de 50 salariés	80,1	83,1	77,3	72,2	70,5	75,6	78,3	76,0	74,5	73,0	73,7	73,0	71,9	72,1
De 50 à 99 salariés	77,5	78,0	77,8	77,1	76,7	76,2	75,8	74,7	74,1	73,9	73,3	72,8	72,3	72,1
De 100 à 199 salariés	75,0	75,7	75,0	74,1	73,7	73,0	72,8	72,2	71,7	71,2	70,8	70,7	70,1	69,7
De 200 à 499 salariés	71,0	72,0	72,1	71,0	70,7	70,5	70,0	69,5	69,8	70,0	69,8	69,6	68,8	68,6
De 500 à 999 salariés	70,8	71,5	71,2	70,4	70,0	70,1	69,3	69,7	70,8	70,6	70,6	70,6	70,1	70,4
Plus de 1000 salariés	71,3	73,0	72,2	72,6	72,6	72,3	72,3	71,9	71,1	71,7	72,2	71,3	70,8	71,4
Ensemble	71,9	73,1	72,8	72,3	72,1	71,9	71,6	71,3	71,2	71,3	71,2	70,9	70,3	70,3

<i>Tailles</i>	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93	Evolution 1966=100
Moins de 50 salariés	71,8	72,5	74,2	74,0	73,4	73,5	73,0	73,6	74,7	74,0	73,1	73,4	73,9	92
De 50 à 99 salariés	72,1	72,3	72,2	71,7	70,8	70,3	70,1	69,8	69,7	69,6	69,2	69,6	69,7	90
De 100 à 199 salariés	70,0	70,2	70,0	69,3	68,2	68,1	67,6	67,0	67,4	66,8	65,9	66,2	66,7	89
De 200 à 499 salariés	69,1	69,3	69,1	68,2	67,1	66,5	66,0	65,5	66,0	65,2	63,6	64,2	65,6	92
De 500 à 999 salariés	70,9	70,5	70,0	69,2	67,8	66,3	65,8	65,2	65,5	64,0	62,8	63,5	64,8	92
Plus de 1000 salariés	71,1	70,5	70,3	67,3	67,2	67,7	67,8	66,8	66,2	65,7	62,2	65,0	66	93
Ensemble	70,5	70,4	70,2	69,0	67,4	67,0	67,3	66,7	66,1	65,1	64,4	65,4	66,4	92

Tableau II.35 Abstentions, blancs et nuls, suffrages exprimés selon la branche d'activité (1992-93)

Etablissements classés selon leur branche d'activité (NAP 40)	Inscrits	Abstentions	Blancs et nuls	Suffrages exprimés
1. Agriculture, sylviculture...	16 036	3 970	987	11 079
2. Industrie de la viande et du lait	106 221	30 697	8 256	67 268
3. Autres produits alimentaires	131 025	30 510	9 921	90 594
4. Combustibles minéraux fossiles	603	17	11	575
5. Pétrole, gaz naturel	11 376	2 521	406	8 449
6. Electricité, gaz et eau	27 562	5 815	1 679	20 068
7. Métaux ferreux, transformation acier	62 614	14 996	2 752	44 866
8. Minerais, métaux non ferreux	32 477	6 255	1 988	24 234
9. Matériaux de construction...	54 086	11 975	4 618	37 493
10. Industrie du verre	41 930	6 228	3 509	32 193
11. Chimie, fibres synthétiques	77 566	17 149	3 825	56 592
12. Parachimie, industrie pharmaceutique	115 363	32 532	8 260	74 571
13. Fonderie, travail des métaux	167 163	36 884	15 121	115 158
14. Construction mécanique	189 388	42 641	14 906	131 841
15. Construction électrique et électronique	297 385	76 816	21 955	198 614
16. Autos, matériel transport terrestre	257 977	44 431	16 722	196 824
17. Construction navale, aéronautique...	105 730	17 193	5 192	83 345
18. Industrie textile et habillement	138 757	28 393	13 730	96 634
19. Industrie cuir et chaussure	35 470	5 745	3 778	25 947
20. Bois, meubles, industrie diverses	84 366	17 272	9 349	57 745
21. Industrie du papier et du carton	76 482	17 016	6 229	53 237
22. Imprimerie, presse, édition	73 975	19 817	4 476	49 682
23. Caoutchouc, plastiques.	140 617	39 600	10 739	90 278
24. Bâtiment, génie civil...	257 637	78 329	19 620	159 688
25. Commerce de gros alimentaire	78 912	24 241	5 095	49 576
26. Commerce de gros non-alimentaire	165 805	45 670	12 600	107 535
27. Commerce détail alimentaire	200 768	60 296	14 074	126 398
28. Commerce détail non-alimentaire	123 044	42 656	6 708	73 680
29. Réparation, commerce de l'auto.	50 264	11 528	4 087	34 649
30. Hôtels, café, restaurants	73 225	27 432	4 597	41 196
31. Transports	500 388	122 662	23 729	353 997
32. Postes et télécommunication	2 978	917	154	1 907
33. Services marchands aux entreprises	368 966	157 656	16 532	194 778
34. Services marchands aux particuliers	389 940	146 959	20 341	222 640
35. Location, crédit-bail immobilier	27 344	7 691	1 886	17 767
36. Assurances	110 251	32 501	5 004	72 746
37. Organismes financiers	310 575	70 977	15 053	224 545
38. Services non marchands	369 575	98 018	19 477	252 080
Toutes branches	5 273 841	1 436 006	337 366	3 500 469

Tableau II.36 Abstentions, blancs et nuls, suffrages exprimés selon la branche d'activité (1992-93, Taux significatifs)

Etablissements classés selon leur branche d'activité (NAP 40)	Taux d'abstention (% inscrits)	Taux blancs et nuls (% votants)	Taux de suffrages (% inscrits)
1. Agriculture, sylviculture...	24,8	8,2	69,1
2. Industrie de la viande et du lait	28,9	10,9	63,3
3. Autres produits alimentaires	23,3	9,9	69,1
4. Combustibles minéraux fossiles	2,8	1,9	95,4
5. Pétrole, gaz naturel	22,2	4,6	74,3
6. Electricité, gaz et eau	21,1	7,7	72,8
7. Métaux ferreux, transformation acier	23,9	5,8	71,7
8. Minerais, métaux non ferreux	19,3	7,6	74,6
9. Matériaux de construction...	22,1	11,0	69,3
10. Industrie du verre	14,9	9,8	76,8
11. Chimie, fibres synthétiques	22,1	6,3	73,0
12. Parachimie, industrie pharmaceutique	28,2	10,0	64,6
13. Fonderie, travail des métaux	22,1	11,6	68,9
14. Construction mécanique	22,5	10,2	69,6
15. Construction électrique et électronique	25,8	10,0	66,8
16. Autos, matériel transport terrestre	17,2	7,8	76,3
17. Construction navale, aéronautique...	16,3	5,9	78,8
18. Industrie textile et habillement	20,5	12,4	69,6
19. Industrie cuir et chaussure	16,2	12,7	73,2
20. Bois, meubles, industrie diverses	20,5	13,9	68,4
21. Industrie du papier et du carton	22,2	10,5	69,6
22. Imprimerie, presse, édition	26,8	8,3	67,2
23. Caoutchouc, plastiques.	28,2	10,6	64,2
24. Bâtiment, génie civil...	30,4	10,9	62,0
25. Commerce de gros alimentaire	30,7	9,3	62,8
26. Commerce de gros non-alimentaire	27,5	10,5	64,9
27. Commerce détail alimentaire	30,0	10,0	63,0
28. Commerce détail non-alimentaire	34,7	8,3	59,9
29. Réparation, commerce de l'auto.	22,9	10,6	68,9
30. Hôtels, café, restaurants	37,5	10,0	56,3
31. Transports	24,5	6,3	70,7
32. Postes et télécommunication	30,8	7,5	64,0
33. Services marchands aux entreprises	42,7	7,8	52,8
34. Services marchands aux particuliers	37,7	8,4	57,1
35. Location, crédit-bail immobilier	28,1	9,6	65,0
36. Assurances	29,5	6,4	66,0
37. Organismes financiers	22,9	6,3	72,3
38. Services non marchands	26,5	7,2	68,2
Toutes branches	27,2	8,8	66,4

Tableau II.37 Abstentions, blancs et nuls, suffrages exprimés en fonction du collège
(1992-93 Valeurs absolues)

<i>Collèges :</i>	Inscrits	Abstentions	Blancs et nuls	Suffrages exprimés
Ouvriers et employés	2 367 319	613 212	165 261	1 588 846
Ouvriers seuls	266 437	64 978	22 005	179 454
Employés seuls	696 314	212 151	39 892	444 271
<i>1. Total premiers collèges</i>	<i>3 330 070</i>	<i>890 341</i>	<i>227 158</i>	<i>2 212 571</i>
Agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres	579 412	150 518	39 744	389 150
Agents de maîtrise, techniciens seuls	636 829	164 497	30 655	441 677
<i>2. Total seconds collèges</i>	<i>1 216 241</i>	<i>315 015</i>	<i>70 399</i>	<i>830 827</i>
<i>3. Ingénieurs et cadres seuls</i>	<i>354 299</i>	<i>118 783</i>	<i>15 549</i>	<i>219 967</i>
<i>4. Collèges uniques</i>	<i>373 231</i>	<i>111 867</i>	<i>24 260</i>	<i>237 104</i>
<i>Tous collèges</i>	<i>5 273 841</i>	<i>1 436 006</i>	<i>337 366</i>	<i>3 500 469</i>

Tableau II.38 Abstentions, blancs et nuls, suffrages exprimés en fonction du collège
(1992-93 taux significatifs)

<i>Collèges :</i>	Taux d'abstention (% inscrits)	Taux blancs et nuls (% inscrits)	Taux de suffrages (% inscrits)
Ouvriers et employés	25,9	7,0	67,1
Ouvriers seuls	24,4	8,3	67,4
Employés seuls	30,5	5,7	63,8
<i>1. Total premiers collèges</i>	<i>26,7</i>	<i>6,8</i>	<i>66,4</i>
Agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres	26,0	6,9	67,2
Agents de maîtrise, techniciens seuls	25,8	4,8	69,4
<i>2. Total seconds collèges</i>	<i>25,9</i>	<i>5,8</i>	<i>68,3</i>
<i>3. Ingénieurs et cadres seuls</i>	<i>33,5</i>	<i>4,4</i>	<i>62,1</i>
<i>4. Collèges uniques</i>	<i>30,0</i>	<i>6,5</i>	<i>63,5</i>
<i>Tous collèges</i>	<i>27,2</i>	<i>6,4</i>	<i>66,4</i>

Tableau II.39 Abstentions, blancs et nuls, suffrages exprimés en fonction de la taille de l'établissement (1992-93)

<i>Taille de l'établissement :</i>	Inscrits	Abstentions	Blancs et nuls	Suffrages exprimés	Tx d'abstention (% inscrits)	Tx blancs et nuls (% inscrits)	Tx de suffrages (% inscrits)
Moins de 50 salariés	62 323	10 616	5 679	46 028	17,0	9,1	73,9
De 50 à 100 salariés	652 545	141 382	56 599	454 564	21,7	8,7	69,7
De 100 à 200 salariés	1 005 763	258 004	76 980	670 779	25,7	7,7	66,7
De 200 à 500 salariés	1 394 763	382 061	98 083	914 619	27,4	7,0	65,6
De 500 à 1000 salariés	824 281	243 442	47 011	533 828	29,5	5,7	64,8
Plus de 1000 salariés	1 334 166	400 501	53 014	880 651	30,0	4,0	66,0

Tableau II.40 Abstentions, blancs et nuls, suffrages exprimés en fonction de la région (tous collèges, 1992-93)

<i>Régions</i>	Inscrits	Abstentions	Blancs et nuls	Suffrages exprimés	Tx d'abs-tention (% inscrits)	Tx blancs et nuls (% inscrits)	Tx de suffrages (% inscrits)
Alsace	207 903	58 484	13 900	135 519	28,1	6,7	65,2
Aquitaine	181 042	40 505	12 114	128 423	22,4	6,7	70,9
Auvergne	103 987	27 974	6 053	69 960	26,9	5,8	67,3
Bourgogne	143 385	36 468	10 572	96 345	25,4	7,4	67,2
Bretagne	208 769	51 622	13 785	143 362	24,7	6,6	68,7
Centre	236 841	59 024	19 558	158 259	24,9	8,3	66,8
Champagne-Ardennes	130 341	31 396	9 778	89 167	24,1	7,5	68,4
Franche-Comté	107 499	23 062	7 415	77 022	21,5	6,9	71,6
Languedoc-Roussillon	116 195	27 213	7 091	81 891	23,4	6,1	70,5
Limousin	52 148	10 168	4 315	37 665	19,5	8,3	72,2
Lorraine	237 074	62 868	17 025	157 181	26,5	7,2	66,3
Midi-Pyrénées	177 719	40 872	11 332	125 515	23,0	6,4	70,6
Nord	398 662	98 459	24 875	275 328	24,7	6,2	69,1
Basse-Normandie	113 554	30 157	8 736	74 661	26,6	7,7	65,7
Haute-Normandie	158 703	41 322	10 992	106 389	26,0	6,9	67,0
Ile de France	1 231 116	417 991	62 851	750 274	34,0	5,1	60,9
Pays de Loire	315 130	78 366	22 539	214 225	24,9	7,2	68,0
Picardie	169 918	39 139	13 010	117 769	23,0	7,7	69,3
Poitou-Charentes	115 931	24 621	9 241	82 069	21,2	8,0	70,8
Provence-Côte d'Azur	262 921	67 186	15 492	180 243	25,6	5,9	68,6
Rhône-Alpes	564 107	159 008	34 040	371 059	28,2	6,0	65,8
Corse	4 895	978	285	3 632	20,0	5,8	74,2
Ensemble des régions	5 237 840	1 426 883	334 999	3 475 958	27,2	6,4	66,4

Chapitre III.

L'audience de la CGT

En 1945-46, lors des premières élections aux CE, la Confédération Générale du Travail (CGT) se taillait la part du lion avec plus de 80% des 815 000 suffrages exprimés. Déjà, se profilaient certaines caractéristiques de son audience (Tableaux 1-4) : elle obtenait ses meilleurs scores dans les premiers collèges et, même en tenant compte de l'aspect peu sûr de la nomenclature utilisée dans les documents archivés, son audience était manifestement plus industrielle que tertiaire.

Entre 1946 et 1948, elle a perdu un quart de ses électeurs. Après ce recul brutal, son audience a connu une érosion lente et régulière que rien n'a pu interrompre sauf, au milieu des années 1980, l'introduction des CE à la SNCF dont les bénéficiaires ne masquèrent pas longtemps la poursuite du déclin.

L'évolution des scores de la CGT a été assez différente dans les différents collèges. La courbe de son audience dans les premiers collèges — ouvriers et employés — présente le même profil que la moyenne, c'est-à-dire un déclin lent et inexorable depuis la fin des années 1940. Auprès des techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres, les scores de la CGT tombaient à 17,5% dès 1950 et restèrent ensuite autour de ce niveau, enregistrant même une légère croissance entre 1970 et 1975. Depuis lors, les scores dans le second collège ont reculé pratiquement aussi vite que dans les premiers (Graphique 2).

Aujourd'hui, la CGT demeure le premier syndicat dans onze branches dont huit sont des branches industrielles, soit dans l'ordre :

les mines, le verre, le papier-carton, la sidérurgie et la métallurgie, la chimie, la construction mécanique, automobile, navale et aéronautique (tableaux 9 à 12). En revanche, la CGT est dominée par les non-syndiqués dans les industries où les petits établissements sont nombreux — l'emploi féminin joue aussi probablement un rôle —, soit, au-dessous de son audience moyenne et par scores croissant : le bois et les meubles, le cuir et la chaussure, l'agro-alimentaire, la parachimie, le bâtiment et le textile. Elle est également devancée par la CFDT dans les branches industrielles employant une majorité de personnel hautement qualifié comme le pétrole ou l'électronique.

Les autres branches économiques où la CGT domine sont : l'imprimerie et la presse, les transports — uniquement à cause des grandes sociétés publiques — et la distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau (hors EDF dont les résultats n'apparaissent pas dans la statistique mais où la CGT dispose de la majorité absolue). En dehors de ces secteurs très particuliers, la CGT réalise ses plus mauvais scores dans les services. Elle est totalement marginalisée dans le commerce (de gros comme de détail), les banques et les services marchands (aux entreprises et aux particuliers), c'est-à-dire toutes les branches économiques qui ont gagné des emplois dans les vingt dernières années.

Régionalement, la CGT domine le Limousin, les départements du centre et du nord du Massif central (notamment le Cantal

et le Puy-de-Dôme), le nord du Bassin parisien : Seine-Maritime, l'Oise, l'Aisne et la Marne et, enfin, la Seine-Saint-Denis (tableaux 13-16 et cartes 17-18). En revanche, ses zones de faiblesse correspondent aux bastions de la CFDT : l'Ouest — Bretagne, Pays de-Loire et Basse-Normandie — et l'Est : l'ensemble de l'Alsace et de la Lorraine. Durant ces quinze dernières années, elle a enregistré ses reculs les plus forts dans les régions frappées par la désindustrialisation : l'Île de France, le Nord, la Lorraine, les Bouches-du-Rhône.

Depuis la Libération, l'audience de la CGT a mieux résisté dans les grands établissements que dans les moyens et les petits (tableaux 5 à 7 et 19-20). C'est pourquoi, depuis 1981, elle a subi un véritable effondrement dans les branches où la taille moyenne des établissements est traditionnellement assez petite : agro-alimentaire (-65%), le cuir et la chaussure (-60%), le bois et les meubles (-58%), le commerce de détail, le textile et l'habillement (-43%)...

L'explication essentielle de l'audience de la CGT réside dans son implantation (tableaux 24-26) et dans la fidélité d'une partie importante des électeurs des premiers collèges (ouvriers et employés). En moyenne, dans les premiers collèges, ses listes devancent les autres organisations syndicales quelles que soient les configurations électorales sauf quand elles se trouvent face à des non-syndiqués ou à des syndicats autonomes (tableaux 21-23). En revanche, dans les seconds collèges, où elle ne l'emporte, en moyenne, que sur la CFTC et FO, la CGT se trouve largement devancée notamment par la CFDT, la CGC, les candidats sans étiquettes et les autonomes...

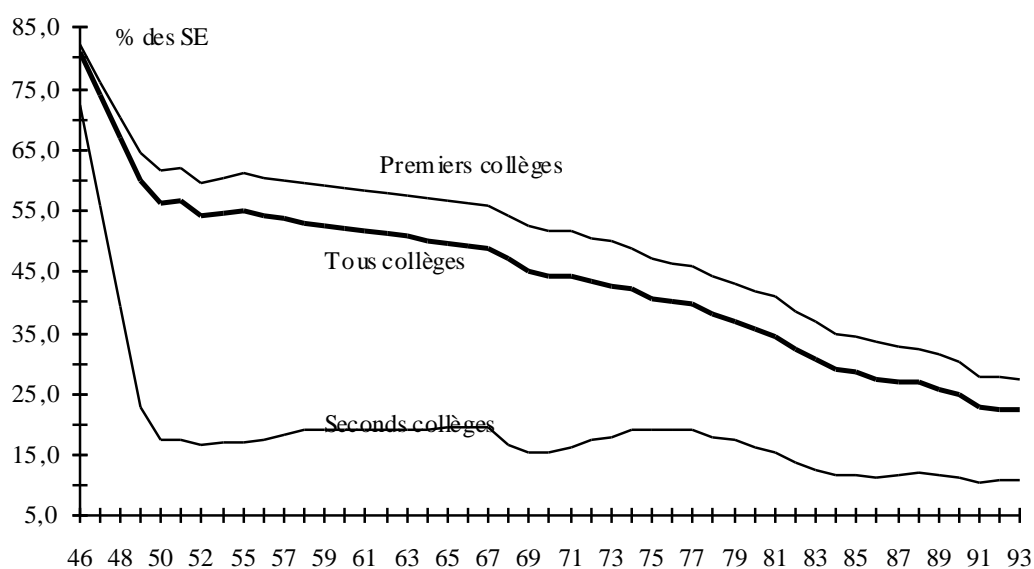
Etant donné la prépondérance numérique des premiers collèges, la CGT demeure sans conteste la première organisation syndicale auprès des salariés des entreprises du secteur

marchand. Pour les trois dernières années connues, elle enregistre une quasi-stabilisation de son audience globale (autour de 22,5% des suffrages exprimés). Ce pallier est en partie apparent : il s'explique par le report à 1992 des élections à la SNCF qui auraient dû avoir lieu en 1991 (d'où la forte baisse de 1990-91) mais il traduit également un moindre recul des implantations de cette organisation et une relative stabilisation des scores de ses candidats. Il est naturellement trop tôt pour en conclure que le déclin est durablement enrayé.

Tableau III.1 Evolution de l'audience de la CGT depuis 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés)³⁶

Années	Collèges 1	2	Tous collèges	Années	Collèges 1	2	Tous collèges
1946	82,1	72,4	81,1	1974-75	47,1	19,3	40,7
1947	ND	ND	ND	1975-76	46,5	19,3	40,1
1948	ND	ND	59,9	1976-77	46,1	19,0	39,8
1949	64,5	23,0	60,0	1977-78	44,4	18,1	38,1
1950	61,7	17,5	56,4	1978-79	42,9	17,6	36,8
1951	62,1	17,3	56,8	1979-80	41,9	16,3	35,6
1952	59,6	16,8	54,4	1980-81	41,0	15,5	34,6
1953	60,5	16,9	54,8	1981-82	38,6	13,7	32,2
1954-55	61,0	16,9	54,9	1982-83	37,0	12,7	30,7
1956	ND	ND	ND	1983-84	35,0	11,9	29,0
1957-58	59,4	19,0	53,1	1984-85	34,6	11,8	28,6
1959-65	ND	ND	ND	1985-86	33,5	11,5	27,4
1966-67	55,7	19,5	48,8	1986-87	32,8	11,8	27,0
1967-68	54,3	16,5	47,0	1987-88	32,5	12,0	26,8
1968-69	52,5	15,4	45,2	1988-89	31,5	11,8	25,9
1969-70	51,7	15,4	44,2	1989-90	30,4	11,4	25,0
1970-71	51,9	16,2	44,4	1990-91	27,9	10,6	22,7
1971-72	50,6	17,7	43,4	1991-92	27,8	10,7	22,6
1972-73	50,1	17,9	42,8	1992-93	27,4	11,1	22,5
1973-74	48,7	19,3	42,1	Evolution	33	15	28

Tableau III.2 Graphique : évolution de l'audience de la CGT depuis 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés)



³⁶. Nous ne disposons d'aucun résultat pour les années 1947, 1956 et 1959-65. Sur le graphique, les points correspondant à ces années manquantes sont interpolés.

Tableau III.3 Audience de la CGT ventilée par branches économiques en 1946

<i>Branches:</i>	Collèges 1		Collèges 2		Tous collèges	
	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges
Métallurgie	246 150	8 141	35 081	2 080	281 231	10 221
Bâtiment	24 084	1 494	2 194	317	26 278	1 811
Textiles	78 248	3 898	4 072	518	82 320	4 416
Bois	5 594	234	713	59	6 307	293
Alimentation	29 556	1 493	1 879	241	31 435	1 734
Chimie	35 180	1 642	3 560	376	38 740	2 018
Papiers	27 029	1 079	2 743	188	29 772	1 267
Imprimerie	12 692	582	1 460	86	14 152	668
Habillement	4 214	98	275	29	4 489	127
Travail pailles	786	11	32	4	818	15
Métaux précieux	1 261	64	92	7	1 353	71
Cuir et peaux	14 796	715	983	130	15 779	845
Carrières	413	26	22	4	435	30
Terres à feu	20 120	1 246	1 439	209	21 559	1 455
Manutention	215	16	17	2	232	18
Transports	874	71	92	11	966	82
Commerces	33 181	1 467	3 851	261	37 032	1 728
Spectacles	927	46	346	18	1 273	64
Banques	27 050	627	1 921	114	28 971	741
Prof libérales	411	35	7	2	418	37
Services publics	177	2	118	1	295	3
Services domestiques	269	8	4	1	273	9
Total	584 504	24 380	58 563	4 501	643 067	28 881

Tableau III.4 Audience de la CGT par branches économiques en 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés et des sièges attribués)

<i>Branches</i>	Collèges 1		Collèges 2		Tous collèges	
	%Voix	%Sièges	%Voix	%Sièges	%Voix	%Sièges
Métallurgie	83,6	91,2	85,7	82,5	84,8	91,4
Bâtiment	93,9	95,5	76,4	81,4	92,8	94,1
Textiles	78,3	84,8	54,1	52,0	76,8	79,4
Bois	84,0	86,0	85,1	74,0	84,3	84,0
Alimentation	83,3	89,3	54,7	65,4	81,1	85,9
Chimie	68,9	76,7	100,0	100,0	100,0	100,0
Papiers	87,6	93,1	71,3	67,6	87,4	89,4
Imprimerie	90,1	93,7	81,5	76,7	91,1	92,3
Habillement	20,4	9,7	16,9	17,6	20,1	10,8
Travail pailles	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Métaux précieux	58,3	81,0	63,0	63,6	58,6	78,9
Cuir et peaux	85,3	87,5	83,3	81,2	85,4	87,0
Carrières	100,0	100,0	37,3	80,0	92,2	96,8
Terres à feu	89,7	93,6	71,3	75,3	88,5	91,3
Manutention	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Transports	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Commerces	72,8	86,2	54,7	61,3	71,1	81,9
Spectacles	96,7	97,9	95,2	94,4	98,8	98,5
Banques	61,9	67,0	35,6	43,3	59,1	63,0
Prof libérales	76,0	83,3	30,4	66,7	74,1	82,2
Services publics	53,0	66,7	42,6	50,0	48,3	60,0
Services domestiques	100,0	100,0	20,0	50,0	94,5	90,0
Total	82,1	90,4	72,4	71,7	81,1	86,9

Tableau III.5 Audience de la CGT dans les premiers collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)³⁷

Tailles	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	50,2	40,6	39,2	20,1	26,4	20,7	20,8	41
50 à 100	56,3	48,6	45,8	43,6	42,2	42,2	41,2	73
100 à 200	64,8	54,9	35,1	48,0	50,4	49,0	19,8	36
200 à 500	—	59,4	45,8	53,4	53,6	50,8	41,2	69
500 à 1000	69,4	68,8	66,7	64,2	63,7	64,0	61,6	89
Plus de 1000	69,6	62,3	66,4	64,6	64,9	66,8	63,5	91
Totaux	64,5	61,7	62,1	59,6	60,5	61,0	59,4	92

Tableau III.6 Audience de la CGT dans les seconds collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

Tailles	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	14,7	3,8	0,0	3,7	1,6	7,9	16,0	109
50 à 100	17,7	12,8	8,5	11,3	9,3	9,3	8,2	47
100 à 200	20,8	16,4	14,6	11,3	10,8	7,7	13,1	80
200 à 500	—	17,6	15,6	12,6	11,1	10,3	13,4	76
500 à 1000	21,9	21,2	19,2	16,5	13,8	19,0	17,4	79
Plus de 1000	28,8	17,6	19,6	21,7	23,4	22,1	23,9	83
Totaux	23,0	17,5	17,3	16,8	16,9	16,9	19,0	82

Tableau III.7 Audience de la CGT dans l'ensemble des collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

Tailles	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	46,5	35,0	35,1	18,1	22,4	18,3	19,8	43
50 à 100	51,9	44,5	41,7	39,8	38,3	38,1	35,9	69
100 à 200	59,5	50,3	48,6	43,7	45,3	43,4	42,7	85
200 à 500	—	59,4	56,2	53,4	53,6	50,8	50,2	84
500 à 1000	64,0	63,3	61,3	58,7	57,5	58,1	55,5	87
Plus de 1000	64,0	56,7	60,3	59,1	59,2	60,5	57,0	89
Totaux	59,4	56,4	56,8	54,4	54,8	54,9	53,1	89

³⁷ Pour l'année 1949, les documents archivés regroupent les établissements de 100 à 500 salariés en une seule classe. Dans les trois tableaux ci-dessus, pour les établissements compris dans les tranches de 100 à 200 et de 200 à 500 salariés, l'évolution des scores est calculée en prenant pour base l'année 1950.

Tableau III.8 L'audience de la CGT par branches économiques et par collèges (1957-58)³⁸

<i>Branches :</i>	Collège 1		Collège 2		Tous collèges	
	Voix	% SE	Voix	% SE	Voix	% SE
01. Agriculture, forêt, pêche						
02. Eau, gaz, électricité	710	55,9	147	40,7	857	52,5
03. Pétroles et carburants liquides	5 766	51,9	87	3,1	5853	42,1
04. Combustibles minéraux solides	199	51,8		0,0	199	44,4
05. Carrières et matériaux de construction	186	55,4		0,0	186	51,1
06. Production des métaux	16 736	64,9	694	21,9	17 430	60,2
11. Première transformation des métaux	24 212	64,6	1 117	21,3	25 329	59,3
12. Mécanique générale	25 884	62,1	1 080	15,6	26 964	55,4
13. Construction de machines, navires	95 049	66,8	6 801	25,6	101 850	60,3
14. Construction électrique	19 842	61,5	2 458	27,0	22 300	53,9
21. Verre, matériaux de construction	11 442	73,0	241	16,7	11 683	68,2
30-32. Bâtiment et travaux publics	10 031	60,8	449	14,8	10 480	53,6
40. Industries chimiques	26 532	62,1	1 267	14,9	27 799	54,2
51. Industries agricoles et alimentaires	9 799	50,8	259	9,1	10 058	45,5
52. Textiles	13 670	56,8	205	9,4	13 875	52,9
53. Habillement	1 514	42,6		0,0	1 514	38,9
54. Cuirs et peaux	2 974	49,6	83	22,3	3 057	48,0
55. Bois et ameublement	2 485	70,6	17	5,8	2 502	65,6
56. Papier-carton	6 199	66,1	102	12,9	6 301	61,9
57. Industries polygraphiques	8 540	61,7	476	24,7	9 016	57,2
58. Industries diverses	1 304	45,7	68	13,3	1 372	40,8
59. Transports	2 858	78,8	476	41,9	3 334	70,0
60. Commerces agricoles et alimentaires	3 994	47,7	317	20,5	4 311	43,5
61. Commerces non alimentaires	10 067	48,4	620	12,1	10 687	41,2
62. Banques, assurances	11 435	32,5	1 702	13,6	13 137	27,6
63. Spectacles	270	41,2	10	8,4	280	36,1
64. Hygiène et services et domestiques	99	69,2		0,0	99	66,4
65. Professions libérales et administratives...	4 834	33,9	148	6,9	4 982	30,4
Totaux	316 631	59,4	18 824	19,0	335 455	53,1

³⁸ Nous respectons la nomenclature en branches du document original. La statistique des années 1957-58 porte sur 4 751 scrutins, 1 036 582 électeurs inscrits et 632 186 suffrages exprimés. Nous avons regroupé le collège unique avec le premier collège.

Tableau III.9 L'audience de la CGT ventilée par branches économiques (en pourcentage des exprimés, par collèges, NAE-59, 1966-1979)

<i>Branches</i>	1966-67		1972-73		1974-75		1978-79		Evolution 79/66	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
01. Eau, gaz, électricité	57,0	13,8	—	—	47,7	28,1	45,4	21,0	80	152
02. Pétroles, carburants liquides	62,4	17,6	55,0	14,7	46,6	13,7	36,8	22,4	59	127
03 Combustibles minéraux solides	47,6	39,2	—	—	86,8	32,7	87,0	11,0	183	28
10. Pêche, agriculture, forêt	15,6	0,0	—	—	16,6	17,0	23,3	9,4	150	—
13. Extraction de minerais divers	77,4	9,6	—	—	71,0	15,7	53,2	10,5	69	110
29. Production des métaux	63,8	12,2	66,1	16,6	61,8	23,5	59,4	20,1	93	165
36. Première transformation des métaux	67,0	22,4	64,7	22,6	61,7	22,8	60,0	24,3	90	109
37. Mécanique générale, articles métalliques...	58,7	21,2	53,5	17,8	51,4	19,4	49,9	19,2	85	91
38. Construction de machines, navale, autos...	63,3	31,0	56,4	26,8	53,6	27,5	49,7	23,8	79	77
39. Construction électrique	60,1	24,4	56,2	22,2	55,2	27,3	48,9	23,1	81	95
42. Verre, céramique, matériaux de const.	67,8	13,7	62,8	16,5	61,5	20,4	55,5	19,7	82	144
45. Bâtiment et travaux publics	51,4	12,1	46,5	12,6	44,1	17,0	41,9	16,2	82	134
52. Industrie chimique	58,5	15,2	53,8	13,2	53,3	15,5	50,9	17,5	87	115
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	57,4	21,2	59,3	19,6	55,1	21,4	52,0	16,8	91	79
66. Industrie textile	46,4	11,3	47,3	12,3	45,5	15,1	44,3	12,3	96	109
67. Habillement et travail des étoffes	41,4	5,4	44,2	5,9	42,6	11,2	39,3	4,5	95	84
68. Cuirs et peaux	45,7	7,7	44,3	7,7	38,7	7,7	38,7	10,8	85	140
71. Industries agricoles et alimentaires	50,6	8,4	46,8	9,5	44,8	13,1	44,6	11,1	88	132
76. Industries du bois et ameublement	53,4	9,8	49,1	13,2	44,4	12,9	41,4	9,5	78	97
77. Papier, carton	64,8	11,2	63,5	14,9	59,4	15,6	59,6	14,7	92	131
78. Industries polygraphiques	69,1	26,4	65,8	20,8	67,7	23,2	59,9	20,4	87	77
79. Industries diverses	48,0	13,2	43,4	11,9	43,9	15,3	41,7	16,8	87	128
80. Transports	60,7	34,0	47,2	28,0	42,8	26,4	40,2	20,1	66	59
90. Commerces agricoles et alimentaires	47,6	21,9	39,9	11,7	39,8	17,5	37,9	10,9	80	50
91. Commerces non alimentaires	43,5	8,9	36,5	10,1	33,8	11,8	32,5	10,8	75	122
96. Banques et assurances	29,0	17,3	30,1	17,5	26,2	16,0	24,5	15,3	85	89
97. Spectacles	30,1	17,7	—	—	50,4	35,2	42,4	20,5	141	116
98. Hygiène, services domestiques	39,8	0,0	43,6	12,7	36,0	3,6	32,8	22,2	82	—
99. Professions libérales	40,6	17,7	34,0	18,8	31,0	15,4	28,0	20,4	69	115
Ensemble	55,7	19,5	50,1	17,9	47,1	21,2	42,9	19,1	77	98

Tableau III.10 L'audience de la CGT ventilée par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1979, NAE-59)

<i>Branches :</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79
01. Eau, gaz, électricité	48,7	49,7	46,5	38,9	—	—	39,6	42,3	42,0	44,2	43,0	41,1	39,7
02. Pétroles, carburants liquides	49,9	44,1	40,0	40,0	40,3	36,3	36,7	36,8	31,9	30,8	31,5	30,8	29,7
03 Combustibles minéraux solides	43,6	47,1	41,8	—	—	—	—	—	48,4	48,0	44,0	47,5	31,5
10. Pêche, agriculture, forêt	8,8	0,0	0,0	—	—	—	—	—	16,7	19,6	21,3	22,2	20,3
13. Extraction de minerais divers	71,2	71,2	62,1	—	—	—	—	—	63,3	45,7	44,4	47,6	44,3
29. Production des métaux	56,5	51,8	50,6	54,2	54,1	54,5	56,5	55,4	53,9	52,8	52,8	50,5	49,4
36. Première transformation des métaux	60,0	60,7	59,2	56,3	57,9	56,8	56,5	54,5	53,7	55,5	55,3	52,6	52,3
37. Mécanique générale, articles métalliques...	51,8	52,8	51,4	48,8	48,6	46,1	45,5	45,5	43,7	44,4	45,3	43,3	42,7
38. Construction de machines, navale, autos...	56,8	53,5	52,5	50,5	50,6	50,5	49,8	48,7	47,7	46,7	45,9	44,2	43,5
39. Construction électrique	51,2	48,3	46,7	46,5	48,0	47,3	47,0	48,0	48,2	46,6	45,7	44,2	41,8
42. Verre, céramique, matériaux de cons.	61,2	56,9	55,0	55,9	55,5	56,0	55,9	54,7	55,0	53,4	52,5	50,8	49,1
45. Bâtiment et travaux publics	45,3	46,3	45,6	44,2	45,5	42,6	39,9	39,5	38,3	38,4	40,1	37,9	36,3
52. Industrie chimique	48,5	44,6	43,5	44,4	44,4	43,2	41,5	42,2	41,7	40,4	41,0	40,4	39,8
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	52,2	51,5	51,6	53,4	52,5	51,1	52,1	50,7	49,2	49,4	49,4	46,6	46,0
66. Industrie textile	42,2	40,2	38,7	40,4	42,3	41,8	42,3	41,7	41,0	40,4	39,5	39,5	39,7
67. Habillement et travail des étoffes	38,9	40,4	38,3	35,5	39,5	40,6	41,6	39,7	40,1	40,7	39,5	39,8	36,6
68. Cuirs et peaux	42,6	41,0	43,2	42,2	42,7	42,8	41,6	39,3	35,7	37,6	36,3	33,5	35,7
71. Industries agricoles et alimentaires	45,1	44,6	40,5	41,3	41,6	40,7	40,5	39,6	39,0	40,1	40,6	39,9	38,3
76. Industries du bois et ameublement	48,5	50,8	46,6	45,7	47,6	46,5	44,7	42,7	40,1	37,5	39,5	37,8	36,4
77. Papier, carton	59,1	57,6	56,6	58,6	60,1	56,3	57,3	54,4	53,4	57,0	56,2	54,5	52,7
78. Industries polygraphiques	62,2	58,4	59,7	58,1	59,5	60,7	56,5	57,2	58,2	56,7	54,1	54,8	52,8
79. Industries diverses	43,6	43,2	39,0	37,9	41,0	41,5	39,3	40,4	39,6	38,2	37,9	36,5	37,4
80. Transports	52,3	49,2	47,7	44,6	42,3	42,2	42,7	40,3	38,8	40,2	39,4	36,8	36,0
90. Commerces agricoles et alimentaires	43,3	43,9	41,2	38,4	39,9	37,2	35,1	35,9	35,8	35,0	34,3	34,2	33,6
91. Commerces non alimentaires	34,8	34,3	32,2	30,1	31,5	29,7	28,7	28,7	27,3	29,6	29,9	26,3	26,1
96. Banques et assurances	24,6	24,8	25,5	23,9	23,6	24,5	24,7	22,6	22,1	22,5	22,3	21,5	20,6
97. Spectacles	24,5	0,0	39,6	—	—	—	—	46,3	43,5	40,1	39,6	36,4	35,1
98. Hygiène, services domestiques	35,9	45,1	40,2	33,8	37,6	39,2	41,4	35,8	33,0	31,0	33,5	32,7	31,8
99. Professions libérales	37,0	37,5	35,7	33,5	33,3	32,3	30,9	29,5	27,7	27,9	27,7	27,6	26,1
Ensemble	48,8	47,0	45,2	44,2	44,4	43,4	42,8	42,1	40,7	40,1	39,8	38,1	36,8

Tableau III.11 L'audience de la CGT par branches économiques
(en pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, NAP-40, 1981-93)

<i>Branches</i>	1981-82		1992-93		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
1. Agriculture, sylviculture...	20,9	1,7	20,9	6,7	100	—
2. Industrie de la viande et du lait	29,8	7,0	21,3	5,1	72	73
3. Autres produits alimentaires	44,4	10,1	32,7	7,4	74	74
4. Combustibles minéraux...	55,1	24,8	59,7	—	108	—
5. Pétrole, gaz naturel	40,6	13,6	39,3	18,9	97	139
6. Electricité, gaz et eau	39,0	14,5	32,4	15,2	83	105
7. Métaux ferreux, transf. acier	56,6	18,1	51,6	19,5	91	108
8. Minerais, métaux non ferreux	57,9	13,7	47,3	17,3	82	126
9. Matériaux de construction...	53,3	16,4	38,1	12,0	71	73
10. Industrie du verre	56,5	20,8	46,6	16,6	82	79
11. Chimie, fibres synthétiques	55,1	17,3	47,1	21,3	85	123
12. Parachimie, industrie pharm.	40,6	11,1	28,7	9,2	71	83
13. Fonderie, travail des métaux	45,2	13,9	34,8	11,9	77	86
14. Construction mécanique	49,5	18,9	36,6	12,3	74	65
15. Cons. électrique et électronique	45,6	17,1	32,0	13,1	70	76
16. Autos, matériel transport terrestre	46,1	17,4	38,7	11,6	84	67
17. Cons. navale, aéronautique...	51,3	24,9	45,6	21,5	89	86
18. Industrie textile et habillement	38,8	7,3	25,8	5,4	67	74
19. Industrie cuir et chaussure	31,6	3,4	19,8	—	63	—
20. Bois, meubles, industries diverses	34,8	8,5	20,0	6,6	57	78
21. Papier et carton	60,2	14,6	46,1	13,3	77	91
22. Imprimerie, presse, édition	60,6	12,9	45,9	10,6	76	82
23. Caoutchouc, plastiques.	46,2	11,5	34,3	8,6	74	74
24. Bâtiment, génie civil...	40,8	15,3	28,7	6,6	70	43
25. Commerce de gros alimentaire	25,6	8,6	9,7	2,2	38	26
26. Commerce de gros non-alim.	21,5	7,0	10,5	4,8	49	69
27. Commerce détail alimentaire	34,4	13,5	14,9	1,3	43	10
28. Commerce détail non-alim.	37,7	5,8	15,2	5,2	40	90
29. Répar., commerce de l'automobile	26,9	5,5	15,2	6,3	57	114
30. Hôtels, cafés, restaurants	31,2	11,4	19,4	7,9	62	69
31. Transports	36,5	18,7	34,8	19,4	95	103
32. Postes et télécommunications	27,3	10,1	36,5	1,6	134	16
33. Services marchands aux entrepr.	20,2	7,5	11,0	5,0	54	67
34. Services marchands aux particulier	22,9	11,7	17,0	9,6	74	81
35. Location, crédit-bail immobilier	27,8	11,6	18,3	8,4	66	73
36. Assurances	31,0	10,2	22,7	9,6	73	94
37. Organismes financiers	20,8	12,9	11,8	10,4	57	81
38. Services non marchands	25,9	9,4	23,3	10,6	90	113
Toutes branches	40,8	13,7	27,4	11,1	67	81

Tableau III.12 L'audience de la CGT ventilée par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1981-1993, NAP-40)

<i>Branches</i>	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1981=100
1. Agriculture, sylviculture, pêche	17,5	19,8	19,8	16,6	14,8	15,8	18,1	19,2	19,3	19,2	19,8	18,7	107
2. Industrie de la viande et du lait	26,2	25,5	24,0	21,8	21,7	21,7	21,3	22,0	20,5	21,5	19,8	18,8	72
3. Autres produits alimentaires	37,4	36,9	35,0	32,9	32,9	31,2	31,1	30,9	29,1	28,7	27,0	27,0	72
4. Combustibles minéraux...	44,7	31,2	31,2	28,9	28,9	23,8	23,8	30,6	30,6	27,0	39,4	49,7	111
5. Pétrole, gaz naturel	26,2	23,5	25,0	19,0	15,0	14,2	19,1	17,6	15,7	16,4	16,3	25,3	97
6. Electricité, gaz et eau	32,3	32,5	27,2	28,7	30,1	31,0	30,2	29,1	30,7	31,0	27,7	27,2	84
7. Métaux ferreux, transformation acier	46,6	45,9	45,8	47,0	47,4	46,3	45,2	44,3	41,6	40,1	40,5	39,3	84
8. Minerais, métaux non ferreux	47,0	45,3	42,8	41,8	41,9	38,1	37,9	40,5	40,2	39,8	39,9	38,1	81
9. Matériaux de construction...	46,6	44,4	43,3	41,3	39,4	38,6	36,3	34,5	35,3	35,1	31,9	31,8	68
10. Industrie du verre	49,7	48,7	42,5	45,0	44,9	44,2	44,6	44,8	44,7	40,1	39,6	41,0	82
11. Chimie, fibres synthétiques	43,1	40,3	39,6	37,6	35,7	36,5	37,7	37,6	36,8	36,0	35,6	36,2	84
12. Parachimie, industrie pharmaceutique	30,1	29,6	28,0	24,9	24,6	24,3	25,0	22,8	21,4	20,1	20,6	20,6	68
13. Fonderie, travail des métaux	39,5	39,5	37,6	36,0	34,3	34,8	34,0	32,0	32,0	30,4	29,2	30,1	76
14. Construction mécanique	41,6	40,5	38,9	37,3	37,4	35,9	34,3	33,4	31,7	29,8	29,4	29,2	70
15. Construction électrique et électron.	35,7	33,8	33,1	31,3	29,7	29,6	28,6	27,5	27,2	25,5	23,6	24,3	68
16. Autos, matériels transp. terrestre	40,3	38,8	37,3	36,5	36,5	37,1	37,3	37,4	34,6	32,8	31,4	32,5	81
17. Construction navale, aéronautique...	40,3	41,0	39,6	38,5	37,5	37,8	36,0	35,2	32,9	32,5	31,1	32,3	80
18. Industrie textile et habillement	34,9	34,8	33,8	31,8	31,1	30,1	28,3	26,9	26,0	24,5	23,6	22,7	65
19. Industrie cuir et chaussure	29,2	26,4	27,8	29,4	25,2	21,8	20,9	21,7	21,2	17,2	18,8	17,9	61
20. Bois, meubles, industrie diverses	30,8	27,5	27,2	24,0	22,1	21,6	21,8	21,5	21,5	20,6	17,8	17,5	57
21. Industrie du papier et du carton	53,3	50,5	49,7	46,8	42,5	41,9	42,6	42,9	42,3	42,1	40,4	40,3	76
22. Imprimerie, presse, édition	48,8	46,4	41,3	40,3	43,0	43,7	42,0	40,2	38,6	37,0	36,4	35,7	73
23. Caoutchouc, plastiques.	39,8	37,9	35,9	35,6	33,0	33,6	34,5	33,9	32,1	31,2	30,2	29,1	73
24. Bâtiment, génie civil. ...	35,2	32,9	30,8	29,6	28,8	27,4	26,4	25,9	25,6	23,9	22,2	22,2	63
25. Commerce de gros alimentaire	22,3	17,0	14,3	14,8	13,3	12,5	12,4	11,1	10,3	8,8	7,0	7,7	35
26. Commerce de gros non-alimentaire	16,8	16,3	14,6	13,5	13,1	12,2	10,9	9,7	9,2	8,5	8,2	8,4	50
27. Commerce détail alimentaire	31,2	28,5	26,2	23,0	20,8	19,1	17,5	16,0	15,4	14,2	13,6	12,8	41
28. Commerce détail non-alimentaire	31,6	28,2	25,8	25,3	24,7	23,0	20,8	19,2	17,9	14,9	14,2	13,3	42
29. Réparation, commerce de l'auto.	21,5	22,5	22,0	20,4	18,3	17,5	16,6	16,0	15,5	12,4	10,7	12,5	58
30. Hôtels, cafés, restaurants	27,1	22,3	22,9	22,6	19,6	19,8	20,1	19,7	20,8	17,7	16,9	16,9	62
31. Transports	32,2	30,6	28,0	28,0	27,1	36,7	38,2	36,0	34,1	23,6	31,1	30,8	96
32. Postes et télécommunication	18,1	18,9	13,4	6,6	9,8	9,3	11,0	13,1	14,4	13,3	21,0	22,8	126
33. Services marchands aux entreprises	15,1	13,9	9,6	9,5	9,1	9,4	9,4	8,8	8,3	7,3	7,5	8,4	56
34. Services marchands aux particuliers	21,5	20,8	20,3	20,0	18,8	17,5	17,6	17,9	17,8	16,7	15,8	15,8	74
35. Location, crédit-bail immobiliers	24,9	18,6	15,6	16,4	16,7	17,4	16,0	14,2	11,4	15,0	18,3	15,5	62
36. Assurances	25,8	22,9	22,7	21,4	21,4	20,9	21,0	20,8	20,2	20,5	21,1	19,2	74
37. Organismes financiers	16,9	15,4	13,1	11,9	11,3	11,2	11,2	11,0	10,7	10,9	10,9	10,9	65
38. Services non marchands	21,8	20,8	20,5	20,5	19,9	20,4	21,0	20,9	20,7	19,8	20,0	19,8	91
Ensemble	32,3	30,7	29,0	27,7	26,5	27,0	26,8	25,9	25,0	22,7	22,6	22,5	70

Tableau III.13 L'audience de la CGT dans les premiers collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	30,5	27,1	27,1	23,2	22,7	17,8	58
2. Aquitaine	57,0	53,5	50,7	46,2	42,2	29,5	52
3. Auvergne	65,6	56,1	51,9	50,8	44,3	32,6	50
4. Bourgogne	61,7	54,8	52,6	46,7	43,5	30,6	50
5. Bretagne	48,3	37,9	36,3	32,6	29,3	19,4	40
6. Centre	61,2	55,3	51,2	44,2	38,3	27,2	44
7. Champagne-Ardennes	60,9	57,3	53,4	50,3	47,1	35,0	57
8. Franche-Comté	55,5	52,2	49,4	41,0	38,7	29,6	53
9. Languedoc-Roussillon	57,2	54,3	52,2	48,9	42,9	30,4	53
10. Limousin	71,9	64,5	59,2	58,3	50,2	37,1	52
11. Lorraine	52,1	44,7	41,1	36,7	31,1	23,3	45
12. Midi-Pyrénées	63,5	53,8	53,5	47,9	43,2	29,4	46
13. Nord	52,2	51,1	46,7	46,2	41,0	29,8	57
14. Basse-Normandie	42,6	39,7	33,4	29,3	26,4	17,1	40
15. Haute-Normandie	63,5	57,6	55,3	53,1	49,7	34,3	54
16. Ile-de-France	56,0	48,9	47,2	41,7	38,0	26,9	48
17. Pays-de-Loire	47,5	38,4	36,6	33,4	28,2	21,4	45
18. Picardie	58,5	54,3	53,3	49,2	45,5	32,7	56
19. Poitou-Charentes	48,9	47,8	43,9	42,1	38,8	27,8	57
20. Provence-Côte d'Azur	61,6	57,7	52,1	46,8	42,5	27,0	44
21. Rhône-Alpes	57,8	54,1	50,4	46,2	42,5	29,3	51
France entière	55,7	50,1	47,1	42,9	40,8	27,4	49

Tableau III.14 L'audience de la CGT dans les seconds collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	8,3	9,6	9,1	7,3	5,1	5,4	66
2. Aquitaine	14,3	15,8	16,7	15,7	14,4	14,0	98
3. Auvergne	21,4	18,4	19,7	14,9	12,9	11,2	52
4. Bourgogne	18,9	16,6	19,0	14,4	14,2	11,2	59
5. Bretagne	13,9	13,5	16,1	13,8	9,5	8,6	62
6. Centre	19,8	13,4	16,1	12,7	12,0	8,0	41
7. Champagne-Ardennes	5,0	9,0	13,9	10,9	10,0	9,9	198
8. Franche-Comté	21,4	14,4	15,0	8,1	6,2	6,4	30
9. Languedoc-Roussillon	17,6	17,8	18,8	14,1	14,1	11,6	66
10. Limousin	22,7	19,8	19,9	18,1	17,6	17,0	75
11. Lorraine	8,7	9,2	13,9	12,4	10,6	9,2	106
12. Midi-Pyrénées	24,9	23,1	25,6	19,2	15,0	13,6	55
13. Nord	16,7	15,4	16,8	16,2	12,7	8,5	51
14. Basse-Normandie	15,0	13,6	14,8	9,7	9,1	7,4	49
15. Haute-Normandie	18,5	19,1	20,5	22,1	17,5	13,9	75
16. Ile-de-France	21,9	20,0	21,2	20,5	15,0	12,1	55
17. Pays-de-Loire	20,5	16,4	16,7	16,7	12,5	8,4	41
18. Picardie	16,8	14,2	18,1	15,0	13,2	10,9	65
19. Poitou-Charentes	12,4	8,0	14,7	13,3	13,6	10,2	82
20. Provence-Côte d'Azur	23,5	20,9	22,1	19,7	16,4	13,0	55
21. Rhône-Alpes	21,2	18,3	21,4	19,0	15,4	12,3	58
France entière	19,5	17,9	21,2	19,1	13,7	11,1	57

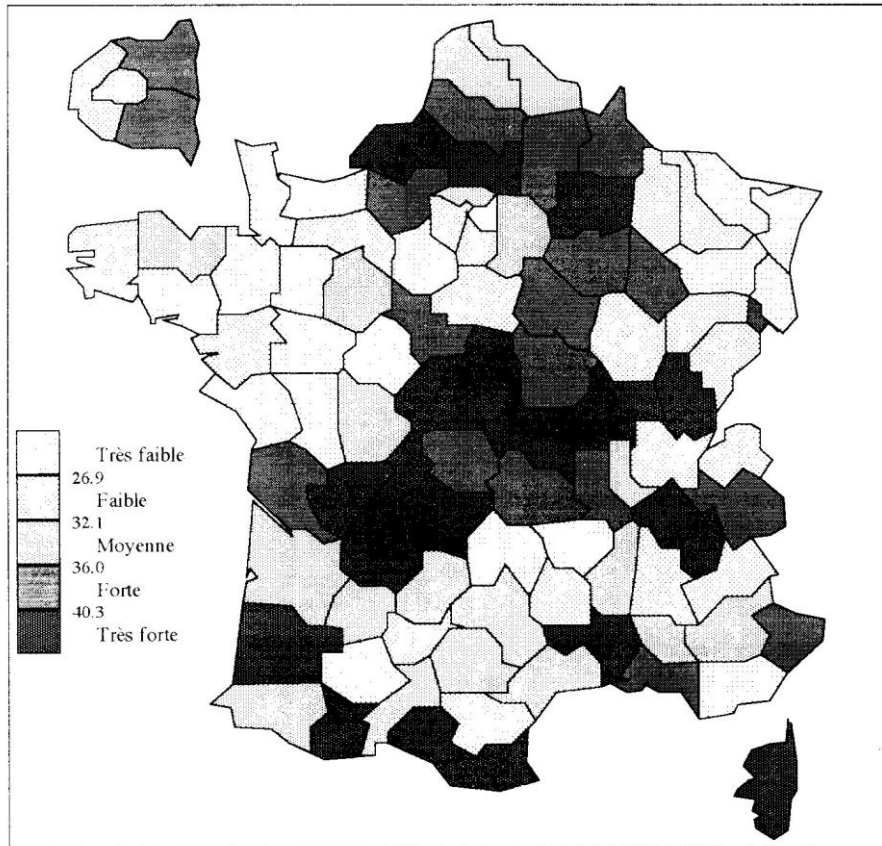
Tableau III.15 L'audience de la CGT par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1980)

<i>Régions :</i>	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Alsace	27,3	27,7	25,1	25,3	28,1	26,6	23,9	23,4	23,5	23,1	23,9	21,6	20,1	21,4
Aquitaine	50,2	51,8	47,1	46,2	47,2	45,2	46,2	45,7	44,3	42,7	41,3	40,1	39,6	38,8
Auvergne	59,5	54,7	52,9	52,2	52,9	52,3	49,6	48,4	46,6	46,6	47,1	46,9	44,6	42,7
Bourgogne	55,1	52,4	50,9	51,3	50,4	49,0	48,4	49,5	46,6	44,1	44,7	41,5	40,8	41,6
Bretagne	44,5	42,5	39,0	36,6	36,1	34,7	34,9	34,9	33,1	31,9	31,8	30,2	29,6	27,7
Centre	55,7	47,4	45,6	48,7	49,8	49,1	48,3	48,7	45,4	43,2	41,8	39,7	38,8	37,5
Champagne-Ardennes	54,3	53,4	52,7	52,9	51,4	50,3	50,5	48,1	47,5	46,8	45,9	45,1	43,7	42,5
Franche-Comté	50,8	48,5	45,0	47,3	46,2	47,6	46,6	43,9	43,4	42,9	41,0	36,5	35,3	34,1
Languedoc-Roussillon	50,7	46,9	45,5	44,4	46,3	45,2	48,0	48,1	46,1	46,2	45,3	42,5	41,0	40,2
Limousin	66,1	65,7	62,0	60,4	62,6	60,1	58,4	55,9	52,9	55,6	57,7	55,3	51,9	52,5
Lorraine	46,5	40,8	39,3	40,5	40,4	37,6	38,6	37,1	36,0	36,0	35,6	34,1	31,9	29,7
Midi-Pyrénées	56,8	53,2	49,4	48,6	50,7	48,1	47,6	47,8	47,6	46,4	46,5	43,9	41,6	40,0
Nord	47,2	42,3	41,9	45,8	46,4	46,1	45,5	43,3	41,7	41,5	41,4	40,2	40,8	39,7
Basse-Normandie	39,6	35,0	31,8	35,4	35,3	37,1	36,1	33,2	30,7	29,7	29,8	27,2	26,1	25,2
Haute-Normandie	57,2	55,9	56,1	51,9	53,7	52,1	51,5	50,4	49,4	49,4	47,6	46,8	47,0	45,2
Ile-de-France	46,0	44,2	42,8	40,2	40,3	39,9	38,6	38,7	37,9	37,3	37,2	35,0	33,4	32,5
Pays-de-Loire	42,9	42,6	39,4	37,4	38,3	36,3	35,1	35,2	33,3	33,0	32,4	30,9	30,3	28,7
Picardie	52,5	54,6	53,1	49,9	50,4	47,6	48,2	48,7	47,4	46,5	44,2	44,4	43,3	43,1
Poitou-Charentes	44,3	44,9	41,9	42,3	44,1	42,9	42,0	40,8	39,4	39,4	38,1	37,9	37,1	35,2
Provence-Côte d'Azur	54,4	55,1	53,8	51,0	52,9	50,4	49,5	47,1	44,8	43,8	43,9	42,6	40,0	39,1
Rhône-Alpes	51,5	51,2	50,4	49,9	50,8	49,3	47,0	45,7	44,3	43,6	43,9	42,4	40,1	37,9
Ensemble	48,8	47,0	45,2	44,2	44,4	43,4	42,8	42,1	40,7	40,1	39,8	38,1	36,8	35,6

Tableau III.16 L'audience de la CGT par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1980-1993)

Régions :	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Alsace	20,9	19,2	18,3	17,4	18,3	17,4	17,1	17,2	17,3	16,8	15,5	15,4	14,9	55
Aquitaine	36,4	35,6	34,3	32,0	32,0	30,9	30,4	29,5	28,4	27,7	25,0	25,2	25,0	50
Auvergne	41,3	38,5	35,4	32,9	33,0	30,7	30,6	31,0	30,5	30,8	28,6	28,0	27,4	46
Bourgogne	41,8	37,6	35,0	32,7	32,7	31,8	31,6	30,6	29,7	28,3	25,7	25,8	25,6	46
Bretagne	26,1	25,7	24,2	22,1	22,2	21,4	20,7	20,9	20,5	20,2	17,6	17,6	16,9	38
Centre	35,4	33,5	31,9	30,1	28,4	27,0	26,4	25,9	25,9	25,6	24,1	22,6	22,5	40
Champagne-Ardenne	41,9	40,6	38,1	35,1	33,7	35,3	34,6	33,0	32,1	31,8	30,8	30,4	29,2	54
Franche-Comté	33,4	32,2	32,4	31,2	28,9	29,9	30,6	27,7	26,4	25,6	24,4	25,3	23,9	47
Languedoc-Roussillon	37,9	36,5	35,1	31,0	28,5	27,8	29,1	28,9	27,4	27,1	23,6	25,2	25,0	49
Limousin	49,0	44,5	45,6	46,5	46,4	43,4	41,4	38,4	37,4	35,9	31,6	32,6	32,3	49
Lorraine	27,8	26,8	26,8	26,1	26,3	25,8	23,9	23,5	22,2	22,5	20,4	20,0	19,5	42
Midi-Pyrénées	38,8	36,6	34,3	32,9	33,4	30,7	29,7	28,5	26,9	26,6	25,2	24,4	24,4	43
Nord	38,2	35,1	35,1	33,7	32,5	30,9	31,0	30,5	28,1	27,6	25,7	24,8	24,6	52
Basse-Normandie	24,8	23,3	24,1	22,2	20,8	20,7	19,3	18,0	19,0	18,0	16,7	15,0	14,9	38
Haute-Normandie	43,8	43,9	37,8	36,9	37,0	37,4	38,2	36,7	35,2	33,8	29,1	28,1	28,8	50
Ile-de-France	31,2	28,7	27,1	25,5	25,7	24,2	23,8	25,0	24,0	22,3	19,9	20,0	20,6	45
Pays-de-Loire	27,5	25,2	23,9	22,9	22,7	22,6	21,8	21,0	20,4	19,8	18,4	18,3	18,2	42
Picardie	42,8	39,4	37,5	34,5	34,4	34,1	32,9	33,3	33,0	30,2	28,6	27,5	27,6	53
Poitou-Charentes	35,5	34,4	30,8	28,7	28,6	27,9	28,1	27,9	27,3	26,8	26,3	25,3	23,7	53
Provence-Côte d'Azur	38,6	35,5	34,1	31,3	31,5	30,0	29,5	28,4	27,2	25,9	21,9	23,1	22,3	41
Rhône-Alpes	37,6	35,9	34,2	32,2	31,1	30,4	28,9	28,5	27,9	26,9	24,4	23,9	24,1	47
Corse		44,6	41,5	23,5	35,2	35,7	34,1	28,6	34,4	33,8	27,8	29,7	25,3	-
Ensemble	34,6	32,2	30,7	29,0	27,7	26,5	27,0	26,8	25,9	25,0	22,7	22,6	22,5	70

III.17 L'audience de la CGT par départements (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1981-82)



III.18 L'audience de la CGT par départements (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1992-93)

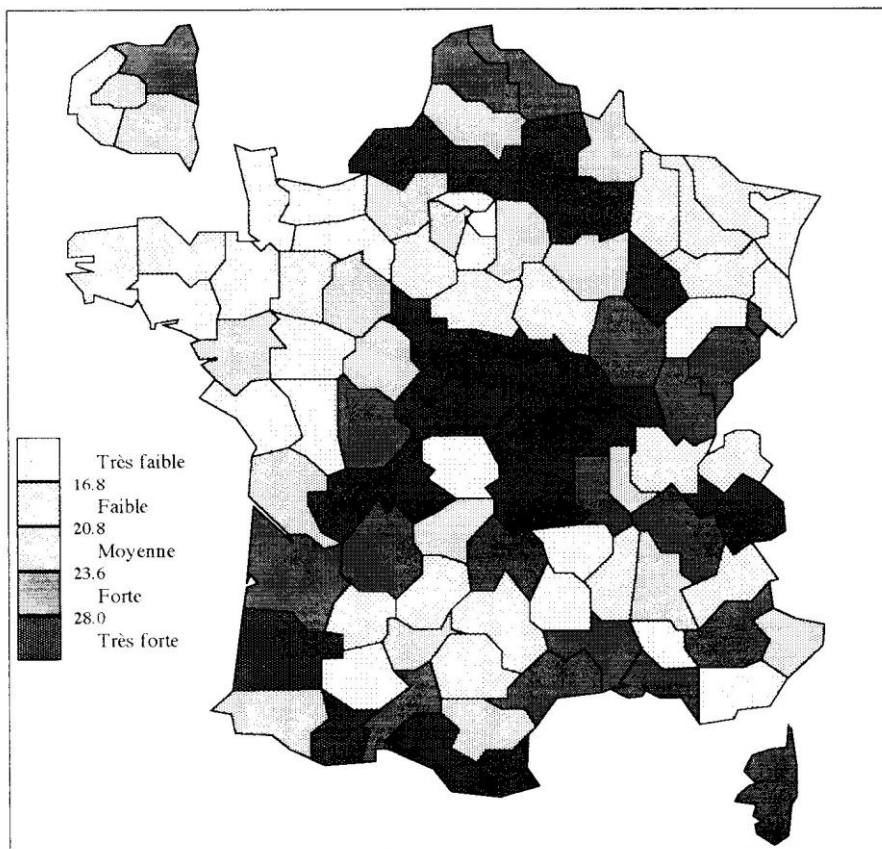


Tableau III.19 Audience de la CGT par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	1966-67		1974-75		1981-82		1992-93		Evolution 93/66		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
Moins de 50 salariés	24,1	7,1	43,8	16,9	23,8	6,8	11,6	3,0	48	43	49	45
De 50 à 99 salariés	36,6	7,4	28,1	10,1	22,3	5,6	13,2	3,8	36	51	59	67
De 100 à 199 salariés	43,9	10,9	36,8	11,7	31,5	8,3	19,2	5,6	44	51	61	67
De 200 à 499 salariés	52,5	13,4	48,1	16,5	43,1	13,3	30,0	10,2	57	76	70	76
De 500 à 999 salariés	60,2	18,9	55,6	22,9	45,9	16,4	33,1	12,7	55	67	72	77
Plus de 1000 salariés	62,2	27,1	55,0	25,8	45,5	18,1	38,0	16,4	61	61	83	91
Ensemble	55,7	19,5	47,1	21,2	40,8	13,7	27,4	11,1	49	57	67	81

Tableau III.20 Audience de la CGT par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, tous collèges confondus, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
Moins de 50 salariés	18,3	—	—	—	—	—	—	—	37,6	35,6	35,7	29,0	24,4	26,8
De 50 à 99 salariés	31,7	33,4	31,9	31,0	31,4	27,7	26,5	25,9	24,3	24,6	24,5	23,7	22,8	21,9
De 100 à 199 salariés	38,4	39,7	36,0	33,7	34,9	33,9	33,2	32,2	31,5	31,9	31,9	31,2	30,3	29,2
De 200 à 499 salariés	45,5	44,3	43,5	43,3	43,7	44,1	43,4	42,2	41,2	41,8	41,9	40,6	39,5	38,4
De 500 à 999 salariés	52,4	50,6	49,8	48,3	49,7	49,9	48,3	48,6	48,2	47,2	46,7	45,3	43,9	42,0
Plus de 1000 salariés	55,0	52,2	50,9	50,1	50,6	49,3	48,7	48,8	47,4	45,7	44,9	42,6	41,3	40,7
Ensemble	48,8	47,0	45,2	44,2	44,4	43,4	42,8	42,1	40,7	40,1	39,8	38,1	36,8	35,6

<i>Tailles</i>	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93	Evolution 1966=100
Moins de 50 salariés	25,6	20,3	19,0	16,5	15,0	14,8	13,5	12,7	12,9	12,9	11,3	10,3	10,1	55
De 50 à 99 salariés	20,8	19,0	17,6	16,5	15,5	14,6	13,6	13,0	12,9	12,2	11,4	10,6	11,1	35
De 100 à 199 salariés	27,7	26,3	25,6	23,9	22,0	21,0	20,4	20,0	20,0	19,1	17,3	16,1	15,7	41
De 200 à 499 salariés	37,8	35,8	34,5	32,5	29,9	28,5	27,4	27,3	28,7	27,1	24,7	24,2	24,2	53
De 500 à 999 salariés	40,2	37,9	35,9	34,8	34,0	32,4	31,2	30,4	31,1	29,3	27,9	26,9	26,2	50
Plus de 1000 salariés	40,0	36,8	34,8	33,0	34,8	33,9	34,7	35,3	34,1	34,6	28,8	29,8	30,2	55
Ensemble	34,6	32,2	30,7	29,0	27,7	26,5	27,0	26,8	25,9	25,0	22,7	22,6	22,5	46

Tableau III.21 Les principales configurations électorales avec une liste CGT (en valeurs absolues, 1992-93)*

		Collèges 1					Collèges 2					Tous collèges								
		Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CGT	Concur- rents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CGT	Concur- rents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CGT	Concur- rents				
Liste unique		2 227	253 580	175 976	175 976						572	27 484	17 057	17 057			2 799	281 064	193 033	193 033
Duels	CGT	2 946	564 039	394 113	212 897						991	96 121	67 218	27 030			3 937	660 160	461 331	239 927
	CFDT	1 326	265 790	192 545	102 469	90 076	310	34 890	24 333	9 117	15 216	1 636	300 680	216 878	111 586	105 292				
	CFTC	135	22 947	15 967	9 527	6 440	29	2 858	2 004	1 125	879	164	25 805	17 971	10 652	7 319				
	FO	906	179 888	130 185	75 664	54 521	231	21 814	15 721	6 967	8 754	1 137	201 702	145 906	82 631	63 275				
	CGC	20	3 221	2 322	1 238	1 084	230	21 417	15 083	6 382	8 701	250	24 638	17 405	7 620	9 785				
	AS	150	27 512	19 197	9 646	9 551	57	5 711	3 878	1 357	2 521	207	33 223	23 075	11 003	12 072				
	N-S	409	64 681	33 897	14 353	19 544	134	9 431	6 199	2 082	4 117	543	74 112	40 096	16 435	23 661				
Triangulaires	CGT	1 209	453 144	319 060	124 410						633	131 076	93 793	24 259			1 842	584 220	412 853	148 669
	CFDT	987	376 125	268 206	105 934	87 691	455	103 441	74 316	18 498	30 188	1 442	479 566	342 522	124 432	117 879				
	CFTC	248	94 164	70 376	28 737	18 030	97	19 993	14 303	4 478	4 113	345	114 157	84 679	33 215	22 143				
	FO	873	327 942	233 486	92 073	63 802	285	50 346	36 439	9 278	12 160	1 158	378 288	269 925	101 351	75 962				
	CGC	55	15 896	10 504	3 873	2 811	327	73 114	52 091	13 709	18 998	382	89 010	62 595	17 582	21 809				
	AS	145	55 783	40 708	13 299	17 093	71	11 421	8 308	2 034	3 170	216	67 204	49 016	15 333	20 263				
	N-S	110	36 378	14 840	4 904	5 223	31	3 837	2 129	521	905	141	40 215	16 969	5 425	6 128				
Quatre et plus	CGT	534	571 720	403 978	157 732						537	302 620	220 142	47 913			1 071	874 340	624 120	205 645
	CFDT	515	565 459	399 885	156 741	98 300	504	294 490	214 024	46 208	61 744	1 019	859 949	613 909	202 949	160 044				
	CFTC	418	517 202	367 552	147 542	32 981	325	212 521	157 247	34 250	14 970	743	729 723	524 799	181 792	47 951				
	FO	496	544 933	384 029	152 878	57 979	445	264 727	194 925	43 158	28 897	941	809 660	578 954	196 036	86 876				
	CGC	78	40 904	25 971	7 172	4 544	398	241 241	174 339	37 789	32 478	476	282 145	200 310	44 961	37 022				
	AS	171	334 431	243 307	95 822	48 681	206	147 569	109 097	23 261	32 781	377	482 000	352 404	119 083	81 462				
	N-S	42	35 968	14 778	3 387	3 761	22	10 175	4 753	677	1 359	64	46 143	19 531	4 064	5 120				
Ensemble	CGT	6 916	1 842 483	1 293 127	671 015						2 733	557 301	398 210	116 259			9 649	2 399 784	1 691 337	787 274
	CFDT	2 828	1 207 374	860 636	365 144	276 067	1 269	432 821	312 673	73 823	107 148	4 097	1 640 195	1 173 309	438 967	383 215				
	CFTC	801	634 313	453 895	185 806	57 451	451	235 372	173 554	39 853	19 962	1 252	869 685	627 449	225 659	77 413				
	FO	2 275	1 052 763	747 700	320 615	176 302	961	336 887	247 085	59 403	49 811	3 236	1 389 650	994 785	380 018	226 113				
	CGC	153	60 021	38 797	12 283	8 439	955	335 772	241 513	57 880	60 177	1 108	395 793	280 310	70 163	68 616				
	AS	466	417 726	303 212	118 767	75 325	334	164 701	121 283	26 652	38 472	800	582 427	424 495	145 419	113 797				
	N-S	561	137 027	63 515	22 644	28 528	187	23 443	13 081	3 280	6 381	748	160 470	76 596	25 924	34 909				
		25 504	3 703 301	2 449 675							24 967	1 570 540	1 050 794			50 471	5 273 841	3 500 469		

* Exemple de lecture de ce tableau : sur les 50 471 scrutins, la CGT est présente dans 9 649 — dont 6 916 premiers collèges et 2 733 seconds. Sur 5 273 841 inscrits, les listes CGT s'adressent à 2 399 784 électeurs. Elle a recueilli au total 787 274 suffrages, dont 193 033 dans les scrutins où elle était seule, 239 927 dans des duels, 412 853 lors de triangulaires, etc. Elle affrontait la CFDT dans 4 097 scrutins dont 1 636 duels — dans ce cas, la CGT a obtenu 111 586 voix et la CFDT : 105 292 —, 1 442 triangulaires et 1 019 scrutins à 4 listes ou plus, etc...

Tableau III.22 Structure des configurations électorales avec une candidature CGT (en pourcentage des inscrits, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous Collèges		
		%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation
Liste unique		32,2	13,8	69,4	20,9	4,9	62,1	29,0	11,7	68,7
Duels	CGT	42,6	30,6	69,9	36,3	17,2	69,9	40,8	27,5	69,9
	CFDT	19,2	14,4	72,4	11,3	6,3	69,7	17,0	12,5	72,1
	CFTC	2,0	1,2	69,6	1,1	0,5	70,1	1,7	1,1	69,6
	FO	13,1	9,8	72,4	8,5	3,9	72,1	11,8	8,4	72,3
	CGC	0,3	0,2	72,1	8,4	3,8	70,4	2,6	1,0	70,6
	Autres synd.	2,2	1,5	69,8	2,1	1,0	67,9	2,1	1,4	69,5
	Non-synd.	5,9	3,5	52,4	4,9	1,7	65,7	5,6	3,1	54,1
Triangulaires	CGT	17,5	24,6	70,4	23,2	23,5	71,6	19,1	24,3	70,7
	CFDT	14,3	20,4	71,3	16,6	18,6	71,8	14,9	20,0	71,4
	CFTC	3,6	5,1	74,7	3,5	3,6	71,5	3,6	4,8	74,2
	FO	12,6	17,8	71,2	10,4	9,0	72,4	12,0	15,8	71,4
	CGC	0,8	0,9	66,1	12,0	13,1	71,2	4,0	3,7	70,3
	Autres synd.	2,1	3,0	73,0	2,6	2,0	72,7	2,2	2,8	72,9
	Non-synd.	1,6	2,0	40,8	1,1	0,7	55,5	1,5	1,7	42,2
Quatre et plus	CGT	7,7	31,0	70,7	19,6	54,3	72,7	11,1	36,4	71,4
	CFDT	7,4	30,7	70,7	18,4	52,8	72,7	10,6	35,8	71,4
	CFTC	6,0	28,1	71,1	11,9	38,1	74,0	7,7	30,4	71,9
	FO	7,2	29,6	70,5	16,3	47,5	73,6	9,8	33,7	71,5
	CGC	1,1	2,2	63,5	14,6	43,3	72,3	4,9	11,8	71,0
	Autres synd.	2,5	18,2	72,8	7,5	26,5	73,9	3,9	20,1	73,1
	Non-synd.	0,6	2,0	41,1	0,8	1,8	46,7	0,7	1,9	42,3
Ensemble	CGT	100,0	100,0	70,2	100,0	100,0	71,5	100,0	100,0	70,5
	CFDT	40,9	65,5	71,3	46,4	77,7	72,2	42,5	68,3	71,5
	CFTC	11,6	34,4	71,6	16,5	42,2	73,7	13,0	36,2	72,1
	FO	32,9	57,1	71,0	35,2	60,4	73,3	33,5	57,9	71,6
	CGC	2,2	3,3	64,6	34,9	60,2	71,9	11,5	16,5	70,8
	Autres synd.	6,7	22,7	72,6	12,2	29,6	73,6	8,3	24,3	72,9
	Non-synd.	8,1	7,4	46,4	6,8	4,2	55,8	7,8	6,7	47,7
Ensemble		27,1	49,8	66,1	10,9	35,5	66,9	19,1	45,5	66,4

* Exemple de lecture : la dernière ligne indique que la CGT participe à 19,1% des scrutins dont 27,1% de ceux se déroulant dans les premiers collèges et 10,9% des seconds. Ses candidats s'adressent à 45,5% des électeurs : la moitié pour les premiers collèges (49,8%) et 35,5% dans les seconds. En moyenne, 70,5% des électeurs, inscrits dans les scrutins où figure une liste CGT, ont exprimé un suffrage valable contre 66,4% pour l'ensemble des élections aux CE : de manière générale la participation est supérieure à la moyenne (indiquée en dernière ligne) quand la CGT présente une liste. Première ligne : la CGT est seule dans 29% des scrutins auxquels elle participe et ces listes uniques s'adressent à 11,7% des électeurs concernés par une candidature CGT. Les lignes suivantes indiquent que 40,8% des scrutins auxquels participe la CGT sont des duels, 19,1 des triangulaires, etc.

Tableau III.23 Scores de la CGT et de ses principaux concurrents en fonction des configurations électorales
(en pourcentage des suffrages exprimés, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous collèges		
		%	%	Concurrent	%	%	Concurrent	%	%	Concurrent
Duels	CGT	54,0			40,2			52,0		
	CFDT	53,2	46,8	88	37,5	62,5	167	51,5	48,5	94
	CFTC	59,7	40,3	68	56,1	43,9	78	59,3	40,7	69
	FO	58,1	41,9	72	44,3	55,7	126	56,6	43,4	77
	CGC	53,3	46,7	88	42,3	57,7	136	43,8	56,2	128
	Autres synd.	50,2	49,8	99	35,0	65,0	186	47,7	52,3	110
	Non-synd.	42,3	57,7	136	33,6	66,4	198	41,0	59,0	144
Triangulaires	CGT	39,0			25,9			36,0		
	CFDT	39,5	32,7	83	24,9	40,6	163	36,3	34,4	95
	CFTC	40,8	25,6	63	31,3	28,8	92	39,2	26,1	67
	FO	39,4	27,3	69	25,5	33,4	131	37,5	28,1	75
	CGC	36,9	26,8	73	26,3	36,5	139	28,1	34,8	124
	Autres synd.	32,7	42,0	129	24,5	38,2	156	31,3	41,3	132
	Non-synd.	33,0	35,2	107	24,5	42,5	174	32,0	36,1	113
Quatre et plus	CGT	39,0			21,8			32,9		
	CFDT	39,2	24,6	63	21,6	28,8	134	33,1	26,1	79
	CFTC	40,1	9,0	22	21,8	9,5	44	34,6	9,1	26
	FO	39,8	15,1	38	22,1	14,8	67	33,9	15,0	44
	CGC	27,6	17,5	63	21,7	18,6	86	22,4	18,5	82
	Autres synd.	39,4	20,0	51	21,3	30,0	141	33,8	23,1	68
	Non-synd.	22,9	25,4	111	14,2	28,6	201	20,8	26,2	126
Ensemble	CGT	51,9			29,2			46,5		
	CFDT	42,4	32,1	76	23,6	34,3	145	37,4	32,7	87
	CFTC	40,9	12,7	31	23,0	11,5	50	36,0	12,3	34
	FO	42,9	23,6	55	24,0	20,2	84	38,2	22,7	60
	CGC	31,7	21,8	69	24,0	24,9	104	25,0	24,5	98
	Autres synd.	39,2	24,8	63	22,0	31,7	144	34,3	26,8	78
	Non-synd.	35,7	44,9	126	25,1	48,8	195	33,8	45,6	135

* Lecture de ce tableau : le cadre en bas à droite indique que, dans les scrutins auxquels elle participe, la CGT obtient en moyenne 46,5% des suffrages exprimés et qu'elle n'est devancée globalement que par les non-syndiqués dont les scores sont de 35% supérieurs aux siens (les tableaux des pages précédentes montrent que ces affrontements CGT-non-syndiqués sont rares). Dans les premiers collèges, elle obtient en moyenne 51,9% et l'emporte sur tous les syndicats confédérés quelles que soient les configurations (mais elle est également battue par les non-syndiqués). Dans les seconds collèges, ses candidats obtiennent 29,2% des suffrages exprimés et les listes concurrentes font généralement mieux qu'elle sauf lorsqu'il y a quatre listes ou plus en concurrence (essentiellement à cause de la SNCF).

Tableau III.24 Implantation et audience effective de la CGT par branches économiques
(Ensemble des collèges, 1992-93)*

<i>branche :</i>	<i>Implantation :</i>			Par salariés			Audience effective
	Total	Par scrutins CGT	Taux (%)	Total	CGT	Taux (%)	
Agriculture, sylviculture...	142	33	23	16 036	6 235	38,9	47,1
Industrie de la viande et du lait	566	128	23	106 221	37 730	35,5	48,6
Autres produits alimentaires	794	268	34	131 025	65 117	49,7	52,1
Combustibles minéraux...	2	2	100	603	603	100,0	49,7
Pétrole, gaz naturel	37	15	41	11 376	7 923	69,6	36,0
Electricité, gaz et eau	119	54	45	27 562	18 424	66,8	39,8
Métaux ferreux, transf. acier	161	100	62	62 614	55 414	88,5	44,0
Minerais, métaux non ferreux	125	84	67	32 477	26 980	83,1	44,7
Matériaux de construction...	436	171	39	54 086	27 715	51,2	59,3
Industrie du verre	124	65	52	41 930	33 187	79,1	50,0
Chimie, fibres synthétiques	293	161	55	77 566	59 774	77,1	46,1
Parachimie, industrie pharma.	498	158	32	115 363	55 619	48,2	41,8
Fonderie, travail des métaux	1 034	340	33	167 163	87 358	52,3	55,8
Construction mécanique	1 127	420	37	189 388	106 534	56,3	50,7
Cons. électrique et électronique	1 015	391	39	297 385	183 465	61,7	38,8
Autos, mat. transport terrestre	450	228	51	257 977	218 471	84,7	37,6
Cons. navale, aéronautique...	159	100	63	105 730	95 476	90,3	35,3
Textile et habillement	987	312	32	138 757	58 253	42,0	52,8
Cuir et chaussure	205	48	23	35 470	11 724	33,1	53,8
Bois, meubles, industries div.	604	114	19	84 366	26 240	31,1	55,9
Papier et carton	426	196	46	76 482	47 452	62,0	62,7
Imprimerie, presse, édition	411	161	39	73 975	46 346	62,7	55,3
Caoutchouc, plastiques.	629	191	30	140 617	78 914	56,1	51,3
Bâtiment, génie civil...	1 784	448	25	257 637	101 048	39,2	54,6
Commerce de gros alimentaire	517	64	12	78 912	15 132	19,2	39,7
Commerce de gros non-alim.	1 253	169	13	165 805	35 041	21,1	41,6
Commerce détail alimentaire	1 127	207	18	200 768	58 845	29,3	41,5
Commerce détail non-alim.	660	105	16	123 044	37 378	30,4	42,3
Répar., commerce de l'auto.	489	81	17	50 264	14 193	28,2	41,7
Hôtels, cafés, restaurants	397	99	25	73 225	37 269	50,9	32,3
Transports	1 432	391	27	500 388	373 756	74,7	39,4
Postes et télécommunications	9	2	22	2 978	1 392	46,7	44,2
Services marchands aux entrepr.	1 822	267	15	368 966	111 004	30,1	29,3
Services marchands aux particul.	2 437	577	24	389 940	146 967	37,7	41,5
Location, crédit-bail immobilier	187	52	28	27 344	9 911	36,2	41,6
Assurances	316	99	31	110 251	70 133	63,6	31,1
Organismes financiers	764	282	37	310 575	178 591	57,5	19,2
Services non marchands	1 692	508	30	369 575	203 790	55,1	34,3
Ensemble	25 230	7 091	28,1	5 273 841	2 749 404	52,1	41,1

* Lecture du tableau : sur les 25 230 établissements où se sont déroulés des élections aux CE en 1992-93, 7 091 disposent d'une section CGT (soit 28,1% du total). Ces établissements comptent 2 749 404 salariés, soit 52,1% du corps électoral total. Et la CGT y recueille 41,1% des suffrages exprimés. NB : il s'agit des suffrages exprimés dans l'ensemble des collèges selon la convention adoptée par J.-P. Aujard dans son article cité.

Tableau III.25 Implantation et audience effective de la CGT par régions
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Régions :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	CGT	Taux (%)	Total	CGT	Taux (%)	
Alsace	892	171	19	207 903	87 269	42,0	34,0
Aquitaine	1 016	315	31	181 042	99 392	54,9	44,9
Auvergne	489	130	27	103 987	60 855	58,5	45,3
Bourgogne	782	232	30	143 385	74 715	52,1	48,7
Bretagne	1 152	220	19	208 769	77 317	37,0	40,5
Centre	1 265	305	24	236 841	105 520	44,6	50,6
Champagne-Ardenne	707	250	35	130 341	72 114	55,3	53,3
Franche-Comté	490	115	24	107 499	63 475	59,0	38,2
Languedoc-Roussillon	688	218	32	116 195	61 816	53,2	43,9
Limousin	283	88	31	52 148	27 707	53,1	57,6
Lorraine	1 130	284	25	237 074	115 222	48,6	37,1
Midi-Pyrénées	936	303	32	177 719	100 102	56,3	45,2
Nord	1 746	630	36	398 662	222 198	55,7	44,4
Basse-Normandie	638	134	21	113 554	39 500	34,8	42,6
Haute-Normandie	784	260	33	158 703	82 365	51,9	53,1
Ile de France	4 436	1 213	27	1 231 116	731 099	59,4	33,9
Pays de Loire	1 589	332	21	315 130	125 215	39,7	42,0
Picardie	892	286	32	169 918	91 868	54,1	51,6
Poitou-Charentes	696	184	26	115 931	54 491	47,0	48,2
Provence-Côte d'Azur	1 379	412	30	262 921	136 315	51,8	38,7
Rhône-Alpes	2 949	873	30	564 107	297 140	52,7	45,2
Ensemble	25 230	7 091	28,1	5 273 841	2 749 404	52,1	41,1

Tableau III.26 Implantation et audience effective de la CGT par taille d'entreprise
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Tailles :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	CGT	Taux (%)	Total	CGT	Taux (%)	
Moins de 50 salariés	1 665	226	14	62 323	8 592	13,8	70,0
De 50 à 99 salariés	9 391	1 483	16	652 545	106 369	16,3	63,5
De 100 à 199 salariés	7 558	1 916	25	1 005 763	266 385	26,5	55,0
De 200 à 499 salariés	4 813	2 211	46	1 394 763	669 573	48,0	47,0
De 500 à 999 salariés	1 227	790	64	824 281	536 265	65,1	37,8
Plus de 1000 salariés	576	465	81	1 334 166	1 162 220	87,1	33,4
Ensemble	25 230	7 091	28,1	5 273 841	2 749 404	52,1	41,1

Chapitre IV.

L'audience de la CFDT

En 1945-46, la Confédération Française des travailleurs chrétiens (CFTC) — devenue en 1964 : Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) — est la seule vraie concurrente de la CGT avec 17,2% des suffrages exprimés. A la Libération, la CFTC obtient ses meilleurs scores dans le tertiaire notamment les banques, elle dispose d'un électorat consistant dans quelques branches industrielles : le textile, l'habillement, la chimie, voire la métallurgie (Tableaux 1-4 et 8).

Jusqu'au début des années 1950, son audience recule auprès des ouvriers mais progresse chez les agents de maîtrise, les techniciens et les cadres. Puis, un effet de ciseaux se produit qui rapproche progressivement les scores dans les deux collèges et les fait se rejoindre vers 1968. Depuis lors, la CFDT est plus populaire dans les premiers collèges que dans les seconds (avec un resserrement à partir de 1986). L'audience de la CFDT passe un maximum de 22,6% en 1981-82 et décline lentement depuis lors malgré l'introduction des CE à la SNCF.

Aujourd'hui, la CFDT demeure le premier syndicat dans quatre branches : le pétrole et le gaz, les banques, les assurances, les services non-marchands (tableaux 9 à 12). En revanche, elle est dominée par la CGT dans la grande industrie et par les non-syndiqués dans les secteurs où les petits établissements sont nombreux : l'agro-alimentaire, le textile mais aussi les services marchands aux particuliers et aux entreprises, la parachimie, le commerce de gros comme de détail...

Du point de vue géographique, la CFDT domine le grand Ouest : l'ensemble des départements bretons, la quasi-totalité des Pays-de-Loire et de la Basse-Normandie ainsi que l'Alsace et la Lorraine (tableaux 13-16 et cartes 17-18). En revanche, ses zones de faiblesse correspondent aux bastions de la CGT : le Nord, le Centre, le bassin parisien, le couloir rhodanien et tout le midi. Malgré une relative "nationalisation" de son audience, cette implantation régionale demeure une des principales caractéristiques de la CFDT.

Depuis 1946, l'audience de la CFTC-CFDT a progressé dans les moyens et les grands établissements mais reculé dans les petits (tableaux 5-7 et 19-20). C'est pourquoi, depuis 1981, ses pertes sont surtout sensibles dans les branches où la taille moyenne des établissements est traditionnellement assez petite comme le commerce de détail et l'agro-alimentaire (-24%), le caoutchouc et les plastiques (-22%), le textile et l'habillement (-19%)...

L'implantation de la CFDT illustre sa diversité sectorielle et professionnelle et sa relative concentration géographique (tableaux 24-26).

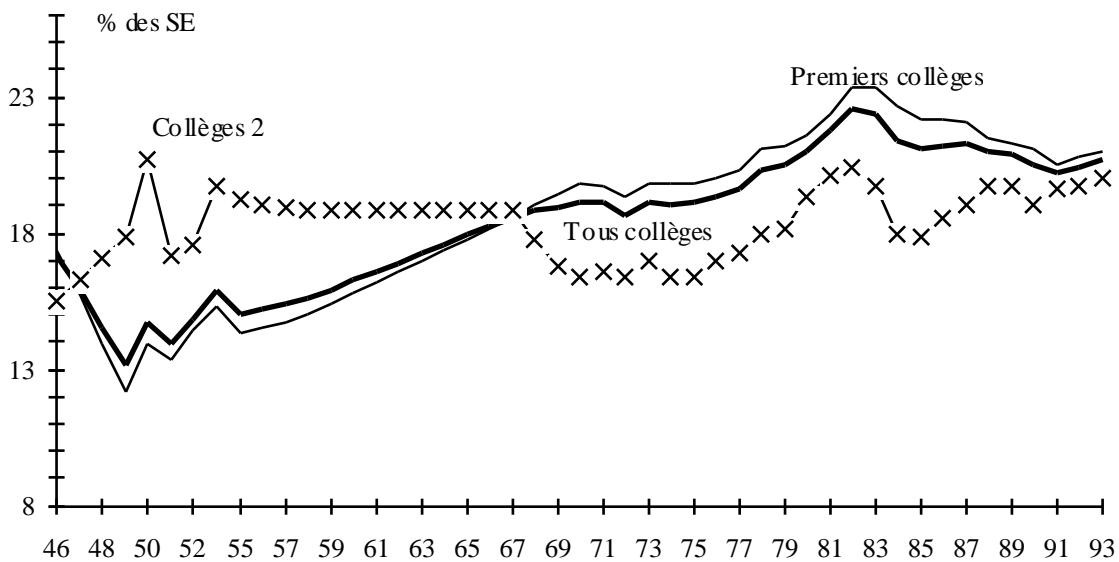
Du point de vue des "configurations électorales", en moyenne, dans les premiers collèges, ses listes ne sont devancées que par la CGT et dans les quelques cas où elles affrontent des non-syndiqués ou des syndicats autonomes (tableaux 21-23). En revanche, dans les seconds collèges, elles l'emportent devant toutes les organisations sauf quand elles doivent affronter en duels la CGC ou les «non-syndiqués».

Malgré une certaine érosion depuis 13 ans, la CFDT demeure la seconde organisation représentative dans le secteur marchand et même la première si l'on considère la diversité de son électorat, ce qui explique qu'elle obtienne autant de sièges que la CGT (tableau II.11). Pour les trois dernières années connues, elle enregistre une très légère amélioration de son audience globale (autour de 20,5% des suffrages exprimés). Ce palier s'explique en partie par le report à 1992 des élections à la SNCF qui auraient dû avoir lieu en 1991, mais il traduit aussi une relative stabilisation des implantations de cette organisation et des scores de ses candidats. Il est naturellement trop tôt pour en conclure que la CFDT a réussi sa "resyndicalisation".

Tableau IV.1 Evolution de l'audience de la CFDT depuis 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés)³⁹

Années	Collèges 1	2	Tous collèges	Années	Collèges 1	2	Tous collèges
1946	17,4	15,5	17,2	1974-75	19,8	16,4	19,1
1947	ND	ND	ND	1975-76	20,0	17,0	19,3
1948	ND	ND	14,6	1976-77	20,3	17,3	19,6
1949	12,2	17,9	12,9	1977-78	21,1	18,0	20,3
1950	13,9	20,7	14,7	1978-79	21,2	18,2	20,5
1951	13,4	17,2	13,9	1979-80	21,6	19,3	21,0
1952	14,4	17,6	14,8	1980-81	22,4	20,1	21,8
1953	15,3	19,7	15,9	1981-82	23,4	20,4	22,6
1954-55	14,3	19,2	15,0	1982-83	23,4	19,7	22,4
1956	ND	ND	ND	1983-84	22,7	18,0	21,4
1957-58	15,0	18,8	15,6	1984-85	22,2	17,9	21,1
1959-65	ND	ND	ND	1985-86	22,2	18,6	21,2
1966-67	18,6	18,8	18,6	1986-87	22,1	19,0	21,3
1967-68	19,0	17,8	18,8	1987-88	21,5	19,7	21,0
1968-69	19,4	16,8	18,9	1988-89	21,3	19,7	20,9
1969-70	19,8	16,4	19,1	1989-90	21,1	19,0	20,5
1970-71	19,7	16,6	19,1	1990-91	20,5	19,6	20,2
1971-72	19,3	16,4	18,7	1991-92	20,8	19,7	20,4
1972-73	19,8	17,0	19,1	1992-93	21,0	20,0	20,7
1973-74	19,8	16,4	19,0	Evolution	119	129	120

Tableau IV.2 Graphique : évolution de l'audience de la CFDT depuis 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés)



³⁹. Nous ne disposons d'aucun résultat pour les années 1947, 1956 et 1959-65. Sur le graphique, les points correspondants à ces années manquantes sont interpolés.

Tableau IV.3 Audience de la CFTC ventilée par branches économiques en 1946

<i>Branches:</i>	Collèges 1		Collèges 2		Tous collèges	
	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges
Métallurgie	43 452	456	3 810	271	47 262	727
Bâtiment	1 333	33	374	32	1 707	65
Textiles	20 840	612	1 730	232	22 570	844
Bois	1 018	33	95	13	1 113	46
Alimentation	5 624	149	822	64	6 446	213
Chimie	9 464	133	1 427	91	10 891	224
Papiers	3 313	59	645	56	3 958	115
Imprimerie	1 008	30	90	8	1 098	38
Habillement	4 214	98	275	29	4 489	127
Travail pailles	—	—	—	—	—	—
Métaux précieux	901	15	40	3	941	18
Cuirs et peaux	2 488	94	111	15	2 599	109
Carrières	—	—	—	—	—	—
Terres à feu	2 192	64	385	41	2 577	105
Manutention	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—
Commerces	11 500	202	1 395	65	12 895	267
Spectacles	—	—	—	—	—	—
Banques	16 138	283	2 361	83	18 499	366
Prof libérales	130	7	—	—	130	7
Services publics	157	1	159	1	316	2
Services domestiques	—	—	—	—	—	—
Total	124 011	2 317	12 539	938	136 550	3 255

Tableau IV.4 Audience de la CFTC par branches économiques en 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés et des sièges attribués)

<i>Branches</i>	Collèges 1		Collèges 2		Tous collèges	
	%Voix	%Sièges	%Voix	%Sièges	%Voix	%Sièges
Métallurgie	14,8	5,1	9,4	11,0	14,3	6,5
Bâtiment	5,2	2,1	13,5	8,6	6,0	3,4
Textiles	20,8	13,3	23,1	23,4	21,0	15,2
Bois	15,3	12,1	11,5	16,9	14,9	13,2
Alimentation	15,9	8,9	22,9	17,3	16,6	10,6
Chimie	18,5	6,2	14,1	12,3	18,5	8,1
Papiers	10,7	5,1	19,5	21,2	11,6	8,1
Imprimerie	7,2	4,8	6,2	7,8	7,1	5,2
Habillement	20,4	9,7	16,9	17,6	20,1	10,8
Travail pailles	—	—	—	—	—	—
Métaux précieux	41,7	19,0	27,4	27,3	40,8	20,0
Cuirs et peaux	14,3	11,5	8,6	8,4	14,1	11,2
Carrières	—	—	—	—	—	—
Terres à feu	9,8	4,8	18,5	14,4	10,6	6,6
Manutention	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—
Commerces	25,2	11,9	18,1	14,5	24,7	12,7
Spectacles	—	—	—	—	—	—
Banques	36,9	30,2	43,3	32,9	37,8	31,1
Prof libérales	24,0	16,7	—	—	23,0	15,6
Services publics	47,0	33,3	57,4	50,0	51,7	40,0
Services domestiques	—	—	—	—	—	—
Total	17,4	8,6	15,5	14,9	17,2	9,8

Tableau IV.5 Audience de la CFTC dans les premiers collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)⁴⁰

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	10,2	9,9	9,2	10,7	15,8	15,9	7,9	77
50 à 100	11,0	11,0	11,8	10,2	11,3	9,5	11,0	100
100 à 200	11,6	11,1	11,1	12,0	10,6	9,0	11,1	100
200 à 500	—	10,7	11,4	12,1	12,4	10,8	11,2	105
500 à 1000	10,6	11,7	10,9	12,8	13,8	13,4	16,1	152
Plus de 1000	14,6	19,3	17,0	18,1	19,4	18,3	17,5	120
Totaux	12,2	13,9	13,4	14,4	15,3	14,3	15,0	123

Tableau IV.6 Audience de la CFTC dans les seconds collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	12,5	8,3	6,7	0,0	5,8	2,8	14,7	118
50 à 100	11,7	11,3	12,4	10,7	11,3	11,1	8,4	71
100 à 200	15,8	10,3	13,0	11,2	9,8	7,9	8,0	78
200 à 500	—	14,3	13,9	14,0	14,6	12,4	13,6	95
500 à 1000	14,6	15,8	12,2	14,5	18,7	16,2	14,4	99
Plus de 1000	24,4	33,4	23,0	23,7	25,9	27,1	25,4	104
Totaux	17,9	20,7	17,2	17,6	19,7	19,2	18,8	105

Tableau IV.7 Audience de la CFTC dans l'ensemble des collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	10,5	9,7	8,9	9,4	14,2	13,4	9,2	88
50 à 100	11,1	11,0	11,8	10,3	11,3	9,7	10,6	96
100 à 200	12,1	11,0	11,3	11,9	10,5	8,9	10,5	96
200 à 500	—	11,1	11,7	12,3	12,7	11,0	11,5	104
500 à 1000	11,1	12,2	11,1	13,0	14,4	13,8	15,9	143
Plus de 1000	16,0	21,1	17,8	18,8	20,3	19,5	18,8	118
Totaux	12,9	14,7	13,9	14,8	15,9	15,0	15,6	121

⁴⁰ Pour l'année 1949, les documents archivés regroupent les établissements de 100 à 500 salariés en une seule classe. Dans les trois tableaux ci-dessus, pour les établissements compris dans les tranches de 100 à 200 et de 200 à 500 salariés, l'évolution des scores est calculée en prenant pour base l'année 1950.

Tableau IV.8 Audience de la CFTC ventilée par branches économiques et par collèges (1957-58)⁴¹

<i>Branches :</i>	Collège 1		Collège 2		Tous collèges	
	Voix	% SE	Voix	% SE	Voix	% SE
01. Agriculture, forêt, pêche						
02. Eau, gaz, électricité	29	2,3	—	—	29	1,8
03. Pétroles et carburants liquides	1 500	13,5	369	13,2	1 869	13,4
04. Combustibles minéraux solides	—	—	—	—	—	—
05. carrières et matériaux de construction	69	20,5	—	—	69	19,0
06. Production des métaux	4 619	17,9	672	21,2	5 291	18,3
11. Première transformation des métaux	4 397	11,7	412	7,9	4 809	11,3
12. Mécanique générale	4 685	11,2	962	13,9	5 647	11,6
13. Construction de machines, navires	15 775	11,1	5 133	19,3	20 908	12,4
14. Construction électrique	5 671	17,6	2 765	30,3	8 436	20,4
21. Verre, matériaux de construction	1 254	8,0	239	16,5	1 493	8,7
30-32. Bâtiment et travaux publics	1 514	9,2	333	11,0	1 847	9,5
40. Industries chimiques	7 209	16,9	1 859	21,8	9 068	17,7
51. Industries agricoles et alimentaires	3 091	16,0	392	13,8	3 483	15,7
52. Textiles	3 968	16,5	572	26,3	4 540	17,3
53. Habillement	187	5,3	36	10,6	223	5,7
54. Cuir et peaux	790	13,2	—	—	790	12,4
55. Bois et ameublement	62	1,8	—	—	62	1,6
56. Papier-carton	464	4,9	30	3,8	494	4,9
57. Industries polygraphiques	2 292	16,6	132	6,8	2 424	15,4
58. Industries diverses	89	3,1	—	—	89	2,6
59. Transports	197	5,4	215	18,9	412	8,7
60. Commerces agricoles et alimentaires	605	7,2	81	5,2	686	6,9
61. Commerces non alimentaires	3 776	18,1	306	6,0	4 082	15,7
62. Banques, assurances	13 804	39,3	3 661	29,4	17 465	36,7
63. Spectacles	—	—	8	6,7	8	1,0
64. Hygiène et services et domestiques	24	16,8	6	—	30	20,1
65. Prof libérales et administratives...	4 140	29,0	430	20,1	4 570	27,9
Totaux	80 211	15,0	18 613	18,8	98 824	15,6

⁴¹ Nous respectons la nomenclature en branches du document original. La statistique des années 1957-58 porte sur 4 751 scrutins, 1 036 582 électeurs inscrits et 632 186 suffrages exprimés. Nous avons regroupé le collège unique avec le premier collège.

Tableau IV.9 L'audience de la CFDT par branches économiques (en pourcentage des exprimés, par collèges, NAE-59, 1966-1979)

<i>Branches</i>	1966-67		1972-73		1974-75		1978-79		Evolution 79/66	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
01. Eau, gaz, électricité	8,5	10,1	-	-	23,8	11,0	22,2	14,5	261	144
02. Pétroles, carburants liquides	21,0	20,4	32,1	23,3	34,1	28,8	35,4	25,2	169	124
03 Combustibles minéraux solides	0,0	25,3	-	-	9,5	21,6	0,0	45,8		181
10. Pêche, agriculture, forêt	0,0	0,0	-	-	32,6	18,4	31,4	17,8		
13. Extraction de minerais divers	7,0	0,0	-	0,0	8,5	4,5	9,9	2,4	141	
29. Production des métaux	28,1	36,6	24,2	32,4	27,0	30,6	27,3	34,2	97	94
36. Première transformation des métaux	15,7	16,7	19,7	16,1	19,2	16,2	19,3	19,0	123	114
37. Mécanique générale, articles métalliques...	20,0	21,6	21,9	22,5	20,6	18,6	21,0	18,4	105	85
38. Construction de machines, navale, autos...	18,4	20,0	19,1	16,6	19,2	16,2	20,8	19,4	113	97
39. Construction électrique	21,3	29,1	23,7	24,1	22,6	21,1	27,2	23,9	128	82
42. Verre, céramique, matériaux de construction	12,9	16,5	14,8	13,2	16,2	13,9	16,1	14,3	125	86
45. Bâtiment et travaux publics	7,2	8,4	8,4	10,0	10,6	11,2	11,6	9,2	161	109
52. Industrie chimique	16,6	17,8	21,2	17,9	20,3	18,1	21,9	20,3	132	114
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	25,7	28,1	24,2	19,6	24,2	20,8	20,3	17,5	79	62
66. Industrie textile	27,1	24,3	25,8	16,0	25,6	16,0	24,2	15,0	89	62
67. Habillement et travail des étoffes	16,3	3,7	17,5	4,3	15,4	6,7	17,3	5,4	106	146
68. Cuirs et peaux	17,8	6,5	24,1	10,8	23,7	5,2	19,0	9,5	107	147
71. Industries agricoles et alimentaires	15,3	8,7	21,7	9,0	22,9	12,7	22,2	12,7	145	147
76. Industries du bois et ameublement	11,9	6,7	16,9	13,6	18,1	14,1	18,5	9,3	155	139
77. Papier, carton	11,6	8,3	13,0	6,0	14,9	5,0	13,9	4,3	120	52
78. Industries polygraphiques	7,7	5,5	8,7	9,9	9,9	10,0	11,8	9,2	153	168
79. Industries diverses	14,5	8,9	17,7	11,2	18,4	9,0	19,8	10,2	137	115
80. Transports	5,3	16,1	12,0	13,0	11,3	12,4	14,5	11,3	274	70
90. Commerces agricoles et alimentaires	15,7	5,6	17,8	7,0	14,7	6,1	15,6	6,4	100	114
91. Commerces non alimentaires	10,0	10,6	15,9	11,3	15,3	11,3	16,5	13,0	165	123
96. Banques et assurances	26,4	19,6	30,3	20,7	30,2	19,1	35,0	23,4	132	120
97. Spectacles	0,0	22,2	-	-	16,7	27,3	18,6	26,2	-	118
98. Hygiène, services domestiques	16,6	26,2	6,7	12,1	10,7	3,9	13,1	11,5	79	44
99. Professions libérales	27,3	15,2	27,8	23,1	28,1	24,1	29,4	22,5	108	148
Ensemble	18,6	18,8	19,8	17,0	19,8	17,3	21,2	19,2	114	102

Tableau IV.10 L'audience de la CFDT ventilée par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1979, NAE-59)

<i>Branches :</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79
01. Eau, gaz, électricité	8,8	13,5	9,6	13,8	—	—	18,4	19,2	20,1	16,6	16,6	19,5	20,4
02. Pétroles, carburants liquides	20,8	20,9	22,5	22,0	23,7	28,3	28,1	29,7	31,7	31,7	31,4	31,0	30,4
03 Combustibles minéraux solides	12,1	0,0	0,0	0,0	—	—	—	0,0	18,1	18,0	19,1	18,4	33,5
10. Pêche, agriculture, forêt	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—	29,5	27,1	26,6	28,7	28,4
13. Extraction de minerais divers	6,4	8,3	5,0	—	—	—	—	—	7,9	11,2	10,3	7,8	8,3
29. Production des métaux	29,3	29,4	27,9	25,1	26,0	25,6	25,7	28,0	27,8	28,3	27,2	28,2	29,1
36. Première transformation des métaux	15,9	14,9	14,5	17,4	17,6	18,7	19,0	18,3	18,6	17,3	17,3	19,3	19,3
37. Mécanique générale, articles métalliques...	20,3	18,5	16,8	19,8	21,2	22,2	22,0	19,1	20,1	19,8	19,9	20,4	20,4
38. Construction de machines, navale, autos...	18,7	18,5	19,8	20,3	19,7	17,8	18,5	18,9	18,5	18,5	19,0	20,2	20,4
39. Construction électrique	23,2	22,7	23,2	24,7	24,6	24,5	23,8	22,9	22,2	22,9	24,5	25,4	26,3
42. Verre, céramique, matériaux de cons.	13,3	14,5	14,6	15,8	17,0	16,1	14,6	15,4	15,8	16,3	15,6	15,2	15,7
45. Bâtiment et travaux publics	7,4	7,5	9,3	10,2	10,2	9,2	8,7	10,0	10,7	10,7	10,3	10,9	11,1
52. Industrie chimique	16,9	20,0	19,1	17,3	18,1	19,3	20,2	19,0	19,6	20,9	21,6	22,1	21,4
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	26,0	24,8	25,4	19,8	26,3	23,9	23,4	24,3	23,6	23,2	23,2	24,6	19,9
66. Industrie textile	26,8	27,1	27,7	27,2	25,5	24,3	24,4	24,4	24,2	24,0	24,3	23,5	22,9
67. Habillement et travail des étoffes	15,4	16,8	19,2	17,5	15,9	16,3	16,7	16,5	14,7	14,4	15,0	14,7	16,3
68. Cuir et peaux	16,9	17,2	21,1	21,3	20,8	23,2	23,1	22,6	21,9	18,6	17,0	18,0	17,9
71. Industries agricoles et alimentaires	14,4	15,6	16,1	16,9	18,2	19,1	19,5	19,7	21,0	21,4	20,5	19,6	20,4
76. Industries du bois et ameublement	11,3	11,3	14,4	16,0	16,6	15,6	16,5	17,6	17,6	17,0	16,0	17,0	17,0
77. Papier, carton	11,3	12,4	12,8	11,9	11,4	13,7	12,1	13,1	13,6	11,2	11,4	11,2	12,4
78. Industries polygraphiques	7,3	8,7	8,7	9,0	9,1	8,9	8,9	8,8	9,9	11,6	10,7	10,1	11,4
79. Industries diverses	13,8	13,1	15,0	14,8	15,2	17,1	16,8	16,4	17,0	17,9	19,2	18,8	18,2
80. Transports	8,7	11,3	10,8	16,0	12,9	11,1	12,2	11,8	11,5	11,7	12,9	13,9	13,8
90. Commerces agricoles et alimentaires	14,0	14,0	13,0	13,9	13,1	14,6	15,9	13,2	13,1	14,4	13,6	13,3	14,2
91. Commerces non alimentaires	10,2	12,3	12,1	12,1	13,7	14,4	14,6	14,4	14,1	14,1	14,4	15,3	15,4
96. Banques et assurances	23,9	25,6	25,1	26,5	26,6	25,8	26,2	26,7	25,8	26,0	27,1	29,7	30,1
97. Spectacles	10,1	0,0	0,0	0,0	-	-	-	7,3	21,5	19,1	11,1	17,5	21,1
98. Hygiène, services domestiques	17,5	19,7	17,9	7,1	7,5	8,2	7,1	7,3	10,0	13,3	14,6	14,4	12,9
99. Professions libérales	25,4	26,1	26,0	25,7	26,0	26,3	26,9	26,8	27,2	27,5	28,0	27,3	27,7
Ensemble	18,6	18,8	18,9	19,1	19,1	18,7	19,1	19,0	19,1	19,3	19,6	20,3	20,5

Tableau IV.11 L'audience de la CFDT par branches économiques
(en pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, NAP-40, 1981-93)

<i>Branches :</i>	1981-82		1992-93		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
1. Agriculture, sylviculture...	30,5	21,2	25,2	12,4	83	59
2. Industrie de la viande et du lait	32,2	15,2	24,8	10,3	77	68
3. Autres produits alimentaires	21,4	10,8	19,4	10,0	91	93
4. Combustibles minéraux...	16,0	32,1	13,8	0,0	86	—
5. Pétrole, gaz naturel	37,1	31,1	31,0	38,8	83	125
6. Electricité, gaz et eau	29,1	29,7	21,3	16,9	73	57
7. Métaux ferreux, transf. acier	28,9	31,2	27,2	31,9	94	102
8. Minerais, métaux non ferreux	25,7	18,2	28,2	23,2	110	128
9. Matériaux de construction...	14,1	6,6	14,4	13,8	102	208
10. Industrie du verre	25,7	25,2	18,3	19,5	71	77
11. Chimie, fibres synthétiques	25,4	21,8	25,2	24,5	99	112
12. Parachimie, industrie pharm.	23,1	17,3	21,5	12,6	93	73
13. Fonderie, travail des métaux	20,1	15,9	17,6	11,6	87	73
14. Construction mécanique	23,7	20,4	21,3	18,5	90	90
15. Construct. électrique et électronique	28,0	29,4	22,6	23,5	81	80
16. Autos, matériel transport terrestre	24,6	20,3	20,9	16,0	85	79
17. Construction navale, aéronautique...	22,1	23,4	20,1	22,6	91	97
18. Industrie textile et habillement	21,5	11,8	17,7	10,1	82	85
19. Industrie cuir et chaussure	22,2	4,4	18,6	0,9	84	21
20. Bois, meubles, industries diverses	21,3	13,2	18,3	9,3	86	71
21. Papier et carton	10,9	5,5	10,7	6,1	98	110
22. Imprimerie, presse, édition	11,0	16,1	10,0	14,7	91	91
23. Caoutchouc, plastiques.	27,0	19,7	20,5	17,9	76	91
24. Bâtiment, génie civil...	11,9	9,9	10,8	8,3	91	84
25. Commerce de gros alimentaire	13,8	5,7	16,1	13,2	117	230
26. Commerce de gros non-alimentaire	15,2	9,9	11,7	9,9	77	100
27. Commerce détail alimentaire	13,9	3,4	10,7	2,5	77	75
28. Commerce détail non-alimentaire	16,8	7,6	13,1	3,4	78	45
29. Réparation, commerce de l'auto;	11,3	4,3	8,0	4,8	71	112
30. Hôtels, cafés, restaurants	22,0	14,6	21,6	12,6	98	86
31. Transports	15,9	15,6	22,1	20,4	140	131
32. Postes et télécommunications	37,2	30,2	19,3	38,8	52	129
33. Services marchands aux entreprises	21,2	23,1	20,5	20,9	97	90
34. Services marchands aux particuliers	30,7	21,0	26,2	19,9	85	95
35. Location, crédit-bail immobilier	27,2	15,6	16,1	13,5	59	86
36. Assurances	38,1	17,1	35,6	23,3	94	136
37. Organismes financiers	39,8	26,5	37,2	31,2	93	118
38. Services non marchands	34,6	31,2	30,6	30,5	88	98
Toutes branches	24,0	20,4	21,0	20,0	87	98

Tableau IV.12 L'audience de la CFDT par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1981-1993, NAP-40)

<i>Branches</i>	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1981=100
1. Agriculture, sylviculture, pêche	28,9	24,4	25,9	24,6	23,2	23,4	23,8	22,7	20,0	20,6	22,5	23,3	81
2. Industrie de la viande et du lait	29,5	27,3	25,6	25,5	25,1	25,1	24,8	25,4	26,1	22,3	21,8	22,6	76
3. Autres produits alimentaires	19,2	17,9	17,0	16,2	16,0	16,5	16,1	16,2	17,1	17,0	17,0	17,3	90
4. Combustibles minéraux...	21,5	28,3	28,3	11,0	11,0	34,5	34,5	39,6	39,6	44,6	26,6	11,5	53
5. Pétrole, gaz naturel	33,9	32,1	30,0	28,5	29,6	29,6	29,5	32,5	33,9	35,0	34,7	36,3	107
6. Electricité, gaz et eau	29,3	27,6	28,0	28,5	25,6	22,7	21,2	22,6	24,1	23,1	21,2	20,0	68
7. Métaux ferreux, transformation acier	29,5	29,6	28,2	26,4	25,5	26,0	27,1	27,5	29,0	29,6	28,3	29,0	98
8. Minerais, métaux non ferreux	23,9	25,0	22,5	22,8	24,3	25,2	25,7	25,1	25,4	25,4	25,7	26,7	112
9. Matériaux de construction...	12,7	12,6	12,7	12,3	12,1	11,1	11,8	11,9	12,0	13,1	14,0	14,2	112
10. Industrie du verre	25,6	26,5	21,6	17,5	19,0	20,9	18,3	19,5	20,0	19,8	19,5	18,5	72
11. Chimie, fibres synthétiques	24,3	23,3	22,1	23,3	23,5	24,3	24,9	24,2	24,8	24,5	24,2	24,9	103
12. Parachimie, industrie pharmaceutique	21,1	20,1	17,8	16,7	17,1	16,9	15,8	16,3	16,3	17,2	17,0	17,8	85
13. Fonderie, travail des métaux	19,3	19,7	20,4	19,2	18,2	17,8	18,4	18,1	16,8	16,0	16,1	16,4	85
14. Construction mécanique	22,9	21,7	20,4	20,4	19,2	18,7	19,2	18,9	19,0	19,2	19,7	20,4	89
15. Construction électrique et électron.	28,5	28,6	28,1	25,7	24,6	25,5	25,7	25,4	24,5	24,8	24,4	23,0	81
16. Autos, matériels transport terrestre	23,7	23,9	21,8	19,6	19,3	19,9	20,0	19,3	19,1	18,9	18,8	19,8	83
17. Construction navale, aéronautique...	22,6	22,3	19,8	21,0	21,6	22,5	23,5	22,3	22,8	24,8	23,5	21,5	95
18. Industrie textile et habillement	20,3	19,0	18,8	19,5	19,0	17,8	17,5	17,9	16,2	15,5	16,2	16,5	81
19. Industrie cuir et chaussure	20,7	21,4	20,2	16,7	15,2	15,8	16,9	14,6	16,1	18,6	16,7	16,9	82
20. Bois, meubles, industrie diverses	20,1	17,8	17,5	17,7	17,3	15,3	17,1	17,4	17,8	17,3	16,3	16,7	83
21. Industrie du papier et du carton	10,1	10,7	11,4	10,1	9,6	9,0	10,2	10,2	9,1	9,2	9,9	9,9	98
22. Imprimerie, presse, édition	12,3	12,7	12,7	13,0	11,4	10,4	11,0	11,1	11,6	12,2	11,0	11,4	92
23. Caoutchouc, plastiques.	25,6	25,1	26,0	24,9	24,9	23,2	21,9	21,3	20,6	19,7	19,6	19,9	78
24. Bâtiment, génie civil...	11,4	11,7	10,9	10,7	10,1	9,6	9,5	9,3	9,4	9,5	9,7	10,1	88
25. Commerce de gros alimentaire	12,2	16,0	16,4	17,0	19,4	17,9	16,0	15,4	16,5	15,8	15,7	15,4	125
26. Commerce de gros non-alimentaire	13,5	13,1	12,1	11,0	11,5	11,7	11,0	10,9	10,3	9,7	9,7	11,0	82
27. Commerce détail alimentaire	12,3	11,1	11,3	10,9	10,3	9,5	8,4	8,6	8,3	8,9	9,2	9,5	77
28. Commerce détail non-alimentaire	15,0	15,0	15,5	15,8	17,5	16,4	12,8	13,8	14,6	13,9	13,0	11,3	75
29. Réparation, commerce de l'auto.	9,6	10,6	8,9	8,8	10,1	10,0	7,5	7,3	7,9	7,6	7,1	7,0	74
30. Hôtels, cafés, restaurants	20,5	23,7	20,5	15,9	18,2	20,8	21,0	18,7	16,9	19,1	19,1	19,6	96
31. Transports	15,8	15,8	15,9	15,8	17,0	22,5	21,2	21,6	21,6	16,5	22,0	21,7	137
32. Postes et télécommunication	33,4	23,1	26,8	23,7	39,3	39,4	25,9	27,9	33,1	27,5	16,6	27,0	81
33. Services marchands aux entreprises	22,0	20,8	20,4	20,3	21,1	20,2	18,4	18,8	18,3	17,8	18,8	20,7	94
34. Services marchands aux particulier	29,4	28,7	27,4	26,3	25,7	26,6	26,3	26,6	26,4	26,2	25,3	25,2	86
35. Location, crédit-bail immobiliers	25,1	22,2	18,3	21,7	22,2	18,1	18,4	17,7	17,4	17,5	15,2	15,3	61
36. Assurances	32,8	33,1	29,0	29,7	31,3	32,4	32,0	32,4	31,2	33,4	34,4	32,3	98
37. Organismes financiers	33,1	33,6	31,7	30,9	31,9	32,0	33,3	33,6	32,0	32,9	33,4	33,2	100
38. Services non marchands	33,8	32,9	30,8	30,6	31,0	30,7	30,8	30,9	30,8	30,2	30,0	30,6	91
Ensemble	22,7	22,4	21,4	20,9	21,0	21,3	21,0	20,9	20,5	20,2	20,4	20,7	91

Tableau IV.13 L'audience de la CFDT dans les premiers collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	37,2	36,0	32,9	32,8	31,5	25,1	67
2. Aquitaine	15,3	16,2	16,3	18,3	18,4	17,5	115
3. Auvergne	19,9	19,6	21,2	20,5	28,1	24,4	123
4. Bourgogne	18,3	18,4	16,8	19,0	19,1	20,0	109
5. Bretagne	34,2	29,8	30,5	30,8	35,4	33,0	96
6. Centre	13,2	14,2	14,3	15,5	16,8	15,4	116
7. Champagne-Ardennes	15,1	16,7	15,8	15,9	17,4	21,4	142
8. Franche-Comté	30,0	24,6	26,0	25,4	28,0	20,8	69
9. Languedoc-Roussillon	17,5	10,7	12,7	14,9	20,1	20,0	114
10. Limousin	4,0	7,0	4,8	7,2	13,6	14,0	351
11. Lorraine	25,7	26,7	26,7	27,1	28,9	25,5	99
12. Midi-Pyrénées	13,4	17,1	17,3	19,5	22,5	19,1	142
13. Nord	22,9	23,2	24,1	21,7	22,9	20,3	89
14. Basse-Normandie	39,5	32,8	32,0	32,7	33,6	26,8	68
15. Haute-Normandie	10,5	16,5	16,1	16,8	17,9	12,9	123
16. Ile-de-France	11,9	14,9	13,5	17,2	19,3	18,6	156
17. Pays-de-Loire	34,7	37,0	36,9	35,7	37,5	30,1	87
18. Picardie	11,7	14,9	13,7	17,0	18,5	17,3	148
19. Poitou-Charentes	15,8	20,5	16,8	17,6	21,5	18,0	114
20. Provence-Côte d'Azur	7,5	9,4	12,0	14,6	15,7	14,4	192
21. Rhône-Alpes	20,8	20,8	20,7	23,2	25,1	22,4	108
France entière	18,6	19,8	19,8	21,2	24,0	21,0	113

Tableau IV.14 L'audience de la CFDT dans les seconds collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	30,4	26,7	20,3	23,3	21,7	20,7	68
2. Aquitaine	16,8	18,5	13,9	16,9	17,4	22,0	131
3. Auvergne	22,2	22,9	19,4	16,7	26,1	22,5	101
4. Bourgogne	24,7	15,3	14,7	17,1	18,0	21,7	88
5. Bretagne	24,7	13,6	20,6	21,9	22,3	25,7	104
6. Centre	8,4	10,6	10,9	13,0	11,3	17,2	205
7. Champagne-Ardennes	13,5	7,9	9,4	9,2	11,8	14,7	109
8. Franche-Comté	38,6	22,9	26,1	22,3	21,8	20,2	52
9. Languedoc-Roussillon	12,5	13,6	12,4	19,9	19,8	18,1	145
10. Limousin	8,1	5,6	5,7	8,3	12,5	14,1	174
11. Lorraine	28,4	26,4	23,6	22,5	24,3	22,4	79
12. Midi-Pyrénées	10,5	12,7	13,4	20,5	24,1	20,3	193
13. Nord	21,6	20,1	19,1	19,5	18,6	15,8	73
14. Basse-Normandie	19,5	14,1	20,5	24,9	25,3	24,9	128
15. Haute-Normandie	11,4	14,6	15,0	15,3	18,9	16,4	144
16. Ile-de-France	16,5	16,1	15,0	17,4	20,3	19,0	115
17. Pays-de-Loire	28,6	25,6	23,0	26,2	27,5	26,4	92
18. Picardie	10,9	12,3	12,6	13,5	16,0	17,0	156
19. Poitou-Charentes	9,7	13,4	11,0	11,8	12,7	16,6	171
20. Provence-Côte d'Azur	6,7	9,8	13,4	13,8	17,3	18,3	273
21. Rhône-Alpes	25,9	20,8	18,7	20,8	24,2	22,7	88
France entière	18,8	17,0	17,3	19,2	20,4	20,0	106

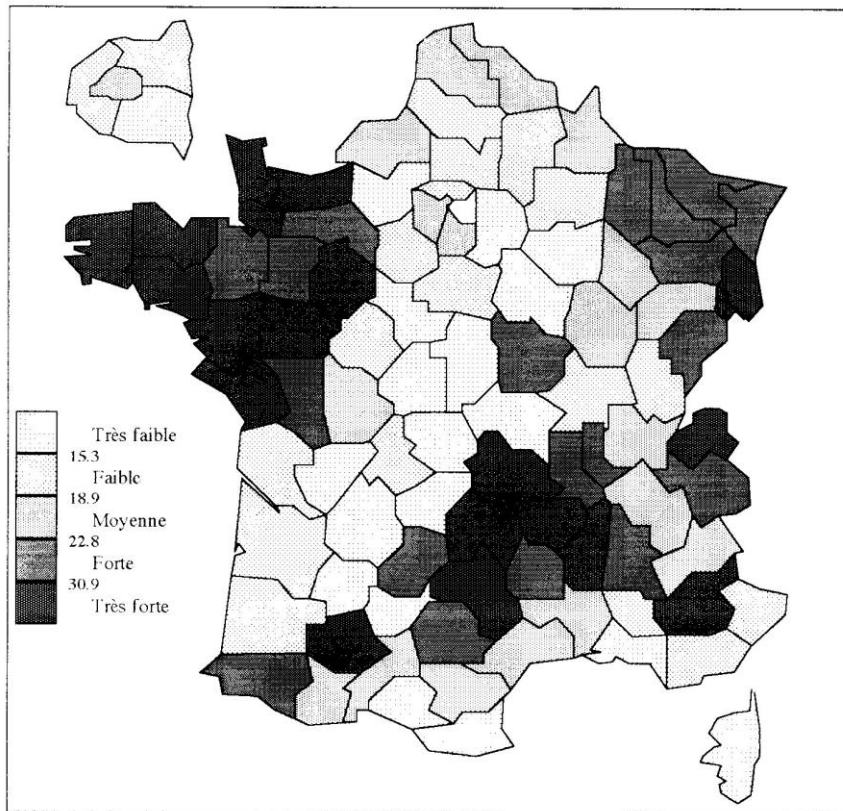
Tableau IV.15 L'audience de la CFDT par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1980)

<i>Régions :</i>	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Alsace	36,2	35,4	33,8	34,7	33,6	32,7	34,3	32,8	30,4	31,1	31,3	31,9	30,9	28,9
Aquitaine	15,5	14,7	16,2	17,3	17,4	17,0	16,7	15,9	15,8	15,8	16,3	17,7	18,0	17,8
Auvergne	20,3	20,8	20,6	15,8	21,5	20,3	20,1	21,1	20,9	21,8	22,1	22,7	19,9	22,3
Bourgogne	19,4	18,5	16,0	18,7	19,5	17,3	17,9	16,1	16,5	18,0	18,0	18,8	18,7	18,3
Bretagne	33,1	31,4	31,3	27,9	28,0	27,8	27,8	28,3	28,9	29,7	29,1	29,0	29,3	30,0
Centre	12,6	14,7	13,1	14,3	15,0	14,0	13,6	13,5	13,7	14,6	15,2	14,7	15,0	15,4
Champagne-Ardennes	14,9	16,8	16,3	16,9	16,4	14,9	15,4	15,5	14,9	15,8	15,4	15,2	14,8	14,5
Franche-Comté	31,2	27,4	26,2	26,5	27,1	24,1	24,4	26,0	26,0	24,4	25,4	25,5	24,9	25,4
Languedoc-Roussillon	16,7	15,7	15,1	15,3	15,2	13,3	11,2	10,6	12,7	13,5	14,5	15,8	16,0	16,4
Limousin	4,5	5,6	6,2	7,7	21,3	19,2	6,8	5,1	4,9	6,6	6,9	6,5	7,4	8,8
Lorraine	26,1	26,0	25,5	25,3	26,6	26,7	26,7	26,5	26,1	26,1	25,8	26,4	26,2	27,2
Midi-Pyrénées	12,9	14,3	15,4	16,6	14,9	15,2	16,2	16,2	16,4	17,8	17,7	19,7	19,7	19,8
Nord	22,7	26,2	25,9	24,2	23,4	22,6	22,7	22,8	23,2	22,1	21,6	21,0	21,3	22,2
Basse-Normandie	37,3	40,1	37,1	34,1	34,1	31,4	30,3	30,3	30,3	31,2	29,7	30,3	31,4	32,5
Haute-Normandie	10,6	12,8	14,3	17,4	17,5	17,1	16,2	15,5	16,0	15,8	15,9	16,4	16,5	17,3
Ile-de-France	13,2	13,7	14,4	14,9	15,3	14,7	15,3	14,5	14,0	14,8	15,5	17,0	17,3	17,4
Pays-de-Loire	33,7	33,3	34,5	34,2	33,3	34,8	35,3	34,3	34,6	33,9	33,1	33,2	33,9	34,7
Picardie	11,6	10,7	9,8	12,3	12,2	14,5	14,4	13,3	13,5	13,9	14,7	14,9	16,4	16,4
Poitou-Charentes	15,0	16,2	17,7	15,3	16,9	18,7	19,4	17,3	15,9	16,4	16,4	17,9	16,6	17,6
Provence-Côte d'Azur	7,3	6,9	7,7	9,5	8,5	8,2	9,4	11,8	12,4	12,8	13,7	14,1	14,4	14,6
Rhône-Alpes	21,6	21,7	20,7	20,0	20,4	20,7	20,8	20,1	20,3	20,8	21,7	22,2	22,6	24,3
Ensemble	18,6	18,8	18,9	19,1	19,1	18,7	19,1	19,0	19,1	19,3	19,6	20,3	20,5	21,0

Tableau V.16 L'audience de la CFDT par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1980-1993)

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Alsace	28,9	29,6	30,1	30,0	27,8	26,1	25,6	26,3	25,0	23,5	24,1	23,9	24,1	66
Aquitaine	18,4	18,2	18,4	18,2	18,3	18,4	18,4	18,9	19,5	18,8	18,7	19,2	18,8	121
Auvergne	27,5	27,8	27,7	26,7	24,8	26,1	24,8	24,2	25,6	24,7	24,5	25,1	23,9	118
Bourgogne	18,4	18,8	19,4	19,9	19,1	18,1	19,2	19,2	19,2	19,4	18,3	19,3	20,5	105
Bretagne	31,6	33,0	33,8	32,9	31,1	32,0	32,1	31,1	31,5	30,4	30,3	30,7	31,3	94
Centre	15,2	15,8	16,5	16,2	17,1	17,2	15,6	15,5	16,6	15,6	15,1	16,3	15,8	125
Champagne-Ardenne	15,5	16,4	17,4	17,4	17,5	16,5	18,9	17,8	17,7	17,1	16,2	19,6	19,9	134
Franche-Comté	25,3	26,8	26,1	25,7	25,7	23,4	23,1	24,1	24,3	21,8	20,8	20,8	20,6	66
Languedoc-Roussillon	17,8	20,0	19,4	19,0	18,6	19,1	20,2	19,5	20,0	20,4	19,6	19,4	19,4	116
Limousin	10,5	13,4	12,9	9,9	11,7	12,6	12,3	13,4	12,6	11,9	12,3	13,1	14,0	312
Lorraine	28,2	27,9	26,4	25,1	23,8	23,3	24,9	25,6	25,0	25,7	25,2	24,3	24,7	95
Midi-Pyrénées	21,1	22,9	23,3	21,7	21,9	21,5	21,3	22,1	21,9	20,3	20,1	19,2	19,5	151
Nord	21,4	22,0	21,3	18,9	19,2	20,4	20,2	19,3	19,5	18,6	18,3	19,1	19,2	85
Basse-Normandie	33,5	32,2	30,7	29,8	29,4	29,6	29,4	29,0	27,9	25,9	26,5	26,9	26,4	71
Haute-Normandie	18,4	18,1	18,0	18,0	17,3	17,2	17,6	16,7	16,2	16,1	16,3	14,8	13,9	131
Ile-de-France	18,3	19,7	19,3	18,1	18,2	18,3	18,7	18,5	18,0	18,1	17,7	18,0	18,7	142
Pays-de-Loire	35,9	35,6	34,2	33,7	33,0	32,8	32,7	31,5	30,7	31,1	30,2	29,8	29,2	87
Picardie	15,8	18,1	18,1	17,7	17,1	16,1	16,6	16,3	16,0	15,7	15,4	16,2	17,3	149
Poitou-Charentes	20,0	20,0	21,1	21,6	20,0	19,4	18,8	17,9	18,1	18,1	18,0	18,6	17,7	118
Provence-Côte d'Azur	15,2	16,2	15,5	13,8	13,6	14,4	14,3	13,7	14,1	15,0	15,6	15,9	15,7	215
Rhône-Alpes	24,9	24,9	25,2	23,9	23,4	23,9	23,5	23,2	23,1	21,8	21,7	22,0	22,5	104
Corse					16,4	11,2	9,9	8,2	5,4	10,7	12,8	11,1	10,0	—
Ensemble	21,8	22,6	22,4	21,4	20,9	21,0	21,3	21,0	20,9	20,5	20,2	20,4	20,7	111

IV.17 Audience de la CFDT par départements (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1981-82)



VI.18 Audience de la CFDT par départements (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1992-93)

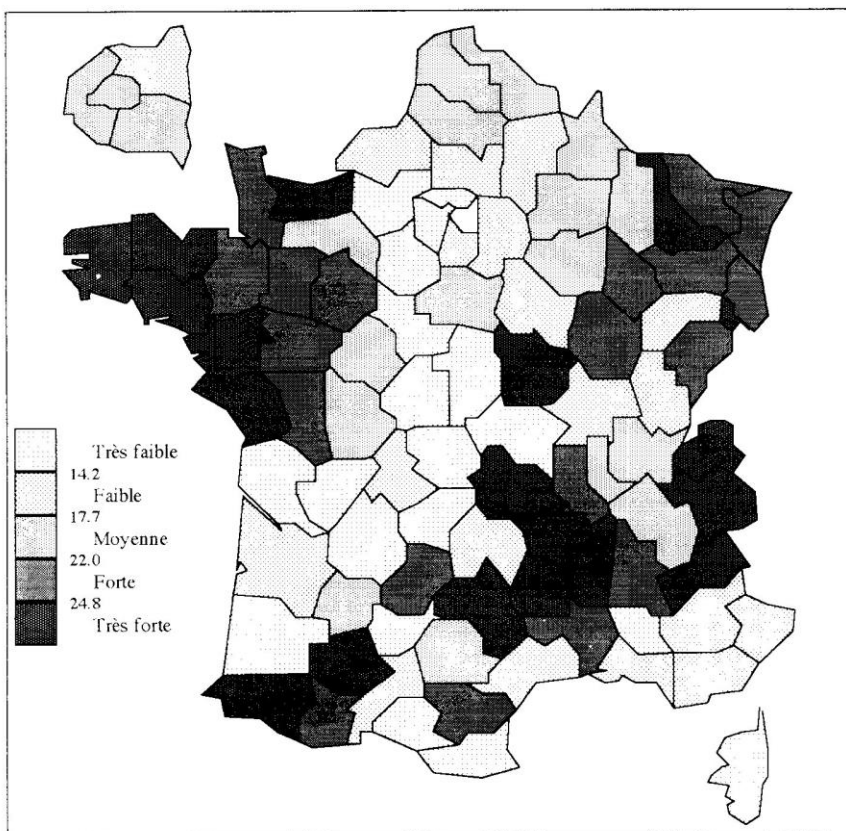


Tableau IV.19 Audience de la CFDT par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	1966-67		1974-75		1981-82		1992-93		Evolution 93/66		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
Moins de 50 salariés	13,6	11,2	15,4	12,4	16,7	12,3	10,1	5,4	74	48	60	44
De 50 à 99 salariés	11,2	9,4	13,7	10,8	15,2	11,5	11,5	8,6	103	91	76	75
De 100 à 199 salariés	13,1	9,7	15,2	12,3	18,7	14,7	16,8	12,3	129	127	90	84
De 200 à 499 salariés	17,3	12,7	20,7	14,5	24,0	18,0	22,0	18,3	127	144	91	102
De 500 à 999 salariés	18,8	18,6	22,2	17,5	27,9	22,4	27,0	23,8	144	128	97	106
Plus de 1000 salariés	22,3	26,0	23,2	20,9	29,0	27,1	25,2	26,2	113	101	87	97
Ensemble	18,6	18,8	19,8	17,3	24	20,4	20,8	19,7	112	105	86	97

Tableau IV.20 Audience de la CFDT par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, tous collèges confondus, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
Moins de 50 salariés	12,8	—	—	—	—	—	—	—	14,7	14,6	14,2	14,9	15,7	16,3
De 50 à 99 salariés	10,9	12,1	12,4	11,6	12,0	12,1	11,9	12,1	13,1	13,4	13,5	13,9	13,8	14,1
De 100 à 199 salariés	12,5	13,5	13,2	13,9	14,2	13,9	14,2	14,3	14,6	15,6	16,1	15,9	15,9	16,1
De 200 à 499 salariés	16,5	17,6	17,8	17,8	18,0	17,9	18,1	18,6	19,3	19,4	19,5	19,9	20,1	21,3
De 500 à 999 salariés	18,8	18,6	18,5	19,6	20,4	21,3	22,4	21,6	21,2	22,0	22,5	23,5	24,0	24,8
Plus de 1000 salariés	23,1	22,9	23,7	23,5	23,3	22,2	22,5	22,8	22,6	22,4	22,9	24,7	25,1	25,4
Ensemble	18,6	18,8	18,9	19,1	19,1	18,7	19,1	19,0	19,1	19,3	19,6	20,3	20,5	21,0

<i>Tailles</i>	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93	Evolution 1966=100
Moins de 50 salariés	16,7	15,8	14,7	11,3	10,4	10,7	11,1	10,6	9,8	10,3	9,8	9,3	9,0	70
De 50 à 99 salariés	14,1	14,4	14,5	13,8	13,3	13,0	12,8	12,5	12,3	12,2	11,2	10,9	10,8	99
De 100 à 199 salariés	17,2	17,8	17,5	17,1	16,7	16,7	16,2	16,1	16,8	16,2	15,6	15,7	16,3	130
De 200 à 499 salariés	21,9	22,5	22,5	22,3	22,4	22,3	21,9	21,7	21,9	22,2	21,4	20,9	21,3	129
De 500 à 999 salariés	25,6	26,4	27,0	26,2	24,7	24,9	25,6	25,6	25,9	25,2	25,8	25,9	27,2	145
Plus de 1000 salariés	26,5	28,4	28,0	25,7	24,5	24,9	25,6	25,4	23,8	25,0	24,6	25,5	25,1	109
Ensemble	21,8	22,6	22,4	21,4	20,9	21,0	21,3	21,0	20,9	20,5	20,2	20,4	20,7	111

Tableau IV.21 Les principales configurations électorales avec une liste CFDT (en valeurs absolues, 1992-93)*

	Collèges 1					Collèges 2					Tous collèges					
	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages	Concur-	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages	Concur-	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages	Concur-	
Liste unique	1 989	219 660	145 471	145 471		999	59 097	36 438	36 438		2 988	278 757	181 909	181 909		
Duels	CGT	1 326	265 790	192 545	90 076	102 469	310	34 890	24 333	15 216	9 117	1 636	300 680	216 878	105 292	111 586
	CFDT	2 726	482 303	334 757	166 045		1 583	162 905	110 061	57 433		4 309	645 208	444 818	223 478	
	CFTC	266	36 949	25 712	14 128	11 584	213	20 013	13 133	6 719	6 414	479	56 962	38 845	20 847	17 998
	FO	624	106 226	71 087	40 107	30 980	284	29 169	20 342	10 283	10 059	908	135 395	91 429	50 390	41 039
	CGC	55	5 685	3 775	2 414	1 361	447	49 864	33 770	16 588	17 182	502	55 549	37 545	19 002	18 543
	AS	138	24 752	16 031	6 997	9 034	150	16 315	10 624	5 329	5 295	288	41 067	26 655	12 326	14 329
	N-S	317	42 901	25 607	12 323	13 284	179	12 654	7 859	3 298	4 561	496	55 555	33 466	15 621	17 845
Triangulaires	CGT	987	376 125	268 206	87 691	105 934	455	103 441	74 316	30 188	18 498	1 442	479 566	342 522	117 879	124 432
	CFDT	1 187	431 390	304 585	101 726		782	159 239	114 511	44 903		1 969	590 629	419 096	146 629	
	CFTC	276	92 586	67 461	23 114	18 585	167	32 605	23 537	9 142	6 670	443	125 191	90 998	32 256	25 255
	FO	840	307 358	220 081	75 748	58 951	350	64 472	46 983	18 855	13 505	1 190	371 830	267 064	94 603	72 456
	CGC	61	15 023	10 726	4 208	2 687	409	84 986	60 906	23 550	21 684	470	100 009	71 632	27 758	24 371
	AS	124	46 756	32 454	9 243	12 937	132	25 436	18 735	6 658	7 404	256	72 192	51 189	15 901	20 341
	N-S	86	24 932	10 242	3 448	3 765	51	7 538	4 545	1 413	1 847	137	32 470	14 787	4 861	5 612
Quatre et plus	CGT	515	565 459	399 885	98 300	156 741	504	294 490	214 024	61 744	46 208	1 019	859 949	613 909	160 044	202 949
	CFDT	557	578 460	407 864	100 875		641	337 322	242 713	70 917		1 198	915 782	650 577	171 792	
	CFTC	438	522 717	370 695	90 836	33 567	405	238 389	174 187	50 155	17 871	843	761 106	544 882	140 991	51 438
	FO	517	552 274	388 068	97 189	58 924	536	296 230	216 156	62 902	32 286	1 053	848 504	604 224	160 091	91 210
	CGC	89	43 894	27 871	7 842	4 790	472	268 684	191 579	53 034	37 887	561	312 578	219 450	60 876	42 677
	AS	187	338 410	245 835	55 764	49 236	269	166 415	121 463	31 734	35 575	456	504 825	367 298	87 498	84 811
	N-S	43	36 122	14 793	4 134	3 731	33	15 584	7 220	2 376	1 969	76	51 706	22 013	6 510	5 700
Ensemble	CGT	2 828	1 207 374	860 636	276 067	365 144	1 269	432 821	312 673	107 148	73 823	4 097	1 640 195	1 173 309	383 215	438 967
	CFDT	6 459	1 711 813	1 192 677	514 117		4 005	718 563	503 723	209 691		10 464	2 430 376	1 696 400	723 808	
	CFTC	980	652 252	463 868	128 078	63 736	785	291 007	210 857	66 016	30 955	1 765	943 259	674 725	194 094	94 691
	FO	1 981	965 858	679 236	213 044	148 855	1 170	389 871	283 481	92 040	55 850	3 151	1 355 729	962 717	305 084	204 705
	CGC	205	64 602	42 372	14 464	8 838	1 328	403 534	286 255	93 172	76 753	1 533	468 136	328 627	107 636	85 591
	AS	449	409 918	294 320	72 004	71 207	551	208 166	150 822	43 721	48 274	1 000	618 084	445 142	115 725	119 481
	N-S	446	103 955	50 642	19 905	20 780	263	35 776	19 624	7 087	8 377	709	139 731	70 266	26 992	29 157
	25 504	3 703 301	2 449 675			24 967	1 570 540	1 050 794			50 471	5 273 841	3 500 469			

* Pour un exemple de lecture, cf. la note sous le tableau III.21, p 82.

Tableau IV.22 Structure des configurations électorales avec une liste CFDT (en pourcentage des inscrits, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous Collèges		
		%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation
Liste unique		30,8	12,8	33,8	24,9	8,2	38,3	28,6	11,5	34,7
Duels	CGT	20,5	15,5	27,6	7,7	4,9	30,3	15,6	12,4	27,9
	CFDT	42,2	28,2	30,6	39,5	22,7	32,4	41,2	26,5	31,1
	CFTC	4,1	2,2	30,4	5,3	2,8	34,4	4,6	2,3	31,8
	FO	9,7	6,2	33,1	7,1	4,1	30,3	8,7	5,6	32,5
	CGC	0,9	0,3	33,6	11,2	6,9	32,3	4,8	2,3	32,4
	Autres synd.	2,1	1,4	35,2	3,7	2,3	34,9	2,8	1,7	35,1
	Non-synd.	4,9	2,5	40,3	4,5	1,8	37,9	4,7	2,3	39,8
Triangulaires	CGT	15,3	22,0	28,7	11,4	14,4	28,2	13,8	19,7	28,6
	CFDT	18,4	25,2	29,4	19,5	22,2	28,1	18,8	24,3	29,0
	CFTC	4,3	5,4	27,1	4,2	4,5	27,8	4,2	5,2	27,3
	FO	13,0	18,0	28,4	8,7	9,0	27,1	11,4	15,3	28,2
	CGC	0,9	0,9	28,6	10,2	11,8	28,3	4,5	4,1	28,4
	Autres synd.	1,9	2,7	30,6	3,3	3,5	26,3	2,4	3,0	29,1
	Non-synd.	1,3	1,5	58,9	1,3	1,0	39,7	1,3	1,3	54,5
Quatre et plus	CGT	8,0	33,0	29,3	12,6	41,0	27,3	9,7	35,4	28,6
	CFDT	8,6	33,8	29,5	16,0	46,9	28,0	11,4	37,7	29,0
	CFTC	6,8	30,5	29,1	10,1	33,2	26,9	8,1	31,3	28,4
	FO	8,0	32,3	29,7	13,4	41,2	27,0	10,1	34,9	28,8
	CGC	1,4	2,6	36,5	11,8	37,4	28,7	5,4	12,9	29,8
	Autres synd.	2,9	19,8	27,4	6,7	23,2	27,0	4,4	20,8	27,2
	Non-synd.	0,7	2,1	59,0	0,8	2,2	53,7	0,7	2,1	57,4
Ensemble	CGT	43,8	70,5	28,7	31,7	60,2	27,8	39,2	67,5	28,5
	CFDT	100,0	100,0	30,3	100,0	100,0	29,9	100,0	100,0	30,2
	CFTC	15,2	38,1	28,9	19,6	40,5	27,5	16,9	38,8	28,5
	FO	30,7	56,4	29,7	29,2	54,3	27,3	30,1	55,8	29,0
	CGC	3,2	3,8	34,4	33,2	56,2	29,1	14,7	19,3	29,8
	Autres synd.	7,0	23,9	28,2	13,8	29,0	27,5	9,6	25,4	28,0
	Non-synd.	6,9	6,1	51,3	6,6	5,0	45,1	6,8	5,7	49,7
Ensemble	25,3	46,2	33,9	16,0	45,8	33,1	20,7	46,1	33,6	

* Pour un exemple de lecture, cf la note sous le tableau III.22, p 83.

Tableau IV.23 Scores des listes CFDT et de leurs principaux concurrents en fonction des configurations électorales
(en pourcentage des suffrages exprimés, 1992-93)

		Collèges 1			Collèges 2			Tous collèges		
		% CFDT	% Concurrents	Concurrent (100=CFDT)	% CFDT	% Concurrents	Concurrent (100=CFDT)	% CFDT	% Concurrents	Concurrent (100=CFDT)
Liste unique		100,0			100,0			100,0		
Duels	CGT	46,8	53,2	114	62,5	37,5	60	48,5	51,5	106
	CFDT	49,6			52,2			50,2		
	CFTC	54,9	45,1	82	51,2	48,8	95	53,7	46,3	86
	FO	56,4	43,6	77	50,6	49,4	98	55,1	44,9	81
	CGC	63,9	36,1	56	49,1	50,9	104	50,6	49,4	98
	Autres synd.	43,6	56,4	129	50,2	49,8	99	46,2	53,8	116
	Non-synd.	48,1	51,9	108	42,0	58,0	138	46,7	53,3	114
Triangulaires	CGT	32,7	39,5	121	40,6	24,9	61	34,4	36,3	106
	CFDT	33,4			39,2			35,0		
	CFTC	34,3	27,5	80	38,8	28,3	73	35,4	27,8	78
	FO	34,4	26,8	78	40,1	28,7	72	35,4	27,1	77
	CGC	39,2	25,1	64	38,7	35,6	92	38,8	34,0	88
	Autres synd.	28,5	39,9	140	35,5	39,5	111	31,1	39,7	128
	Non-synd.	33,7	36,8	109	31,1	40,6	131	32,9	38,0	115
Quatre et plus	CGT	24,6	39,2	159	28,8	21,6	75	26,1	33,1	127
	CFDT	24,7			29,2			26,4		
	CFTC	24,5	9,1	37	28,8	10,3	36	25,9	9,4	36
	FO	25,0	15,2	61	29,1	14,9	51	26,5	15,1	57
	CGC	28,1	17,2	61	27,7	19,8	71	27,7	19,4	70
	Autres synd.	22,7	20,0	88	26,1	29,3	112	23,8	23,1	97
	Non-synd.	27,9	25,2	90	32,9	27,3	83	29,6	25,9	88
Ensemble	CGT	32,1	42,4	132	34,3	23,6	69	32,7	37,4	115
	CFDT	43,1			41,6			42,7		
	CFTC	27,6	13,7	50	31,3	14,7	47	28,8	14,0	49
	FO	31,4	21,9	70	32,5	19,7	61	31,7	21,3	67
	CGC	34,1	20,9	61	32,5	26,8	82	32,8	26,0	80
	Autres synd.	24,5	24,2	99	29,0	32,0	110	26,0	26,8	103
	Non-synd.	39,3	41,0	104	36,1	42,7	118	38,4	41,5	108

* Pour un exemple de lecture, cf. sous le tableau III.23, p 84.

Tableau IV.24 Implantation et audience effective de la CFDT par branches économiques
(Ensemble des collèges, 1992-93)

<i>branche :</i>	<i>Implantation :</i>			Par scrutins			Audience effective
	Total	CFDT	Taux (%)	Total	CFDT	Taux (%)	
Agriculture, sylviculture...	142	33	23	16 036	6 043	37,7	59,6
Industrie de la viande et du lait	566	150	27	106 221	40 535	38,2	55,9
Autres produits alimentaires	794	197	25	131 025	49 764	38,0	42,9
Combustibles minéraux...	2	2	100	603	603	100,0	11,5
Pétrole, gaz naturel	37	23	62	11 376	9 759	85,8	42,1
Electricité, gaz et eau	119	49	41	27 562	13 462	48,8	41,1
Métaux ferreux, transf. acier	161	73	45	62 614	49 189	78,6	36,6
Minerais, métaux non ferreux	125	56	45	32 477	23 042	70,9	36,2
Matériaux de construction...	436	104	24	54 086	17 728	32,8	41,2
Industrie du verre	124	47	38	41 930	29 390	70,1	25,5
Chimie, fibres synthétiques	293	133	45	77 566	52 443	67,6	36,3
Parachimie, industrie pharma.	498	131	26	115 363	48 828	42,3	42,2
Fonderie, travail des métaux	1 034	218	21	167 163	57 469	34,4	46,0
Construction mécanique	1 127	278	25	189 388	85 315	45,0	45,1
Cons. électrique et électronique	1 015	326	32	297 385	163 589	55,0	41,7
Autos, mat. transport terrestre	450	177	39	257 977	191 946	74,4	26,0
Cons. navale, aéronautique...	159	79	50	105 730	81 490	77,1	27,5
Textile et habillement	987	221	22	138 757	46 462	33,5	48,2
Cuir et chaussure	205	44	21	35 470	10 281	29,0	56,2
Bois, meubles, industries div.	604	103	17	84 366	24 332	28,8	57,4
Papier et carton	426	70	16	76 482	19 574	25,6	37,2
Imprimerie, presse, édition	411	71	17	73 975	29 735	40,2	28,7
Caoutchouc, plastiques.	629	140	22	140 617	65 416	46,5	42,6
Bâtiment, génie civil...	1 784	239	13	257 637	59 932	23,3	42,3
Commerce de gros alimentaire	517	82	16	78 912	21 876	27,7	53,9
Commerce de gros non-alim.	1 253	193	15	165 805	38 084	23,0	50,7
Commerce détail alimentaire	1 127	148	13	200 768	38 609	19,2	45,5
Commerce détail non-alim.	660	88	13	123 044	34 288	27,9	39,6
Répar., commerce de l'auto.	489	52	11	50 264	8 683	17,3	38,9
Hôtels, cafés, restaurants	397	96	24	73 225	39 043	53,3	36,4
Transports	1 432	393	27	500 388	375 208	75,0	27,8
Postes et télécommunications	9	5	56	2 978	2 509	84,3	32,3
Services marchands aux entrepr.	1 822	443	24	368 966	145 542	39,4	49,2
Services marchands aux particul.	2 437	792	32	389 940	173 735	44,6	53,7
Location, crédit-bail immobilier	187	43	23	27 344	8 703	31,8	46,5
Assurances	316	137	43	110 251	79 334	72,0	45,6
Organismes financiers	764	496	65	310 575	262 041	84,4	39,4
Services non marchands	1 692	958	57	369 575	272 214	73,7	40,9
Ensemble	25 230	6 890	27,3	5 273 841	2 676 196	50,7	39,0

* Lecture du tableau, cf. note sous le tableau III.24, p...

Tableau IV.25 Implantation et audience effective de la CFDT par régions
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Régions :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	CFDT	Taux (%)	Total	CFDT	Taux (%)	
Alsace	892	261	29	207 903	112 862	54,3	41,5
Aquitaine	1 016	260	26	181 042	83 053	45,9	39,3
Auvergne	489	125	26	103 987	55 894	53,8	44,3
Bourgogne	782	190	24	143 385	64 163	44,7	43,5
Bretagne	1 152	435	38	208 769	116 252	55,7	54,0
Centre	1 265	245	19	236 841	91 416	38,6	38,9
Champagne-Ardennes	707	195	28	130 341	60 650	46,5	39,8
Franche-Comté	490	131	27	107 499	61 889	57,6	33,9
Languedoc-Roussillon	688	190	28	116 195	57 814	49,8	36,3
Limousin	283	53	19	52 148	18 971	36,4	35,2
Lorraine	1 130	368	33	237 074	122 103	51,5	45,5
Midi-Pyrénées	936	284	30	177 719	90 661	51,0	35,7
Nord	1 746	628	36	398 662	225 995	56,7	32,6
Basse-Normandie	638	182	29	113 554	50 827	44,8	55,6
Haute-Normandie	784	168	21	158 703	59 032	37,2	35,3
Ile de France	4 436	1 053	24	1 231 116	703 225	57,1	31,8
Pays de Loire	1 589	521	33	315 130	168 430	53,4	52,1
Picardie	892	222	25	169 918	73 958	43,5	38,2
Poitou-Charentes	696	154	22	115 931	45 632	39,4	43,9
Provence-Côte d'Azur	1 379	334	24	262 921	118 584	45,1	31,7
Rhône-Alpes	2 949	789	27	564 107	276 878	49,1	43,7
Ensemble	25 230	6 890	27,3	5 273 841	2 676 196	50,7	39,0

Tableau IV.26 Implantation et audience effective de la CFDT par taille d'entreprise
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Tailles :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	CFDT	Taux (%)	Total	CFDT	Taux (%)	
Moins de 50 salariés	1 665	191	11	62 323	7 433	11,9	72,8
De 50 à 99 salariés	9 391	1 478	16	652 545	106 447	16,3	63,1
De 100 à 199 salariés	7 558	1 985	26	1 005 763	273 405	27,2	56,4
De 200 à 499 salariés	4 813	2 009	42	1 394 763	613 447	44,0	45,4
De 500 à 999 salariés	1 227	765	62	824 281	527 139	64,0	40,6
Plus de 1000 salariés	576	462	80	1 334 166	1 148 325	86,1	27,9
Ensemble	25 230	6 890	27,3	5 273 841	2 676 196	50,7	42,7

Chapitre V.

L'audience de la CFTC

En décembre 1964, la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) décidait de se "déconfessionnaliser" et, pour symboliser ce changement, elle devenait la CFDT (cf. chapitre IV). Une minorité décidait de "maintenir" la CFTC et faisait scission.

Les candidats de la "CFTC-maintenue" obtenaient 2,3% des suffrages aux élections des CE de 1966-67. Jusqu'en 1984, elle a connu une hausse lente de ses scores sans jamais parvenir à percer. Depuis lors, elle semble plutôt en recul (tableaux 1-2).

La CFTC garde encore aujourd'hui les traces de ses origines. Elle a été créée autour des mineurs, de quelques équipes d'employés des banques, des organismes sociaux et de quelques grands magasins et, en 1965, sa base de départ se trouvait surtout dans les trois départements d'Alsace-Lorraine ainsi que dans le Nord. Aujourd'hui encore, elle réalise ses meilleurs scores dans les mines, les services non-marchands, les banques et quelques établissements industriels de l'Est et du Nord (tableaux 3-6). Dans les deux départements alsaciens, elle ravit même la troisième place à FO et fait jeu presque égal avec la CGT, mais elle se trouve très largement devancée par la CFDT (tableaux 7-10). Partout ailleurs, elle arrive en quatrième position si l'on fait abstraction de la CGC qui la devance dans plus de la

moitié des départements français alors que cette dernière n'est pratiquement candidate que dans les seconds collèges.

L'analyse des configurations électorales montre la place marginale occupée par la CFTC dans le paysage social français (tableaux 13-15) : elle ne participe qu'à 3 368 scrutins (6,7% du total des consultations) et ses listes s'adressent à moins de 1,2 millions d'électeurs (21,7% du corps électoral) ; de plus, dans ces scrutins, elle se trouve soumise à une forte concurrence : 84% de ses électeurs potentiels se voient offrir au moins deux autres listes ; enfin, elle arrive en dernière position quelles que soient ses concurrentes...

La CFTC a bénéficié de la loi sur la section syndicale d'entreprise (décembre 1968), puis de la loi sur la démocratisation du secteur public (juillet 1983) qui lui ont permis de s'implanter dans certaines grandes entreprises. Mais, soumise à une vive concurrence, elle n'a convaincu qu'une petite frange de salariés et n'a guère dépassé le stade du témoignage.

Tableau V.1 Evolution de l'audience de la CFTC depuis 1966
(en pourcentage des suffrages exprimés)

Années	Collèges 1	2	Tous collèges	Années	Collèges 1	2	Tous collèges
1966-67	2,2	2,9	2,3	1980-81	2,6	4,0	3,0
1967-68	2,7	2,7	2,7	1981-82	2,8	3,6	3,0
1968-69	2,8	3,0	2,9	1982-83	3,2	4,2	3,5
1969-70	2,6	3,2	2,7	1983-84	3,6	4,8	3,9
1970-71	2,3	3,0	2,4	1984-85	4,1	5,2	4,2
1971-72	2,3	2,8	2,4	1985-86	4,2	5,1	4,3
1972-73	2,5	3,0	2,6	1986-87	4,1	4,8	4,3
1973-74	2,6	3,0	2,7	1987-88	4,1	4,8	4,3
1974-75	2,5	3,1	2,7	1988-89	3,9	4,7	4,2
1975-76	2,6	3,2	2,7	1989-90	3,9	4,6	4,1
1976-77	2,8	3,2	2,9	1990-91	3,8	4,5	4,0
1977-78	2,8	3,3	2,9	1991-92	4,3	4,6	4,4
1978-79	2,8	3,5	2,9	1992-93	4,5	4,7	4,6
1979-80	2,7	4,2	3,1	Evolution	204	160	200

Tableau V.2 Graphique : évolution de l'audience de la CFTC depuis 1966
(en pourcentage des suffrages exprimés)

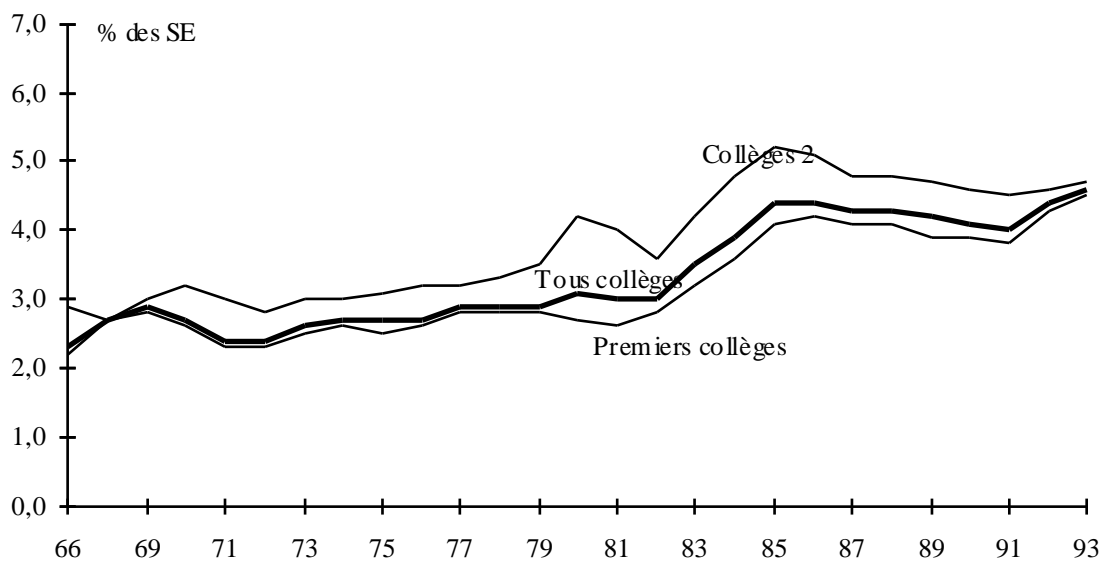


Tableau V.3 L'audience de la CFTC par branches économiques (en pourcentage des exprimés, par collèges, NAE-59, 1966-1979)

<i>Branches</i>	1966-67		1972-73		1974-75		1978-79		Evolution 79/66	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
01. Eau, gaz, électricité	4,2	2,1	—	—	0,3	0,8	0,3	0,5	6	26
02. Pétroles, carburants liquides	10,2	7,7	5,3	12,0	2,8	2,3	1,9	1,1	19	14
03 Combustibles minéraux solides	12,7	—	—	—	—	13,9	—	16,4	—	—
10. Pêche, agriculture, forêt	—	—	—	—	0,2	1,0	0,9	1,7	—	—
13. Extraction de minerais divers	2,0	—	—	—	1,8	0,0	4,3	—	217	—
29. Production des métaux	0,4	—	1,7	1,5	2,2	2,3	3,3	2,9	823	—
36. Première transformation des métaux	0,8	0,5	1,5	1,0	1,1	1,5	1,1	1,2	139	236
37. Mécanique générale, articles métalliques...	0,9	0,7	1,0	0,4	1,3	1,2	1,6	1,2	180	169
38. Construction de machines, navale, auto.	0,9	1,8	1,1	1,3	1,7	1,6	1,9	1,8	208	102
39. Construction électrique	1,6	1,5	1,3	2,3	1,5	2,2	1,6	2,0	100	134
42. Verre, céramique, matériaux de const.	1,5	1,9	1,9	1,5	3,0	1,4	2,7	2,8	178	146
45. Bâtiment et travaux publics	1,8	1,0	0,6	0,7	0,9	0,8	1,4	1,5	79	147
52. Industrie chimique	2,0	2,9	2,9	2,5	2,9	2,7	2,9	3,4	144	116
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	2,2	5,9	2,3	2,3	2,6	2,1	4,1	2,0	185	34
66. Industrie textile	2,3	1,3	3,4	3,9	3,7	4,1	1,8	2,3	80	175
67. Habillement et travail des étoffes	1,5	1,3	2,1	1,7	1,3	1,2	1,5	3,0	102	233
68. Cuir et peaux	4,9	4,3	2,5	0,0	2,7	4,1	3,9	2,0	80	47
71. Industries agricoles et alimentaires	1,3	0,6	1,1	1,0	1,6	1,8	2,1	1,9	161	314
76. Industries du bois et ameublement	0,2	—	1,3	0,4	0,6	0,7	1,4	2,1	698	—
77. Papier, carton	2,2	4,4	2,0	3,9	1,6	3,0	1,9	2,4	88	54
78. Industries polygraphiques	3,8	0,6	1,9	0,5	2,1	0,8	1,0	1,6	26	265
79. Industries diverses	1,4	3,0	0,6	0,0	0,7	0,6	1,6	2,5	112	84
80. Transports	—	—	3,0	4,2	2,3	2,9	2,0	2,5	—	—
90. Commerces agricoles et alimentaires	1,9	2,2	3,4	1,8	2,1	0,9	2,4	1,3	124	61
91. Commerces non alimentaires	5,3	2,0	3,1	1,4	3,0	2,0	2,8	1,6	52	81
96. Banques et assurances	10,5	11,7	10,2	8,5	8,1	7,3	7,2	7,4	69	63
97. Spectacles	—	—	—	—	0,6	0,8	3,3	0,4	—	—
98. Hygiène, services domestiques	—	—	—	—	1,2	0,8	4,5	10,5	—	—
99. Professions libérales	4,2	3,7	6,1	6,3	6,5	11,3	7,0	10,8	166	292
Ensemble	2,2	2,9	2,5	3,0	2,5	3,0	2,8	3,5	127	121

Tableau V.4 L'audience de la CFTC par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1979, NAE-59)

<i>Branches</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79
01. Eau, gaz, électricité	3,9	4,3	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3
02. Pétroles, carburants liquides	9,5	9,6	5,9	5,6	6,8	8,1	8,3	4,4	2,6	2,3	2,2	2,3	1,5
03 Combustibles minéraux solides	6,4	0,0	0,0	—	—	—	—	0,0	9,8	9,8	13,3	12,8	12,0
10. Pêche, agriculture, forêt	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	1,0	1,3	1,0	1,1
13. Extraction de minerais divers	1,8	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	1,6	1,7	2,3	3,1	3,4
29. Production des métaux	0,3	0,0	1,6	3,9	3,3	1,6	1,6	1,3	2,2	2,1	2,4	3,1	3,2
36. Première transformation des métaux	0,8	0,8	1,0	2,6	2,4	1,2	1,4	1,3	1,2	1,2	1,3	1,3	1,1
37. Mécanique générale, articles métalliques...	0,9	0,6	1,3	1,1	0,6	0,9	0,8	0,9	1,2	1,4	1,5	1,7	1,5
38. Construction de machines, navale, autos...	1,1	0,7	0,8	0,7	0,8	0,9	1,1	1,5	1,7	1,9	2,5	2,6	1,9
39. Construction électrique	1,6	1,6	1,4	0,6	0,5	0,8	1,6	1,8	1,7	1,7	1,3	1,6	1,7
42. Verre, céramique, matériaux de cons.	1,5	1,3	1,6	2,4	2,6	2,3	1,9	2,5	2,7	2,5	2,5	2,7	2,7
45. Bâtiment et travaux publics	1,7	1,1	0,7	1,0	1,3	1,0	0,6	0,8	0,9	0,8	1,0	1,3	1,4
52. Industrie chimique	2,2	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,8	2,8	2,9	2,9	3,3	3,6	3,0
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	2,8	2,5	3,2	4,1	1,5	2,6	2,2	2,6	2,6	2,6	3,1	2,5	3,7
66. Industrie textile	2,2	4,6	4,4	2,6	2,5	3,5	3,5	3,8	3,8	2,9	3,2	2,2	1,9
67. Habillement et travail des étoffes	1,5	2,3	3,3	2,6	2,5	2,2	2,0	2,0	1,3	1,3	1,6	1,4	1,6
68. Cuirs et peaux	4,8	5,7	2,4	2,7	3,1	2,6	2,3	2,6	2,9	2,4	1,9	1,5	3,7
71. Industries agricoles et alimentaires	1,2	1,6	1,8	1,5	1,1	1,0	1,1	1,8	1,6	1,8	2,1	1,9	2,0
76. Industries du bois et ameublement	0,2	1,8	1,9	1,2	1,4	1,1	1,2	1,2	0,6	0,9	1,2	1,5	1,5
77. Papier, carton	2,5	2,8	2,8	1,8	2,0	2,0	2,3	2,2	1,8	2,0	1,9	1,7	2,0
78. Industries polygraphiques	3,3	2,8	2,8	3,1	2,2	2,1	1,6	1,7	1,8	1,7	2,0	1,1	1,1
79. Industries diverses	1,6	2,3	1,7	1,6	1,3	0,4	0,6	0,8	0,7	0,8	0,7	1,2	1,7
80. Transports	0,0	0,0	4,2	4,4	2,7	3,3	3,2	2,2	2,4	2,4	2,4	1,9	2,1
90. Commerces agricoles et alimentaires	1,9	2,2	3,0	3,3	2,7	3,0	3,1	2,5	1,9	2,3	2,5	2,6	2,2
91. Commerces non alimentaires	4,4	4,5	3,9	3,4	2,8	2,1	2,7	2,7	2,7	2,5	2,4	2,3	2,4
96. Banques et assurances	10,9	10,7	11,2	9,8	9,3	9,6	9,5	8,8	7,8	6,8	7,0	6,8	7,3
97. Spectacles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	3,0	3,1	2,0	2,3
98. Hygiène, services domestiques	0,0	0,0	0,0	1,1	0,9	0,0	0,0	2,2	1,1	1,0	1,3	5,6	5,1
99. Professions libérales	4,1	5,8	5,9	5,9	6,0	5,7	6,2	6,7	7,5	7,6	7,5	7,5	7,9
Ensemble	2,3	2,7	2,9	2,7	2,4	2,4	2,6	2,7	2,7	2,7	2,9	2,9	2,9

Tableau V.5 L'audience de la CFTC par branches économiques
(en pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, NAP-40, 1981-93)

<i>Branches</i>	1981-82		1992-93		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
1. Agriculture, sylviculture...	2,5	2,0	1,0	1,3	40	64
2. Industrie de la viande et du lait	3,4	3,5	2,6	2,8	76	80
3. Autres produits alimentaires	1,5	1,1	2,4	2,4	156	220
4. Combustibles minéraux...	10,6	4,3	15,4	38,5	146	902
5. Pétrole, gaz naturel	3,3	4,3	1,4	1,6	41	36
6. Electricité, gaz et eau	0,3	0,0	1,3	2,0	412	—
7. Métaux ferreux, transf. acier	2,5	2,5	1,9	2,6	77	104
8. Minerais, métaux non ferreux	0,8	1,5	2,0	2,2	241	143
9. Matériaux de construction...	1,8	1,8	2,0	1,5	114	82
10. Industrie du verre	4,8	8,6	4,0	2,6	82	30
11. Chimie, fibres synthétiques	4,3	5,1	4,2	4,7	98	92
12. Parachimie, industrie pharm.	2,3	2,8	2,4	1,9	104	65
13. Fonderie, travail des métaux	2,0	2,8	2,1	2,9	105	103
14. Construction mécanique	1,4	2,1	2,2	1,9	155	90
15. Cons. électrique et électronique	1,5	1,2	3,1	3,1	199	261
16. Autos, matériel transport terrestre	2,0	0,9	8,9	6,2	455	664
17. Cons. navale, aéronautique...	3,1	2,5	5,7	6,6	185	262
18. Industrie textile et habillement	1,9	1,7	5,0	3,1	257	175
19. Industrie cuir et chaussure	7,7	3,8	8,2	4,5	107	119
20. Bois, meubles, industries diverses	1,5	1,9	2,7	2,3	187	117
21. Papier et carton	2,9	1,5	2,7	2,9	91	191
22. Imprimerie, presse, édition	0,4	1,3	1,1	1,8	254	136
23. Caoutchouc, plastiques.	1,4	1,8	2,7	1,9	192	107
24. Bâtiment, génie civil...	1,4	1,1	2,1	1,9	149	176
25. Commerce de gros alimentaire	0,8	1,2	2,9	2,9	376	244
26. Commerce de gros non-aliment.	2,0	2,7	1,6	1,8	81	64
27. Commerce détail alimentaire	2,8	1,3	8,2	1,7	290	129
28. Commerce détail non-alimentaire	4,8	1,6	9,3	2,6	192	158
29. Répar., commerce de l'automobile	0,9	0,7	2,0	2,7	214	382
30. Hôtels, café, restaurants	4,8	3,5	5,0	4,7	103	135
31. Transports	2,2	2,9	4,8	4,7	216	161
32. Postes et télécommunications	6,6	2,5	8,8	9,1	134	362
33. Services marchands aux entreprises	3,3	2,6	4,4	3,5	132	132
34. Services marchands aux particuliers	4,3	3,4	4,6	5,9	106	175
35. Location, crédit-bail immobilier	2,2	4,4	4,8	2,8	216	64
36. Assurances	2,3	0,6	1,9	2,2	82	344
37. Organismes financiers	5,8	7,1	7,4	8,2	129	115
38. Services non marchands	7,1	15,7	7,7	12,5	108	79
Toutes branches	2,8	4,1	4,5	4,7	161	115

Tableau V.6 L'audience de la CFTC par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1981-1993, NAP-40)

Branches	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1981=100
1. Agriculture, sylviculture, pêche	2,4	2,7	3,7	4,8	4,3	3,8	3,8	2,6	3,2	2,2	1,4	1,0	44
2. Industrie de la viande et du lait	3,4	3,2	3,1	3,0	3,0	2,9	2,4	2,7	3,0	2,5	3,0	2,6	76
3. Autres produits alimentaires	1,4	1,4	1,8	2,0	2,0	1,9	1,5	1,8	1,4	1,5	2,2	2,4	166
4. Combustibles minéraux...	8,4	0,0	0,0	17,2	17,2	9,1	9,1	9,7	9,7	5,2	12,9	19,3	229
5. Pétrole, gaz naturel	3,9	5,6	5,4	8,2	8,7	7,8	7,5	6,1	5,3	5,8	5,3	1,5	39
6. Electricité, gaz et eau	0,2	1,1	1,6	1,1	0,6	0,9	0,9	1,0	0,8	1,0	1,4	1,5	663
7. Métaux ferreux, transformation acier	2,5	2,6	3,1	3,2	2,6	2,4	1,9	1,8	2,9	2,8	2,5	2,2	87
8. Minerais, métaux non ferreux	1,0	1,5	1,6	2,3	2,4	2,4	2,9	3,1	2,9	2,9	2,7	2,0	205
9. Matériaux de construction...	1,8	2,1	1,9	1,8	1,8	1,9	2,1	1,9	1,4	1,6	1,5	1,9	107
10. Industrie du verre	5,5	5,1	4,7	4,6	4,2	4,7	3,8	3,8	3,7	4,0	3,7	3,7	67
11. Chimie, fibres synthétiques	4,5	5,8	6,5	6,4	6,5	5,9	5,8	5,0	5,5	5,5	4,2	4,4	97
12. Parachimie, industrie pharmac.	2,5	3,1	4,1	4,5	3,3	3,9	3,5	3,6	3,7	3,2	2,9	2,2	87
13. Fonderie, travail des métaux	2,2	2,2	1,9	2,7	2,7	2,2	2,1	3,0	2,8	2,3	2,4	2,3	105
14. Construction mécanique	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	2,1	2,2	2,1	2,2	2,2	2,1	132
15. Construction électrique et électron.	1,4	1,8	1,8	1,9	2,0	2,0	2,2	2,8	3,0	2,9	3,1	3,1	217
16. Autos, matériels transp. terrestre	1,7	2,8	3,5	4,2	5,8	4,9	4,8	5,1	5,1	5,3	6,4	8,3	474
17. Construction navale, aéronautique...	2,9	1,9	2,7	4,5	4,2	3,2	3,3	2,9	4,4	4,4	5,3	6,2	217
18. Industrie textile et habillement	1,9	2,4	2,7	3,1	3,0	3,3	3,6	3,3	2,9	3,0	4,2	4,7	245
19. Industrie cuir et chaussure	7,3	9,3	7,2	8,1	10,6	10,7	9,9	10,8	8,7	9,4	8,9	7,8	107
20. Bois, meubles, industrie diverses	1,5	2,0	2,1	1,8	1,7	2,0	1,9	2,0	1,4	1,4	1,9	2,6	173
21. Industrie du papier et du carton	2,7	2,9	2,6	2,5	3,1	2,9	2,4	2,1	2,8	3,3	3,1	2,7	100
22. Imprimerie, presse, édition	0,7	0,6	0,7	0,8	1,0	1,4	1,1	1,4	1,4	1,6	1,5	1,3	200
23. Caoutchouc, plastiques.	1,5	1,8	2,2	2,7	2,6	2,2	2,1	2,0	2,7	2,1	2,0	2,5	172
24. Bâtiment, génie civil...	1,3	1,4	1,9	1,9	1,8	1,5	1,9	1,5	1,6	2,2	2,1	2,0	154
25. Commerce de gros alimentaire	0,8	0,8	1,2	1,5	1,7	2,0	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0	2,9	341
26. Commerce de gros non-alimentaire	2,2	1,5	1,5	1,7	1,9	2,0	1,7	1,7	1,8	1,7	1,7	1,7	74
27. Commerce détail alimentaire	2,6	4,2	3,9	3,8	4,1	5,3	5,5	6,0	6,4	6,8	6,7	7,2	277
28. Commerce détail non-alimentaire	4,2	4,4	4,6	5,6	5,4	6,2	7,2	6,3	5,8	5,5	6,9	8,0	190
29. Réparation, commerce de l'auto.	0,9	1,0	1,2	1,5	1,7	1,8	1,8	1,5	2,8	2,9	2,4	2,2	253
30. Hôtels, café, restaurants	4,6	5,4	5,3	6,7	6,6	6,4	5,8	4,6	5,2	5,5	5,8	4,9	108
31. Transports	2,4	2,5	4,8	6,3	5,6	5,1	4,8	4,3	4,5	2,7	4,8	4,7	200
32. Postes et télécommunication	4,4	12,2	13,9	12,3	6,2	6,2	15,7	16,9	12,5	10,3	8,3	8,9	203
33. Services marchands aux entreprises	3,1	3,3	2,9	3,2	3,7	3,1	3,2	3,6	3,2	3,0	4,0	4,0	131
34. Services marchands aux particuliers	4,2	4,7	5,3	5,4	5,6	5,7	5,2	4,7	4,6	4,6	4,3	4,8	114
35. Location, crédit-bail immobiliers	2,6	2,1	2,1	3,3	4,2	4,6	4,4	3,4	2,9	2,7	3,7	4,3	163
36. Assurances	1,9	2,2	2,4	2,4	2,8	2,7	2,4	2,3	2,3	2,5	1,9	1,9	104
37. Organismes financiers	6,5	7,3	8,4	8,6	8,3	8,1	8,4	7,5	7,2	7,3	7,2	8,0	123
38. Services non marchands	9,3	10,9	11,6	10,9	10,5	10,2	9,8	9,6	8,9	9,2	9,6	9,0	97
Ensemble	3,0	3,5	3,9	4,4	4,4	4,3	4,3	4,2	4,1	4,0	4,4	4,6	154

Tableau V.7 L'audience de la CFTC dans les premiers collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	3,9	4,1	7,2	6,6	15,4	395
2. Aquitaine	0,8	1,2	13,7	1,8	2,2	278
3. Auvergne	1,6	1,1	6,7	1,0	1,5	92
4. Bourgogne	—	0,9	6,7	0,4	2,3	—
5. Bretagne	1,3	2,3	5,0	2,5	2,1	163
6. Centre	0,2	1,4	8,3	0,9	2,3	1158
7. Champagne-Ardennes	0,6	0,8	8,6	1,4	2,9	480
8. Franche-Comté	1,0	0,9	7,5	2,3	6,3	629
9. Languedoc-Roussillon	1,3	1,6	10,7	2,0	3,6	274
10. Limousin	—	0,0	11,3	0,6	0,7	—
11. Lorraine	3,8	3,2	6,4	5,5	7,9	207
12. Midi-Pyrénées	0,7	1,3	12,5	1,3	2,6	370
13. Nord	3,4	4,7	10,2	4,7	8,8	260
14. Basse-Normandie	0,3	2,5	7,4	3,0	6,0	2007
15. Haute-Normandie	0,8	1,3	6,8	0,9	1,6	205
16. Ile-de-France	4,5	4,0	8,0	3,6	4,2	93
17. Pays-de-Loire	0,9	1,3	6,4	2,4	4,0	445
18. Picardie	0,4	1,8	10,8	2,1	3,3	818
19. Poitou-Charentes	1,0	1,9	9,9	1,6	1,5	154
20. Provence-Côte d'Azur	1,2	2,1	13,8	3,0	5,1	426
21. Rhône-Alpes	0,6	1,4	1,8	2,1	2,7	455
France entière	2,2	2,5	2,5	2,8	4,5	205

Tableau V.8 L'audience de la CFTC dans les seconds collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	3,2	4,3	9,3	6,0	8,5	265
2. Aquitaine	1,4	1,8	14,7	3,0	2,0	146
3. Auvergne	0,8	0,6	9,2	3,2	3,6	451
4. Bourgogne	0,9	0,2	7,7	1,1	1,7	186
5. Bretagne	1,6	2,1	4,6	6,6	5,6	352
6. Centre	0,4	1,6	7,5	2,5	3,9	980
7. Champagne-Ardennes	0,9	0,3	10,8	2,9	4,3	477
8. Franche-Comté	3,4	1,0	5,1	2,1	11,7	345
9. Languedoc-Roussillon	2,9	2,9	13,6	2,7	3,5	120
10. Limousin	—	0,0	14,5	1,4	1,2	—
11. Lorraine	4,1	3,3	5,9	6,0	8,1	199
12. Midi-Pyrénées	—	1,8	14,5	4,3	4,8	—
13. Nord	2,7	5,5	7,9	6,2	7,3	271
14. Basse-Normandie	—	5,4	5,3	3,1	2,4	—
15. Haute-Normandie	0,6	4,2	8,8	2,3	4,3	718
16. Ile-de-France	4,3	3,6	7,9	3,2	4,6	107
17. Pays-de-Loire	2,1	1,3	8,2	3,2	4,5	213
18. Picardie	0,5	1,2	10,2	3,7	3,3	657
19. Poitou-Charentes	2,8	2,8	9,4	2,2	2,7	97
20. Provence-Côte d'Azur	1,5	2,7	14,6	3,9	4,8	321
21. Rhône-Alpes	1,4	2,0	2,5	3,0	3,1	220
France entière	2,9	3,0	3,0	3,5	4,7	162

Tableau V.9 L'audience de la CFTC par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1980)

<i>Régions</i>	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Alsace	3,8	4,0	4,9	5,1	5,2	4,2	4,1	4,6	4,7	5,8	6,1	6,7	6,5	6,5
Aquitaine	0,9	1,2	1,3	1,2	1,7	1,7	1,3	1,7	1,9	2,1	2,1	1,6	2,1	1,9
Auvergne	1,5	1,2	0,7	1,3	0,8	0,8	1,0	1,1	1,2	1,4	1,4	0,9	1,4	1,8
Bourgogne	0,1	0,3	0,4	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,1	1,1	1,1	0,9	0,6	0,5
Bretagne	1,3	1,7	2,1	2,9	2,5	2,4	2,3	2,0	2,7	3,3	3,5	3,0	3,2	2,7
Centre	0,2	0,3	0,3	0,9	1,1	1,3	1,4	1,0	1,5	1,4	1,3	1,4	1,1	1,3
Champagne-Ardennes	0,6	0,8	1,2	1,1	0,8	0,5	0,7	1,1	1,2	1,0	1,0	1,3	1,7	1,5
Franche-Comté	1,3	2,0	2,3	1,0	0,8	0,9	0,8	0,7	1,4	2,8	2,9	1,8	2,3	6,6
Languedoc-Roussillon	1,6	1,4	1,7	1,4	1,6	1,3	1,9	2,2	1,9	1,6	2,1	2,2	2,1	2,0
Limousin	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,7	0,7	0,5
Lorraine	3,8	5,1	4,3	6,0	5,2	3,6	3,2	3,1	3,9	4,0	4,7	5,3	5,6	5,6
Midi-Pyrénées	0,6	1,2	0,9	0,9	1,0	1,4	1,4	2,1	1,9	2,0	2,2	1,7	1,9	1,3
Nord	3,3	5,1	5,5	4,8	4,4	4,4	4,8	5,6	5,5	5,0	5,1	5,1	5,0	4,9
Basse-Normandie	0,3	2,6	2,6	2,9	3,6	2,9	2,9	4,2	4,0	3,9	3,3	2,8	3,0	3,1
Haute-Normandie	0,8	0,7	0,9	1,2	0,7	0,8	1,8	2,1	1,3	1,2	3,0	3,0	1,2	1,3
Ile-de-France	4,4	4,1	4,1	3,8	3,4	3,4	3,8	3,6	3,1	3,0	3,0	3,2	3,4	3,4
Pays-de-Loire	1,1	2,0	2,3	1,5	1,3	1,5	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,2	2,5	2,8
Picardie	0,4	0,3	0,8	1,4	1,4	1,6	1,7	2,2	2,4	2,7	2,9	2,6	2,4	3,1
Poitou-Charentes	1,2	1,6	1,2	1,2	1,4	1,7	2,0	1,8	1,4	1,7	1,6	1,3	1,7	1,8
Provence-Côte d'Azur	1,3	1,6	1,8	1,3	1,1	1,7	2,2	2,1	2,0	2,0	2,1	2,6	3,2	3,7
Rhône-Alpes	0,7	1,3	1,7	1,3	1,1	1,4	1,5	1,5	1,9	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2
Ensemble	2,3	2,7	2,9	2,7	2,4	2,4	2,6	2,7	2,7	2,7	2,9	2,9	2,9	2,9

Tableau V.10 L'audience de la CFTC par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1980-1993)

<i>Régions :</i>	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Alsace	6,2	7,2	11,5	11,1	11,2	12,0	11,7	10,7	10,8	11,2	10,3	10,8	13,8	363
Aquitaine	1,5	1,9	2,3	2,5	2,7	2,6	2,8	2,6	2,3	2,3	2,4	2,4	2,2	242
Auvergne	1,3	1,1	1,5	1,9	2,7	2,4	2,1	1,9	1,8	1,9	1,5	1,7	2,0	134
Bourgogne	0,6	0,8	0,8	1,0	1,3	1,5	1,7	1,4	1,6	1,9	1,6	1,9	2,2	1578
Bretagne	2,8	3,1	3,2	3,7	4,0	3,9	3,5	3,4	3,0	2,5	2,6	2,9	3,0	222
Centre	1,4	1,5	1,7	1,6	2,8	3,2	2,4	2,5	2,2	2,3	2,6	2,6	2,7	1198
Champagne-Ardennes	1,1	1,5	2,3	2,5	2,8	2,7	2,6	2,6	2,5	2,7	2,4	3,0	3,2	505
Franche-Comté	6,9	3,0	2,2	2,6	5,1	8,0	7,5	7,3	8,0	6,0	5,6	7,9	7,6	572
Languedoc-Roussillon	1,6	1,5	2,5	3,2	3,6	3,7	3,6	3,3	3,4	3,3	3,1	3,4	3,5	227
Limousin	0,5	0,3	0,4	1,1	1,4	1,2	1,7	1,8	1,5	1,3	0,9	0,8	0,8	—
Lorraine	5,5	5,7	6,4	7,2	8,1	7,5	7,4	7,8	7,6	7,3	7,1	7,6	7,9	207
Midi-Pyrénées	1,2	0,9	1,0	1,2	1,6	2,0	2,1	2,4	2,5	3,3	2,8	3,3	3,3	568
Nord	5,0	4,8	5,7	6,8	6,8	6,8	6,8	6,5	6,6	6,8	7,2	7,9	8,5	256
Basse-Normandie	3,1	3,6	4,1	4,0	4,3	4,1	4,1	4,4	4,1	5,0	5,1	5,0	5,2	1960
Haute-Normandie	1,3	0,9	1,0	1,4	1,3	0,9	1,9	2,1	1,8	1,6	2,4	2,3	2,4	306
Ile-de-France	3,2	3,2	3,7	4,5	4,9	4,6	4,3	4,4	4,2	4,0	4,0	4,4	4,4	98
Pays-de-Loire	2,9	3,1	3,9	4,0	4,1	3,9	4,2	4,1	3,9	3,6	3,7	4,3	4,1	373
Picardie	3,3	2,9	3,2	3,6	3,6	3,6	4,3	4,5	4,5	4,4	4,0	3,9	3,3	791
Poitou-Charentes	1,8	1,7	1,7	1,4	1,9	1,8	1,9	1,9	1,6	1,7	1,7	1,7	1,8	148
Provence-Côte d'Azur	3,4	2,9	3,4	4,3	4,7	4,3	4,1	4,0	3,7	3,8	4,4	4,8	5,0	399
Rhône-Alpes	2,1	2,2	2,2	2,5	3,1	2,9	3,1	3,1	3,2	3,2	2,5	2,6	2,8	386
Corse		0,0	7,0	0,0	0,7	7,1	9,9	8,6	6,7	4,8	11,6	10,0	7,9	—
Ensemble	3,0	3,0	3,5	3,9	4,4	4,4	4,3	4,3	4,2	4,1	4,0	4,4	4,6	199

Tableau V.11 Audience de la CFTC par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	1966-67		1974-75		1981-82		1992-93		Evolution 93/66		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
Moins de 50 salariés	0,7	1,0	1,4	1,3	1,9	3,2	0,8	1,9	117	191	44	60
De 50 à 99 salariés	1,2	1,6	1,8	3,0	2,0	4,8	2,1	3,8	175	239	105	80
De 100 à 199 salariés	1,6	1,9	2,1	3,4	2,4	4,4	3,3	4,6	205	241	138	103
De 200 à 499 salariés	1,8	2,2	2,6	3,0	3,0	3,4	4,1	3,9	230	176	139	114
De 500 à 999 salariés	2,1	2,3	2,6	2,7	3,1	2,3	5,7	3,8	274	166	183	166
Plus de 1000 salariés	2,9	3,9	3,1	3,3	3,1	3,5	7,0	6,3	242	162	229	178
Ensemble	2,2	2,9	2,5	3,0	2,8	4,1	4,5	4,7	205	162	161	115

Tableau V.12 Audience de la CFTC par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, tous collèges confondus, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
Moins de 50 salariés	0,8	—	—	—	—	—	—	—	1,4	1,6	1,7	2,1	2,4	2,6
De 50 à 99 salariés	1,3	1,6	1,8	1,8	1,8	1,6	1,5	1,7	2,1	2,2	2,3	2,4	2,5	2,6
De 100 à 199 salariés	1,6	1,9	2,1	2,0	1,8	1,9	2,1	2,3	2,3	2,4	2,5	2,5	2,4	2,5
De 200 à 499 salariés	1,9	2,5	2,7	2,5	2,4	2,4	2,6	2,8	2,7	2,6	2,7	2,7	2,8	2,8
De 500 à 999 salariés	2,1	2,8	3,0	2,9	2,4	2,4	2,3	2,5	2,6	2,4	2,5	2,4	2,8	2,6
Plus de 1000 salariés	3,1	3,3	3,5	3,3	3,0	3,0	3,4	3,3	3,2	3,4	3,7	3,9	3,8	4,2
Ensemble	2,3	2,7	2,9	2,7	2,4	2,4	2,6	2,7	2,7	2,7	2,9	2,9	2,9	2,9

<i>Tailles</i>	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93	Evolution 1966=100
Moins de 50 salariés	2,5	2,1	1,9	1,5	1,5	1,5	1,2	1,0	1,4	1,2	1,1	1,2	1,0	127
De 50 à 99 salariés	2,4	2,6	2,9	3,2	3,1	2,9	3,0	2,8	2,4	2,6	2,5	2,6	2,5	196
De 100 à 199 salariés	2,7	2,8	3,2	3,8	3,9	3,8	3,8	3,8	3,9	3,8	3,5	3,5	3,6	219
De 200 à 499 salariés	2,8	3,1	3,5	3,5	3,8	3,9	4,2	4,2	3,5	4,0	3,8	3,9	4,1	217
De 500 à 999 salariés	2,4	2,9	3,4	3,9	4,3	4,2	4,4	4,3	3,7	4,3	4,7	5,2	5,1	238
Plus de 1000 salariés	4,0	3,2	4,1	5,2	6,0	6,0	5,4	5,4	4,5	5,4	5,4	6,0	6,8	218
Ensemble	3,0	3,0	3,5	3,9	4,4	4,4	4,3	4,3	4,2	4,1	4,0	4,4	4,6	199

Tableau V.13 Les principales configurations électorales avec une liste CFTC (en valeurs absolues, 1992-93)*

		Collèges 1				Collèges 2					Tous collèges												
		Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CFTC	Concur-rents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CFTC	Concur-rents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CFTC	Concur-rents							
Liste unique		381	36 833	23 022	23 022						376	14 788	9 077	9 077			757	51 621	32 099	32 099			
Duels	CGT	135	22 947	15 967	6 440	9 527	29	2 858	2 004	879	1 125	164	25 805	17 971	7 319	10 652							
	CFDT	266	36 949	25 712	11 584	14 128	213	20 013	13 133	6 414	6 719	479	56 962	38 845	17 998	20 847							
	CFTC	608	94 731	63 170	27 494		445	37 296	24 965	11 604		1 053	132 027	88 135	39 098								
	FO	94	16 344	10 891	5 088	5 803	54	3 439	2 473	1 092	1 381	148	19 783	13 364	6 180	7 184							
	CGC	12	1 320	926	418	508	86	7 320	4 876	2 152	2 724	98	8 640	5 802	2 570	3 232							
	AS	26	6 783	3 933	1 403	2 530	38	1 850	1 344	627	717	64	8 633	5 277	2 030	3 247							
	N-S	75	10 388	5 741	2 561	3 180	25	1 816	1 135	440	695	100	12 204	6 876	3 001	3 875							
Triangulaires	CGT	248	94 164	70 376	18 030	28 737	97	19 993	14 303	4 113	4 478	345	114 157	84 679	22 143	33 215							
	CFDT	276	92 586	67 461	18 585	23 114	167	32 605	23 537	6 670	9 142	443	125 191	90 998	25 255	32 256							
	CFTC	389	132 743	96 379	25 811		274	50 908	36 457	9 794		663	183 651	132 836	35 605								
	FO	183	57 316	39 888	10 768	12 858	94	12 621	9 153	2 777	2 893	277	69 937	49 041	13 545	15 751							
	CGC	24	5 573	3 642	1 175	1 011	121	23 272	16 436	3 835	5 554	145	28 845	20 078	5 010	6 565							
	AS	30	11 877	9 362	2 347	4 255	51	11 490	8 399	1 909	4 148	81	23 367	17 761	4 256	8 403							
	N-S	17	3 970	2 029	717	593	18	1 835	1 086	284	448	35	5 805	3 115	1 001	1 041							
Quatre et plus	CGT	418	517 202	367 552	32 981	147 542	325	212 521	157 247	14 970	34 250	743	729 723	524 799	47 951	181 792							
	CFDT	438	522 717	370 695	33 567	90 836	405	238 389	174 187	17 871	50 155	843	761 106	544 882	51 438	140 991							
	CFTC	457	529 440	374 927	34 266		438	247 071	180 311	18 867		895	776 511	555 238	53 133								
	FO	420	503 571	355 290	32 327	52 540	353	211 886	157 301	16 203	21 689	773	715 457	512 591	48 530	74 229							
	CGC	63	35 969	22 362	2 749	3 677	301	192 572	139 428	14 128	25 798	364	228 541	161 790	16 877	29 475							
	AS	124	304 224	221 593	16 527	43 256	180	126 316	94 144	8 603	28 165	304	430 540	315 737	25 130	71 421							
	N-S	23	27 250	10 144	1 030	2 810	21	11 962	5 206	726	1 387	44	39 212	15 350	1 756	4 197							
Ensemble	CGT	801	634 313	453 895	57 451	185 806	451	235 372	173 554	19 962	39 853	1 252	869 685	627 449	77 413	225 659							
	CFDT	980	652 252	463 868	63 736	128 078	785	291 007	210 857	30 955	66 016	1 765	943 259	674 725	94 691	194 094							
	CFTC	1 835	793 747	557 498	110 593		1 533	350 063	250 810	49 342		3 368	1 143 810	808 308	159 935								
	FO	697	577 231	406 069	48 183	71 201	501	227 946	168 927	20 072	25 963	1 198	805 177	574 996	68 255	97 164							
	CGC	99	42 862	26 930	4 342	5 196	508	223 164	160 740	20 115	34 076	607	266 026	187 670	24 457	39 272							
	AS	180	322 884	234 888	20 277	50 041	269	139 656	103 887	11 139	33 030	449	462 540	338 775	31 416	83 071							
	N-S	115	41 608	17 914	4 308	6 583	64	15 613	7 427	1 450	2 530	179	57 221	25 341	5 758	9 113							
		25 504	3 703 301	2 449 675			24 967	1 570 540	1 050 794			50 471	5 273 841	3 500 469									

* Pour un exemple de lecture, cf la note sous le tableau III.21, p 82.

Tableau V.14 Structure des configurations électorales avec une liste CFTC (en pourcentage des inscrits, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous Collèges		
		%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation
Liste unique		20,8	4,6	62,5	24,5	4,2	61,4	22,5	4,5	62,2
Duels	CGT	7,4	2,9	69,6	1,9	0,8	70,1	4,9	2,3	69,6
	CFDT	14,5	4,7	69,6	13,9	5,7	65,6	14,2	5,0	68,2
	CFTC	33,1	11,9	66,7	29,0	10,7	66,9	31,3	11,5	66,8
	FO	5,1	2,1	66,6	3,5	1,0	71,9	4,4	1,7	67,6
	CGC	0,7	0,2	70,2	5,6	2,1	66,6	2,9	0,8	67,2
	Autres synd.	1,4	0,9	58,0	2,5	0,5	72,6	1,9	0,8	61,1
	Non-synd.	4,1	1,3	55,3	1,6	0,5	62,5	3,0	1,1	56,3
Triangulaires	CGT	13,5	11,9	74,7	6,3	5,7	71,5	10,2	10,0	74,2
	CFDT	15,0	11,7	72,9	10,9	9,3	72,2	13,2	10,9	72,7
	CFTC	21,2	16,7	72,6	17,9	14,5	71,6	19,7	16,1	72,3
	FO	10,0	7,2	69,6	6,1	3,6	72,5	8,2	6,1	70,1
	CGC	1,3	0,7	65,4	7,9	6,6	70,6	4,3	2,5	69,6
	Autres synd.	1,6	1,5	78,8	3,3	3,3	73,1	2,4	2,0	76,0
	Non-synd.	0,9	0,5	51,1	1,2	0,5	59,2	1,0	0,5	53,7
Quatre et plus	CGT	22,8	65,2	71,1	21,2	60,7	74,0	22,1	63,8	71,9
	CFDT	23,9	65,9	70,9	26,4	68,1	73,1	25,0	66,5	71,6
	CFTC	24,9	66,7	70,8	28,6	70,6	73,0	26,6	67,9	71,5
	FO	22,9	63,4	70,6	23,0	60,5	74,2	23,0	62,6	71,6
	CGC	3,4	4,5	62,2	19,6	55,0	72,4	10,8	20,0	70,8
	Autres synd.	6,8	38,3	72,8	11,7	36,1	74,5	9,0	37,6	73,3
	Non-synd.	1,3	3,4	37,2	1,4	3,4	43,5	1,3	3,4	39,1
Ensemble	CGT	43,7	79,9	71,6	29,4	67,2	73,7	37,2	76,0	72,1
	CFDT	53,4	82,2	71,1	51,2	83,1	72,5	52,4	82,5	71,5
	CFTC	100,0	100,0	70,2	100,0	100,0	71,6	100,0	100,0	70,7
	FO	38,0	72,7	70,3	32,7	65,1	74,1	35,6	70,4	71,4
	CGC	5,4	5,4	62,8	33,1	63,7	72,0	18,0	23,3	70,5
	Autres synd.	9,8	40,7	72,7	17,5	39,9	74,4	13,3	40,4	73,2
	Non-synd.	6,3	5,2	43,1	4,2	4,5	47,6	5,3	5,0	44,3
Ensemble		7,2	21,4	66,1	6,1	22,3	66,9	6,7	21,7	66,4

* Pour un exemple de lecture, cf la note sous le tableau III.22, p 83.

Tableau V.15 Scores des listes CFTC et de ses principaux concurrents en fonction des configurations électorales
(en pourcentage des suffrages exprimés, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous collèges		
		% CFTC	% Concurrents	Concurrent (100=CFTC)	% CFTC	% Concurrents	Concurrent (100=CFTC)	% CFTC	% Concurrents	Concurrent (100=CFTC)
Liste unique		100,0			100,0			100,0		
Duels	CGT	40,3	59,7	148	43,9	56,1	128	40,7	145,5	146
	CFDT	45,1	54,9	122	48,8	51,2	105	46,3	115,8	116
	CFTC	43,5			46,5			44,4		
	FO	46,7	53,3	114	44,2	55,8	126	46,2	116,2	116
	CGC	45,1	54,9	122	44,1	55,9	127	44,3	125,8	126
	Autres synd.	35,7	64,3	180	46,7	53,3	114	38,5	160,0	160
	Non-synd.	44,6	55,4	124	38,8	61,2	158	43,6	129,1	129
Triangulaires	CGT	25,6	40,8	159	28,8	31,3	109	26,1	150,0	150
	CFDT	27,5	34,3	124	28,3	38,8	137	27,8	127,7	128
	CFTC	26,8			26,9			26,8		
	FO	27,0	32,2	119	30,3	31,6	104	27,6	116,3	116
	CGC	32,3	27,8	86	23,3	33,8	145	25,0	131,0	131
	Autres synd.	25,1	45,4	181	22,7	49,4	217	24,0	197,4	197
	Non-synd.	35,3	29,2	83	26,2	41,3	158	32,1	104,0	104
Quatre et plus	CGT	9,0	40,1	447	9,5	21,8	229	9,1	379,1	379
	CFDT	9,1	24,5	271	10,3	28,8	281	9,4	274,1	274
	CFTC	9,1			10,5			9,6		
	FO	9,1	14,8	163	10,3	13,8	134	9,5	153,0	153
	CGC	12,3	16,4	134	10,1	18,5	183	10,4	174,6	175
	Autres synd.	7,5	19,5	262	9,1	29,9	327	8,0	284,2	284
	Non-synd.	10,2	27,7	273	13,9	26,6	191	11,4	239,0	239
Ensemble	CGT	12,7	40,9	323	11,5	23,0	200	12,3	291,5	292
	CFDT	13,7	27,6	201	14,7	31,3	213	14,0	205,0	205
	CFTC	19,8			19,7			19,8		
	FO	11,9	17,5	148	11,9	15,4	129	11,9	142,4	142
	CGC	16,1	19,3	120	12,5	21,2	169	13,0	160,6	161
	Autres synd.	8,6	21,3	247	10,7	31,8	297	9,3	264,4	264
	Non-synd.	24,0	36,7	153	19,5	34,1	174	22,7	158,3	158

* Pour un exemple de lecture, cf sous le tableau III.23, p 84.

Tableau V.16 Implantation et audience effective de la CFTC par branches économiques
(Ensemble des collèges, 1992-93)*

<i>branche :</i>	<i>Implantation :</i>			<i>Par salariés</i>			<i>Audience effective</i>
	Total	Par scrutins CFTC	Taux (%)	Total	CFTC	Taux (%)	
Agriculture, sylviculture...	142	2	1	16 036	415	2,6	38,1
Industrie de la viande et du lait	566	26	5	106 221	7 317	6,9	38,7
Autres produits alimentaires	794	37	5	131 025	12 548	9,6	23,8
Combustibles minéraux...	2	2	100	603	603	100,0	19,3
Pétrole, gaz naturel	37	3	8	11 376	1 106	9,7	14,3
Electricité, gaz et eau	119	7	6	27 562	3 346	12,1	12,7
Métaux ferreux, transf. acier	161	14	9	62 614	21 142	33,8	6,2
Minerais, métaux non ferreux	125	10	8	32 477	6 743	20,8	9,5
Matériaux de construction...	436	23	5	54 086	5 445	10,1	18,4
Industrie du verre	124	16	13	41 930	7 498	17,9	21,5
Chimie, fibres synthétiques	293	42	14	77 566	24 849	32,0	13,2
Parachimie, industrie pharma.	498	33	7	115 363	15 124	13,1	16,9
Fonderie, travail des métaux	1 034	47	5	167 163	14 195	8,5	26,0
Construction mécanique	1 127	43	4	189 388	20 636	10,9	19,3
Cons. électrique et électronique	1 015	68	7	297 385	44 898	15,1	20,2
Autos, mat. transport terrestre	450	53	12	257 977	119 722	46,4	16,8
Cons. navale, aéronautique...	159	23	14	105 730	46 202	43,7	14,2
Textile et habillement	987	80	8	138 757	18 780	13,5	35,0
Cuir et chaussure	205	19	9	35 470	4 072	11,5	64,4
Bois, meubles, industries div.	604	21	3	84 366	4 914	5,8	45,9
Papier et carton	426	24	6	76 482	6 096	8,0	33,6
Imprimerie, presse, édition	411	12	3	73 975	7 540	10,2	12,4
Caoutchouc, plastiques.	629	30	5	140 617	34 490	24,5	10,9
Bâtiment, génie civil...	1 784	47	3	257 637	14 015	5,4	34,7
Commerce de gros alimentaire	517	17	3	78 912	6 776	8,6	32,8
Commerce de gros non-alim.	1 253	43	3	165 805	9 573	5,8	27,7
Commerce détail alimentaire	1 127	81	7	200 768	31 819	15,8	43,2
Commerce détail non-alim.	660	46	7	123 044	36 185	29,4	28,7
Répar., commerce de l'auto.	489	18	4	50 264	2 401	4,8	43,1
Hôtels, café, restaurants	397	34	9	73 225	16 267	22,2	20,7
Transports	1 432	105	7	500 388	307 779	61,5	7,3
Postes et télécommunications	9	2	22	2 978	647	21,7	43,6
Services marchands aux entrepr.	1 822	154	8	368 966	62 612	17,0	23,3
Services marchands aux particul.	2 437	182	7	389 940	52 696	13,5	35,4
Location, crédit-bail immobilier	187	18	10	27 344	3 128	11,4	36,4
Assurances	316	32	10	110 251	20 848	18,9	11,2
Organismes financiers	764	284	37	310 575	166 500	53,6	15,0
Services non marchands	1 692	443	26	369 575	143 428	38,8	22,8
Ensemble	25 230	2 141	8,5	5 273 841	1 302 355	24,7	19,8

* Lecture du tableau, cf note sous le tableau III.24, p 85.

Tableau V.17 Implantation et audience effective de la CFTC par régions
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Régions :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	CFTC	Taux (%)	Total	CFTC	Taux (%)	
Alsace	892	152	17	207 903	70 230	33,8	36,8
Aquitaine	1 016	55	5	181 042	22 821	12,6	16,0
Auvergne	489	25	5	103 987	28 374	27,3	7,8
Bourgogne	782	34	4	143 385	17 072	11,9	16,4
Bretagne	1 152	62	5	208 769	35 494	17,0	15,2
Centre	1 265	69	5	236 841	40 151	17,0	14,9
Champagne-Ardennes	707	53	7	130 341	24 704	19,0	15,3
Franche-Comté	490	32	7	107 499	37 667	35,0	19,7
Languedoc-Roussillon	688	56	8	116 195	26 117	22,5	14,2
Limousin	283	11	4	52 148	8 524	16,3	4,3
Lorraine	1 130	145	13	237 074	70 234	29,6	24,6
Midi-Pyrénées	936	64	7	177 719	36 340	20,4	14,7
Nord	1 746	336	19	398 662	152 764	38,3	21,0
Basse-Normandie	638	56	9	113 554	15 095	13,3	37,9
Haute-Normandie	784	38	5	158 703	20 033	12,6	17,8
Ile de France	4 436	388	9	1 231 116	433 150	35,2	11,9
Pays de Loire	1 589	117	7	315 130	45 868	14,6	26,5
Picardie	892	63	7	169 918	29 539	17,4	17,6
Poitou-Charentes	696	31	4	115 931	6 968	6,0	27,4
Provence-Côte d'Azur	1 379	154	11	262 921	72 956	27,7	16,2
Rhône-Alpes	2 949	161	5	564 107	100 872	17,9	14,8
Ensemble	25 230	2 141	8,5	5 273 841	1 302 355	24,7	17,5

Tableau V.18 Implantation et audience effective de la CFTC par taille d'entreprise
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Tailles :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	CFTC	Taux (%)	Total	CFTC	Taux (%)	
Moins de 50 salariés	1 665	31	2	62 323	1 257	2,0	48,2
De 50 à 99 salariés	9 391	394	4	652 545	29 461	4,5	52,8
De 100 à 199 salariés	7 558	576	8	1 005 763	80 172	8,0	43,0
De 200 à 499 salariés	4 813	613	13	1 394 763	191 889	13,8	27,5
De 500 à 999 salariés	1 227	277	23	824 281	190 056	23,1	20,8
Plus de 1000 salariés	576	250	43	1 334 166	809 520	60,7	10,4
Ensemble	25 230	2 141	8,5	5 273 841	1 302 355	24,7	17,5

Chapitre VI.

L'audience de la CGT-FO

Lors de sa création, en 1948-49, la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO) a remporté un succès important notamment auprès des agents de maîtrise et des cadres dont elle a obtenu environ un cinquième des suffrages. Elle a subi une érosion lente jusqu'à la fin des années 1960 (tableaux 1 à 6) : entre 1948 et 1968, elle a perdu 40% de ses électeurs et même les deux tiers de ceux-ci dans les seconds collèges. A partir de 1970, elle a entamé une croissance régulière jusqu'en 1985 où s'est amorcé un recul continu et régulier qui la ramène, en 1992-93, en-dessous de son niveau d'origine. Depuis le début des années 1980, ses scores dans les seconds collèges sont inférieurs à ceux des premiers et l'écart s'est creusé, ce qui en fait une organisation nettement "ouvrière" et "employée".

Du point de vue sectoriel, la CGT-FO est en seconde position dans le commerce de détail alimentaire derrière les non-syndiqués et dans les banques derrière la CFDT (tableaux 7-10). Dans toutes les autres branches économiques, elle arrive en troisième ou quatrième position généralement derrière la CFDT et la CGT, voire les «non-syndiqués». Dans un ordre décroissant, elle remporte ses meilleurs scores dans les services non-marchands (notamment les hôpitaux et cliniques privées), les hôtels, cafés et restaurants, la construction navale et aéronautique, la construction électrique, les assurances, la construction automobile et les assurances, les matériaux de construction. Au début des années 1980, FO a réalisé de brillantes percées dans le bâtiment, l'agro-alimentaire, les services marchands mais, depuis lors, dans ces branches, ses reculs sont particulièrement rapides. Dans la plupart des

autres branches industrielles, son influence est marginale.

Régionalement, la clientèle de la CGT-FO est méridionale (tableau 11-16) : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, FO arrive en seconde position presque à égalité avec la CGT (qu'elle devance même dans le Var). Partout ailleurs, elle se trouve en troisième position derrière la CFDT mais elle fait pratiquement jeu égal avec cette dernière dans le Sud-Ouest (Aquitaine et Midi-Pyrénées). En dehors de Paris intra-muros, de la Picardie et du Nord, l'audience de la CGT-FO est très faible au nord d'une ligne Nice-Nantes. Son implantation confirme ces caractéristiques sectorielles et géographiques (tableaux 22-24)

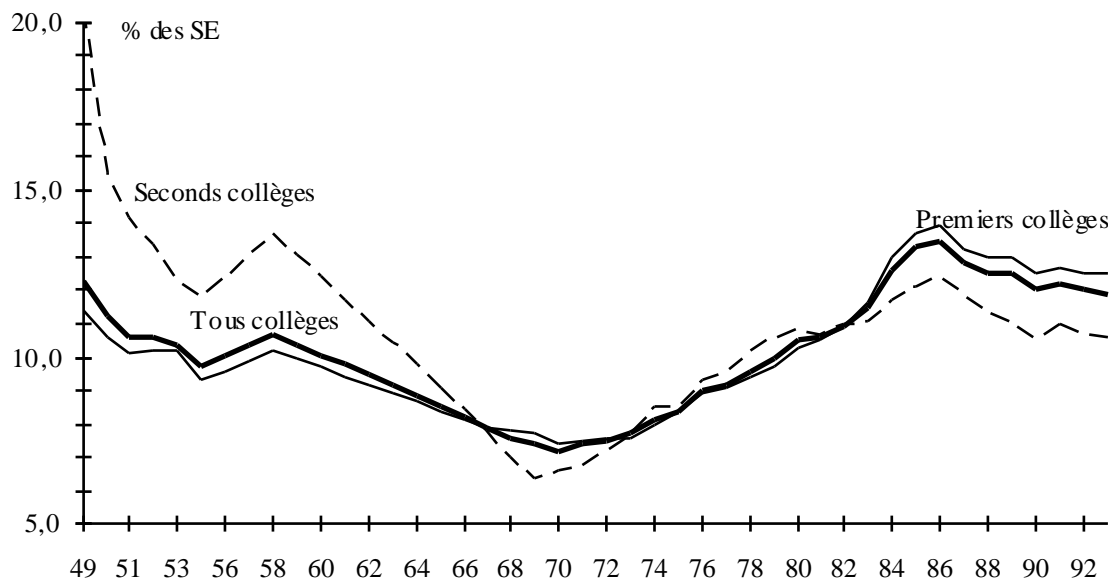
L'examen des configurations électorales ouvertes - c'est-à-dire dans lesquelles ses listes se trouvent en compétition avec d'autres - montre que la CGT-FO est devancée par tous ses concurrents, sauf la CFTC, et ceci quels que soient le nombre et la qualité des candidats en présence (tableaux 19-21). Incontestablement, par son audience dans le secteur marchand, la CGT-FO est donc la troisième des grandes confédérations nettement derrière la CGT et la CFDT.

En 1983, une loi, dite de "démocratisation des entreprises nationalisées", a modifié les règles de présentation des listes dans les grands groupes nationalisés et a favorisé les petites organisations. Cette réforme a masqué, pendant quelques années, le recul de la CGT-FO et a minimisé l'ampleur de celui-ci. Si l'on fait abstraction de ces changements, l'érosion de son audience et de ses implantations est pratiquement comparable, en moyenne annuelle, à celle que subit la CGT.

Tableau VI.1 Evolution de l'audience de la CGT-FO depuis 1949
(en pourcentage des suffrages exprimés)⁴²

Années	Collèges 1	2	Tous collèges	Années	Collèges 1	2	Tous collèges
1948	ND	ND	12,7	1975-76	8,9	9,3	9,0
1949	11,4	20,4	12,3	1976-77	9,1	9,6	9,2
1950	10,6	15,5	11,2	1977-78	9,4	10,2	9,6
1951	10,1	14,2	10,6	1978-79	9,7	10,6	10,0
1952	10,2	13,4	10,6	1979-80	10,3	10,8	10,5
1953	10,2	12,3	10,4	1980-81	10,5	10,7	10,6
1954-55	9,3	11,8	9,7	1981-82	10,9	11,0	10,9
1966	ND	ND	ND	1982-83	11,6	11,1	11,5
1957-58	10,2	13,7	10,7	1983-84	13,0	11,7	12,6
1959-65	ND	ND	ND	1984-85	13,7	12,1	13,2
1966-67	7,9	7,8	7,9	1985-86	13,9	12,4	13,5
1967-68	7,8	7,0	7,6	1986-87	13,2	11,9	12,8
1968-69	7,7	6,4	7,4	1987-88	13,0	11,3	12,5
1969-70	7,4	6,6	7,2	1988-89	13,0	11,1	12,5
1970-71	7,5	6,8	7,4	1989-90	12,5	10,5	12,0
1971-72	7,6	7,2	7,5	1990-91	12,7	11,0	12,2
1972-73	7,6	7,7	7,7	1991-92	12,5	10,7	12,0
1973-74	8,0	8,5	8,1	1992-93	12,5	10,6	11,9
1974-75	8,4	8,5	8,4	Evolution	109	52	97

Tableau VI.2 Graphique : évolution de l'audience de la CGT-FO depuis 1949
(en pourcentage des suffrages exprimés)



⁴². Nous ne disposons d'aucun résultat pour les années 1956 et 1959-65. Sur le graphique, les points correspondants à ces années manquantes sont interpolés. L'évolution est calculée en prenant comme base l'année 1949.

Tableau VI.3 Audience de la CGT-FO dans les premiers collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)⁴³

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution 1949=100
Moins de 50	7,9	12,3	6,7	11,3	6,7	10,9	14,2	180
50 à 100	10,7	6,5	6,3	7,1	8,4	9,5	9,3	87
100 à 200	10,8	10,5	9,8	8,8	9,3	9,7	11,5	109
200 à 500	—	9,6	9,0	9,2	9,2	9,0	9,2	96
500 à 1000	12,2	10,8	12,1	10,9	11,1	10,1	10,7	87
Plus de 1000	12,8	12,3	10,6	11,6	10,7	9,0	10,2	80
Totaux	11,4	10,6	10,1	10,2	10,2	9,3	10,2	89

Tableau VI.4 Audience de la CGT-FO dans les seconds collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution 1949=100
Moins de 50	6,9	—	6,7	12,8	6,4	9,9	8,4	121
50 à 100	10,5	6,1	6,6	8,8	8,1	10,2	6,9	66
100 à 200	13,6	10,4	10,9	9,0	9,3	8,1	10,1	97
200 à 500	—	9,2	10,5	9,7	8,3	8,5	9,2	100
500 à 1000	20,8	18,7	16,2	14,8	11,3	8,9	11,8	57
Plus de 1000	21,6	22,7	17,3	16,9	15,9	15,5	17,4	81
Totaux	16,8	15,5	14,2	13,4	12,3	11,8	13,7	82

Tableau VI.5 Audience de la CGT-FO dans l'ensemble des collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution 1949=100
Moins de 50	7,8	10,4	6,7	11,5	6,7	10,7	13,0	168
50 à 100	10,7	6,5	6,3	7,3	8,4	9,6	8,9	84
100 à 200	11,1	10,5	10,0	8,8	9,3	9,5	11,2	107
200 à 500	—	9,5	9,2	9,2	9,1	9,0	9,2	97
500 à 1000	13,2	11,7	12,6	11,3	11,1	9,9	10,8	82
Plus de 1000	14,0	13,6	11,4	12,3	11,5	9,9	11,4	81
Totaux	12,1	11,2	10,6	10,6	10,4	9,7	10,7	89

⁴³ Pour l'année 1949, les documents archivés regroupent les établissements de 100 à 500 salariés en une seule classe. Dans les trois tableaux ci-dessus, pour les établissements compris dans les tranches de 100 à 200 et de 200 à 500 salariés, l'évolution des scores est calculée en prenant pour base l'année 1950.

Tableau VI.6 L'audience de la CGT-FO par branches économiques et par collèges (1957-58)⁴⁴

	Collège 1		Collège 2		Tous collèges	
	Voix	% SE	Voix	% SE	Voix	% SE
01. Agriculture, forêt, pêche						
02. Eau, gaz, électricité	298	23,5	203	56,2	501	30,7
03. Pétroles et carburants liquides	1 459	13,1	366	13,1	1 825	13,1
04. Combustibles minéraux solides	72	18,8	—	—	72	16,1
05. Carrières et matériaux de construction	42	12,5	6	21,4	48	13,2
06. Production des métaux	2 122	8,2	384	12,1	2 506	8,7
11. Première transformation des métaux	3 069	8,2	243	4,6	3 312	7,8
12. Mécanique générale	4 120	9,9	1 170	16,8	5 290	10,9
13. Construction de machines, navires	14 366	10,1	4 747	17,9	19 113	11,3
14. Construction électrique	2 901	9,0	550	6,0	3 451	8,3
21. Verre, matériaux de construction	1 629	10,4	113	7,8	1 742	10,2
30-32. Bâtiment et travaux publics	769	4,7	129	4,3	898	4,6
40. Industries chimiques	3 222	7,5	1 231	14,4	4 453	8,7
51. Industries agricoles et alimentaires	1 224	6,3	240	8,4	1 464	6,6
52. Textiles	2 663	11,1	296	13,6	2 959	11,3
53. Habillement	319	9,0	52	15,3	371	9,5
54. Cuir et peaux	709	11,8	—	—	709	11,1
55. Bois et ameublement	158	4,5	—	—	158	4,1
56. Papier-carton	849	9,0	114	14,4	963	9,5
57. Industries polygraphiques	770	5,6	147	7,6	917	5,8
58. Industries diverses	389	13,6	97	19,0	486	14,4
59. Transports	170	4,7	138	12,2	308	6,5
60. Commerces agricoles et alimentaires	1 786	21,3	308	19,9	2 094	21,1
61. Commerces non alimentaires	1 658	8,0	316	6,2	1 974	7,6
62. Banques, assurances	5 017	14,3	1 820	14,6	6 837	14,4
63. Spectacles	220	33,5	22	18,5	242	31,2
64. Hygiène et services et domestiques	—	—	—	—	—	—
65. Prof libérales et administratives...	4 222	29,6	871	40,6	5 093	31,1
Totaux	54 223	10,2	13 563	13,7	67 786	10,7

⁴⁴ Nous respectons la nomenclature en branches du document original. La statistique des années 1957-58 porte sur 4 751 scrutins, 1 036 582 électeurs inscrits et 632 186 suffrages exprimés. Nous avons regroupé le collège unique avec le premier collège.

Tableau VI.7 L'audience de la CGT-FO par branches économiques (en pourcentage des exprimés, par collèges, NAE-59, 1966-1979)

<i>Branches</i>	1966-67		1972-73		1974-75		1978-79		Evolution 79/66	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
01. Eau, gaz, électricité	14,0	33,9	—	—	16,1	18,7	15,2	21,9	109	65
02. Pétroles, carburants liquides	10,2	7,7	5,3	12,0	7,2	9,0	7,6	11,9	75	154
03 Combustibles minéraux solides	14,7	—	—	—	0,0	9,0	0,0	6,9	—	—
10. Pêche, agriculture, forêt	0,0	0,0	—	—	6,7	9,7	8,4	8,1	—	—
13. Extraction de minerais divers	5,1	15,0	—	—	3,7	0,0	2,8	0,0	56	—
29. Production des métaux	6,0	7,5	5,1	5,3	6,4	6,5	6,8	8,8	113	118
36. Première transformation des métaux	5,6	5,1	3,8	2,7	4,3	3,9	6,2	5,3	111	105
37. Mécanique générale, articles métalliques...	5,3	2,3	4,8	2,9	4,9	3,3	6,6	7,0	125	303
38. Construction de machines, navale, autos...	6,5	8,4	6,5	9,0	7,0	9,8	10,4	13,4	161	160
39. Construction électrique	4,6	4,0	5,3	5,5	6,9	7,2	8,9	8,6	194	216
42. Verre, céramique, matériaux de construction	6,9	2,5	6,5	6,4	6,3	6,4	6,0	7,8	87	311
45. Bâtiment et travaux publics	4,0	6,2	6,1	5,8	5,9	5,5	6,8	9,5	171	153
52. Industrie chimique	6,9	5,3	6,2	4,7	7,1	6,5	8,5	8,2	123	155
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	7,5	15,9	7,2	8,0	7,8	7,5	11,0	11,2	147	71
66. Industrie textile	7,7	5,0	6,8	8,4	7,3	7,9	8,3	9,1	108	182
67. Habillement et travail des étoffes	7,6	8,1	7,1	6,7	7,7	7,4	8,1	9,5	106	118
68. Cuirs et peaux	8,4	5,4	7,2	4,3	7,1	4,2	7,1	5,4	84	100
71. Industries agricoles et alimentaires	9,6	5,7	8,1	5,2	8,9	6,4	9,7	7,2	101	126
76. Industries du bois et ameublement	6,4	1,9	3,9	4,5	5,2	7,4	6,0	10,6	94	560
77. Papier, carton	4,8	2,6	6,1	7,5	6,2	8,4	6,9	10,4	143	398
78. Industries polygraphiques	8,1	7,8	8,1	7,6	6,8	7,5	7,4	6,5	91	83
79. Industries diverses	11,1	7,0	6,5	3,7	7,5	6,6	7,8	7,9	71	113
80. Transports	16,9	14,7	10,6	13,5	11,6	13,8	11,4	12,7	67	87
90. Commerces agricoles et alimentaires	16,2	21,5	10,8	13,5	13,6	13,1	13,9	14,4	86	67
91. Commerces non alimentaires	7,7	5,1	7,3	3,9	7,2	4,8	8,4	7,8	108	153
96. Banques et assurances	14,1	11,4	12,9	11,0	13,0	13,4	13,1	13,4	93	117
97. Spectacles	21,4	18,0	—	—	15,2	7,5	9,6	6,0	45	33
98. Hygiène, services domestiques	24,1	17,5	9,9	18,0	9,9	7,8	12,8	7,7	53	44
99. Professions libérales	20,2	28,2	19,6	18,8	19,5	16,3	18,4	18,9	91	67
Ensemble	7,9	7,8	7,6	7,7	8,4	8,7	9,4	10,8	119	138

Tableau VI.8 L'audience de la CGT-FO par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1979, NAE-59)

<i>Branches</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79
01. Eau, gaz, électricité	17,8	15,6	16,6	21,0	—	—	21,0	18,8	16,9	17,8	20,1	15,7	16,7
02. Pétroles, carburants liquides	9,5	9,6	5,9	5,6	6,8	8,1	8,3	7,4	8,0	9,3	7,4	8,0	9,7
03 Combustibles minéraux solides	8,1	0,0	0,0	—	—	—	—	0,0	6,4	6,3	6,8	6,6	5,1
10. Pêche, agriculture, forêt	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—	7,4	7,4	7,4	8,0	8,3
13. Extraction de minerais divers	6,0	5,1	3,7	—	—	—	—	—	3,2	7,1	5,2	2,1	2,2
29. Production des métaux	6,2	6,0	7,1	5,8	5,6	6,5	5,1	5,6	6,4	7,2	8,3	8,0	7,3
36. Première transformation des métaux	5,5	4,9	4,6	3,8	3,5	3,7	3,6	3,9	4,2	4,5	5,3	5,9	6,0
37. Mécanique générale, articles métalliques...	4,7	4,9	4,7	4,9	5,2	4,6	4,4	4,8	4,5	5,1	5,6	6,2	6,7
38. Construction de machines, navale, autos...	6,9	8,2	7,8	7,6	7,7	7,2	7,0	7,3	7,6	8,6	9,0	10,1	11,1
39. Construction électrique	4,5	4,7	5,6	5,3	5,0	5,2	5,4	6,0	7,0	8,2	8,4	8,5	8,8
42. Verre, céramique, matériaux de construction	6,4	5,9	5,6	4,8	5,6	5,2	6,5	6,4	6,3	6,8	6,6	7,0	6,3
45. Bâtiment et travaux publics	4,3	4,8	4,2	5,3	7,4	6,6	6,1	5,5	5,8	6,4	5,7	7,2	7,4
52. Industrie chimique	6,5	5,5	6,0	7,1	7,4	6,2	5,7	7,4	7,0	7,0	7,5	7,7	8,4
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	8,7	8,8	7,7	8,7	6,3	7,1	7,3	7,2	7,8	8,3	8,0	9,9	11,0
66. Industrie textile	7,4	8,1	8,1	7,1	7,6	7,3	7,0	6,9	7,4	7,8	8,3	8,6	8,4
67. Habillement et travail des étoffes	7,6	9,4	6,7	6,0	5,6	5,7	7,1	6,8	7,7	7,7	7,6	7,9	8,2
68. Cuirs et peaux	8,2	9,5	8,8	7,8	4,8	4,9	7,0	7,4	6,8	5,7	5,9	6,7	6,9
71. Industries agricoles et alimentaires	9,1	8,3	8,4	8,0	8,9	8,5	7,6	7,9	8,4	8,3	8,5	9,0	9,2
76. Industries du bois et ameublement	5,9	5,5	6,2	4,9	4,8	5,1	4,0	4,3	5,5	5,3	5,0	6,2	6,8
77. Papier, carton	4,6	4,6	5,6	6,0	6,1	6,8	6,3	6,1	6,5	5,9	6,4	7,4	7,4
78. Industries polygraphiques	8,1	6,4	4,5	5,3	6,8	7,2	7,9	7,8	6,9	7,1	7,2	7,7	7,2
79. Industries diverses	10,6	8,6	7,3	6,6	6,4	5,8	6,1	6,9	7,4	7,5	7,3	7,4	7,9
80. Transports	16,2	7,5	5,3	8,3	9,0	12,2	11,3	10,9	12,1	12,6	12,8	10,6	11,7
90. Commerces agricoles et alimentaires	17,1	13,6	12,4	11,8	11,6	11,8	11,2	13,5	13,5	13,6	13,9	14,4	14,0
91. Commerces non alimentaires	7,0	6,6	6,6	6,5	7,1	6,7	6,3	6,5	6,5	7,2	7,5	7,6	8,2
96. Banques et assurances	13,1	10,2	9,5	8,6	10,2	11,6	12,1	13,4	13,1	13,9	13,7	13,6	13,2
97. Spectacles	19,9	29,6	22,6	-	-	-	-	14,2	11,7	13,9	13,0	8,8	8,4
98. Hygiène, services domestiques	23,5	18,1	13,8	11,3	11,1	7,2	10,4	9,8	9,7	11,9	9,2	9,9	12,3
99. Professions libérales	21,5	20,0	19,3	20,3	19,8	19,8	19,5	19,6	18,8	18,0	18,0	18,6	18,5
Ensemble	7,9	7,6	7,4	7,2	7,4	7,5	7,7	8,1	8,4	9,0	9,2	9,6	10,0

Tableau VI.9 L'audience de la CGT-FO par branches économiques
(en pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, NAP-40, 1981-93)

<i>Branches</i>	1981-82		1992-93		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
1. Agriculture, sylviculture...	6,6	7,3	5,2	1,2	77	17
2. Industrie de la viande et du lait	9,6	6,5	10,7	7,0	112	107
3. Autres produits alimentaires	11,1	11,4	9,7	9,4	88	82
4. Combustibles minéraux...	18,3	—	10,3	0,0	56	—
5. Pétrole, gaz naturel	13,5	9,1	19,3	7,7	143	84
6. Electricité, gaz et eau	15,4	13,8	23,7	25,2	154	182
7. Métaux ferreux, transf. acier	7,3	12,7	7,5	6,0	103	47
8. Minerais, métaux non ferreux	9,4	18,6	9,2	9,9	98	53
9. Matériaux de construction...	8,1	11,3	14,3	12,0	176	106
10. Industrie du verre	4,5	2,3	5,4	4,5	119	198
11. Chimie, fibres synthétiques	8,8	10,7	9,7	9,8	111	91
12. Parachimie, industrie pharm.	9,2	9,3	10,6	9,9	116	107
13. Fonderie, travail des métaux	5,8	5,1	7,3	6,8	125	132
14. Construction mécanique	6,6	7,8	8,5	7,0	130	89
15. Cons. électrique et électronique	10,9	8,7	13,9	11,5	128	132
16. Autos, matériel transport terrestre	12,4	7,1	14,2	11,8	114	166
17. Cons. navale, aéronautique...	16,0	18,1	15,5	15,0	97	83
18. Industrie textile et habillement	7,3	7,2	8,0	5,7	111	80
19. Industrie cuir et chaussure	7,1	4,8	5,3	2,9	74	60
20. Bois, meubles, industries diverses	5,6	7,8	7,2	5,5	129	71
21. Papier et carton	6,6	8,2	8,7	7,3	131	90
22. Imprimerie, presse, édition	9,8	7,6	7,0	8,0	72	105
23. Caoutchouc, plastiques.	7,8	9,3	7,4	6,5	95	70
24. Bâtiment, génie civil...	7,8	9,8	12,8	12,9	164	132
25. Commerce de gros alimentaire	10,4	7,7	11,0	6,0	106	78
26. Commerce de gros non-alimentaire	7,9	5,8	6,3	5,1	80	88
27. Commerce détail alimentaire	19,6	17,7	26,3	9,7	134	55
28. Commerce détail non-alimentaire	9,3	9,6	11,6	4,0	124	41
29. Répar., commerce de l'automobile	6,4	8,5	7,0	7,5	108	88
30. Hôtels, café, restaurants	14,0	15,4	19,6	13,4	140	87
31. Transports	12,4	14,1	11,2	9,7	90	69
32. Postes et télécommunications	7,4	12,3	0,0	1,6	0	13
33. Services marchands aux entreprises	10,5	8,1	9,3	6,5	89	80
34. Services marchands aux particuliers	13,3	13,5	12,9	10,7	97	79
35. Location, crédit-bail immobilier	8,7	6,0	17,6	16,7	201	278
36. Assurances	15,1	10,7	14,7	8,1	97	76
37. Organismes financiers	17,7	17,2	17,7	15,9	99	92
38. Services non marchands	21,0	13,9	21,5	14,2	102	102
Toutes branches	11,3	10,6	12,5	10,6	111	100

Tableau VI.10 L'audience de la CGT-FO par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collègues 1981-1993, NAP-40)

<i>Branches</i>	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1981=100
1. Agriculture, sylviculture, pêche	6,8	7,4	7,3	7,9	7,8	8,2	6,6	5,1	4,6	4,5	4,5	4,8	71
2. Industrie de la viande et du lait	9,1	10,6	11,7	11,2	12,2	11,1	11,7	11,3	9,4	10,3	10,3	10,8	118
3. Autres produits alimentaires	11,2	12,1	12,4	12,2	13,4	11,4	10,8	10,8	10,0	10,1	9,7	9,6	86
4. Combustibles minéraux...	12,0	7,3	7,3	15,9	15,9	14,0	14,0	7,4	7,4	3,5	6,1	8,2	68
5. Pétrole, gaz naturel	11,2	13,9	15,8	14,3	13,5	14,4	12,0	11,1	13,5	13,4	12,1	10,2	91
6. Electricité, gaz et eau	15,0	13,7	19,2	20,7	24,0	24,1	24,8	26,9	24,2	22,7	24,0	26,2	175
7. Métaux ferreux, transformation acier	8,7	8,8	7,1	6,8	6,1	6,4	6,4	6,9	6,7	6,9	6,9	6,9	79
8. Minerais, métaux non ferreux	11,7	10,9	13,7	13,3	12,2	14,6	14,9	12,3	11,0	10,8	9,9	10,3	88
9. Matériaux de construction...	8,7	9,8	11,3	12,4	12,3	11,7	11,5	12,0	11,9	11,9	14,1	12,8	147
10. Industrie du verre	4,1	4,8	5,7	7,1	6,8	5,7	5,5	5,0	4,4	3,9	5,0	5,3	129
11. Chimie, fibres synthétiques	9,4	10,0	10,8	11,0	11,1	9,1	8,4	9,7	9,1	8,5	9,8	9,9	105
12. Parachimie, industrie pharmac.	9,2	10,2	10,9	12,2	13,1	12,1	12,4	11,8	10,7	9,2	10,3	10,8	117
13. Fonderie, travail des métaux	5,7	5,7	6,2	7,7	7,4	7,4	6,7	6,7	7,1	6,8	7,3	7,5	132
14. Construction mécanique	6,9	7,3	7,7	8,5	8,6	7,8	7,9	7,9	8,5	8,4	8,0	8,1	118
15. Construction électrique et électron.	10,2	10,4	11,4	13,6	13,8	12,3	12,2	11,5	10,7	11,4	12,5	13,4	132
16. Autos, matériels transp. terrestre	11,3	10,6	12,0	13,3	13,3	13,0	12,9	13,5	14,5	13,8	13,4	12,6	112
17. Construction navale, aéronautique...	16,9	18,7	21,0	20,8	21,7	21,3	18,4	17,1	17,2	19,2	15,9	14,9	88
18. Industrie textile et habillement	7,2	8,4	9,5	10,3	10,5	9,7	9,5	9,6	9,1	9,0	7,7	7,7	106
19. Industrie cuir et chaussure	6,9	6,5	6,2	6,7	7,8	7,4	7,7	8,8	7,1	6,2	5,0	5,1	73
20. Bois, meubles, industrie diverses	5,9	7,0	8,1	7,9	7,9	6,8	6,5	7,1	6,4	6,4	6,8	7,6	129
21. Industrie du papier et du carton	6,9	7,1	8,4	9,7	10,7	9,2	7,8	7,6	7,8	8,9	8,5	9,4	137
22. Imprimerie, presse, édition	9,3	10,0	10,1	9,6	9,1	7,6	7,6	8,2	7,3	6,7	7,3	7,4	80
23. Caoutchouc, plastiques.	8,1	7,7	7,6	8,9	9,5	8,1	7,8	7,6	8,1	7,3	7,3	7,6	94
24. Bâtiment, génie civil...	8,2	9,4	10,4	11,3	14,7	15,7	15,2	15,1	12,3	12,2	13,3	12,6	153
25. Commerce de gros alimentaire	9,9	8,9	9,8	10,4	10,7	11,7	12,7	12,0	11,6	11,8	10,1	8,9	90
26. Commerce de gros non-alimentaire	7,3	7,9	8,9	8,2	8,7	8,6	8,1	8,0	7,4	7,0	6,0	6,0	82
27. Commerce détail alimentaire	19,3	20,9	22,0	22,2	22,9	23,9	25,0	24,6	24,0	22,9	23,8	23,4	121
28. Commerce détail non-alimentaire	9,4	9,8	12,1	12,9	12,0	11,1	10,9	10,2	10,8	11,5	10,6	9,3	99
29. Réparation, commerce de l'auto.	6,9	7,3	8,0	8,7	10,0	9,0	6,1	6,9	7,2	7,3	7,0	7,6	109
30. Hôtels, café, restaurants	14,3	16,0	17,5	16,2	16,2	16,6	17,0	16,6	16,8	18,3	18,9	16,5	115
31. Transports	12,8	13,6	14,9	15,7	14,2	10,0	10,2	11,1	11,1	14,2	10,7	10,9	85
32. Postes et télécommunication	10,0	4,2	3,6	3,2	0,0	0,0	3,7	3,9	0,0	0,0	0,0	2,4	23
33. Services marchands aux entreprises	9,5	10,0	9,8	10,0	11,0	9,7	10,4	9,8	7,9	7,7	7,8	8,2	86
34. Services marchands aux particulier	13,3	14,1	14,7	15,7	15,5	13,4	13,5	13,1	12,8	12,6	12,6	12,7	96
35. Location, crédit-bail immobiliers	8,3	7,8	12,2	10,6	9,0	12,3	11,0	10,7	13,2	13,2	15,3	17,3	210
36. Assurances	14,0	14,7	16,1	17,2	14,8	13,5	14,3	13,7	14,4	13,1	13,1	12,7	91
37. Organismes financiers	17,5	17,4	18,8	20,0	19,0	17,8	16,5	16,8	16,9	17,6	17,5	16,1	92
38. Services non marchands	19,2	19,6	21,2	22,1	21,8	21,4	20,7	20,0	18,7	18,8	19,4	19,6	102
Ensemble	11,0	11,5	12,6	13,5	13,7	12,8	12,5	12,4	12,0	12,2	12,0	11,9	109

Tableau VI.11 L'audience de la CGT-FO dans les premiers collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	6,8	6,2	7,2	11,7	12,6	11,9	175
2. Aquitaine	13,4	13,5	13,7	14,3	15,5	16,0	120
3. Auvergne	4,6	6,8	6,7	6,9	9,2	10,3	224
4. Bourgogne	4,5	5,3	6,7	8,7	10,9	11,2	250
5. Bretagne	6,0	4,7	5,0	5,8	6,2	5,7	95
6. Centre	10,7	7,4	8,3	11,3	11,7	11,7	110
7. Champagne-Ardennes	7,3	7,3	8,6	9,0	9,3	10,9	149
8. Franche-Comté	5,5	5,7	7,5	11,6	11,7	12,2	222
9. Languedoc-Roussillon	9,6	10,4	10,7	11,5	12,0	13,1	137
10. Limousin	10,9	10,7	11,3	11,8	13,2	11,7	108
11. Lorraine	7,7	6,2	6,4	7,9	9,3	10,4	135
12. Midi-Pyrénées	13,4	13,6	12,5	12,8	15,4	16,7	125
13. Nord	12,2	8,9	10,2	10,7	12,6	14,1	115
14. Basse-Normandie	5,9	7,1	7,4	9,8	10,2	11,6	196
15. Haute-Normandie	5,4	5,4	6,8	8,5	9,8	12,7	235
16. Ile-de-France	6,1	7,2	8,0	9,1	10,5	13,8	226
17. Pays-de-Loire	7,7	6,4	6,4	7,7	8,3	8,9	116
18. Picardie	14,0	10,2	10,8	12,2	12,7	14,0	100
19. Poitou-Charentes	8,4	8,3	9,9	9,9	10,3	13,3	159
20. Provence-Côte d'Azur	11,2	13,7	13,8	16,5	18,8	20,8	186
21. Rhône-Alpes	5,2	5,1	6,4	7,1	7,7	10,5	202
France entière	7,9	7,6	8,4	9,7	11,3	12,5	159

Tableau VI.12 L'audience de la CGT-FO dans les seconds collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	3,9	7,6	9,3	16,2	9,0	12,1	310
2. Aquitaine	13,3	14,8	14,7	16,7	15,2	13,7	103
3. Auvergne	15,6	8,4	9,2	12,5	10,3	11,9	76
4. Bourgogne	6,8	7,1	7,7	9,8	11,6	8,0	118
5. Bretagne	8,8	3,3	4,6	9,2	11,9	8,7	98
6. Centre	9,7	5,7	7,5	9,2	8,2	9,2	95
7. Champagne-Ardennes	12,5	9,8	10,8	11,1	10,8	9,1	73
8. Franche-Comté	8,6	9,9	5,1	12,2	6,1	15,3	177
9. Languedoc-Roussillon	17,9	12,0	13,6	13,4	13,0	12,5	70
10. Limousin	25,6	17,5	14,5	18,5	18,6	15,8	62
11. Lorraine	5,1	5,1	5,9	8,7	11,1	7,8	153
12. Midi-Pyrénées	15,3	14,4	14,5	19,1	19,4	15,8	103
13. Nord	12,6	7,4	7,9	10,0	13,4	11,7	93
14. Basse-Normandie	8,6	5,2	5,3	10,3	10,2	8,7	102
15. Haute-Normandie	7,4	5,9	8,8	9,6	8,7	10,7	145
16. Ile-de-France	5,1	7,0	7,9	9,2	9,5	9,0	177
17. Pays-de-Loire	11,9	8,3	8,2	10,2	9,9	9,0	75
18. Picardie	16,5	8,9	10,2	10,2	10,8	12,4	75
19. Poitou-Charentes	8,8	6,0	9,4	12,7	13,1	15,1	172
20. Provence-Côte d'Azur	10,0	12,8	14,6	15,1	17,8	15,5	155
21. Rhône-Alpes	6,5	7,1	7,3	9,6	10,0	9,2	142
France entière	7,8	7,7	8,7	10,8	11,0	10,6	136

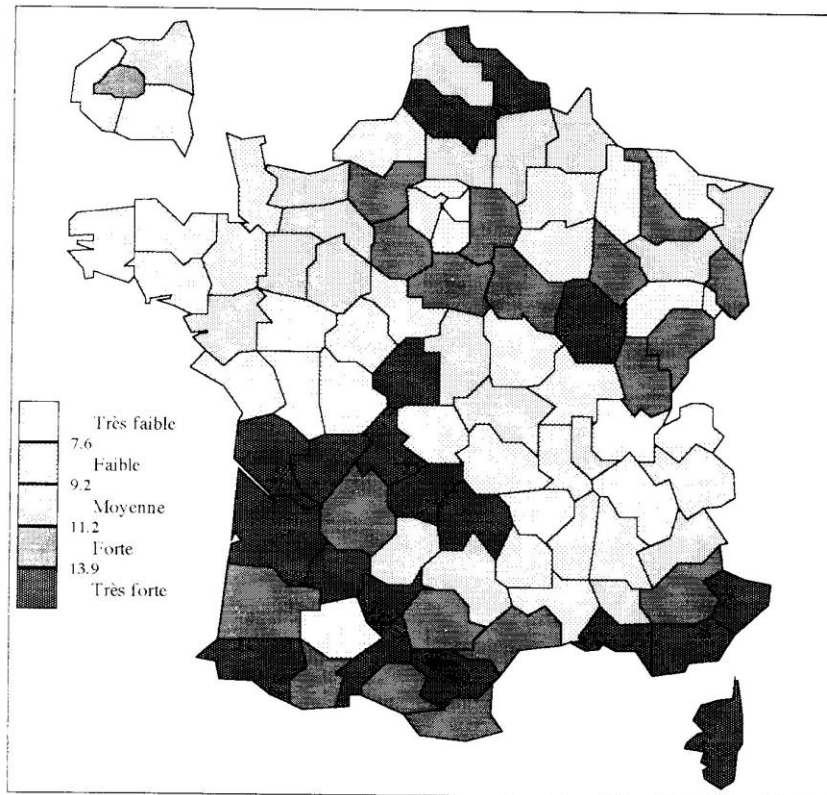
Tableau VI.13 L'audience de la CGT-FO par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1980)

<i>Régions :</i>	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Alsace	6,4	4,8	4,5	4,7	5,2	5,9	6,4	7,2	7,6	7,1	8,5	9,3	12,5	12,3
Aquitaine	13,4	13,1	13,3	13,4	13,4	13,9	13,7	13,8	13,9	14,0	13,9	14,9	14,8	15,9
Auvergne	6,1	5,6	5,8	7,4	5,1	4,6	7,1	7,1	7,1	7,6	7,1	7,2	7,9	7,8
Bourgogne	4,8	4,6	6,0	4,7	4,3	5,3	5,7	6,3	6,9	8,5	8,1	8,2	8,9	9,6
Bretagne	6,3	4,3	3,8	4,1	4,6	4,6	4,5	4,9	5,0	5,8	6,0	6,4	6,3	7,0
Centre	10,5	9,6	9,6	9,7	9,3	8,3	7,1	7,1	8,2	8,6	9,4	10,8	10,9	11,6
Champagne-Ardennes	7,9	7,6	8,0	8,2	8,8	8,3	7,7	8,4	8,9	8,4	8,7	8,7	9,4	10,2
Franche-Comté	6,0	7,2	8,2	6,9	6,7	5,7	6,3	7,3	7,1	8,8	8,5	11,1	11,7	11,8
Languedoc-Roussillon	10,9	13,4	12,4	12,4	9,8	9,5	10,6	11,6	11,3	10,8	12,4	12,2	11,9	12,1
Limousin	12,7	13,1	12,3	10,6	10,2	10,7	11,6	11,5	11,8	11,7	10,9	11,1	12,8	13,3
Lorraine	7,4	7,9	8,6	6,7	6,0	6,6	6,0	5,9	6,3	6,8	7,5	7,9	8,0	8,1
Midi-Pyrénées	13,7	12,7	14,5	13,0	13,1	14,5	13,8	12,1	12,9	13,9	13,5	13,5	14,2	15,3
Nord	12,3	10,4	9,9	9,7	9,3	8,3	8,6	9,7	9,8	10,2	10,3	11,0	10,6	11,5
Basse-Normandie	6,2	5,4	4,7	6,5	7,1	6,2	6,9	7,3	7,1	7,2	8,8	10,5	9,9	9,1
Haute-Normandie	5,6	6,6	6,4	6,0	6,6	6,4	5,5	6,2	7,2	7,2	7,9	8,3	8,8	9,2
Ile-de-France	5,8	5,8	5,3	5,7	6,3	7,0	7,1	7,5	7,9	8,6	8,7	8,9	9,2	9,9
Pays-de-Loire	8,4	8,0	6,8	6,8	6,8	7,2	6,7	6,3	6,7	7,3	7,7	8,0	8,1	8,1
Picardie	14,4	13,7	14,0	12,4	13,3	11,6	10,0	10,8	10,7	11,1	11,9	12,1	11,9	11,6
Poitou-Charentes	8,5	8,0	7,1	6,2	6,7	7,5	8,0	8,9	9,8	10,8	10,3	10,1	10,4	10,3
Provence-Côte d'Azur	11,0	13,5	13,3	13,6	13,6	14,0	13,5	13,7	14,0	15,1	15,5	15,2	16,2	17,3
Rhône-Alpes	5,5	4,6	5,0	4,4	5,1	5,2	5,5	6,3	6,6	7,2	7,0	7,6	7,7	7,5
Ensemble	7,9	7,6	7,4	7,2	7,4	7,5	7,7	8,1	8,4	9,0	9,2	9,6	10,0	10,5

Tableau VI.14 L'audience de la CGT-FO par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1980-1993)

<i>Régions :</i>	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Alsace	10,8	11,9	10,9	12,1	12,5	13,3	13,0	12,6	13,3	13,1	12,8	13,0	12,0	187
Aquitaine	16,1	15,5	16,3	16,9	17,2	17,6	17,1	17,3	16,5	15,4	16,3	15,5	15,4	115
Auvergne	7,8	9,4	10,2	10,6	12,1	13,0	12,3	11,2	10,5	10,1	10,3	9,6	10,7	175
Bourgogne	10,3	11,0	11,5	11,9	12,9	14,1	12,6	11,8	12,0	11,5	10,6	10,4	10,4	217
Bretagne	7,0	7,2	7,7	8,8	10,0	9,3	9,2	9,2	8,0	7,2	7,3	7,1	6,4	102
Centre	11,5	11,1	10,9	11,7	12,6	12,2	12,2	11,7	11,3	11,3	11,6	10,9	11,1	106
Champagne-Ardennes	9,6	9,6	11,0	11,7	12,6	12,9	11,2	11,9	12,5	10,9	10,8	10,1	10,5	132
Franche-Comté	12,0	10,6	11,7	11,7	11,5	13,0	12,2	11,6	11,5	14,4	14,8	12,2	13,0	216
Languedoc-Roussillon	11,8	12,2	13,6	15,4	16,5	16,5	14,7	14,8	13,8	12,1	12,7	13,1	13,0	119
Limousin	13,2	14,2	14,0	14,3	14,0	14,9	14,2	14,3	13,5	13,1	13,8	11,8	12,7	100
Lorraine	8,5	9,7	10,0	10,3	10,5	10,7	10,0	9,9	10,3	9,1	9,6	10,0	9,7	131
Midi-Pyrénées	15,4	16,3	16,8	17,9	17,2	19,2	18,5	16,9	16,2	14,6	15,4	16,1	16,4	120
Nord	12,3	12,8	12,8	13,6	14,3	14,3	13,8	14,1	14,6	14,0	14,3	14,3	13,5	110
Basse-Normandie	9,3	10,2	9,8	10,8	11,3	9,7	10,4	10,8	9,7	9,7	9,6	9,4	11,0	177
Haute-Normandie	9,5	9,6	13,2	12,7	12,6	14,0	13,2	13,1	13,8	13,9	11,2	12,2	12,2	217
Ile-de-France	9,9	10,1	10,8	12,3	13,2	13,1	12,4	12,5	12,4	11,4	11,9	11,7	11,7	202
Pays-de-Loire	7,6	8,6	9,0	9,6	9,9	10,1	9,7	9,0	9,2	9,6	9,9	9,1	9,0	107
Picardie	11,9	12,4	12,9	14,5	14,8	14,8	14,2	13,2	13,3	14,1	15,3	14,4	13,6	94
Poitou-Charentes	10,6	10,8	12,6	12,8	14,1	15,4	14,5	13,9	14,3	14,3	14,0	14,4	13,7	162
Provence-Côte d'Azur	17,5	18,5	19,8	22,5	22,3	22,5	21,1	20,7	23,6	22,5	20,8	18,9	19,0	173
Rhône-Alpes	8,0	8,3	8,3	9,7	11,0	11,1	10,2	9,2	8,9	9,1	9,3	9,7	10,1	184
Corse		28,7	33,7	27,4	27,2	26,2	20,8	19,7	19,4	11,8	8,5	14,2	13,0	—
Ensemble	10,6	11,0	11,5	12,6	13,5	13,7	12,8	12,5	12,4	12,0	12,2	12,0	11,9	152

VI.15 Audience de la CGT-FO par départements (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1981-82)



VI.16 Audience de la CGT-FO par départements (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1992-93)

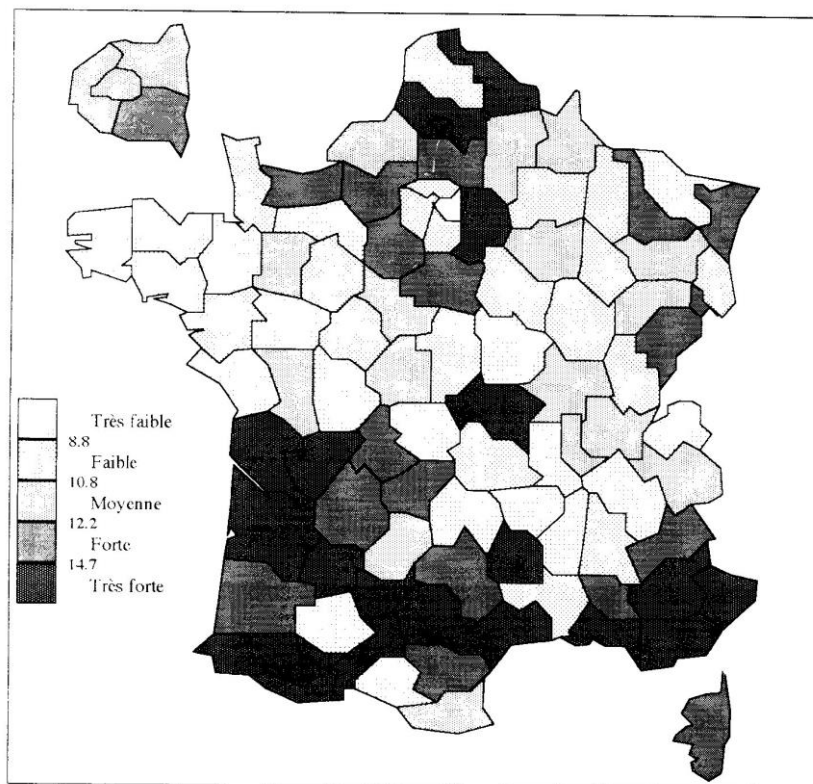


Tableau VI.17 Audience de la CGT-FO par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	1966-67		1974-75		1981-82		1992-93		Evolution 93/66		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
Moins de 50 salariés	10,9	8,2	11,0	14,0	7,3	7,2	7,2	4,5	66	54	99	62
De 50 à 99 salariés	6,5	5,7	6,2	4,8	6,6	5,9	6,3	4,6	97	80	95	77
De 100 à 199 salariés	7,7	7,3	7,1	6,7	8,9	9,0	9,1	8,0	119	109	102	89
De 200 à 499 salariés	7,5	6,6	8,7	8,4	11,1	10,1	15,0	12,0	200	182	134	119
De 500 à 999 salariés	8,1	6,9	8,8	9,4	12,9	12,4	17,1	12,8	211	186	132	103
Plus de 1000 salariés	8,2	9,4	9,2	9,9	13,9	13,6	14,1	11,5	172	123	102	85
Ensemble	7,9	7,8	8,4	8,7	11,3	10,6	12,5	10,6	159	136	111	100

Tableau VI.18 Audience de la CGT-FO par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, tous collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
Moins de 50 salariés	10,0	—	—	—	—	—	—	—	11,6	8,5	8,7	7,8	6,4	7,7
De 50 à 99 salariés	6,4	5,9	5,9	5,8	6,0	5,4	5,6	6,0	5,9	6,1	6,1	6,0	6,2	6,4
De 100 à 199 salariés	7,6	7,3	7,0	7,0	7,2	6,9	6,9	6,9	7,0	7,1	7,3	7,5	7,9	8,6
De 200 à 499 salariés	7,3	7,3	7,1	7,0	7,8	8,0	7,6	8,0	8,7	9,1	9,3	10,2	10,4	10,3
De 500 à 999 salariés	7,9	7,4	7,4	7,4	7,0	6,9	7,8	8,8	8,9	9,6	10,1	10,5	10,7	11,4
Plus de 1000 salariés	8,4	8,4	8,1	7,5	7,7	8,5	8,5	8,8	9,4	10,6	10,9	11,5	12,4	13,5
Ensemble	7,9	7,6	7,4	7,2	7,4	7,5	7,7	8,1	8,4	9,0	9,2	9,6	10,0	10,5

<i>Tailles</i>	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93	Evolution 1966=100
Moins de 50 salariés	8,0	7,3	7,6	6,9	6,3	7,3	7,0	6,3	6,8	6,6	6,6	6,8	6,7	67
De 50 à 99 salariés	6,4	6,5	6,8	7,2	7,3	7,6	7,4	6,9	7,0	6,6	6,0	5,9	5,9	93
De 100 à 199 salariés	8,6	9,0	9,6	10,2	11,1	10,8	10,1	10,0	10,6	10,1	9,2	8,9	8,8	116
De 200 à 499 salariés	10,5	10,9	11,7	13,1	14,3	14,6	13,9	13,8	14,9	13,5	13,5	13,7	14,1	192
De 500 à 999 salariés	12,2	12,8	13,3	14,5	15,2	15,2	15,1	15,2	15,7	15,4	15,1	15,6	15,6	199
Plus de 1000 salariés	13,1	13,8	14,3	16,2	15,8	16,1	14,9	14,3	17,0	14,4	15,2	13,7	13,2	156
Ensemble	10,6	11,0	11,5	12,6	13,5	13,7	12,8	12,5	12,4	12,0	12,2	12,0	11,9	152

Tableau VI.19 Les principales configurations électorales avec une liste CGT-FO (en valeurs absolues, 1992-93)*

	Collèges 1					Collèges 2					Tous collèges					
	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages FO	Concur- rents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages FO	Concur- rents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages FO	Concur- rents	
Liste unique	1 000	110 775	70 499	70 499		961	41 421	27 184	27 184		1 961	152 196	97 683	97 683		
Duels	CGT	906	179 888	130 185	54 521	75 664	231	21 814	15 721	8 754	6 967	1 137	201 702	145 906	63 275	82 631
	CFDT	624	106 226	71 087	30 980	40 107	284	29 169	20 342	10 059	10 283	908	135 395	91 429	41 039	50 390
	CFTC	94	16 344	10 891	5 803	5 088	54	3 439	2 473	1 381	1 092	148	19 783	13 364	7 184	6 180
	FO	1 925	347 005	237 630	102 756		964	90 776	62 210	30 196		2 889	437 781	299 840	132 952	
	CGC	26	2 550	1 858	1 075	783	215	21 160	13 936	6 067	7 869	241	23 710	15 794	7 142	8 652
	AS	75	11 677	7 650	3 519	4 131	66	6 890	5 004	2 041	2 963	141	18 567	12 654	5 560	7 094
	N-S	200	30 320	15 959	6 858	9 101	114	8 304	4 734	1 894	2 840	314	38 624	20 693	8 752	11 941
Triangulaires	CGT	873	327 942	233 486	63 802	92 073	285	50 346	36 439	12 160	9 278	1 158	378 288	269 925	75 962	101 351
	CFDT	840	307 358	220 081	58 951	75 748	350	64 472	46 983	13 505	18 855	1 190	371 830	267 064	72 456	94 603
	CFTC	183	57 316	39 888	12 858	10 768	94	12 621	9 153	2 893	2 777	277	69 937	49 041	15 751	13 545
	FO	1 053	380 300	267 904	73 895		546	92 771	66 800	19 811		1 599	473 071	334 704	93 706	
	CGC	32	5 776	3 789	1 395	867	254	38 667	27 959	8 092	10 577	286	44 443	31 748	9 487	11 444
	AS	95	39 121	27 854	7 653	10 940	75	14 885	10 554	2 386	4 302	170	54 006	38 408	10 039	15 242
	N-S	83	23 087	10 710	3 131	3 613	34	4 551	2 512	586	1 200	117	27 638	13 222	3 717	4 813
Quatre et plus	CGT	496	544 933	384 029	57 979	152 878	445	264 727	194 925	28 897	43 158	941	809 660	578 954	86 876	196 036
	CFDT	517	552 274	388 068	58 924	97 189	536	296 230	216 156	32 286	62 902	1 053	848 504	604 224	91 210	160 091
	CFTC	420	503 571	355 290	52 540	32 327	353	211 886	157 301	21 689	16 203	773	715 457	512 591	74 229	48 530
	FO	537	558 689	392 237	59 921		572	304 524	222 115	33 872		1 109	863 213	614 352	93 793	
	CGC	77	41 824	26 560	5 401	4 467	420	248 762	178 877	27 303	34 810	497	290 586	205 437	32 704	39 277
	AS	177	321 549	231 677	28 363	41 967	230	149 378	109 600	11 996	30 249	407	470 927	341 277	40 359	72 216
	N-S	40	33 170	13 515	2 414	3 488	23	5 698	3 169	371	921	63	38 868	16 684	2 785	4 409
Ensemble	CGT	2 275	1 052 763	747 700	176 302	320 615	961	336 887	247 085	49 811	59 403	3 236	1 389 650	994 785	226 113	380 018
	CFDT	1 981	965 858	679 236	148 855	213 044	1 170	389 871	283 481	55 850	92 040	3 151	1 355 729	962 717	204 705	305 084
	CFTC	697	577 231	406 069	71 201	48 183	501	227 946	168 927	25 963	20 072	1 198	805 177	574 996	97 164	68 255
	FO	4 515	1 396 769	968 270	307 071		3 043	529 492	378 309	111 063		7 558	1 926 261	1 346 579	418 134	
	CGC	135	50 150	32 207	7 871	6 117	889	308 589	220 772	41 462	53 256	1 024	358 739	252 979	49 333	59 373
	AS	347	372 347	267 181	39 535	57 038	371	171 153	125 158	16 423	37 514	718	543 500	392 339	55 958	94 552
	N-S	323	86 577	40 184	12 403	16 202	171	18 553	10 415	2 851	4 961	494	105 130	50 599	15 254	21 163
		25 504	3 703 301	2 449 675												
							24 967	1 570 540	1 050 794			50 471	5 273 841	3 500 469		

* Pour un exemple de lecture, cf la note sous le tableau III.21, p 82.

Tableau VI.20 Structure des configurations électorales avec une liste CGT-FO (en pourcentage des inscrits, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous Collèges		
		%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation
Liste unique		22,1	7,9	63,6	31,6	7,8	65,6	25,9	7,9	64,2
Duels	CGT	20,1	12,9	72,4	7,6	4,1	72,1	15,0	10,5	72,3
	CFDT	13,8	7,6	66,9	9,3	5,5	69,7	12,0	7,0	67,5
	CFTC	2,1	1,2	66,6	1,8	0,6	71,9	2,0	1,0	67,6
	FO	42,6	24,8	68,5	31,7	17,1	68,5	38,2	22,7	68,5
	CGC	0,6	0,2	72,9	7,1	4,0	65,9	3,2	1,2	66,6
	Autres synd.	1,7	0,8	65,5	2,2	1,3	72,6	1,9	1,0	68,2
	Non-synd.	4,4	2,2	52,6	3,7	1,6	57,0	4,2	2,0	53,6
Triangulaires	CGT	19,3	23,5	71,2	9,4	9,5	72,4	15,3	19,6	71,4
	CFDT	18,6	22,0	71,6	11,5	12,2	72,9	15,7	19,3	71,8
	CFTC	4,1	4,1	69,6	3,1	2,4	72,5	3,7	3,6	70,1
	FO	23,3	27,2	70,4	17,9	17,5	72,0	21,2	24,6	70,8
	CGC	0,7	0,4	65,6	8,3	7,3	72,3	3,8	2,3	71,4
	Autres synd.	2,1	2,8	71,2	2,5	2,8	70,9	2,2	2,8	71,1
	Non-synd.	1,8	1,7	46,4	1,1	0,9	55,2	1,5	1,4	47,8
Quatre et plus	CGT	11,0	39,0	70,5	14,6	50,0	73,6	12,5	42,0	71,5
	CFDT	11,5	39,5	70,3	17,6	55,9	73,0	13,9	44,0	71,2
	CFTC	9,3	36,1	70,6	11,6	40,0	74,2	10,2	37,1	71,6
	FO	11,9	40,0	70,2	18,8	57,5	72,9	14,7	44,8	71,2
	CGC	1,7	3,0	63,5	13,8	47,0	71,9	6,6	15,1	70,7
	Autres synd.	3,9	23,0	72,1	7,6	28,2	73,4	5,4	24,4	72,5
	Non-synd.	0,9	2,4	40,7	0,8	1,1	55,6	0,8	2,0	42,9
Ensemble	CGT	50,4	75,4	71,0	31,6	63,6	73,3	42,8	72,1	71,6
	CFDT	43,9	69,1	70,3	38,4	73,6	72,7	41,7	70,4	71,0
	CFTC	15,4	41,3	70,3	16,5	43,0	74,1	15,9	41,8	71,4
	FO	100,0	100,0	69,3	100,0	100,0	71,4	100,0	100,0	69,9
	CGC	3,0	3,6	64,2	29,2	58,3	71,5	13,5	18,6	70,5
	Autres synd.	7,7	26,7	71,8	12,2	32,3	73,1	9,5	28,2	72,2
	Non-synd.	7,2	6,2	46,4	5,6	3,5	56,1	6,5	5,5	48,1
Ensemble		17,7	37,7	66,1	12,2	33,7	66,9	15,0	36,5	66,4

* Pour un exemple de lecture, cf la note sous le tableau III.22, p 83.

Tableau VI.21 Scores des listes CGT-FO et de leurs principaux concurrents en fonction des configurations électorales
(en pourcentage des suffrages exprimés, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous collèges		
		% CGT-FO	% Concurrents	Concurrent (100=FO)	% CGT-FO	% Concurrents	Concurrent (100=FO)	% CGT-FO	% Concurrents	Concurrent (100=FO)
Liste unique		100,0			100,0			100,0		
Duels	CGT	41,9	58,1	139	55,7	44,3	80	43,4	56,6	131
	CFDT	43,6	56,4	129	49,4	50,6	102	44,9	55,1	123
	CFTC	53,3	46,7	88	55,8	44,2	79	53,8	46,2	86
	FO	43,2			48,5			44,3		
	CGC	57,9	42,1	73	43,5	56,5	130	45,2	54,8	121
	Autres synd.	46,0	54,0	117	40,8	59,2	145	43,9	56,1	128
	Non-synd.	43,0	57,0	133	40,0	60,0	150	42,3	57,7	136
Triangulaires	CGT	27,3	39,4	144	33,4	25,5	76	28,1	37,5	133
	CFDT	26,8	34,4	128	28,7	40,1	140	27,1	35,4	131
	CFTC	32,2	27,0	84	31,6	30,3	96	32,1	27,6	86
	FO	27,6			29,7			28,0		
	CGC	36,8	22,9	62	28,9	37,8	131	29,9	36,0	121
	Autres synd.	27,5	39,3	143	22,6	40,8	180	26,1	39,7	152
	Non-synd.	29,2	33,7	115	23,3	47,8	205	28,1	36,4	129
Quatre et plus	CGT	15,1	39,8	264	14,8	22,1	149	15,0	33,9	226
	CFDT	15,2	25,0	165	14,9	29,1	195	15,1	26,5	176
	CFTC	14,8	9,1	62	13,8	10,3	75	14,5	9,5	65
	FO	15,3			15,2			15,3		
	CGC	20,3	16,8	83	15,3	19,5	127	15,9	19,1	120
	Autres synd.	12,2	18,1	148	10,9	27,6	252	11,8	21,2	179
	Non-synd.	17,9	25,8	144	11,7	29,1	248	16,7	26,4	158
Ensemble	CGT	23,6	42,9	182	20,2	24,0	119	22,7	38,2	168
	CFDT	21,9	31,4	143	19,7	32,5	165	21,3	31,7	149
	CFTC	17,5	11,9	68	15,4	11,9	77	16,9	11,9	70
	FO	31,7			29,4			31,1		
	CGC	24,4	19,0	78	18,8	24,1	128	19,5	23,5	120
	Autres synd.	14,8	21,3	144	13,1	30,0	228	14,3	24,1	169
	Non-synd.	30,9	40,3	131	27,4	47,6	174	30,1	41,8	139

* Pour un exemple de lecture, cf sous le tableau III.23, p 84.

Tableau VI.22 Implantation et audience effective de la CCT-FO par branches économiques
(Ensemble des collèges, 1992-93)*

<i>branche :</i>	<i>Implantation :</i>			Par salariés			Audience effective
	Total	FO	Taux (%)	Total	FO	Taux (%)	
Agriculture, sylviculture...	142	9	6	16 036	1 494	9,3	59,6
Industrie de la viande et du lait	566	73	13	106 221	24 527	23,1	43,6
Autres produits alimentaires	794	139	18	131 025	39 805	30,4	30,5
Combustibles minéraux...	2	1	50	603	495	82,1	9,8
Pétrole, gaz naturel	37	16	43	11 376	7 408	65,1	16,1
Electricité, gaz et eau	119	54	45	27 562	17 615	63,9	40,4
Métaux ferreux, transf. acier	161	45	28	62 614	33 275	53,1	12,7
Minerais, métaux non ferreux	125	37	30	32 477	16 373	50,4	19,6
Matériaux de construction...	436	95	22	54 086	15 985	29,6	42,5
Industrie du verre	124	27	22	41 930	11 423	27,2	18,3
Chimie, fibres synthétiques	293	74	25	77 566	35 985	46,4	20,7
Parachimie, industrie pharma.	498	99	20	115 363	44 493	38,6	28,1
Fonderie, travail des métaux	1 034	142	14	167 163	41 717	25,0	29,5
Construction mécanique	1 127	141	13	189 388	50 683	26,8	29,8
Cons. électrique et électronique	1 015	238	23	297 385	116 428	39,2	33,5
Autos, mat. transport terrestre	450	137	30	257 977	152 509	59,1	21,2
Cons. navale, aéronautique...	159	70	44	105 730	72 152	68,2	21,7
Textile et habillement	987	159	16	138 757	32 059	23,1	32,9
Cuir et chaussure	205	18	9	35 470	3 913	11,0	45,5
Bois, meubles, industries div.	604	71	12	84 366	16 234	19,2	39,2
Papier et carton	426	77	18	76 482	21 693	28,4	31,7
Imprimerie, presse, édition	411	53	13	73 975	22 387	30,3	24,0
Caoutchouc, plastiques.	629	81	13	140 617	49 205	35,0	22,6
Bâtiment, génie civil...	1 784	241	14	257 637	57 566	22,3	52,7
Commerce de gros alimentaire	517	60	12	78 912	15 627	19,8	42,8
Commerce de gros non-alim.	1 253	125	10	165 805	25 092	15,1	39,8
Commerce détail alimentaire	1 127	267	24	200 768	78 230	39,0	57,4
Commerce détail non-alim.	660	85	13	123 044	37 473	30,5	30,3
Répar., commerce de l'auto.	489	48	10	50 264	7 486	14,9	49,4
Hôtels, café, restaurants	397	90	23	73 225	37 753	51,6	31,3
Transports	1 432	345	24	500 388	369 086	73,8	14,3
Postes et télécommunications	9	1	11	2 978	83	2,8	100,0
Services marchands aux entrepr.	1 822	255	14	368 966	96 487	26,2	29,7
Services marchands aux particul.	2 437	462	19	389 940	129 587	33,2	38,6
Location, crédit-bail immobilier	187	51	27	27 344	10 698	39,1	44,2
Assurances	316	98	31	110 251	60 728	55,1	23,5
Organismes financiers	764	397	52	310 575	213 431	68,7	23,5
Services non marchands	1 692	527	31	369 575	206 161	55,8	33,7
Ensemble	25 230	4 908	19,5	5 273 841	2 173 346	41,2	27,7

* Lecture du tableau, cf note sous le tableau III.24, p 85.

Tableau VI.23 Implantation et audience effective de la CGT-FO par régions
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Régions :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	FO	Taux (%)	Total	FO	Taux (%)	
Alsace	892	174	20	207 903	76 293	36,7	31,3
Aquitaine	1 016	231	23	181 042	81 197	44,8	32,6
Auvergne	489	82	17	103 987	51 257	49,3	21,2
Bourgogne	782	135	17	143 385	44 655	31,1	31,2
Bretagne	1 152	126	11	208 769	45 119	21,6	28,0
Centre	1 265	229	18	236 841	91 401	38,6	28,0
Champagne-Ardennes	707	141	20	130 341	51 878	39,8	24,0
Franche-Comté	490	89	18	107 499	56 093	52,2	23,1
Languedoc-Roussillon	688	152	22	116 195	49 598	42,7	28,1
Limousin	283	62	22	52 148	23 773	45,6	26,5
Lorraine	1 130	213	19	237 074	85 915	36,2	25,0
Midi-Pyrénées	936	207	22	177 719	75 165	42,3	36,0
Nord	1 746	466	27	398 662	174 847	43,9	29,0
Basse-Normandie	638	94	15	113 554	33 172	29,2	35,2
Haute-Normandie	784	139	18	158 703	50 147	31,6	36,2
Ile de France	4 436	849	19	1 231 116	618 929	50,3	22,6
Pays de Loire	1 589	227	14	315 130	101 895	32,3	26,5
Picardie	892	203	23	169 918	69 990	41,2	31,8
Poitou-Charentes	696	132	19	115 931	42 686	36,8	35,8
Provence-Côte d'Azur	1 379	395	29	262 921	131 214	49,9	35,5
Rhône-Alpes	2 949	497	17	564 107	206 131	36,5	26,6
Ensemble	25230	4908	19,5	5273841	2173346	41,2	31,1

Tableau VI.24 Implantation et audience effective de la CGT-FO par taille d'entreprise
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Tailles :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	FO	Taux (%)	Total	FO	Taux (%)	
Moins de 50 salariés	1 665	156	9	62 323	5 842	9,4	70,4
De 50 à 99 salariés	9 391	886	9	652 545	65 427	10,0	55,7
De 100 à 199 salariés	7 558	1 270	17	1 005 763	177 476	17,6	46,8
De 200 à 499 salariés	4 813	1 601	33	1 394 763	492 528	35,3	37,3
De 500 à 999 salariés	1 227	604	49	824 281	413 273	50,1	29,6
Plus de 1000 salariés	576	391	68	1 334 166	1 018 800	76,4	16,6
Ensemble	25 230	4 908	19,5	5 273 841	2 173 346	41,2	31,1

Chapitre VII.

L'audience de la CGC-CFE

Dès 1946, la Confédération Générale des Cadres (CGC)⁴⁵ a instauré un système triangulaire — avec la CGT et la CFTC — dans les seconds collèges (agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres) où son audience se stabilise entre 1949 et 1966 autour de 20-22% des suffrages exprimés. Elle a aussi toujours remporté quelques sièges dans les collèges uniques (dont les résultats sont amalgamés aux premiers collèges). La CGC a connu une progression rapide entre 1966 et 1971-72 où elle recueillait le quart des suffrages dans les seconds collèges. Après un pallier relatif jusqu'en 1984, l'audience de la CGC recule rapidement depuis lors (tableaux 1 et 2).

Durant les années 1950-60, son audience s'est sensiblement modifiée : elle a progressé dans les plus grands établissements (où ont été installés progressivement des "troisièmes collèges" réservés aux seuls ingénieurs et cadres) et a reculé dans les établissements moyens et petits. C'est pourquoi elle réalisait ses meilleurs scores dans les branches où les entreprises étaient concentrées et où les ingénieurs et les cadres étaient en proportion importante (tableaux 3-8).

Cette caractéristique catégorielle explique la répartition sectorielle de son audience durant les années 1966-1993 (tableaux 9-12). La CGC réalise ses meilleurs scores dans le pétrole, la construction navale et aéronautique, les banques, la métallurgie, la chimie et la parachimie, les assurances, l'électronique. En revanche, son influence est négligeable dans les branches où prédominent les petits établissements et où, lorsqu'existent des seconds collèges, les cadres votent en même temps que la maîtrise : cuir et chaussure, textile et habillement, bois et meubles, caoutchouc et

plastiques, services et commerces... Dans ces branches, les «non-syndiqués» ont généralement la faveur de l'encadrement.

La dimension catégorielle de l'électorat CGC explique également la répartition régionale de son audience et de son implantation (tableaux 11-16 et 24-26) qui est le décalque presque inverse de celle des «non-syndiqués» : la CGC domine les seconds collèges dans le bassin parisien, le Nord et le Sud-Ouest. En revanche, son implantation est très faible en Bretagne, dans le Limousin, les Pays-de-Loire, en Basse-Normandie, en Alsace et en Auvergne.

Les configurations électorales confirment la spécificité de l'audience de la CGC (tableaux 22-24). Dans les premiers collèges (c'est-à-dire, en ce qui la concerne, essentiellement les collèges uniques), elle affronte la CFDT dans les moitié des scrutins, et la CGT et FO, dans plus du tiers de ces élections : dans tous les cas, elle se trouve devancée par ces organisations. En revanche, dans les seconds collèges, 46,4% des listes CGC se trouvent en situation de monopole et 27,4% n'affrontent qu'une seule concurrente qu'elles devancent dans tous les cas de figure (tableau 22). En revanche, dans les confrontations où trois listes sont en présence, elle est battue par la CFDT et les autonomes et même par la CGT dans les élections à quatre listes et plus (il s'agit essentiellement des grands groupes publics dans l'industrie, les banques, les assurances et les transports).

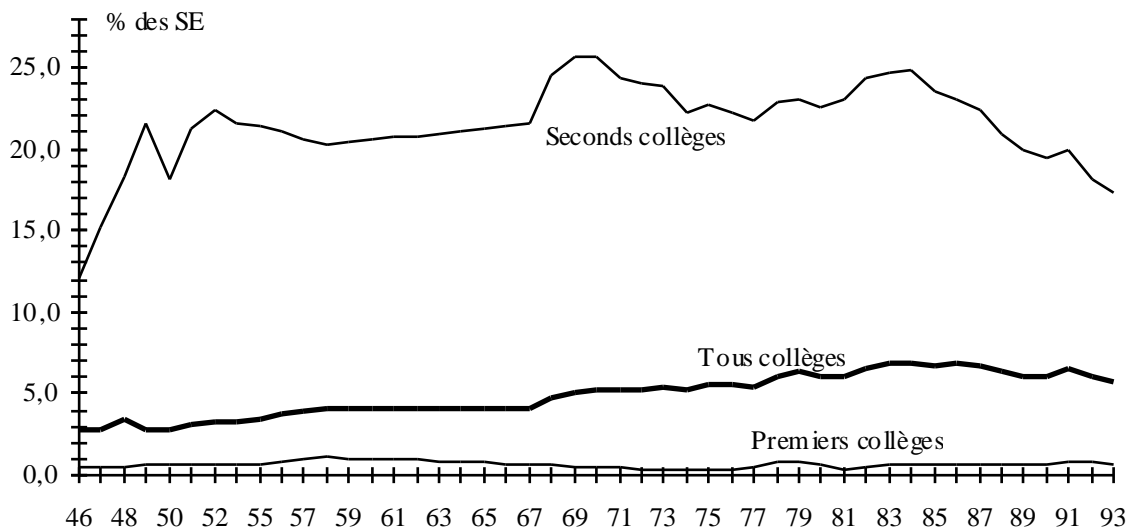
Une loi de juillet 1983, dite de "démocratisation du secteur public nationalisé", a permis à la CGC de renforcer sa présence dans la sidérurgie, les mines, l'aéronautique, l'électronique, la chimie, les banques et les assurances. Mais, depuis 1985-86, son audience et son implantation subissent une érosion rapide que rien ne semble pouvoir enrayer.

⁴⁵. En mai 1981, elle ajoute à son sigle "Confédération française de l'encadrement" (CFE) pour marquer sa vocation à syndiquer l'ensemble du personnel d'encadrement (techniciens et agents de maîtrise compris).

Tableau VII.1 Evolution de l'audience de la CGC depuis 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés)⁴⁶

Années	Collèges		Tous collèges	Années	Collèges		Tous collèges
	1	2			1	2	
1946	0,5	12,1	1,7	1974-75	0,4	20,4	5,5
1947	ND	ND	ND	1975-76	0,4	22,2	5,6
1948	ND	ND	3,4	1976-77	0,5	21,7	5,4
1949	0,6	21,5	2,7	1977-78	0,8	22,9	6,1
1950	0,6	18,2	2,7	1978-79	0,8	23,1	6,3
1951	0,6	21,3	3,1	1979-80	0,6	22,6	6,0
1952	0,6	22,3	3,2	1980-81	0,4	23,1	6,1
1953	0,6	21,5	3,3	1981-82	0,5	24,4	6,6
1954-55	0,7	21,4	3,5	1982-83	0,6	24,6	6,8
1956	ND	ND	ND	1983-84	0,6	24,8	6,9
1957-58	1,1	20,2	4,1	1984-85	0,6	23,5	6,7
1959-65	ND	ND	ND	1985-86	0,6	23,1	6,8
1966-67	—	21,6	4,1	1986-87	0,7	22,3	6,7
1967-68	—	24,5	4,8	1987-88	0,6	20,9	6,4
1968-69	—	25,6	5,0	1988-89	0,7	19,9	6,1
1969-70	—	25,7	5,3	1989-90	0,6	19,5	6,0
1970-71	—	24,4	5,2	1990-91	0,8	19,9	6,5
1971-72	—	24,0	5,3	1991-92	0,8	18,1	6,0
1972-73	—	23,8	5,4	1992-93	0,7	17,3	5,7
1973-74	0,3	22,2	5,3	Evolution	140	143	211

Tableau VII.2 Graphique : évolution de l'audience de la CGC depuis 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés)



⁴⁶. Nous ne disposons d'aucun résultat pour les années 1947, 1956 et 1959-65. Sur le graphique, les points correspondants à ces années manquantes sont interpolés.

Tableau VII.3 Audience de la CGC ventilée par branches économiques en 1946

<i>Branches :</i>	Collèges 1		Collèges 2		Tous collèges	
	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges
Métallurgie	487	8	2 590	232	3 077	240
Bâtiment	8	2	328	46	336	48
Textiles	407	12	1 949	289	2 356	301
Bois	35	3	28	7	63	10
Alimentation	—	—	859	71	859	71
Chimie	—	—	1 872	118	1 872	118
Papiers	—	—	353	36	353	36
Imprimerie	112	2	178	16	290	18
Habillement	34	9	327	21	361	30
Travail pailles	—	—	—	—	—	—
Métaux précieux	—	—	14	1	14	1
Cuirs et peaux	—	—	105	17	105	17
Carrières	—	—	37	1	37	1
Terres à feu	—	—	223	34	223	34
Manutention	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—
Commerces	18	2	2 162	112	2 180	114
Spectacles	—	—	16	1	16	1
Banques	171	3	1 343	66	1 514	69
Prof libérales	—	—	16	1	16	1
Services publics	—	—	—	—	—	—
Services domestiques	—	—	16	1	16	1
Total	3 852	272	9 822	838	13 674	1 110

Tableau VII.4 Audience de la CGC par branches économiques en 1946
(en pourcentage des suffrages exprimés et des sièges attribués)

<i>Branches :</i>	Collèges 1		Collèges 2		Tous collèges	
	Voix	Sièges	Voix	Sièges	Voix	Sièges
Métallurgie	0,2	0,1	4,9	6,5	0,9	2,1
Bâtiment	0,1	0,1	10,1	10,0	1,2	2,5
Textiles	0,4	0,3	22,8	24,6	2,2	5,4
Bois	0,5	1,1	3,4	9,1	0,8	2,9
Alimentation	—	—	22,4	17,3	2,2	3,5
Chimie	—	—	16,6	13,9	3,2	4,3
Papiers	—	—	9,2	11,2	1,0	2,5
Imprimerie	0,8	0,3	12,3	15,5	1,9	2,5
Habillement	0,2	0,9	17,9	9,7	1,6	2,6
Travail pailles	—	—	—	—	—	—
Métaux précieux	—	—	9,6	9,1	0,6	1,1
Cuirs et peaux	—	—	8,1	10,4	0,6	1,8
Carrières	—	—	62,7	20,0	7,8	3,2
Terres à feu	—	—	10,2	10,3	0,9	2,1
Manutention	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—
Commerces	0,1	0,1	27,2	24,3	4,2	5,4
Spectacles	—	—	4,8	5,6	1,2	1,5
Banques	0,4	0,3	21,0	23,8	3,1	5,9
Prof libérales	—	—	69,6	33,3	2,8	2,2
Services publics	—	—	—	—	—	—
Services domestiques	—	—	80,0	50,0	5,5	10,0
Total	0,5	1,0	12,1	13,4	1,7	3,3

Tableau VII.5 Audience de la CGC dans les premiers collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)⁴⁷

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution 1949=100
Moins de 50	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	—
50 à 100	0,2	0,4	0,3	0,3	0,2	0,4	0,4	—
100 à 200	—	0,2	3,9	3,0	3,8	7,2	1,2	—
200 à 500	—	3,0	0,3	0,3	0,2	0,4	0,4	—
500 à 1000	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,5	—
Plus de 1000	0,9	0,8	1,0	0,7	0,8	0,8	1,5	—
Totaux	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	1,1	204

Tableau VII.6 Audience de la CGC dans les seconds collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution 1949=100
Moins de 50	14,4	34,5	37,0	24,4	24,5	30,4	5,9	41
50 à 100	17,0	14,3	13,9	11,0	11,4	11,7	8,4	50
100 à 200	20,2	17,8	16,7	17,4	16,1	17,5	12,8	72
200 à 500	—	23,1	21,0	23,5	21,7	23,1	20,3	88
500 à 1000	19,6	20,4	27,7	25,2	25,8	23,6	27,1	138
Plus de 1000	16,0	15,0	21,2	23,6	22,2	21,4	20,5	129
Totaux	17,7	18,2	21,3	22,3	21,5	21,4	20,2	114

Tableau VII.7 Audience de la CGC dans l'ensemble des collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution 1949=100
Moins de 50	1,9	5,3	3,9	3,0	3,8	7,2	1,2	64
50 à 100	2,1	2,0	1,8	1,5	1,6	1,8	1,7	82
100 à 200	2,7	2,3	2,0	2,3	2,2	2,8	2,4	106
200 à 500	—	3,0	2,7	3,0	3,0	3,5	3,5	118
500 à 1000	2,9	3,0	3,8	3,6	3,8	3,9	5,0	176
Plus de 1000	2,9	2,6	3,6	3,7	3,7	3,7	4,6	157
Totaux	2,6	2,7	3,1	3,2	3,3	3,5	4,1	156

⁴⁷ Pour l'année 1949, les documents archivés regroupent les établissements de 100 à 500 salariés en une seule classe. Dans les trois tableaux ci-dessus, pour les établissements compris dans les tranches de 100 à 200 et de 200 à 500 salariés, l'évolution des scores est calculée en prenant pour base l'année 1950. Vu les faibles effectifs concernés par les candidatures CGC, les calculs ne sont pas effectués pour les premiers collèges.

Tableau VII.8 Audience de la CGC par branches économiques et par collèges (1957-58)⁴⁸

<i>Branches :</i>	Collège 1		Collège 2		Tous collèges	
	Voix	% SE	Voix	% SE	Voix	% SE
01. Agriculture, forêt, pêche						
02. Eau, gaz, électricité	46	3,6		—	46	2,8
03. Pétroles et carburants liquides	183	1,6	968	34,6	1 151	8,3
04. Combustibles minéraux solides	—	—	27	42,2	27	6,0
05. Carrières et matériaux de construction	—	—	—	—	—	—
06. Production des métaux	186	0,7	941	29,7	1 127	3,9
11. Première transformation des métaux	157	0,4	1 350	25,8	1 507	3,5
12. Mécanique générale	564	1,4	1 703	24,5	2 267	4,7
13. Construction de machines, navires	2 438	1,7	5 170	19,5	7 608	4,5
14. Construction électrique	81	0,3	1 115	12,2	1 196	2,9
21. Verre, matériaux de construction	82	0,5	366	25,3	448	2,6
30-32. Bâtiment et travaux publics	180	1,1	459	15,2	639	3,3
40. Industries chimiques	745	1,7	1 775	20,8	2 520	4,9
51. Industries agricoles et alimentaires	—	—	550	19,4	550	2,5
52. Textiles	188	0,8	314	14,5	502	1,9
53. Habillement	—	—	17	5,0	17	0,4
54. Cuir et peaux	—	—	18	4,8	18	0,3
55. Bois et ameublement	3	0,1	19	6,5	22	0,6
56. Papier-carton	69	0,7	284	35,9	353	3,5
57. Industries polygraphiques	148	1,1	233	12,1	381	2,4
58. Industries diverses	—	—	12	2,3	12	0,4
59. Transports	56	1,5	124	10,9	180	3,8
60. Commerces agricoles et alimentaires	112	1,3	174	11,2	286	2,9
61. Commerces non alimentaires	188	0,9	1 335	26,0	1 523	5,9
62. Banques, assurances	631	1,8	2 853	22,9	3 484	7,3
63. Spectacles	29	4,4	62	52,1	91	11,7
64. Hygiène et services et domestiques	—	—	—	—	—	—
65. Prof libérales et administratives...	36	0,3	181	8,4	217	1,3
Totaux	6 122	1,1	20 050	20,2	26 172	4,1

⁴⁸ Nous respectons la nomenclature en branches du document original. La statistique des années 1957-58 porte sur 4751 scrutins, 1.036.582 électeurs inscrits et 632.186 suffrages exprimés. Nous avons regroupé le collège unique avec le premier collège.

Tableau VII.9 L'audience de la CGC par branches économiques (en pourcentage des exprimés, par collèges, NAE-59, 1966-1979)

<i>Branches</i>	1966-67		1972-73		1974-75		1978-79		Evolution 79/66	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
01. Eau, gaz, électricité	—	4,2	—	—	—	15,0	0,5	21,9	—	522
02. Pétroles, carburants liquides	—	41,6	—	13,7	—	7,9	4,1	17,9	—	43
03 Combustibles minéraux solides	—	28,1	—	—	—	20,1	13,0	18,4	—	65
10. Pêche, agriculture, forêt	—	—	—	—	0,4	10,0	1,0	11,7	—	—
13. Extraction de minerais divers	—	47,1	—	—	—	39,9	0,8	7,8	—	17
29. Production des métaux	—	29,4	—	33,1	1,1	30,8	1,2	27,2	—	92
36. Première transformation des métaux	—	20,2	—	27,0	0,1	27,3	0,9	24,3	—	120
37. Mécanique générale, articles métalliques...	—	23,2	—	22,4	0,1	24,3	0,7	25,2	—	108
38. Construction de machines, navale, autos...	—	18,4	—	22,4	0,3	22,5	1,0	25,3	—	138
39. Construction électrique	—	17,7	—	25,0	0,2	22,3	0,4	24,2	—	136
42. Verre, céramique, matériaux de construction	—	30,5	—	27,2	0,3	31,2	—	26,2	—	86
45. Bâtiment et travaux publics	—	17,2	—	20,3	0,2	14,1	0,2	14,2	—	82
52. Industrie chimique	—	24,9	—	31,8	0,1	28,2	0,7	29,1	—	117
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	—	11,9	—	17,2	0,1	18,7	0,5	25,6	—	216
66. Industrie textile	—	24,1	—	31,6	0,3	30,2	0,2	30,1	—	125
67. Habillement et travail des étoffes	—	20,5	—	23,5	—	26,3	0,1	22,4	—	109
68. Cuirs et peaux	—	7,7	—	—	0,3	29,4	0,3	32,8	—	425
71. Industries agricoles et alimentaires	—	27,7	—	35,5	0,1	33,1	0,4	32,6	—	118
76. Industries du bois et ameublement	—	19,2	—	20,1	—	13,1	0,2	11,7	—	61
77. Papier, carton	—	37,2	—	35,7	—	32,6	0,1	32,7	—	88
78. Industries polygraphiques	—	24,2	—	21,2	—	18,1	1,0	23,2	—	96
79. Industries diverses	—	19,6	—	21,5	0,1	21,8	0,4	24,2	—	124
80. Transports	—	19,3	—	15,3	—	16,3	0,2	22,8	—	118
90. Commerces agricoles et alimentaires	—	19,9	—	21,8	—	21,6	0,2	22,7	—	114
91. Commerces non alimentaires	—	25,0	—	20,4	0,3	22,2	1,9	22,4	—	90
96. Banques et assurances	—	22,8	—	29,0	4,6	26,5	3,0	25,5	—	112
97. Spectacles	—	12,4	—	-	0,2	9,4	0,3	22,1	—	179
98. Hygiène, services domestiques	—	25,8	—	-	0,5	9,4	—	4,2	—	16
99. Professions libérales	—	6,9	—	10,5	0,2	10,6	0,7	9,6	—	139
Ensemble	—	21,6	—	23,8	0,4	22,2	0,8	20,3	—	94

Tableau VII.10 L'audience de la CGC par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1979, NAE-59)

<i>Branches</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79
01. Eau, gaz, électricité	0,8	1,7	—	—	—	—	—	4,4	4,3	3,5	3,2	5,0	5,5
02. Pétroles, carburants liquides	11,6	13,5	13,6	7,0	4,7	4,7	6,8	5,5	3,5	3,0	2,8	5,5	10,9
03 Combustibles minéraux solides	13,4	14,1	18,6	—	—	—	—	—	14,3	15,4	16,8	14,8	16,9
10. Pêche, agriculture, forêt	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5	3,5	3,6	2,7	3,3
13. Extraction de minerais divers	4,3	—	5,8	—	—	—	—	—	5,5	2,9	3,8	4,4	2,2
29. Production des métaux	4,1	5,6	6,0	4,8	6,7	5,3	6,5	6,0	7,2	7,2	7,0	7,6	7,8
36. Première transformation des métaux	3,2	3,8	4,5	4,6	5	5,0	5,2	5,0	5,7	5,7	5,5	6,1	5,9
37. Mécanique générale, articles métalliques...	4,3	5,0	6,6	5,8	4,5	4,6	5,1	4,5	5,9	6,5	6,4	6,9	6,4
38. Construction de machines, navale, autos...	3,7	4,0	4,2	5,0	5	5,0	5,0	5,0	5,3	5,4	5,4	6,7	6,8
39. Construction électrique	4,4	5,6	5,7	6,2	6,1	6,1	6,3	5,5	5,8	6,7	6,9	6,9	6,9
42. Verre, céramique, matériaux de cons.	3,7	3,0	3,3	4,0	3,9	3,9	4,5	4,8	5,1	5,2	4,8	4,5	4,7
45. Bâtiment et travaux publics	2,7	2,5	2,4	2,6	2,8	2,8	2,6	2,8	3,2	3,4	3,0	3,2	3,2
52. Industrie chimique	5,7	6,7	7,5	7,7	7,8	7,8	9,6	8,3	8,7	10,0	10,2	10,6	10,2
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	1,7	—	2,0	2,8	2,4	2,4	3,0	3,3	3,3	4,1	3,8	3,4	4,7
66. Industrie textile	2,9	3,5	3,8	4,0	5,1	5,1	4,5	4,9	4,7	5,2	5,5	5,1	4,5
67. Habillement et travail des étoffes	1,4	1,7	1,5	1,5	1,6	1,7	1,6	1,8	2,1	2,3	2,3	2,1	1,8
68. Cuirs et peaux	0,6	0,9	1,7	1,7	5	—	—	3,1	3,2	3,9	3,9	3,6	3,8
71. Industries agricoles et alimentaires	3,6	5,0	5,1	4,9	5,1	5,1	6,0	5,8	6,2	5,9	6,1	6,3	6,4
76. Industries du bois et ameublement	2,1	2,2	1,7	1,4	2,8	2,9	2,5	2,1	1,8	2,0	2,4	2,3	1,9
77. Papier, carton	3,9	4,8	4,3	4,0	4,1	4,1	4,5	4,4	4,4	5,1	5,7	5,5	5,1
78. Industries polygraphiques	3,9	4,4	3,5	3,7	3,3	3,3	4,4	4,1	3,9	4,3	4,6	4,5	5,0
79. Industries diverses	2,5	3,2	4,3	4,7	3,8	3,8	2,9	3,2	3,4	3,7	4,0	4,6	4,5
80. Transports	6,1	7,9	9,9	7,4	4,8	4,8	3,9	3,9	4,0	3,8	3,7	4,8	4,9
90. Commerces agricoles et alimentaires	3,3	4,5	3,6	4,0	4,2	4,2	3,8	4,2	3,8	3,5	3,8	4,1	3,8
91. Commerces non alimentaires	6,3	7,1	6,5	5,9	5,8	5,9	6,0	6,0	6,7	7,2	7,4	8,0	7,9
96. Banques et assurances	8,5	9,7	10,3	12,1	11,7	11,7	12,4	13,0	13,4	8,9	6,3	10,2	12,5
97. Spectacles	5,6	10,6	11,5	—	0	—	—	7,1	4,4	4,5	4,8	7,5	7,6
98. Hygiène, services domestiques	2,5	1,1	0,9	0,6	0	—	—	2,1	1,4	1,4	1,0	0,4	0,4
99. Professions libérales	1,1	1,4	1,6	1,7	2	2,0	2,2	2,2	2,5	2,5	2,5	2,7	2,8
Ensemble	4,1	4,8	5,0	5,3	5,2	5,3	5,4	5,3	5,5	5,6	5,4	6,1	6,3

Tableau VII.11 L'audience de la CGC par branches économiques
(en pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, NAP-40, 1981-93)

<i>Branches</i>	1981-82		1992-93		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
1. Agriculture, sylviculture...	1,7	21,5	1,6	16,6	96	77
2. Industrie de la viande et du lait	—	31,7	0,2	22,9	—	72
3. Autres produits alimentaires	—	34,9	0,6	21,4	—	62
4. Combustibles minéraux...	—	28,4	1,3	61,5	—	216
5. Pétrole, gaz naturel	0,3	37,2	3,2	25,0	1057	67
6. Electricité, gaz et eau	0,7	23,9	0,6	24,2	83	101
7. Métaux ferreux, transf. acier	0,4	26,4	2,4	31,3	603	118
8. Minerais, métaux non ferreux	0,1	29,3	0,9	29,2	1393	100
9. Matériaux de construction...	—	24,4	0,3	16,4	—	67
10. Industrie du verre	0,6	25,6	0,1	22,5	—	88
11. Chimie, fibres synthétiques	0,5	32,3	0,2	23,0	33	71
12. Parachimie, industrie pharm.	0,7	28,8	0,6	23,7	96	82
13. Fonderie, travail des métaux	0,2	23,5	0,3	16,1	175	69
14. Construction mécanique	0,2	19,4	0,1	17,0	35	88
15. Construc électrique et électronique	1,0	25,7	0,8	22,0	83	86
16. Autos, matériel transport terrestre	—	37,0	0,1	28,9	—	78
17. Construct. navale, aéronautique...	0,2	23,4	4,5	24,5	—	104
18. Industrie textile et habillement	0,1	27,0	0,1	17,5	230	65
19. Industrie cuir et chaussure	—	29,4	0,2	18,0	—	61
20. Bois, meubles, industries diverses	0,1	13,3	0,0	11,0	—	83
21. Papier et carton	—	31,3	0,0	26,8	—	85
22. Imprimerie, presse, édition	0,6	26,1	0,1	16,0	11	61
23. Caoutchouc, plastiques.	0,1	16,8	0,0	13,9	—	83
24. Bâtiment, génie civil...	0,1	13,6	0,2	11,2	159	82
25. Commerce de gros alimentaire	1,2	19,6	1,2	14,6	99	74
26. Commerce de gros non-alimentaire	0,6	21,5	0,4	12,7	62	59
27. Commerce détail alimentaire	0,3	23,3	0,3	17,6	98	76
28. Commerce détail non-alimentaire	1,4	37,3	0,0	18,9	0	51
29. Répar., commerce de l'automobile	0,2	14,1	0,3	10,5	181	74
30. Hôtels, café, restaurants	—	18,5	0,4	21,8	—	118
31. Transports	0,1	20,2	0,0	8,0	1	40
32. Postes et télécommunications	—	34,2	16,1	29,8	—	87
33. Services marchands aux entreprises	1,3	21,5	1,5	12,6	112	59
34. Services marchands aux particuliers	0,1	17,2	0,4	15,8	348	92
35. Location, crédit-bail immobilier	—	16,9	0,1	6,5	—	39
36. Assurances	1,6	43,1	2,9	28,1	185	65
37. Organismes financiers	2,9	28,1	4,9	18,4	167	66
38. Services non marchands	0,6	11,1	0,8	9,2	131	83
Toutes branches	1,0	24,4	0,7	17,3	67	71

Tableau VII.12 L'audience de la CGC par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1981-1993, NAP-40)

<i>Branches</i>	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1981=100
1. Agriculture, sylviculture, pêche	5,2	6,4	5,8	4,3	4,6	3,7	4,0	5,2	5,0	3,8	4,1	3,9	75
2. Industrie de la viande et du lait	5,0	5,3	5,3	5,5	5,0	5,1	4,9	4,6	4,9	5,0	4,2	3,7	74
3. Autres produits alimentaires	7,1	6,8	5,8	6,7	6,7	5,9	5,3	5,4	5,3	4,8	5,3	5,3	74
4. Combustibles minéraux...	9,8	33,3	33,3	19,2	19,2	17,0	17,0	11,7	11,7	19,7	15,1	11,3	116
5. Pétrole, gaz naturel	19,9	20,4	20,5	17,0	20,7	22,9	20,2	24,4	24,2	22,7	24,4	18,2	91
6. Electricité, gaz et eau	7,1	8,9	11,1	8,7	7,4	7,2	8,5	8,8	7,8	8,1	7,9	7,7	109
7. Métaux ferreux, transformation acier	7,1	6,7	8,7	10,4	10,7	10,1	11,0	10,6	11,0	13,4	13,9	13,5	189
8. Minerais, métaux non ferreux	7,2	8,6	9,6	9,4	9,8	9,0	8,2	8,0	8,4	8,2	8,6	9,6	133
9. Matériaux de construction...	4,4	4,4	4,3	4,8	5,1	5,1	5,1	5,1	4,5	4,0	4,1	4,2	95
10. Industrie du verre	5,4	5,8	5,3	5,0	4,7	4,6	3,9	3,8	3,5	3,7	4,3	4,3	80
11. Chimie, fibres synthétiques	10,6	10,1	10,6	9,9	9,6	10,2	9,7	9,9	10,3	10,7	10,0	9,8	92
12. Parachimie, industrie pharmac.	10,7	11,7	12,3	12,0	12,7	12,4	10,5	10,7	10,9	11,5	11,3	10,2	96
13. Fonderie, travail des métaux	4,4	4,8	5,1	5,2	5,2	4,5	4,4	4,2	4,3	4,2	3,5	3,5	79
14. Construction mécanique	5,2	5,6	5,8	5,6	5,4	5,8	5,8	5,0	4,7	5,2	5,8	5,2	101
15. Construction électrique et électron.	9,6	9,7	9,3	9,7	10,6	10,6	10,1	9,1	9,4	10,1	10,0	9,5	99
16. Autos, matériels transp. terrestre	7,6	7,5	6,5	6,2	6,1	6,7	7,2	6,6	7,1	7,8	7,0	6,7	89
17. Construction navale, aéronautique...	9,8	12,0	13,5	12,9	12,4	12,0	14,9	17,8	18,1	14,8	15,7	15,5	158
18. Industrie textile et habillement	3,3	3,2	3,3	3,5	3,4	3,0	3,2	3,1	2,7	2,8	3,2	2,8	84
19. Industrie cuir et chaussure	2,5	2,7	3,5	3,7	3,2	2,7	2,6	2,6	1,9	1,8	1,7	1,9	76
20. Bois, meubles, industrie diverses	2,1	2,3	2,6	2,7	2,3	2,2	2,5	2,4	2,3	2,1	1,9	2,0	98
21. Industrie du papier et du carton	4,8	5,0	5,5	5,3	5,2	5,2	5,6	5,8	5,6	5,7	5,1	4,8	100
22. Imprimerie, presse, édition	6,9	6,5	6,4	6,1	5,9	5,4	5,6	5,2	4,6	5,0	5,0	4,7	68
23. Caoutchouc, plastiques.	3,1	3,0	3,2	3,6	3,6	3,3	3,0	3,0	2,7	2,8	2,9	2,8	91
24. Bâtiment, génie civil...	3,1	3,4	3,6	4,6	4,8	4,7	4,1	3,6	3,9	4,2	4,2	3,4	110
25. Commerce de gros alimentaire	4,7	4,2	4,6	4,8	4,0	4,3	4,0	3,5	3,6	3,2	3,8	4,7	100
26. Commerce de gros non-alimentaire	7,4	8,1	7,9	6,8	6,0	5,6	5,7	5,8	5,5	4,9	5,1	4,8	65
27. Commerce détail alimentaire	3,8	4,1	4,4	4,4	3,8	3,7	3,9	3,8	3,3	3,0	2,7	2,9	77
28. Commerce détail non-alimentaire	8,3	5,5	5,9	6,3	6,7	7,3	5,4	4,9	5,2	4,5	4,2	3,6	43
29. Réparation, commerce de l'auto.	3,7	3,8	4,5	4,1	4,6	4,6	3,9	4,4	4,3	3,7	3,3	3,5	94
30. Hôtels, café, restaurants	3,8	4,7	4,1	5,0	5,0	4,9	4,6	3,5	3,8	3,9	4,2	5,1	134
31. Transports	5,0	4,4	5,3	5,5	4,4	2,5	2,5	2,5	2,6	3,8	2,3	2,1	41
32. Postes et télécommunication	18,4	1,3	7,3	6,4	2,9	2,9	12,9	13,9	13,0	10,8	20,0	21,5	117
33. Services marchands aux entreprises	9,5	12,9	13,9	11,6	11,6	10,9	9,7	9,8	8,5	9,2	8,6	6,3	66
34. Services marchands aux particulier	2,3	2,7	3,0	2,9	3,1	2,9	2,9	3,0	3,4	3,3	2,9	2,9	123
35. Location, crédit-bail immobiliers	3,0	3,6	3,6	3,0	2,7	3,4	3,3	3,2	4,1	4,8	3,7	1,9	65
36. Assurances	12,0	12,3	12,7	13,7	13,1	11,5	10,9	10,7	8,0	10,9	11,5	9,7	81
37. Organismes financiers	15,6	14,7	14,1	13,8	15,9	16,4	15,4	14,6	13,9	14,7	12,7	13,9	89
38. Services non marchands	3,2	3,3	3,3	3,4	3,3	3,1	3,0	2,6	3,0	3,1	2,8	3,1	97
Ensemble	6,6	6,8	6,9	6,9	7,1	6,7	6,4	6,1	6,0	6,5	6,0	5,7	85

Tableau VII.13 L'audience de la CGC dans les premiers collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)*

Régions :	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1974=100
1. Alsace	—	—	1,1	1,4	0,3	0,1	7
2. Aquitaine	—	—	0,2	0,5	0,5	0,7	358
3. Auvergne	—	—	0,0	1,6	0,1	0,3	—
4. Bourgogne	—	—	0,0	0,5	0,1	0,2	—
5. Bretagne	—	—	0,0	0,5	0,2	0,2	356
6. Centre	—	—	0,1	0,7	0,4	0,4	421
7. Champagne-Ardennes	—	—	0,3	0,9	0,3	0,7	265
8. Franche-Comté	—	—	0,3	0,1	0,1	0,1	47
9. Languedoc-Roussillon	—	—	0,3	0,1	0,4	0,6	213
10. Limousin	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—
11. Lorraine	—	—	1,1	0,8	0,3	0,6	55
12. Midi-Pyrénées	—	—	1,0	2,0	0,5	1,6	158
13. Nord	—	—	0,2	0,2	0,4	0,6	388
14. Basse-Normandie	—	—	0,2	0,3	0,2	0,2	81
15. Haute-Normandie	—	—	0,1	0,2	0,0	0,1	71
16. Ile-de-France	—	—	0,8	1,8	1,2	1,8	229
17. Pays-de-Loire	—	—	0,3	0,4	0,2	0,2	49
18. Picardie	—	—	0,2	0,2	0,2	0,7	449
19. Poitou-Charentes	—	—	0,2	0,4	0,2	0,4	224
20. Provence-Côte d'Azur	—	—	0,6	0,7	0,5	0,3	48
21. Rhône-Alpes	—	—	0,3	0,3	0,3	0,3	98
France entière	—	—	0,4	0,8	0,5	0,7	148

* Entre 1966 et 1973, le Ministère n'a pas publié les scores des listes CGC dans les premiers collèges et les collèges uniques

Tableau VII.14 L'audience de la CGC dans les seconds collèges ventilée par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

Régions :	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	20,8	20,7	22,3	18,8	28,4	15,1	72
2. Aquitaine	22,1	23,4	23,4	23,1	24,8	16,1	73
3. Auvergne	22,5	14,0	15,7	20,4	17,2	14,3	64
4. Bourgogne	19,0	19,8	21,5	21,7	21,0	14,9	79
5. Bretagne	13,5	19,3	15,9	13,4	14,5	8,8	65
6. Centre	22,1	23,4	21,4	21,9	23,4	14,3	64
7. Champagne-Ardennes	26,5	27,7	27,3	27,6	27,9	20,4	77
8. Franche-Comté	12,5	26,4	30,1	37,5	45,0	21,2	169
9. Languedoc-Roussillon	21,1	19,1	20,1	18,0	18,1	17,5	83
10. Limousin	24,2	27,2	22,5	19,2	22,8	13,4	55
11. Lorraine	26,6	26,0	23,9	23,0	20,5	15,8	59
12. Midi-Pyrénées	21,6	25,6	23,8	17,6	16,8	17,7	82
13. Nord	28,3	31,7	27,5	25,7	24,5	22,0	78
14. Basse-Normandie	16,0	22,7	18,5	16,8	17,8	15,3	96
15. Haute-Normandie	27,4	20,3	20,1	20,6	20,1	18,1	66
16. Ile-de-France	21,7	23,8	22,9	24,8	27,0	20,6	95
17. Pays-de-Loire	20,6	16,5	19,4	18,6	18,6	13,6	66
18. Picardie	19,3	28,4	27,1	28,2	26,8	19,7	102
19. Poitou-Charentes	23,2	29,9	24,9	21,8	23,2	16,9	73
20. Provence-Côte d'Azur	25,5	26,4	22,9	24,2	23,8	12,6	50
21. Rhône-Alpes	15,3	21,3	20,1	20,1	21,3	15,0	98
France entière	21,6	23,8	20,4	23,1	24,4	17,3	80

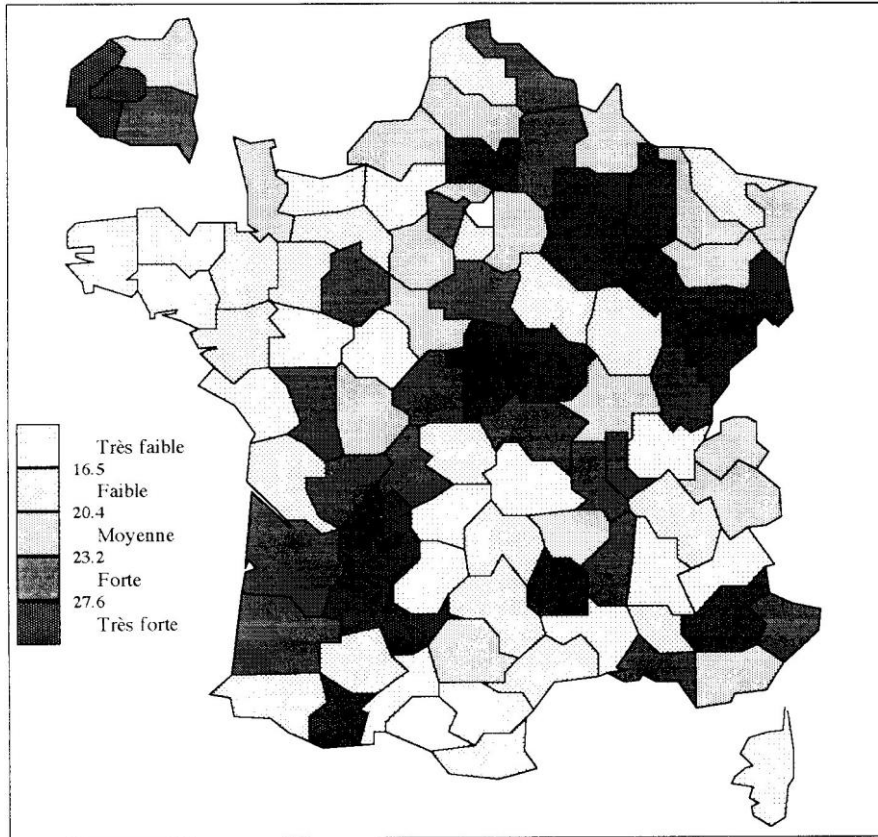
Tableau VII.15 L'audience de la CGC par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1980)

<i>Régions</i>	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Alsace	3,0	4,0	—	—	3,1	4,1	3,7	5,0	5,4	4,2	4,3	5,3	4,7	4,2
Aquitaine	3,5	3,8	—	—	4,1	4,4	4,5	4,5	4,6	5,0	4,9	5,0	5,4	5,3
Auvergne	3,1	2,2	—	—	2,5	2,5	2,4	2,2	2,7	3,0	3,0	3,8	4,8	3,7
Bourgogne	2,9	3,2	—	—	2,8	3,3	3,3	3,6	4,0	4,1	4,2	4,6	4,4	4,4
Bretagne	1,5	1,8	—	—	2,5	2,3	2,4	2,4	2,6	2,7	2,5	2,7	2,6	2,7
Centre	2,9	3,7	—	—	3,1	4,0	3,9	3,2	3,6	3,7	4,0	4,4	4,4	4,3
Champagne-Ardenne	3,2	3,8	—	—	3,8	3,8	3,9	4,1	4,3	4,2	4,2	5,4	5,4	5,0
Franche-Comté	1,7	4,4	—	—	4,8	3,9	3,9	5,4	5,4	5,4	5,9	6,8	6,6	3,6
Languedoc-Roussillon	3,5	3,1	—	—	3,7	3,5	3,3	4,0	3,9	3,7	3,7	4,3	4,2	4,1
Limousin	2,8	3,2	—	—	3,1	3,6	3,7	3,6	3,8	4,0	3,7	3,4	3,1	3,2
Lorraine	3,4	3,8	—	—	5,3	4,9	4,5	5,0	5,4	5,3	5,4	5,4	5,2	4,7
Midi-Pyrénées	3,8	4,2	—	—	4,9	5,0	5,2	6,4	5,9	4,5	4,3	5,5	5,5	5,2
Nord	3,9	4,4	—	—	4,7	5,0	4,9	5,0	4,8	4,9	5,2	5,0	4,8	5,1
Basse-Normandie	1,7	3,3	—	—	2,4	3,4	3,1	2,7	2,9	2,9	2,7	2,8	3,0	3,3
Haute-Normandie	3,8	4,3	—	—	4,1	3,7	3,2	3,2	3,5	3,9	4,1	4,2	4,2	4,4
Ile-de-France	6,4	7,2	—	—	8,1	8,1	8,5	7,9	8,7	8,8	8,3	10,0	10,7	10,3
Pays-de-Loire	3,5	3,3	—	—	2,7	2,5	2,5	3,1	3,5	3,6	3,4	3,7	3,8	3,9
Picardie	2,8	3,0	—	—	4,4	4,5	4,3	4,6	4,7	5,0	5,0	5,0	5,1	5,1
Poitou-Charentes	2,9	2,5	—	—	2,7	3,2	4,4	3,9	3,9	4,2	3,9	4,5	4,1	4,3
Provence-Côte d'Azur	4,8	4,9	—	—	5,1	6,0	5,9	5,8	6,1	5,1	5,1	6,4	6,6	6,5
Rhône-Alpes	2,6	3,7	—	—	4,4	4,4	4,3	4,3	4,5	4,4	4,5	4,9	4,8	4,9
Ensemble	4,1	4,8	5,0	5,3	5,2	5,3	5,4	5,3	5,5	5,6	5,4	6,1	6,3	6,0

Tableau VII.16 L'audience de la CGC par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1980-1993)

<i>Régions</i>	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Alsace	5,7	5,8	5,1	5,3	4,9	5,0	5,1	5,0	4,2	3,7	4,4	3,9	3,6	120
Aquitaine	5,5	6,4	6,3	6,2	6,0	6,4	5,7	4,9	4,9	4,8	5,3	5,1	5,1	145
Auvergne	2,8	3,3	3,4	3,9	3,9	4,0	3,9	4,1	3,8	2,9	4,2	3,7	3,7	119
Bourgogne	4,5	4,3	4,6	4,9	5,1	4,7	4,3	4,7	4,5	4,1	4,2	4,1	4,0	137
Bretagne	2,8	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	3,0	2,8	2,9	2,5	2,8	2,6	2,2	148
Centre	4,4	4,7	4,8	4,9	4,4	4,3	4,1	3,8	4,7	4,6	3,9	3,7	3,7	129
Champagne-Ardennes	5,1	5,1	5,5	5,3	5,6	5,4	5,0	5,4	4,4	4,9	5,8	4,7	5,2	163
Franche-Comté	3,8	9,0	8,9	5,0	4,7	4,8	5,4	5,9	5,6	6,7	7,3	6,0	5,3	315
Languedoc-Roussillon	4,1	4,3	4,4	4,1	4,5	5,1	4,7	4,1	5,1	5,3	5,4	5,1	5,4	156
Limousin	3,4	4,0	4,4	4,4	3,4	3,0	3,1	2,8	3,0	3,4	3,8	2,9	3,2	114
Lorraine	4,9	4,5	4,1	4,8	5,6	5,8	5,2	4,9	4,6	4,5	5,3	4,7	4,7	139
Midi-Pyrénées	5,1	4,3	5,2	6,5	5,8	4,7	5,0	4,9	5,0	5,9	6,0	6,9	6,7	175
Nord	5,3	5,5	5,5	5,7	5,8	6,4	6,3	6,0	6,1	6,2	6,0	5,9	5,9	152
Basse-Normandie	3,2	3,3	3,4	4,0	3,9	3,3	3,4	3,8	3,9	3,6	3,5	3,4	3,5	208
Haute-Normandie	4,2	3,7	4,6	5,2	4,9	5,0	5,2	4,8	4,1	3,9	4,8	4,6	4,9	130
Ile-de-France	10,6	11,7	12,2	12,7	11,6	12,1	11,9	10,7	10,3	10,3	11,5	10,5	9,8	153
Pays-de-Loire	4,0	3,8	4,0	4,3	3,9	3,7	3,8	4,2	3,8	3,5	3,8	3,6	3,5	99
Picardie	5,1	5,3	5,3	5,3	5,5	5,3	4,9	5,5	5,8	5,6	5,3	4,7	5,2	187
Poitou-Charentes	4,6	4,2	4,6	4,1	4,4	4,9	4,2	3,5	3,4	3,6	3,9	4,2	4,3	147
Provence-Côte d'Azur	7,1	6,7	6,7	6,6	6,4	6,9	7,0	7,2	6,9	6,6	7,7	5,7	4,4	92
Rhône-Alpes	5,0	5,4	5,5	5,5	5,4	5,3	5,6	5,5	4,9	4,7	5,0	4,8	4,8	184
Corse		6,3	12,9	0,7	0,6	5,1	7,0	6,2	4,6	0,8	0,1	1,4	1,4	—
Ensemble	6,1	6,6	6,8	6,9	6,9	7,1	6,7	6,4	6,1	6,0	6,5	6,0	5,7	139

VII.17 L'audience de la CGC par départements (en pourcentage des exprimés, seconds collèges, 1981-82)



VII.18 L'audience de la CGC par départements (en pourcentage des exprimés, seconds collèges, 1992-93)

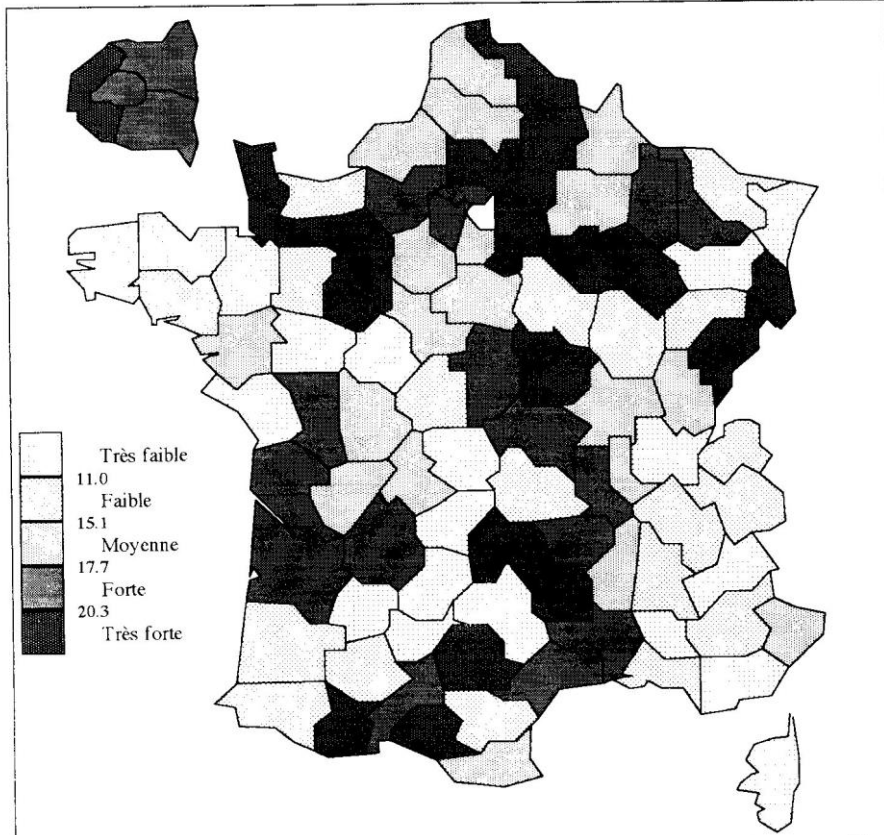


Tableau VII.19 Audience de la CGC par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	1966-67		1974-75		1981-82		1992-93		Evolution 93/66		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
Moins de 50 salariés	—	15,7	0,4	18,6	0,8	11,7	0,5	3,6	—	23	63	31
De 50 à 99 salariés	—	13,4	0,3	10,9	0,3	10,2	0,3	5,8	—	43	93	57
De 100 à 199 salariés	—	15,9	0,4	15,7	0,4	16,1	0,4	10,7	—	67	111	66
De 200 à 499 salariés	—	19,7	0,4	23,5	0,4	26,0	0,7	18,5	—	94	168	71
De 500 à 999 salariés	—	27,0	0,5	28,5	0,7	31,1	1,0	23,4	—	87	149	75
Plus de 1000 salariés	—	22,7	0,6	26,0	0,6	28,6	0,9	20,6	—	91	153	72
Ensemble	—	21,6	0,4	22,2	1,0	24,4	0,7	17,3	—	80	67	71

Tableau VII.20 Audience de la CGC par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, tous collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
Moins de 50 salariés	5,4	—	—	—	—	—	—	—	4,5	4,8	4,3	3,7	4,3	4,2
De 50 à 99 salariés	2,3	2,8	2,6	2,6	2,3	2,1	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	2,7	2,8	2,7
De 100 à 199 salariés	2,6	2,9	3,2	3,2	3,1	3,3	3,4	3,4	3,6	3,4	3,4	3,9	3,9	4,0
De 200 à 499 salariés	3,5	4,5	4,6	4,7	4,4	5,1	5,5	5,0	5,4	5,6	5,3	5,7	6,1	6,2
De 500 à 999 salariés	5,1	5,7	6,4	6,5	6,2	6,7	7,2	6,8	6,9	7,0	7,3	8,0	7,8	8,0
Plus de 1000 salariés	4,7	5,6	5,9	6,5	5,6	5,8	6,5	6,5	7,2	7,0	6,8	8,3	8,7	7,5
Ensemble	4,1	4,8	5,0	5,3	5,2	5,3	5,4	5,3	5,5	5,6	5,4	6,1	6,3	6,0

<i>Tailles</i>	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93	Evolution 1966=100
Moins de 50 salariés	3,9	3,1	2,9	2,5	2,1	2,3	2,2	1,9	2,1	1,9	1,5	1,5	1,1	20
De 50 à 99 salariés	2,4	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	1,9	2,0	1,8	1,6	1,6	1,5	68
De 100 à 199 salariés	4,0	3,9	4,1	4,1	4,0	4,1	3,9	3,7	4,0	3,5	3,4	3,2	3,1	116
De 200 à 499 salariés	6,4	6,7	6,7	6,7	6,8	6,9	7,0	6,5	6,5	6,3	6,1	6,2	5,9	169
De 500 à 999 salariés	8,6	8,9	9,2	9,0	9,2	9,4	9,0	8,6	8,8	8,7	8,8	8,3	8,6	167
Plus de 1000 salariés	7,8	9,5	10,1	10,7	8,9	9,1	9,0	8,9	10,4	8,6	11,2	8,8	8,0	171
Ensemble	6,1	6,6	6,8	6,9	6,9	7,1	6,7	6,4	6,1	6,0	6,5	6,0	5,7	139

Tableau VII.21 Les principales configurations électorales avec une liste CGC (en valeurs absolues, 1992-93)*

	Collèges 1					Collèges 2					Tous collèges					
	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CGC	Concurrents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CGC	Concurrents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages CGC	Concurrents	
Liste unique	72	4 547	2 892	2 892		1 963	108 891	70 083	70 083		2 035	113 438	72 975	72 975		
Duels	CGT	20	3 221	2 322	1 084	1 238	230	21 417	15 083	8 701	6 382	250	24 638	17 405	9 785	7 620
	CFDT	55	5 685	3 775	1 361	2 414	447	49 864	33 770	17 182	16 588	502	55 549	37 545	18 543	19 002
	CFTC	12	1 320	926	508	418	86	7 320	4 876	2 724	2 152	98	8 640	5 802	3 232	2 570
	FO	26	2 550	1 858	783	1 075	215	21 160	13 936	7 869	6 067	241	23 710	15 794	8 652	7 142
	CGC	131	15 199	9 976	4 249		1 161	119 918	79 842	42 382		1 292	135 117	89 818	46 631	
	AS	5	193	141	86	55	61	8 331	5 662	2 882	2 780	66	8 524	5 803	2 968	2 835
	N-S	13	2 230	954	427	527	122	11 826	6 515	3 024	3 491	135	14 056	7 469	3 451	4 018
Triangulaires	CGT	55	15 896	10 504	2 811	3 873	327	73 114	52 091	18 998	13 709	382	89 010	62 595	21 809	17 582
	CFDT	61	15 023	10 726	2 687	4 208	409	84 986	60 906	21 684	23 550	470	100 009	71 632	24 371	27 758
	CFTC	24	5 573	3 642	1 011	1 175	121	23 272	16 436	5 554	3 835	145	28 845	20 078	6 565	5 010
	FO	32	5 776	3 789	867	1 395	254	38 667	27 959	10 577	8 092	286	44 443	31 748	11 444	9 487
	CGC	95	23 670	15 682	4 115		602	119 052	84 919	30 414		697	142 722	100 601	34 529	
	AS	9	3 340	1 751	542	549	64	14 596	10 434	3 250	4 671	73	17 936	12 185	3 792	5 220
	N-S	9	1 732	952	312	367	29	3 469	2 012	765	648	38	5 201	2 964	1 077	1 015
Quatre et plus	CGT	78	40 904	25 971	4 544	7 172	398	241 241	174 339	32 478	37 789	476	282 145	200 310	37 022	44 961
	CFDT	89	43 894	27 871	4 790	7 842	472	268 684	191 579	37 887	53 034	561	312 578	219 450	42 677	60 876
	CFTC	63	35 969	22 362	3 677	2 749	301	192 572	139 428	25 798	14 128	364	228 541	161 790	29 475	16 877
	FO	77	41 824	26 560	4 467	5 401	420	248 762	178 877	34 810	27 303	497	290 586	205 437	39 277	32 704
	CGC	97	46 226	29 257	5 091		507	277 553	197 987	39 399		604	323 779	227 244	44 490	
	AS	16	10 088	6 307	1 209	937	175	124 849	88 654	11 785	25 507	191	134 937	94 961	12 994	26 444
	N-S	4	2 065	913	195	65	17	6 664	2 924	728	827	21	8 729	3 837	923	892
Ensemble	CGT	153	60 021	38 797	8 439	12 283	955	335 772	241 513	60 177	57 880	1 108	395 793	280 310	68 616	70 163
	CFDT	205	64 602	42 372	8 838	14 464	1 328	403 534	286 255	76 753	93 172	1 533	468 136	328 627	85 591	107 636
	CFTC	99	42 862	26 930	5 196	4 342	508	223 164	160 740	34 076	20 115	607	266 026	187 670	39 272	24 457
	FO	135	50 150	32 207	6 117	7 871	889	308 589	220 772	53 256	41 462	1 024	358 739	252 979	59 373	49 333
	CGC	395	89 642	57 807	16 347		4 233	625 414	432 831	182 278		4 628	715 056	490 638	198 625	
	AS	30	13 621	8 199	1 837	1 541	300	147 776	104 750	17 917	32 958	330	161 397	112 949	19 754	34 499
	N-S	26	6 027	2 819	934	959	168	21 959	11 451	4 517	4 966	194	27 986	14 270	5 451	5 925
	25 504	3 703 301	2 449 675			24 967	1 570 540	1 050 794			50 471	5 273 841	3 500 469			

* Pour un exemple de lecture, cf. la note sous le tableau III.21, p 82.

Tableau VII.22 Structure des configurations électorales avec une liste CGC (en pourcentage des inscrits, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous Collèges		
		%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation
Liste unique		18,2	5,1	63,6	46,4	17,4	64,4	44,0	15,9	64,3
Duels	CGT	5,1	3,6	72,1	5,4	3,4	70,4	5,4	3,4	70,6
	CFDT	13,9	6,3	66,4	10,6	8,0	67,7	10,8	7,8	67,6
	CFTC	3,0	1,5	70,2	2,0	1,2	66,6	2,1	1,2	67,2
	FO	6,6	2,8	72,9	5,1	3,4	65,9	5,2	3,3	66,6
	CGC	33,2	17,0	65,6	27,4	19,2	66,6	27,9	18,9	66,5
	Autres synd.	1,3	0,2	73,1	1,4	1,3	68,0	1,4	1,2	68,1
	Non-synd.	3,3	2,5	42,8	2,9	1,9	55,1	2,9	2,0	53,1
Triangulaires	CGT	13,9	17,7	66,1	7,7	11,7	71,2	8,3	12,4	70,3
	CFDT	15,4	16,8	71,4	9,7	13,6	71,7	10,2	14,0	71,6
	CFTC	6,1	6,2	65,4	2,9	3,7	70,6	3,1	4,0	69,6
	FO	8,1	6,4	65,6	6,0	6,2	72,3	6,2	6,2	71,4
	CGC	24,1	26,4	66,3	14,2	19,0	71,3	15,1	20,0	70,5
	Autres synd.	2,3	3,7	52,4	1,5	2,3	71,5	1,6	2,5	67,9
	Non-synd.	2,3	1,9	55,0	0,7	0,6	58,0	0,8	0,7	57,0
Quatre et plus	CGT	19,7	45,6	63,5	9,4	38,6	72,3	10,3	39,5	71,0
	CFDT	22,5	49,0	63,5	11,2	43,0	71,3	12,1	43,7	70,2
	CFTC	15,9	40,1	62,2	7,1	30,8	72,4	7,9	32,0	70,8
	FO	19,5	46,7	63,5	9,9	39,8	71,9	10,7	40,6	70,7
	CGC	24,6	51,6	63,3	12,0	44,4	71,3	13,1	45,3	70,2
	Autres synd.	4,1	11,3	62,5	4,1	20,0	71,0	4,1	18,9	70,4
	Non-synd.	1,0	2,3	44,2	0,4	1,1	43,9	0,5	1,2	44,0
Ensemble	CGT	38,7	67,0	64,6	22,6	53,7	71,9	23,9	55,4	70,8
	CFDT	51,9	72,1	65,6	31,4	64,5	70,9	33,1	65,5	70,2
	CFTC	25,1	47,8	62,8	12,0	35,7	72,0	13,1	37,2	70,5
	FO	34,2	55,9	64,2	21,0	49,3	71,5	22,1	50,2	70,5
	CGC	100,0	100,0	64,5	100,0	100,0	69,2	100,0	100,0	68,6
	Autres synd.	7,6	15,2	60,2	7,1	23,6	70,9	7,1	22,6	70,0
	Non-synd.	6,6	6,7	46,8	4,0	3,5	52,1	4,2	3,9	51,0
Ensemble		1,5	2,4	66,1	17,0	39,8	66,9	9,2	13,6	66,4

* Pour un exemple de lecture, cf. la note sous le tableau III.22, p 83.

Tableau VII.23 Scores des listes CGC et de leurs principaux concurrents en fonction des configurations électorales
(en pourcentage des suffrages exprimés, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous collèges		
		% CGC	% Concurrents	Concurrent (100=CGC)	% CGC	% Concurrents	Concurrent (100=CGC)	% CGC	% Concurrents	Concurrent (100=CGC)
Liste unique		100,0			100,0			100,0		
Duels	CGT	46,7	53,3	114	57,7	42,3	73	56,2	43,8	78
	CFDT	36,1	63,9	177	50,9	49,1	97	49,4	50,6	102
	CFTC	54,9	45,1	82	55,9	44,1	79	55,7	44,3	80
	FO	42,1	57,9	137	56,5	43,5	77	54,8	45,2	83
	CGC	42,6			53,1			51,9		
	Autres synd.	61,0	39,0	64	50,9	49,1	97	51,1	48,9	96
	Non-synd.	44,8	55,2	123	46,4	53,6	115	46,2	53,8	116
Triangulaires	CGT	26,8	36,9	138	36,5	26,3	72	34,8	28,1	81
	CFDT	25,1	39,2	157	35,6	38,7	109	34,0	38,8	114
	CFTC	27,8	32,3	116	33,8	23,3	69	32,7	25,0	76
	FO	22,9	36,8	161	37,8	28,9	77	36,0	29,9	83
	CGC	26,2			35,8			34,3		
	Autres synd.	31,0	31,4	101	31,1	44,8	144	31,1	42,8	138
	Non-synd.	32,8	38,6	118	38,0	32,2	85	36,3	34,2	94
Quatre et plus	CGT	17,5	27,6	158	18,6	21,7	116	18,5	22,4	121
	CFDT	17,2	28,1	164	19,8	27,7	140	19,4	27,7	143
	CFTC	16,4	12,3	75	18,5	10,1	55	18,2	10,4	57
	FO	16,8	20,3	121	19,5	15,3	78	19,1	15,9	83
	CGC	17,4			19,9			19,6		
	Autres synd.	19,2	14,9	78	13,3	28,8	216	13,7	27,8	204
	Non-synd.	21,4	7,1	33	24,9	28,3	114	24,1	23,2	97
Ensemble	CGT	21,8	31,7	146	24,9	24,0	96	24,5	25,0	102
	CFDT	20,9	34,1	164	26,8	32,5	121	26,0	32,8	126
	CFTC	19,3	16,1	84	21,2	12,5	59	20,9	13,0	62
	FO	19,0	24,4	129	24,1	18,8	78	23,5	19,5	83
	CGC	28,3			42,1			40,5		
	Autres synd.	22,4	18,8	84	17,1	31,5	184	17,5	30,5	175
	Non-synd.	33,1	34,0	103	39,4	43,4	110	38,2	41,5	109

* Pour un exemple de lecture, cf. sous le tableau III.23, p 84.

Tableau VII.24 Implantation et audience effective de la CGC par branches économiques
(Ensemble des collèges, 1992-93)*

<i>branche :</i>	<i>Implantation :</i>			<i>Par scrutins</i>			<i>Par salariés</i>			<i>Audience effective</i>
	Total	CGC	Taux (%)	Total	CGC	Taux (%)	Total	CGC	Taux (%)	
Agriculture, sylviculture...	142	15	11	16 036	2 215	13,8				27,7
Industrie de la viande et du lait	566	73	13	106 221	20 893	19,7				16,9
Autres produits alimentaires	794	107	13	131 025	34 904	26,6				18,5
Combustibles minéraux...	2	2	100	603	603	100,0				11,3
Pétrole, gaz naturel	37	20	54	11 376	9 053	79,6				23,0
Electricité, gaz et eau	119	45	38	27 562	14 131	51,3				14,8
Métaux ferreux, transf. acier	161	62	39	62 614	48 142	76,9				17,3
Minerais, métaux non ferreux	125	51	41	32 477	20 910	64,4				14,5
Matériaux de construction...	436	56	13	54 086	11 283	20,9				18,2
Industrie du verre	124	38	31	41 930	19 476	46,4				9,0
Chimie, fibres synthétiques	293	120	41	77 566	49 356	63,6				15,0
Parachimie, industrie pharma.	498	115	23	115 363	50 517	43,8				23,9
Fonderie, travail des métaux	1 034	109	11	167 163	39 308	23,5				14,6
Construction mécanique	1 127	136	12	189 388	54 129	28,6				17,9
Cons. électrique et électronique	1 015	228	22	297 385	133 705	45,0				20,9
Autos, mat. transport terrestre	450	116	26	257 977	166 315	64,5				10,1
Cons. navale, aéronautique...	159	72	45	105 730	77 653	73,4				21,2
Textile et habillement	987	116	12	138 757	26 232	18,9				14,4
Cuir et chaussure	205	16	8	35 470	5 278	14,9				13,2
Bois, meubles, industries div.	604	39	6	84 366	10 823	12,8				14,6
Papier et carton	426	75	18	76 482	25 488	33,3				13,9
Imprimerie, presse, édition	411	63	15	73 975	23 897	32,3				13,7
Caoutchouc, plastiques.	629	58	9	140 617	22 341	15,9				15,9
Bâtiment, génie civil...	1 784	112	6	257 637	39 718	15,4				21,5
Commerce de gros alimentaire	517	51	10	78 912	16 401	20,8				22,4
Commerce de gros non-alim.	1 253	115	9	165 805	27 684	16,7				29,3
Commerce détail alimentaire	1 127	100	9	200 768	40 646	20,2				14,0
Commerce détail non-alim.	660	45	7	123 044	35 676	29,0				13,2
Répar., commerce de l'auto.	489	30	6	50 264	5 538	11,0				27,8
Hôtels, café, restaurants	397	39	10	73 225	20 487	28,0				16,5
Transports	1 432	151	11	500 388	304 607	60,9				3,3
Postes et télécommunications	9	3	33	2 978	2 122	71,3				31,8
Services marchands aux entrepr.	1 822	216	12	368 966	89 854	24,4				23,1
Services marchands aux particul.	2 437	195	8	389 940	69 714	17,9				15,5
Location, crédit-bail immobilier	187	16	9	27 344	4 426	16,2				12,4
Assurances	316	89	28	110 251	60 525	54,9				18,0
Organismes financiers	764	351	46	310 575	196 495	63,3				22,1
Services non marchands	1 692	196	12	369 575	104 226	28,2				10,7
Ensemble	25 230	3 441	13,6	5 273 841	1 884 771	35,7				15,0

* Lecture du tableau, cf note sous le tableau III.24, p 85.

Tableau VII.25 Implantation et audience effective de la CGC par régions
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Régions :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	CGC	Taux (%)	Total	CGC	Taux (%)	
Alsace	892	107	12	207 903	65 831	31,7	9,8
Aquitaine	1 016	133	13	181 042	66 395	36,7	13,0
Auvergne	489	62	13	103 987	25 524	24,5	13,9
Bourgogne	782	89	11	143 385	34 193	23,8	16,0
Bretagne	1 152	77	7	208 769	45 618	21,9	8,9
Centre	1 265	127	10	236 841	60 100	25,4	13,6
Champagne-Ardennes	707	105	15	130 341	45 826	35,2	13,5
Franche-Comté	490	49	10	107 499	47 912	44,6	11,0
Languedoc-Roussillon	688	102	15	116 195	42 708	36,8	13,5
Limousin	283	24	8	52 148	16 221	31,1	9,4
Lorraine	1 130	151	13	237 074	78 555	33,1	13,0
Midi-Pyrénées	936	138	15	177 719	63 211	35,6	17,5
Nord	1 746	357	20	398 662	171 873	43,1	12,9
Basse-Normandie	638	61	10	113 554	26 203	23,1	14,5
Haute-Normandie	784	103	13	158 703	47 685	30,0	15,4
Ile de France	4 436	806	18	1 231 116	623 566	50,7	18,6
Pays de Loire	1 589	144	9	315 130	79 233	25,1	12,6
Picardie	892	132	15	169 918	55 365	32,6	15,2
Poitou-Charentes	696	77	11	115 931	27 794	24,0	16,2
Provence-Côte d'Azur	1 379	189	14	262 921	82 995	31,6	12,8
Rhône-Alpes	2 949	382	13	564 107	170 596	30,2	14,5
Ensemble	25 230	3 441	13,6	5 273 841	1 884 771	35,7	15,0

Tableau VII.26 Implantation et audience effective de la CGC par taille d'entreprise
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Tailles :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	CGC	Taux (%)	Total	CGC	Taux (%)	
Moins de 50 salariés	1 665	45	3	62 323	1 868	3,0	34,3
De 50 à 99 salariés	9 391	435	5	652 545	32 110	4,9	28,6
De 100 à 199 salariés	7 558	796	11	1 005 763	113 849	11,3	24,4
De 200 à 499 salariés	4 813	1 224	25	1 394 763	384 318	27,6	19,6
De 500 à 999 salariés	1 227	576	47	824 281	396 269	48,1	16,7
Plus de 1000 salariés	576	365	63	1 334 166	956 357	71,7	10,6
Ensemble	25 230	3 441	13,6	5 273 841	1 884 771	35,7	15,0

Chapitre VIII.

L'audience des «non-syndiqués»

Aujourd'hui, pratiquement un élu aux CE sur deux est «non-syndiqué». L'expression «non-syndiqués» apparaît dans les résultats des élections de 1948 (tableaux 1 et 2). Entre 1952 et 1972, l'audience des candidats sans étiquette syndicale tournait autour de 15 % des suffrages exprimés, leurs scores dans les seconds collèges étant largement supérieurs à ceux des premiers collèges. Autrement dit, pendant toute cette époque, les «non-syndiqués» étaient surtout des agents de maîtrise et des cadres. Puis, de 1973 à 1988, le phénomène s'est répandu parmi les premiers collèges alors même qu'il régressait quelque peu dans les seconds : de ce fait, les scores dans les différentes catégories se rejoignaient vers 1986-87 et, depuis lors, ils s'élèvent ensemble pour dépasser 28% des suffrages exprimés en 1990-91.

Dès l'origine, la principale caractéristique des «non-syndiqués» apparaît nettement : il s'agit d'un phénomène propre aux petits et moyens établissements (tableaux 3-5, 17-18 et 24). C'est pourquoi les premiers électeurs «non-syndiqués» se trouvaient dans l'habillement, les cuirs et peaux, le bois et les meubles, le commerce, le bâtiment, les industries agro-alimentaires (tableau 6). Ce sont les mêmes branches qui fournissent aujourd'hui encore les meilleurs scores aux listes sans étiquette syndicale (tableaux 7-10 et 22). A l'inverse, les «non-syndiqués» sont marginaux dans les branches où dominent les grands établissements : mines, construction navale et aéronautique, banques, sidérurgie, construction automobile, verre, chimie.

Régionalement, l'électorat «non-syndiqué» dessine la carte de France des petits établissements : de la Meuse au Centre, en passant par le sud du bassin parisien et les départements les moins industriels de l'Ouest (tableaux 11-16 et 23). En revanche, le phénomène est beaucoup plus rare dans le Nord, en Moselle, en Provence-Côte d'Azur, dans Paris et sa proche banlieue, en Loire-Atlantique, en Midi-Pyrénées, etc...

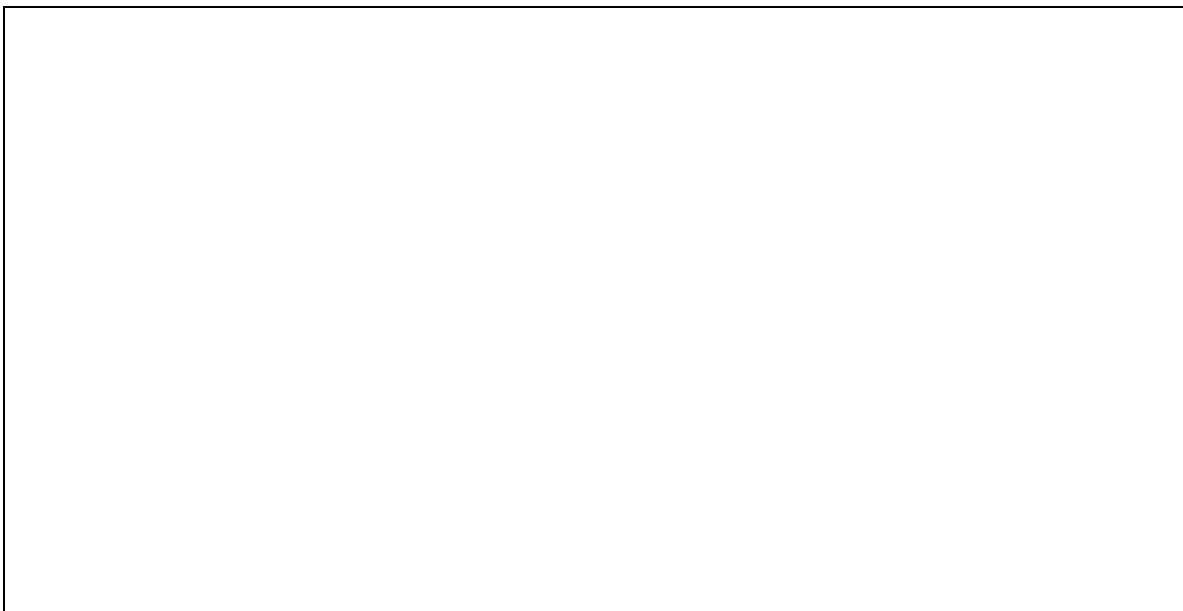
L'analyse des configurations électorales dévoile l'autre grande caractéristique des «non-syndiqués» : ils se développent non pas *contre les syndicats* mais d'abord *en leur absence* (tableau 19-21). En effet, les listes sans étiquette syndicale sont seules en lice dans plus de neuf cas sur dix (92,5%) et ceci concerne un million et demi de salariés, soit 27% du corps électoral. Cependant, les listes syndicales et «non-syndiquées» se sont affrontées dans 1.610 scrutins — soit 3,2% du total des consultations — et ces affrontements concernaient 319.500 électeurs (6,1% du corps électoral). Les taux de participation très bas, mentionnés dans le tableau 30, montrent que, dans ces occurrences, il y a bien eu un premier tour "blanc". Lors du second tour, les «non-syndiqués» l'ont emporté quelles que soient les listes qui leur étaient opposées (tableau 21). Faute d'enquête approfondie sur le phénomène, il est impossible de connaître le rôle joué par les pressions patronales — ou celles de la maîtrise — et la part prise par le rejet envers des équipes syndicales usées ou déconsidérées. On notera simplement que ces affrontements concernent des collèges de taille importante (près de 200 électeurs en moyenne)...

Depuis 3 ans, le score global des «non-syndiqués» semble reculer légèrement. Il s'agit d'un mouvement apparent dû au report, sur l'année 1992, des élections à la SNCF (où ne figurent naturellement pas de liste sans étiquette syndicale). Ceci explique également la hausse brutale des «non-syndiqués» en 1990-91. Hors SNCF, les scores et l'implantation des «non-syndiqués» ont continué à progresser en 1992 et 1993 (à un rythme ralenti par rapport aux années antérieures). Le phénomène se nourrissant essentiellement de la crise du syndicalisme confédéré, rien ne permet de prévoir la fin de son expansion.

Tableau VIII.1 Evolution de l'audience des non-syndiqués depuis 1949
(en pourcentage des suffrages exprimés)⁴⁹

Années	Collèges		Tous collèges	Années	Collèges		Tous collèges
	1	2			1	2	
1948	ND	ND	7,2	1975-76	15,8	19,1	16,6
1949	9,7	19,9	10,9	1976-77	15,7	19,2	16,5
1950	11,5	24,4	13,0	1977-78	16,7	19,8	17,5
1951	12,3	27,6	14,1	1978-79	17,8	20,7	18,5
1952	13,3	26,1	14,8	1979-80	18,2	21,1	18,9
1953	11,3	25,4	13,1	1980-81	18,5	21,4	19,3
1954-55	11,7	26,0	13,7	1981-82	19,5	22,2	20,2
1956	ND	ND	ND	1982-83	19,8	22,3	20,5
1957-58	11,5	23,3	13,3	1983-84	20,7	22,7	21,2
1959-65	ND	ND	ND	1984-85	20,2	21,8	20,6
1966-67	12,5	23,7	14,6	1985-86	20,9	22,3	21,3
1967-68	11,9	23,8	14,2	1986-87	22,2	23,2	22,5
1968-69	12,7	24,5	15,0	1987-88	23,5	24,2	23,7
1969-70	12,9	22,4	14,9	1988-89	24,7	25,3	24,9
1970-71	11,9	21,1	13,8	1989-90	26,2	27,1	26,5
1971-72	13,3	20,9	15,0	1990-91	28,9	28,3	28,7
1972-73	14,4	21,4	16,0	1991-92	28,5	28,1	28,4
1973-74	15,3	22,2	16,8	1992-93	28,2	28,0	28,2
1974-75	16,1	21,1	17,2	Evolution	247	333	254

Tableau VIII.2 Graphique : évolution de l'audience des non-syndiqués depuis 1949
(en pourcentage des suffrages exprimés)



⁴⁹. Nous ne disposons d'aucun résultat pour les années 1956 et 1959-65. Sur le graphique, les points correspondants à ces années manquantes sont interpolés.

Tableau VIII.3 Audience des non-syndiqués dans les premiers collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)⁵⁰

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	28,8	37,2	44,9	56,1	50,3	50,8	55,3	192
50 à 100	20,7	32,5	35,2	37,4	36,0	36,2	35,8	172
100 à 200	10,6	22,2	24,5	28,8	26,9	28,8	26,5	119
200 à 500	—	13,2	16,1	17,6	15,7	19,1	19,7	150
500 à 1000	5,3	5,6	8,2	9,8	9,0	9,5	7,2	137
Plus de 1000	0,6	2,9	3,7	3,1	2,5	2,0	4,3	151
Totaux	9,7	11,5	12,3	13,3	11,3	11,7	11,5	118

Tableau VIII.4 Audience des non-syndiqués dans les seconds collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	46,9	45,5	49,7	59,1	55,5	49,0	51,7	118
50 à 100	39,1	50,9	56,1	55,3	56,3	54,4	64,7	165
100 à 200	25,1	42,2	42,9	47,9	50,8	53,1	51,5	122
200 à 500	—	33,3	35,5	35,6	38,7	40,6	38,0	114
500 à 1000	18,2	19,5	20,5	25,2	26,6	26,4	21,5	118
Plus de 1000	4,1	7,1	17,7	10,5	8,6	9,9	8,4	205
Totaux	19,9	24,4	27,6	26,1	25,4	26,0	23,2	117

Tableau VIII.5 Audience des non-syndiqués dans l'ensemble des collèges par taille d'établissements (1949-1957, en pourcentage des suffrages exprimés)

<i>Tailles</i>	1949	1950	1951	1952	1953	1954-55	1957-58	Evolution (1949=100)
Moins de 50	30,7	38,5	45,4	56,5	51,1	50,5	54,6	178
50 à 100	22,8	34,7	37,5	39,5	38,5	38,5	40,4	177
100 à 200	12,4	24,6	26,7	31,1	30,0	32,0	30,8	249
200 à 500	—	15,5	18,3	19,6	18,6	22,0	22,5	145
500 à 1000	6,8	7,2	9,6	11,6	11,1	11,8	9,2	136
Plus de 1000	1,0	3,4	5,5	4,1	3,3	3,1	5,0	476
Totaux	10,9	13,0	14,1	14,8	13,1	13,7	13,3	122

⁵⁰ Pour l'année 1949, les documents archivés regroupent les établissements de 100 à 500 salariés en une seule classe. Dans les trois tableaux ci-dessus, pour les établissements compris dans les tranches de 100 à 200 et de 200 à 500 salariés, l'évolution des scores est calculée en prenant pour base l'année 1950.

Tableau VIII.6 Audience des «non-syndiqués» par branches économiques et par collèges (1957-58)⁵¹

<i>Branches</i>	Collège 1		Collège 2		Tous collèges	
	Voix	% SE	Voix	% SE	Voix	% SE
01. Agriculture, forêt, pêche						
02. Eau, gaz, électricité	187	14,7	11	3,0	198	12,1
03. Pétroles et carburants liquides	929	8,4	716	25,6	1 645	11,8
04. Combustibles minéraux solides	113	29,4	37	57,8	150	33,5
05. carrières et matériaux de construction	39	11,6	22	78,6	61	16,8
06. Production des métaux	1 724	6,7	265	8,4	1 989	6,9
11. Première transformation des métaux	5 096	13,6	2 051	39,2	7 147	16,7
12. Mécanique générale	5 107	12,2	1 758	25,3	6 865	14,1
13. Construction de machines, navires	8 964	6,3	2 987	11,2	11 951	7,1
14. Construction électrique	3 148	9,8	1 754	19,2	4 902	11,9
21. Verre, matériaux de construction	980	6,3	413	28,5	1 393	8,1
30-32. Bâtiment et travaux publics	3 605	21,8	1 521	50,3	5 126	26,2
40. Industries chimiques	3 621	8,5	1 808	21,2	5 429	10,6
51. Industries agricoles et alimentaires	4 670	24,2	1 108	39,0	5 778	26,1
52. Textiles	3 266	13,6	723	33,3	3 989	15,2
53. Habillement	1 535	43,2	234	69,0	1 769	45,4
54. Cuir et peaux	1 510	25,2	232	62,2	1 742	27,3
55. Bois et ameublement	814	23,1	256	87,7	1 070	28,1
56. Papier-carton	1 777	18,9	257	32,5	2 034	20,0
57. Industries polygraphiques	1 994	14,4	887	46,0	2 881	18,3
58. Industries diverses	1 072	37,6	284	55,6	1 356	40,3
59. Transports	335	9,2	182	16,0	517	10,9
60. Commerces agricoles et alimentaires	1 764	21,1	564	36,4	2 328	23,5
61. Commerces non alimentaires	4 495	21,6	2 327	45,3	6 822	26,3
62. Banques, assurances	3 250	9,2	2 053	16,5	5 303	11,1
63. Spectacles	119	18,1	17	14,3	136	17,5
64. Hygiène et services et domestiques	20	14,0		0,0	20	13,4
65. Prof. libérales et administratives...	1 023	7,2	488	22,8	1 511	9,2
Totaux	61 157	11,5	22 955	23,2	84 112	13,3

⁵¹ Nous respectons la nomenclature en branches du document original. La statistique des années 1957-58 porte sur 4 751 scrutins, 1 036 582 électeurs inscrits et 632 186 suffrages exprimés. Nous avons regroupé le collège unique avec le premier collège.

Tableau VIII.7 L'audience des non-syndiqués par branches économiques (en pourcentage des exprimés, par collèges, NAE-59, 1966-1979)

<i>Branches</i>	1966-67		1972-73		1974-75		1978-79		Evolution 79/66	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
01. Eau, gaz, électricité	1,8	7,1	—	—	1,6	5,7	7,5	12,3	415	174
02. Pétroles, carburants liquides	3,0	8,5	2,1	3,3	7,4	4,7	9,8	3,8	327	45
03 Combustibles minéraux solides	25,0	6,6	—	—	3,7	2,8	0,0	1,4	—	21
10. Pêche, agriculture, forêt	0,0	0,0	—	—	18,5	10,2	24,8	34,9	—	—
13. Extraction de minerais divers	8,3	28,3	—	—	11,8	26,7	26,6	76,8	321	271
29. Production des métaux	1,1	8,5	1,2	4,4	1,0	3,8	1,6	5,3	144	62
36. Première transformation des métaux	9,0	30,8	8,9	26,5	10,5	23,7	11,3	24,2	126	78
37. Mécanique générale, articles métalliques...	11,8	26,0	14,2	21,6	17,3	21,0	17,5	21,3	148	82
38. Construction de machines, navale, autos...	6,5	13,1	4,8	10,1	5,9	9,5	6,0	10,2	93	78
39. Construction électrique	10,0	18,2	10,0	10,6	10,4	16,3	11,2	14,8	112	81
42. Verre, céramique, matériaux de construction	9,2	33,3	10,1	26,5	9,7	21,6	12,9	22,4	141	67
45. Bâtiment et travaux publics	31,8	53,6	33,9	50,7	33,7	45,5	35,9	46,5	113	87
52. Industrie chimique	12,8	28,0	11,9	21,1	13,0	19,7	13,3	16,9	104	60
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	6,0	14,6	5,2	22,9	7,7	17,7	10,4	25,6	173	175
66. Industrie textile	15,7	30,1	14,9	23,0	15,2	20,2	19,4	26,4	124	88
67. Habillement et travail des étoffes	27,4	44,7	26,3	53,5	30,3	41,0	32,3	51,5	118	115
68. Cuirs et peaux	19,8	61,7	18,7	28,1	22,6	44,3	29,4	36,9	149	60
71. Industries agricoles et alimentaires	19,5	41,3	17,9	30,2	16,9	25,4	17,8	29,0	91	70
76. Industries du bois et ameublement	22,1	56,3	25,9	43,9	28,5	45,3	30,7	54,2	139	96
77. Papier, carton	14,2	34,9	13,0	29,3	15,6	30,7	15,7	31,4	111	90
78. Industries polygraphiques	5,6	13,5	9,7	15,5	10,0	15,7	14,9	19,2	267	142
79. Industries diverses	23,5	43,1	27,3	39,8	26,2	39,3	27,1	35,5	115	82
80. Transports	14,6	11,8	12,0	14,4	15,5	15,2	18,6	23,9	127	202
90. Commerces agricoles et alimentaires	15,0	27,8	21,7	35,3	24,8	35,1	26,4	38,9	176	140
91. Commerces non alimentaires	29,5	42,4	35,9	40,1	34,3	37,7	33,1	34,8	112	82
96. Banques et assurances	13,5	13,8	10,2	9,8	10,6	12,3	8,0	7,8	59	57
97. Spectacles	48,5	29,7	—	—	13,1	8,2	17,0	18,7	35	63
98. Hygiène, services domestiques	19,5	30,5	31,4	38,1	34,4	62,9	28,7	29,9	147	98
99. Professions libérales	5,4	16,9	9,3	14,9	11,7	14,6	13,6	10,9	251	64
Ensemble	12,5	23,7	14,4	21,4	16,1	20,6	17,8	21,1	142	89

Tableau VIII.8 L'audience des non-syndiqués par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1979, NAE-59)

<i>Branches</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79
01. Eau, gaz, électricité	2,8	3,8	12,0	10,5	—	—	4,1	3,6	2,8	3,7	5,5	7,5	8,6
02. Pétroles, carburants liquides	4,5	5,0	6,3	6,8	6,9	5,0	2,6	3,0	6,2	7,1	4,7	5,1	6,9
03 Combustibles minéraux solides	16,2	10,2	13,4	—	—	—	—	—	3,0	2,4	0,0	0,0	1,0
10. Pêche, agriculture, forêt	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—	16,7	22,5	26,4	25,1	27,0
13. Extraction de minerais divers	10,1	9,0	21,6	—	—	—	—	—	13,9	18,3	23,2	32,2	37,2
29. Production des métaux	2,1	2,6	3,1	5,9	5,2	1,8	1,8	1,6	1,6	1,8	1,7	2,2	2,5
36. Première transformation des métaux	12,4	12,8	13,6	12,9	11,3	12,0	12,3	13,5	13,2	12,8	12,9	13,6	14,1
37. Mécanique générale, articles métalliques...	14,4	13,3	13,7	11,8	11,4	14,4	15,9	19,4	18,2	17,3	17,6	17,5	18,4
38. Construction de machines, navale, autos...	7,8	5,7	5,7	5,4	5,7	5,9	6,0	6,7	6,7	7,0	6,8	6,8	7,0
39. Construction électrique	12,0	12,1	11,6	12,2	11,3	11,5	11,9	12,2	11,9	10,8	10,6	11,3	12,2
42. Verre, céramique, matériaux de cons.	12,2	14,3	15,7	12,8	10,4	11,7	12,5	12,2	11,5	12,0	12,5	13,2	14,6
45. Bâtiment et travaux publics	35,2	34,1	32,4	31,0	29,9	35,1	37,2	36,8	36,2	35,3	35,3	36,3	38,2
52. Industrie chimique	16,3	16,0	16,7	15,6	14,8	14,3	14,7	15,3	15,1	14,4	13,0	12,8	14,5
54. Caoutchouc, amiante, tabac et allumettes	7,2	6,9	5,9	7,8	4,1	7,2	8,4	8,1	9,5	8,6	9,2	9,6	12,9
66. Industrie textile	17,4	14,8	15,4	16,5	14,6	16,2	16,1	15,5	15,9	17,0	16,9	18,7	20,4
67. Habillement et travail des étoffes	28,6	25,4	27,2	33,0	30,3	29,5	28,2	30,4	31,1	29,9	30,2	31,2	33,8
68. Cuir et peaux	23,2	20,8	15,4	17,9	21,1	19,7	19,5	21,3	24,7	27,1	29,2	30,8	30,2
71. Industries agricoles et alimentaires	22,3	20,0	21,6	20,9	18,8	18,1	20,0	20,2	18,5	17,9	17,5	18,8	19,9
76. Industries du bois et ameublement	25,9	22,3	23,6	25,6	23,2	25,2	28,1	28,6	30,8	34,0	32,8	32,9	34,3
77. Papier, carton	16,4	15,6	15,1	15,0	14,3	13,9	15,1	17,6	17,6	16,0	15,5	16,5	18,1
78. Industries polygraphiques	6,9	9,5	10,2	9,2	8,9	8,3	10,9	12,1	11,2	10,5	11,7	14,2	15,7
79. Industries diverses	26,0	25,4	26,0	26,8	25,8	26,0	29,0	28,5	28,2	27,8	27,1	28,8	28,6
80. Transports	13,7	17,6	17,6	14,2	15,0	12,2	12,6	16,2	15,4	15,2	15,6	19,1	19,7
90. Commerces agricoles et alimentaires	17,1	17,7	21,5	21,4	20,0	22,9	24,0	24,6	26,7	25,5	26,7	27,3	28,4
91. Commerces non alimentaires	32,8	29,6	31,3	32,2	29,1	32,5	34,0	34,7	35,3	32,0	32,0	34,1	33,6
96. Banques et assurances	13,6	13,3	13,9	11,6	10,9	10,5	10,0	11,0	11,2	8,3	7,7	7,7	7,9
97. Spectacles	40,0	23,5	21,7	—	—	—	—	17,0	10,9	12,9	24,2	18,9	17,5
98. Hygiène, services domestiques	20,6	15,3	23,4	40,5	37,5	36,0	31,9	34,5	37,1	34,0	32,3	28,5	28,8
99. Professions libérales	7,2	6,5	7,2	6,2	6,7	8,7	10,4	11,8	12,3	11,7	11,9	12,5	12,9
Ensemble	14,6	14,2	15,0	14,9	13,8	15,0	16,0	16,8	17,2	16,6	16,5	17,5	18,5

Tableau VIII.9 L'audience des non-syndiqués par branches économiques
(en pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, NAP-40, 1981-93)

<i>Branches</i>	1981-82		1992-93		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
1. Agriculture, sylviculture...	30,6	30,6	38,1	52,8	124	172
2. Industrie de la viande et du lait	21,5	30,2	35,8	48,9	166	162
3. Autres produits alimentaires	18,6	25,1	31,4	42,1	169	168
4. Combustibles minéraux...	0,0	10,5	0,0	0,0	—	—
5. Pétrole, gaz naturel	5,1	4,0	8,7	6,7	169	169
6. Electricité, gaz et eau	7,2	11,7	9,8	11,7	136	100
7. Métaux ferreux, transf. acier	4,0	7,7	7,4	7,5	183	97
8. Minerais, métaux non ferreux	5,0	14,9	6,9	11,8	137	79
9. Matériaux de construction...	21,4	34,6	30,4	41,1	142	119
10. Industrie du verre	4,8	9,4	6,9	17,7	143	188
11. Chimie, fibres synthétiques	4,1	10,9	11,7	15,2	285	140
12. Parachimie, industrie pharm.	22,5	26,5	33,0	37,4	147	141
13. Fonderie, travail des métaux	22,4	33,9	33,7	44,6	151	131
14. Construction mécanique	17,0	28,0	30,4	41,3	179	147
15. Cons. électrique et électronique	11,4	13,9	24,2	22,3	213	161
16. Autos, matériel transport terrestre	3,2	7,5	7,5	11,6	234	155
17. Cons. navale, aéronautique...	6,4	7,2	5,9	3,1	93	43
18. Industrie textile et habillement	28,3	40,9	41,3	54,9	146	134
19. Industrie cuir et chaussure	30,7	53,9	44,0	70,1	143	130
20. Bois, meubles, industries diverses	33,7	52,0	48,4	61,7	144	119
21. Papier et carton	17,7	34,3	27,6	40,6	156	118
22. Imprimerie, presse, édition	16,1	20,5	31,2	33,0	194	161
23. Caoutchouc, plastiques.	16,3	37,6	31,4	47,8	192	127
24. Bâtiment, génie civil...	35,6	47,9	43,0	54,9	121	115
25. Commerce de gros alimentaire	41,7	48,9	49,2	49,1	118	100
26. Commerce de gros non-alim.	50,6	49,9	67,1	63,7	132	128
27. Commerce détail alimentaire	23,9	37,0	36,5	64,7	153	175
28. Commerce détail non-alim.	27,7	34,8	46,0	64,8	166	186
29. Répar., commerce de l'automobile	46,5	55,7	53,9	57,5	116	103
30. Hôtels, café, restaurants	22,4	26,3	30,9	32,3	138	123
31. Transports	18,7	19,3	14,3	12,4	76	64
32. Postes et télécommunications	14,9	7,8	14,2	15,4	96	197
33. Services marchands aux entrepr.	36,3	31,9	46,2	45,0	127	141
34. Services marchands aux particuliers	26,6	27,2	34,9	31,8	131	117
35. Location, crédit-bail immobilier	15,3	23,7	36,0	42,9	235	181
36. Assurances	8,2	14,6	14,6	18,5	177	127
37. Organismes financiers	4,1	4,7	5,0	5,3	124	113
38. Services non marchands	7,9	10,3	12,4	13,7	158	133
Toutes branches	16,8	22,2	28,1	28,0	167	126

Tableau VIII.10 L'audience des non-syndiqués par branches économiques (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1981-1993, NAP-40)

<i>Branches</i>	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1981=100
1. Agriculture, sylviculture, pêche	30,6	28,7	25,8	30,2	34,3	33,9	33,2	37,2	37,1	35,6	36,1	40,3	132
2. Industrie de la viande et du lait	22,9	24,8	27,7	29,8	29,9	31,0	31,8	31,7	33,4	35,2	36,9	37,8	165
3. Autres produits alimentaires	19,9	21,1	23,9	26,2	25,0	28,3	30,1	30,5	32,5	33,4	34,7	33,8	170
4. Combustibles minéraux...	3,6	-	-	7,7	7,7	1,6	1,6	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0
5. Pétrole, gaz naturel	4,5	3,5	2,0	8,3	9,0	6,8	7,1	8,3	7,4	6,4	6,6	7,3	162
6. Electricité, gaz et eau	8,4	8,8	9,0	10,1	7,3	8,1	9,3	7,7	6,6	8,2	11,2	10,3	123
7. Métaux ferreux, transformation acier	5,0	4,8	5,5	5,5	6,0	6,6	6,6	6,5	6,8	5,9	6,9	7,4	149
8. Minerais, métaux non ferreux	7,4	6,1	5,3	5,9	5,9	6,8	6,8	7,4	7,9	8,7	8,9	8,4	113
9. Matériaux de construction...	23,8	24,0	24,6	26,0	27,9	29,5	31,0	31,5	31,9	31,5	31,3	33,0	139
10. Industrie du verre	5,7	5,1	6,4	6,6	5,9	5,8	7,6	7,4	6,4	8,6	9,6	8,9	156
11. Chimie, fibres synthétiques	6,3	9,1	8,4	9,4	11,7	12,0	11,6	12,0	12,0	13,3	14,2	13,2	210
12. Parachimie, industrie pharmac.	23,9	22,8	24,3	27,1	26,4	27,5	30,1	31,6	33,7	35,6	35,2	34,8	146
13. Fonderie, travail des métaux	24,5	24,6	24,9	25,0	27,0	30,4	32,1	33,1	34,2	36,9	38,3	35,9	147
14. Construction mécanique	19,9	21,0	22,9	24,1	25,4	27,7	28,6	30,9	32,3	34,1	33,7	33,7	170
15. Construction électrique et électron.	12,3	12,9	13,3	14,1	15,4	16,5	18,3	20,7	22,2	21,0	22,2	23,5	191
16. Autos, matériels transp. terrestre	4,1	4,1	5,3	5,5	5,1	6,0	6,7	6,3	7,0	9,4	10,4	8,4	207
17. Construction navale, aéronautique...	6,7	3,2	2,8	2,0	2,2	2,8	3,4	4,1	4,1	3,9	3,8	4,4	65
18. Industrie textile et habillement	29,9	29,7	29,4	29,6	30,5	33,2	35,4	36,6	40,2	42,0	42,7	43,4	145
19. Industrie cuir et chaussure	32,7	32,5	33,7	34,1	36,2	40,4	41,2	40,3	43,4	44,6	45,8	46,5	142
20. Bois, meubles, industrie diverses	36,5	41,4	40,8	44,2	46,5	49,4	47,7	47,0	48,2	49,8	52,9	50,9	139
21. Industrie du papier et du carton	20,3	21,6	20,9	23,6	27,4	29,9	28,2	28,5	30,1	28,7	30,6	29,9	148
22. Imprimerie, presse, édition	17,2	18,8	22,6	22,4	22,6	25,3	25,9	26,7	29,5	30,1	31,0	31,7	184
23. Caoutchouc, plastiques.	20,2	23,3	23,7	23,5	25,1	28,2	28,9	29,1	31,1	33,4	35,1	34,7	172
24. Bâtiment, génie civil...	38,3	38,4	39,0	39,2	37,1	38,5	40,2	41,8	43,9	44,6	45,5	46,5	121
25. Commerce de gros alimentaire	43,1	44,9	45,7	43,5	43,1	43,1	43,7	46,5	46,5	48,5	50,3	49,2	114
26. Commerce de gros non-alimentaire	50,4	50,7	52,7	56,1	56,3	57,5	60,1	61,5	63,3	65,8	67,6	65,9	131
27. Commerce détail alimentaire	25,9	27,5	28,4	31,2	33,8	33,7	34,7	37,6	39,0	40,4	40,5	40,9	158
28. Commerce détail non-alimentaire	29,1	34,0	31,7	30,7	30,1	31,5	39,3	42,1	41,7	45,3	47,5	49,5	170
29. Réparation, commerce de l'auto.	48,8	46,6	45,6	45,6	44,3	45,5	52,7	54,2	53,6	56,3	58,7	55,1	113
30. Hôtels, café, restaurants	23,2	24,1	26,4	27,4	28,4	27,2	27,3	32,6	32,1	29,5	30,9	31,2	135
31. Transports	18,8	20,1	17,9	17,2	22,6	10,5	10,6	11,4	12,3	23,8	13,3	13,8	73
32. Postes et télécommunication	11,1	40,3	35,0	47,7	41,7	42,2	30,9	24,3	26,9	38,0	34,0	14,7	132
33. Services marchands aux entreprises	34,5	31,8	36,6	39,5	38,2	41,0	43,3	42,9	47,9	49,7	47,6	45,7	132
34. Services marchands aux particuliers	26,7	26,0	26,4	26,8	28,5	31,1	31,7	32,1	32,2	33,1	35,3	34,4	129
35. Location, crédit-bail immobiliers	16,8	26,1	30,6	31,9	31,0	27,9	28,9	34,8	37,2	34,4	35,9	38,0	226
36. Assurances	9,8	9,0	11,8	10,2	11,1	12,7	13,4	17,7	16,5	13,0	14,2	15,6	159
37. Organismes financiers	4,4	4,1	4,8	4,9	4,6	5,1	5,7	5,7	6,1	5,8	5,9	5,2	119
38. Services non marchands	8,5	7,7	8,0	8,7	9,8	10,8	11,0	11,5	13,1	14,3	13,5	12,8	151
Ensemble	20,3	20,5	21,2	21,7	22,4	22,5	23,7	24,9	26,5	28,7	28,4	28,1	139

Tableau VIII.11 L'audience des non-syndiqués dans les premiers collèges par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	17,1	21,6	21,1	19,9	21,3	26,8	157
2. Aquitaine	10,0	10,5	12,8	15,8	17,7	28,7	287
3. Auvergne	5,0	9,4	12,7	16,4	13,8	26,5	530
4. Bourgogne	11,5	15,4	15,7	20,4	23,3	31,2	271
5. Bretagne	10,2	14,7	17,5	20,4	20,3	31,6	310
6. Centre	12,4	19,4	21,2	23,5	26,8	40,2	324
7. Champagne-Ardennes	14,7	12,7	15,2	18,0	20,0	23,3	158
8. Franche-Comté	6,5	11,2	10,7	13,7	14,6	27,5	424
9. Languedoc-Roussillon	9,2	17,1	15,8	16,0	16,4	26,7	290
10. Limousin	12,4	14,3	20,2	18,7	16,8	29,1	235
11. Lorraine	9,3	15,3	16,9	18,2	20,5	26,9	289
12. Midi-Pyrénées	7,9	11,0	10,9	13,8	14,8	27,7	351
13. Nord	8,5	9,1	10,3	11,7	14,7	19,0	224
14. Basse-Normandie	10,2	12,5	16,6	18,5	20,5	33,0	323
15. Haute-Normandie	17,0	15,5	16,0	17,0	18,8	29,9	176
16. Ile-de-France	15,9	16,5	17,9	19,5	21,6	25,6	161
17. Pays-de-Loire	8,0	13,5	15,3	17,9	20,7	33,0	412
18. Picardie	13,6	16,2	17,5	17,2	18,9	28,8	212
19. Poitou-Charentes	18,1	11,0	19,3	22,5	23,9	32,7	180
20. Provence-Côte d'Azur	13,5	11,4	13,8	14,8	16,5	26,6	197
21. Rhône-Alpes	13,7	15,1	17,2	18,1	19,0	30,9	226
France entière	12,5	14,4	16,1	17,8	16,8	28,1	225

Tableau VIII.12 L'audience des non-syndiqués dans les seconds collèges par régions
(En pourcentage des suffrages exprimés, 1966-1993)

<i>Régions :</i>	1966-67	1972-73	1974-75	1978-79	1981-82	1992-93	Evolution 1966=100
1. Alsace	26,7	26,3	22,8	20,6	24,5	30,6	115
2. Aquitaine	25,4	15,5	17,9	18,0	20,1	23,4	92
3. Auvergne	15,9	25,4	21,9	25,7	26,4	28,5	179
4. Bourgogne	23,3	34,0	27,5	28,4	28,8	31,1	133
5. Bretagne	28,0	30,8	24,7	25,7	26,1	31,4	112
6. Centre	34,3	40,3	33,9	33,6	37,1	40,6	118
7. Champagne-Ardennes	36,7	32,0	25,7	30,5	30,0	29,8	81
8. Franche-Comté	14,7	15,7	15,7	15,5	16,5	23,4	159
9. Languedoc-Roussillon	18,8	22,1	23,6	15,9	17,7	22,7	121
10. Limousin	18,6	25,3	32,7	28,5	19,4	27,9	150
11. Lorraine	21,0	23,3	22,7	22,5	23,1	27,5	131
12. Midi-Pyrénées	21,9	16,8	14,5	15,1	18,6	21,8	99
13. Nord	15,3	15,3	15,8	17,6	18,2	27,0	177
14. Basse-Normandie	38,3	32,8	26,7	25,1	26,5	32,6	85
15. Haute-Normandie	29,9	27,3	21,8	22,3	29,2	27,9	93
16. Ile-de-France	24,0	19,2	19,8	18,8	20,3	26,6	111
17. Pays-de-Loire	15,0	26,9	22,9	20,5	25,1	31,4	210
18. Picardie	34,1	29,6	25,2	25,8	26,2	31,7	93
19. Poitou-Charentes	33,2	26,9	26,4	30,2	29,4	29,5	89
20. Provence-Côte d'Azur	21,9	18,3	15,3	16,6	17,5	20,9	96
21. Rhône-Alpes	25,2	22,0	23,4	21,7	21,4	32,1	127
France entière	23,7	21,4	20,6	21,1	22,2	28,0	118

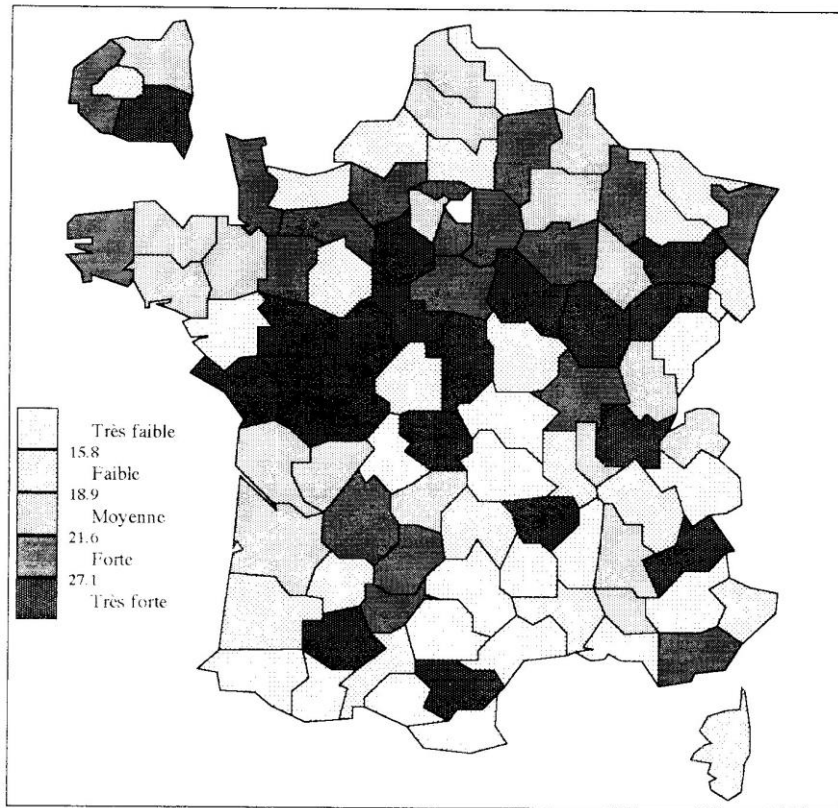
Tableau VIII.13 L'audience des non-syndiqués par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1966-1980)

<i>Régions :</i>	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80
Alsace	18,5	18,8	21,1	20,7	18,7	20,9	22,5	21,1	21,4	21,7	20,4	20,2	20,0	21,8
Aquitaine	12,5	10,9	11,9	10,2	9,4	11,6	11,5	12,8	13,8	13,7	14,8	15,6	16,3	16,3
Auvergne	6,5	8,7	10,3	12,8	8,6	10,2	12,2	13,5	14,3	12,2	12,5	14,3	18,0	17,4
Bourgogne	13,3	17,1	18,9	15,7	16,7	18,9	18,6	17,8	17,8	18,2	18,0	20,5	21,9	22,0
Bretagne	12,2	11,4	14,9	15,3	15,2	15,5	16,7	17,9	18,7	17,5	18,2	19,9	21,3	21,4
Centre	15,3	16,0	18,7	19,2	18,2	20,2	22,9	22,9	23,3	23,0	22,3	23,9	25,2	25,4
Champagne-Ardennes	17,3	15,2	15,0	14,4	14,4	15,8	15,4	16,5	16,8	16,2	16,8	18,6	20,1	21,2
Franche-Comté	7,6	9,7	13,0	9,3	9,7	11,2	11,9	11,6	11,5	11,8	12,3	12,9	14,0	13,3
Languedoc-Roussillon	10,8	11,7	13,5	15,6	15,8	19,1	17,9	16,8	17,3	16,1	13,9	13,4	15,9	16,3
Limousin	13,1	9,7	13,4	14,4	12,6	14,3	15,8	20,0	22,2	17,3	16,5	20,3	20,2	17,6
Lorraine	10,8	13,3	14,4	13,2	12,9	17,1	16,7	17,8	18,0	17,6	16,7	16,9	19,1	20,7
Midi-Pyrénées	10,3	9,8	10,1	10,3	10,3	11,7	12,2	11,9	11,6	11,2	11,9	12,4	14,0	14,9
Nord	9,5	9,2	9,1	7,9	8,2	10,0	10,1	10,8	11,2	11,8	12,7	13,1	12,8	13,5
Basse-Normandie	13,3	11,4	14,9	14,0	12,7	14,4	15,2	17,4	18,0	16,3	17,4	18,8	19,6	19,9
Haute-Normandie	18,9	16,5	14,0	14,1	13,0	16,2	17,4	16,4	17,0	16,8	16,8	17,2	18,0	18,4
Ile-de-France	18,3	17,1	17,8	17,1	16,4	16,8	17,5	18,9	18,5	17,4	17,1	18,5	19,2	19,3
Pays-de-Loire	9,2	8,6	10,5	14,5	14,9	14,5	15,5	16,3	16,6	16,4	17,1	17,8	18,4	19,3
Picardie	16,5	14,9	15,9	17,2	15,2	17,0	18,3	17,8	18,8	18,1	18,4	18,6	18,7	18,7
Poitou-Charentes	20,0	17,4	19,7	19,5	14,4	13,7	13,3	17,6	20,3	18,7	19,7	21,1	23,8	23,4
Provence-Côte d'Azur	15,1	12,2	11,7	11,4	10,6	11,8	12,9	13,0	14,2	14,3	13,6	14,3	15,2	15,1
Rhône-Alpes	15,7	14,8	14,9	16,0	14,0	14,7	16,5	18,2	18,5	17,5	16,6	17,0	18,9	19,7
Ensemble	14,6	14,2	15,0	14,9	13,8	15,0	16,0	16,8	17,2	16,6	16,5	17,5	18,5	18,9

Tableau VIII.14 L'audience des non-syndiqués par régions (en pourcentage des exprimés, tous collèges confondus, 1980-1993)

<i>Régions</i>	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	Evolution 1966=100
Alsace	23,5	21,9	20,2	20,8	21,2	22,0	23,5	24,7	26,1	28,1	29,6	29,3	27,7	150
Aquitaine	17,6	18,2	17,6	18,0	17,5	18,9	20,0	20,8	21,7	23,8	26,4	25,9	27,1	217
Auvergne	15,2	16,2	18,1	19,6	17,9	18,4	20,3	21,3	21,7	23,9	25,4	25,0	27,0	415
Bourgogne	21,9	24,4	25,6	25,4	24,6	24,9	25,0	26,4	27,2	29,0	33,5	32,1	31,2	234
Bretagne	20,6	21,4	21,6	21,5	22,1	22,8	24,0	25,6	27,2	29,1	30,6	30,2	31,5	259
Centre	26,7	28,7	30,4	31,6	30,8	32,0	35,2	36,8	35,7	36,4	39,4	40,2	40,3	263
Champagne-Ardennes	21,8	21,7	21,0	22,5	21,2	21,4	22,8	24,2	23,6	24,9	27,2	24,4	24,8	143
Franche-Comté	13,7	15,0	14,9	20,9	20,5	16,1	17,2	19,7	21,0	22,3	23,5	24,8	26,5	349
Languedoc-Roussillon	17,5	16,7	16,4	18,1	18,8	19,2	18,6	21,0	21,4	23,3	27,8	26,1	25,5	236
Limousin	17,3	17,3	18,6	20,6	18,4	20,8	23,7	25,8	27,8	28,8	31,6	30,6	28,8	220
Lorraine	21,0	21,1	21,5	21,8	20,7	21,5	23,7	23,6	24,5	24,5	28,7	29,5	27,1	251
Midi-Pyrénées	14,9	15,7	15,7	16,0	15,8	17,4	18,7	20,9	22,5	24,5	26,9	26,0	25,8	251
Nord	14,9	15,5	15,2	15,6	15,7	15,1	15,6	17,2	18,6	19,5	21,3	21,5	21,0	221
Basse-Normandie	19,9	21,5	21,7	22,3	23,5	25,9	26,8	28,3	29,5	31,7	31,9	33,7	32,9	247
Haute-Normandie	18,9	20,7	21,7	21,9	22,7	22,0	20,0	22,0	23,8	26,2	30,9	31,3	29,3	155
Ile-de-France	20,1	21,1	20,9	21,4	19,8	21,3	22,5	22,2	24,0	26,1	27,4	26,7	26,0	142
Pays-de-Loire	19,8	21,5	22,7	22,9	23,7	24,6	25,3	27,9	29,5	30,2	32,1	32,2	32,6	354
Picardie	18,9	20,3	21,3	22,4	22,1	22,1	21,7	23,4	25,1	27,2	29,4	29,6	29,5	179
Poitou-Charentes	22,8	24,8	23,1	24,7	24,7	24,9	27,2	29,4	30,8	30,8	31,7	31,8	31,9	160
Provence-Côte d'Azur	15,3	16,7	16,5	16,9	16,0	16,6	18,5	20,1	21,0	22,5	24,2	22,8	24,7	164
Rhône-Alpes	0,0	19,6	21,2	22,3	22,1	22,5	24,6	26,6	27,7	29,3	32,6	32,6	31,3	199
Corse		4,5	11,2	31,7	16,3	11,3	13,3	12,4	13,9	20,0	16,6	14,1	15,1	
Ensemble	19,3	20,3	20,5	21,2	21,7	22,4	22,5	23,7	24,9	26,5	28,7	28,4	28,1	192

VIII.15 L'audience des non-syndiqués par départements (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1981-82)



VIII.16 L'audience des non-syndiqués par départements (en pourcentage des exprimés, tous collèges, 1992-93)

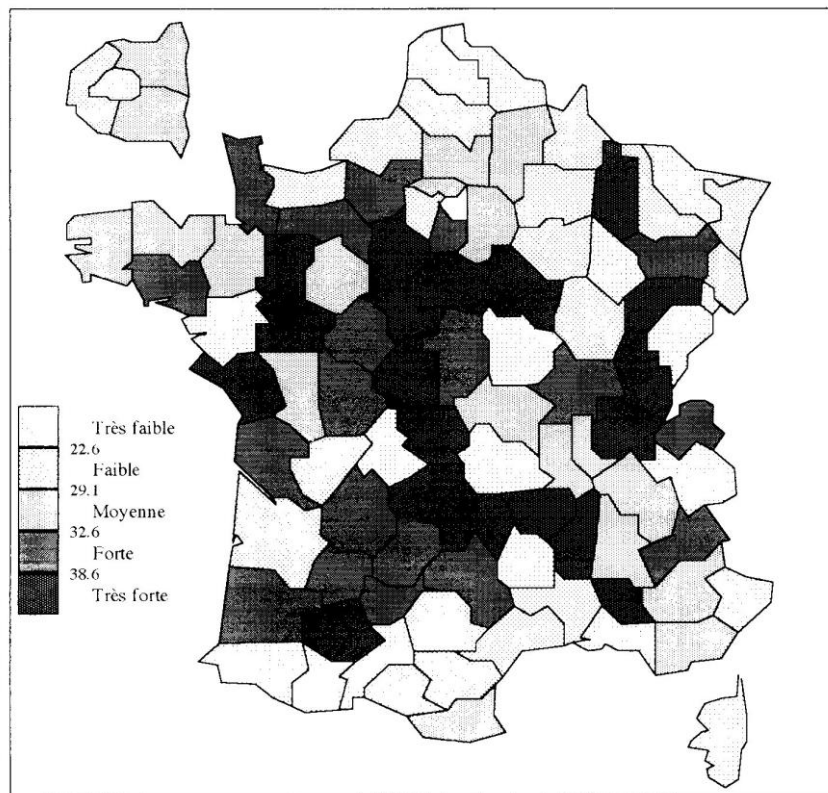


Tableau VIII.17 Audience des non-syndiqués par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, par collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	1966-67		1974-75		1981-82		1992-93		Evolution 93/66		Evolution 93/81	
	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2	C.1	C.2
Moins de 50 salariés	48,2	54,2	25,4	30,9	47,7	56,6	67,3	80,1	140	148	141	141
De 50 à 99 salariés	42,0	58,5	45,6	53,9	50,3	57,3	63,5	69,6	151	119	126	121
De 100 à 199 salariés	30,7	48,9	33,6	42,2	34,6	42,6	46,5	53,5	151	109	134	126
De 200 à 499 salariés	17,8	39,3	15,0	26,3	15,3	25,1	23,9	31,3	134	80	157	125
De 500 à 999 salariés	7,5	19,0	4,4	10,0	4,9	10,9	9,7	14,4	129	76	197	132
Plus de 1000 salariés	1,2	5,9	1,1	2,9	1,3	3,3	3,5	4,3	290	73	273	133
Ensemble	12,5	23,7	16,1	20,6	16,8	22,2	28,1	28,0	225	118	167	126

Tableau VIII.18 Audience des non-syndiqués par taille d'établissements (pourcentage des suffrages exprimés, tous collèges, 1966-1993)

<i>Tailles</i>	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
Moins de 50 salariés	50,2	—	—	—	—	—	—	—	26,7	31,2	32,0	38,9	43,5	39,7
De 50 à 99 salariés	44,8	41,3	41,4	42,3	41,6	46,8	48,3	47,7	47,3	45,9	46,0	47,2	48,0	48,6
De 100 à 199 salariés	33,7	31,0	34,0	35,4	33,4	35,0	35,4	36,0	35,4	33,3	32,8	33,8	34,8	34,9
De 200 à 499 salariés	21,6	19,8	19,2	18,4	17,1	17,1	17,7	18,1	17,5	16,4	16,1	16,1	16,8	17,0
De 500 à 999 salariés	9,7	9,7	9,0	8,7	7,8	7,0	6,7	5,9	5,7	5,2	5,2	5,5	6,0	6,4
Plus de 1000 salariés	2,2	1,5	1,4	1,1	0,9	1,0	1,4	1,8	1,6	1,2	1,3	1,5	1,6	1,5
Ensemble	14,6	14,2	15,0	14,9	13,8	15,0	16,0	16,8	17,2	16,6	16,5	17,5	18,5	18,9

<i>Tailles</i>	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93	Evolution 1966=100
Moins de 50 salariés	40,5	49,5	51,5	58,9	62,3	60,8	62,0	64,0	63,9	64,3	67,1	68,5	69,6	139
De 50 à 99 salariés	50,3	51,7	52,0	53,1	54,9	56,1	57,1	59,1	60,3	61,0	63,9	65,2	64,9	145
De 100 à 199 salariés	35,7	36,4	35,9	36,8	38,4	39,6	41,6	42,7	41,3	43,4	47,1	48,7	48,3	143
De 200 à 499 salariés	17,3	17,7	17,5	17,7	18,6	19,8	21,6	22,5	20,7	23,1	26,2	27,0	26,0	120
De 500 à 999 salariés	6,4	6,5	6,7	6,9	7,6	8,5	9,2	10,5	10,2	11,8	12,2	12,2	11,3	116
Plus de 1000 salariés	1,5	1,9	1,9	2,1	1,8	1,7	2,1	2,2	2,3	2,5	4,8	4,2	3,8	175
Ensemble	19,3	20,3	20,5	21,2	21,7	22,4	22,5	23,7	24,9	26,5	28,7	28,4	28,1	192

Tableau VIII.19 Les principales configurations électorales avec une liste non-syndiquée (en valeurs absolues, 1992-93)*

		Collèges 1					Collèges 2					Tous collèges				
		Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages NS	Concur- rents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages NS	Concur- rents	Scrutins	Inscrits	Exprimés	Suffrages NS	Concur- rents
Liste unique		12 046	1 043 852	629 993	629 993		12 775	435 949	272 468	272 468		24 821	1 479 801	902 461	902 461	
Duels	CGT	409	64 681	33 897	19 544	14 353	134	9 431	6 199	4 117	2 082	543	74 112	40 096	23 661	16 435
	CFDT	317	42 901	25 607	13 284	12 323	179	12 654	7 859	4 561	3 298	496	55 555	33 466	17 845	15 621
	CFTC	75	10 388	5 741	3 180	2 561	25	1 816	1 135	695	440	100	12 204	6 876	3 875	3 001
	FO	200	30 320	15 959	9 101	6 858	114	8 304	4 734	2 840	1 894	314	38 624	20 693	11 941	8 752
	CGC	13	2 230	954	527	427	122	11 826	6 515	3 491	3 024	135	14 056	7 469	4 018	3 451
	AS	41	7 136	3 584	1 643	1 941	34	3 268	1 614	897	717	75	10 404	5 198	2 540	2 658
	N-S	1 055	157 656	85 742	47 279		608	47 299	28 056	16 601		1 663	204 955	113 798	63 880	
Triangulaires	CGT	110	36 378	14 840	5 223	4 904	31	3 837	2 129	905	521	141	40 215	16 969	6 128	5 425
	CFDT	86	24 932	10 242	3 765	3 448	51	7 538	4 545	1 847	1 413	137	32 470	14 787	5 612	4 861
	CFTC	17	3 970	2 029	593	717	18	1 835	1 086	448	284	35	5 805	3 115	1 041	1 001
	FO	83	23 087	10 710	3 613	3 131	34	4 551	2 512	1 200	586	117	27 638	13 222	4 813	3 717
	CGC	9	1 732	952	367	312	29	3 469	2 012	648	765	38	5 201	2 964	1 015	1 077
	AS	15	2 191	1 377	521	522	11	2 180	1 190	538	375	26	4 371	2 567	1 059	897
	N-S	160	46 145	20 075	7 041		87	11 705	6 737	2 793		247	57 850	26 812	9 834	
Quatre et plus	CGT	42	35 968	14 778	3 761	3 387	22	10 175	4 753	1 359	677	64	46 143	19 531	5 120	4 064
	CFDT	43	36 122	14 793	3 731	4 134	33	15 584	7 220	1 969	2 376	76	51 706	22 013	5 700	6 510
	CFTC	23	27 250	10 144	2 810	1 030	21	11 962	5 206	1 387	726	44	39 212	15 350	4 197	1 756
	FO	40	33 170	13 515	3 488	2 414	23	5 698	3 169	921	371	63	38 868	16 684	4 409	2 785
	CGC	4	2 065	913	65	195	17	6 664	2 924	827	728	21	8 729	3 837	892	923
	AS	11	13 310	4 762	913	1 202	18	6 473	3 105	900	904	29	19 783	7 867	1 813	2 106
	N-S	50	39 580	16 452	4 090		41	17 124	8 039	2 257		91	56 704	24 491	6 347	
Ensemble	CGT	561	137 027	63 515	28 528	22 644	187	23 443	13 081	6 381	3 280	748	160 470	76 596	34 909	25 924
	CFDT	446	103 955	50 642	20 780	19 905	263	35 776	19 624	8 377	7 087	709	139 731	70 266	29 157	26 992
	CFTC	115	41 608	17 914	6 583	4 308	64	15 613	7 427	2 530	1 450	179	57 221	25 341	9 113	5 758
	FO	323	86 577	40 184	16 202	12 403	171	18 553	10 415	4 961	2 851	494	105 130	50 599	21 163	15 254
	CGC	26	6 027	2 819	959	934	168	21 959	11 451	4 966	4 517	194	27 986	14 270	5 925	5 451
	AS	67	22 637	9 723	3 077	3 665	63	11 921	5 909	2 335	1 996	130	34 558	15 632	5 412	5 661
	N-S	13 311	1 287 233	752 262	688 403		13 511	512 077	315 300	294 119		26 822	1 799 310	1 067 562	982 522	
		25 504	3 703 301	2 449 675												
						24 967	1 570 540	1 050 794				50 471	5 273 841	3 500 469		

* Pour un exemple de lecture, cf. la note sous le tableau III.21, p 82.

Tableau VIII.20 Structure des configurations électorales avec une liste non syndiquée (en pourcentage des inscrits, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous Collèges		
		%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation	%scrutins	%Inscrits	%Participation
Liste unique		90,5	81,1	60,4	94,6	85,1	62,5	92,5	82,2	61,0
Duels	CGT	3,1	5,0	52,4	1,0	1,8	65,7	2,0	4,1	54,1
	CFDT	2,4	3,3	59,7	1,3	2,5	62,1	1,8	3,1	60,2
	CFTC	0,6	0,8	55,3	0,2	0,4	62,5	0,4	0,7	56,3
	FO	1,5	2,4	52,6	0,8	1,6	57,0	1,2	2,1	53,6
	CGC	0,1	0,2	42,8	0,9	2,3	55,1	0,5	0,8	53,1
	Autres synd.	0,3	0,6	50,2	0,3	0,6	49,4	0,3	0,6	50,0
	Non-synd.	7,9	12,2	54,4	4,5	9,2	59,3	6,2	11,4	55,5
Triangulaires	CGT	0,8	2,8	40,8	0,2	0,7	55,5	0,5	2,2	42,2
	CFDT	0,6	1,9	41,1	0,4	1,5	60,3	0,5	1,8	45,5
	CFTC	0,1	0,3	51,1	0,1	0,4	59,2	0,1	0,3	53,7
	FO	0,6	1,8	46,4	0,3	0,9	55,2	0,4	1,5	47,8
	CGC	0,1	0,1	55,0	0,2	0,7	58,0	0,1	0,3	57,0
	Autres synd.	0,1	0,2	62,8	0,1	0,4	54,6	0,1	0,2	58,7
	Non-synd.	1,2	3,6	43,5	0,6	2,3	57,6	0,9	3,2	46,3
Quatre et plus	CGT	0,3	2,8	41,1	0,2	2,0	46,7	0,2	2,6	42,3
	CFDT	0,3	2,8	41,0	0,2	3,0	46,3	0,3	2,9	42,6
	CFTC	0,2	2,1	37,2	0,2	2,3	43,5	0,2	2,2	39,1
	FO	0,3	2,6	40,7	0,2	1,1	55,6	0,2	2,2	42,9
	CGC	0,0	0,2	44,2	0,1	1,3	43,9	0,1	0,5	44,0
	Autres synd.	0,1	1,0	35,8	0,1	1,3	48,0	0,1	1,1	39,8
	Non-synd.	0,4	3,1	41,6	0,3	3,3	46,9	0,3	3,2	43,2
Ensemble	CGT	4,2	10,6	46,4	1,4	4,6	55,8	2,8	8,9	47,7
	CFDT	3,4	8,1	48,7	1,9	7,0	54,9	2,6	7,8	50,3
	CFTC	0,9	3,2	43,1	0,5	3,0	47,6	0,7	3,2	44,3
	FO	2,4	6,7	46,4	1,3	3,6	56,1	1,8	5,8	48,1
	CGC	0,2	0,5	46,8	1,2	4,3	52,1	0,7	1,6	51,0
	Autres synd.	0,5	1,8	43,0	0,5	2,3	49,6	0,5	1,9	45,2
	Non-synd.	100,0	100,0	58,4	100,0	100,0	61,6	100,0	100,0	59,3
Ensemble		52,2	34,8	66,1	54,1	32,6	66,9	53,1	34,1	66,4

* Pour un exemple de lecture, cf. la note sous le tableau III.22, p 83.

Tableau VIII.21 Scores des non-syndiqués et de leurs principaux concurrents en fonction des configurations électorales
(en pourcentage des suffrages exprimés, 1992-93)*

		Collèges 1			Collèges 2			Tous collèges		
		% NS	% Concurrents	Concurrent (100=NS)	% NS	% Concurrents	Concurrent (100=NS)	% NS	% Concurrents	Concurrent (100=NS)
Liste unique		100,0			100,0			100,0		
Duels	CGT	57,7	42,3	73	66,4	33,6	51	59,0	41,0	69
	CFDT	51,9	48,1	93	58,0	42,0	72	53,3	46,7	88
	CFTC	55,4	44,6	81	61,2	38,8	63	56,4	43,6	77
	FO	57,0	43,0	75	60,0	40,0	67	57,7	42,3	73
	CGC	55,2	44,8	81	53,6	46,4	87	53,8	46,2	86
	Autres synd.	45,8	54,2	118	55,6	44,4	80	48,9	51,1	105
	Non-synd.	55,1			59,2			56,1		
Triangulaires	CGT	35,2	33,0	94	42,5	24,5	58	36,1	32,0	89
	CFDT	36,8	33,7	92	40,6	31,1	77	38,0	32,9	87
	CFTC	29,2	35,3	121	41,3	26,2	63	33,4	32,1	96
	FO	33,7	29,2	87	47,8	23,3	49	36,4	28,1	77
	CGC	38,6	32,8	85	32,2	38,0	118	34,2	36,3	106
	Autres synd.	37,8	37,9	100	45,2	31,5	70	41,3	34,9	85
	Non-synd.	35,1			41,5			36,7		
Quatre et plus	CGT	25,4	22,9	90	28,6	14,2	50	26,2	20,8	79
	CFDT	25,2	27,9	111	27,3	32,9	121	25,9	29,6	114
	CFTC	27,7	10,2	37	26,6	13,9	52	27,3	11,4	42
	FO	25,8	17,9	69	29,1	11,7	40	26,4	16,7	63
	CGC	7,1	21,4	300	28,3	24,9	88	23,2	24,1	103
	Autres synd.	19,2	25,2	132	29,0	29,1	100	23,0	26,8	116
	Non-synd.	24,9			28,1			25,9		
Ensemble	CGT	44,9	35,7	79	48,8	25,1	51	45,6	33,8	74
	CFDT	41,0	39,3	96	42,7	36,1	85	41,5	38,4	93
	CFTC	36,7	24,0	65	34,1	19,5	57	36,0	22,7	63
	FO	40,3	30,9	77	47,6	27,4	57	41,8	30,1	72
	CGC	34,0	33,1	97	43,4	39,4	91	41,5	38,2	92
	Autres synd.	31,6	37,7	119	39,5	33,8	85	34,6	36,2	105
	Non-synd.	91,5			93,3			92,0		

* Pour un exemple de lecture, cf. sous le tableau III.23, p 84.

Tableau VIII.22 Implantation et audience effective des non-syndiqués par branches économiques
(Ensemble des collègues, 1992-93)*

<i>branche :</i>	<i>Implantation :</i>			<i>Par salariés</i>			<i>Audience effective</i>
	Total	Par scrutins NS	Taux (%)	Total	NS	Taux (%)	
Agriculture, sylviculture...	142	91	64	16 036	8 126	50,7	85,0
Industrie de la viande et du lait	566	395	70	106 221	67 749	63,8	62,7
Autres produits alimentaires	794	536	68	131 025	70 691	54,0	67,0
Combustibles minéraux...	2	0	0	603	0	0,0	0,0
Pétrole, gaz naturel	37	12	32	11 376	2 121	18,6	39,7
Electricité, gaz et eau	119	36	30	27 562	5 996	21,8	53,5
Métaux ferreux, transf. acier	161	76	47	62 614	12 853	20,5	38,6
Minerais, métaux non ferreux	125	48	38	32 477	6 756	20,8	44,2
Matériaux de construction...	436	271	62	54 086	29 409	54,4	64,1
Industrie du verre	124	69	56	41 930	11 170	26,6	36,5
Chimie, fibres synthétiques	293	136	46	77 566	24 785	32,0	43,5
Parachimie, industrie pharma.	498	353	71	115 363	63 333	54,9	64,4
Fonderie, travail des métaux	1 034	723	70	167 163	91 850	54,9	68,1
Construction mécanique	1 127	776	69	189 388	105 069	55,5	62,5
Cons. électrique et électronique	1 015	605	60	297 385	121 433	40,8	59,3
Autos, mat. transport terrestre	450	247	55	257 977	62 560	24,3	38,7
Cons. navale, aéronautique...	159	50	31	105 730	8 859	8,4	54,7
Textile et habillement	987	685	69	138 757	89 184	64,3	68,5
Cuir et chaussure	205	152	74	35 470	24 531	69,2	67,1
Bois, meubles, industries div.	604	468	77	84 366	57 954	68,7	75,0
Papier et carton	426	277	65	76 482	38 672	50,6	62,1
Imprimerie, presse, édition	411	274	67	73 975	33 587	45,4	73,4
Caoutchouc, plastiques.	629	453	72	140 617	91 891	65,3	56,0
Bâtiment, génie civil...	1 784	1 355	76	257 637	167 287	64,9	75,0
Commerce de gros alimentaire	517	399	77	78 912	50 243	63,7	79,6
Commerce de gros non-alim.	1 253	1 034	83	165 805	128 406	77,4	84,9
Commerce détail alimentaire	1 127	870	77	200 768	133 754	66,6	63,9
Commerce détail non-alim.	660	545	83	123 044	84 812	68,9	73,8
Répar., commerce de l'auto.	489	361	74	50 264	32 349	64,4	85,7
Hôtels, café, restaurants	397	267	67	73 225	35 632	48,7	69,0
Transports	1 432	907	63	500 388	112 137	22,4	71,8
Postes et télécommunications	9	5	56	2 978	952	32,0	51,0
Services marchands aux entrepr.	1 822	1 269	70	368 966	239 429	64,9	80,2
Services marchands aux particul.	2 437	1 477	61	389 940	204 379	52,4	70,2
Location, crédit-bail immobilier	187	120	64	27 344	17 607	64,4	61,2
Assurances	316	158	50	110 251	27 772	25,2	62,4
Organismes financiers	764	175	23	310 575	35 693	11,5	48,7
Services non marchands	1 692	600	35	369 575	82 916	22,4	63,9
Ensemble	25 230	16 275	64,5	5 273 841	2 381 947	45,2	67,7

* Lecture du tableau, cf. note sous le tableau III.24, p 85.

Tableau VIII.23 Implantation et audience effective des non-syndiqués par régions
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Régions :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	NS	Taux (%)	Total	NS	Taux (%)	
Alsace	892	585	66	207 903	94 176	45,3	69,1
Aquitaine	1 016	603	59	181 042	72 173	39,9	73,5
Auvergne	489	331	68	103 987	55 965	53,8	55,8
Bourgogne	782	535	68	143 385	68 592	47,8	69,7
Bretagne	1 152	762	66	208 769	108 520	52,0	65,9
Centre	1 265	938	74	236 841	140 230	59,2	71,7
Champagne-Ardennes	707	421	60	130 341	57 527	44,1	63,1
Franche-Comté	490	335	68	107 499	43 991	40,9	70,6
Languedoc-Roussillon	688	417	61	116 195	46 840	40,3	71,0
Limousin	283	164	58	52 148	22 101	42,4	72,3
Lorraine	1 130	747	66	237 074	112 298	47,4	63,1
Midi-Pyrénées	936	554	59	177 719	74 395	41,9	68,6
Nord	1 746	996	57	398 662	168 561	42,3	55,0
Basse-Normandie	638	431	68	113 554	64 416	56,7	62,0
Haute-Normandie	784	496	63	158 703	76 705	48,3	65,4
Ile de France	4 436	3 042	69	1 231 116	488 437	39,7	71,6
Pays de Loire	1 589	1 067	67	315 130	161 369	51,2	67,1
Picardie	892	548	61	169 918	80 196	47,2	65,4
Poitou-Charentes	696	463	67	115 931	51 624	44,5	75,5
Provence-Côte d'Azur	1 379	796	58	262 921	102 991	39,2	72,4
Rhône-Alpes	2 949	1 962	67	564 107	282 519	50,1	68,3
Ensemble	24 982	16 203	65	5 237 840	2 374 623	45,3	67,7

Tableau IV.24 Implantation et audience effective des non-syndiqués par taille d'entreprise
(tous collèges confondus, 1992-93)

<i>Implantation :</i> <i>Tailles :</i>	Par scrutins			Par salariés			Audience effective
	Total	NS	Taux (%)	Total	NS	Taux (%)	
Moins de 50 salariés	1 665	1 291	78	62 323	48 533	77,9	90,0
De 50 à 99 salariés	9 391	7 104	76	652 545	489 913	75,1	87,6
De 100 à 199 salariés	7 558	4 931	65	1 005 763	647 453	64,4	78,1
De 200 à 499 salariés	4 813	2 383	50	1 394 763	666 714	47,8	59,8
De 500 à 999 salariés	1 227	418	34	824 281	271 790	33,0	39,9
Plus de 1000 salariés	576	148	26	1 334 166	257 544	19,3	28,6
Ensemble	25 230	16 275	65	5 273 841	2 381 947	45,2	67,6

Bibliographie

- ANDOLFATTO Dominique, *Aux urnes, salariés ! Les élections professionnelles, prud'homales et sociales, histoire et sociologie*. Thèse de doctorat, Grenoble, Université de Grenoble II, 1989.
- ANDOLFATTO Dominique, *L'univers des élections professionnelles*, Paris, Editions ouvrières, 1992.
- AUJARD Jean-Pierre, "Les résultats des élections des comités d'entreprise en 1987", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 27-28, décembre 1988, p 71-163.
- AUJARD Jean-Pierre, "Les résultats des élections des comités d'entreprise en 1980", *Statistiques du travail. Supplément au bulletin mensuel*, 100, 1982, p 53-83.
- AUJARD Jean-Pierre, "Les élections aux comités d'entreprise en 1990", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 78, janvier 1992.
- AUJARD Jean-Pierre, PERREAUX Pierre, "Résultats des élections aux Comités d'entreprise en 1981", *Bulletin mensuel des statistiques du travail*, supplément au n° 107, 1983, p 43-1119.
- AUJARD Jean-Pierre, VOLKOFF Serge, "Une analyse chiffrée des audiences syndicales", *Travail et emploi*, 30, décembre 1986, p 47-57.
- BEAUFILS Anne, "Les résultats des élections aux Comités d'entreprise en 1978", *Revue française des affaires sociales*, 1981-1, janvier-mars 1981, p 257-343.
- BOUZONNIE Huguette, "Audience syndicale", *Liaisons sociales*, 10995, 18 juillet 1991, p 11-87.
- BRAEC-CFDT, "L'audience des syndicats : 10 ans d'élections professionnelles", *Notes et documents du BRAEC*, 17, juillet-septembre 1981.
- BRAEC-CFDT, "Panorama des comités d'entreprise", *CFDT-aujourd'hui*, juillet-août 1986.
- CALANDRA Paul, *Les attributions d'ordre économique des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise*, Rapport au Conseil économique et social, Paris, Journal officiel, 1992.
- COHEN Maurice, *Le droit des comités d'entreprise et des comités de groupe*, Paris, LGDJ, 1984.
- COMBE Maurice, *L'alibi : vingt ans d'un comité central d'entreprise*, Paris, Gallimard, 1969.
- COMMAILLE Jacques, PERROT Michèle, "Les élections professionnelles", *Le mouvement social*, 55, 1966, p 93-106.
- CREUTZ Monique, "Les résultats des élections aux Comités d'entreprise en 1976", *Revue française des affaires sociales*, 1979-1, janvier-mars 1979, p 173-284.
- DELAMOTTE Yves, "Les élections aux comités d'entreprise en 1966", *Revue française des affaires sociales*, 1968-3, juillet-septembre 1968, p 77-116.
- DELAMOTTE Yves, "Les élections aux comités d'entreprise en 1967", *Revue française des affaires sociales*, 1968-4, octobre-décembre 1968, p 63-157.
- DUFOUR Christian, MOURIAUX Marie Françoise, *Comités d'entreprise : quarante ans après*, Paris, IRES, 1986.
- DUPEYROUX Jean-Jacques, "La résistible ascension des comités d'entreprise", *Droit social*, 4, avril 1979.
- DUSSIOT Jacques, "les élections aux comités d'entreprise en 1973", *Revue française des affaires sociales*, 29-1, janvier-mars 1975, p 145-183.
- ECONOMIE ET HUMANISME, "Les comités d'entreprise, fossiles ou laboratoires ?" *Economie et humanisme*, 324, janvier-mars 1993.
- LABBE Dominique, *Vingt-deux ans d'élections aux comités d'entreprise*, Grenoble, CERAT, 1991.
- LABBE Dominique, "Elections aux comités d'entreprise : le déclin des syndicats ?", *Travail et emploi*, 53, 3/93, p 40-55.
- LABBE Dominique, "Comités d'entreprise : les configurations électorales", *Travail et emploi*, 59, 2/94, p 64-73.
- LE MAITRE Annick, TCHOBANIAN Robert, *Les institutions représentatives du personnel dans l'entreprise*, Paris, La documentation française, 1992.
- LIAISONS SOCIALES, "Les attributions du comités d'entreprise", *Liaisons sociales*, 11214, juin 1992.
- LIAISONS SOCIALES, "La création et le fonctionnement du comité d'entreprise", *Liaisons sociales*, 11234, juillet 1992.
- MERMILLOD-BLARDET G., "Une analyse statistique des élections aux comités d'entreprise depuis 1966", *Revue française des affaires sociales*, 28-3, juillet-septembre 1974, p 137-173.
- Ministère du travail et de l'emploi, "Les élections aux comités d'entreprise en 1968", *Revue française des affaires sociales*, 23-4, octobre-décembre 1969, p 85-126.

- Ministère du travail et de l'emploi, "Les élections aux comités d'entreprise en 1969", *Revue française des affaires sociales*, 24-3, juillet-septembre 1970, p 75-115.
- Ministère du travail et de l'emploi, "Les élections aux comités d'entreprise en 1970", *Revue française des affaires sociales*, 25-3, juillet-septembre 1971, p 173-209.
- Ministère du travail et de l'emploi, "Les élections aux comités d'entreprise en 1971", *Revue française des affaires sociales*, 26-4, octobre-décembre 1972, p 67-85.
- Ministère du travail et de l'emploi, "Les élections aux comités d'entreprise en 1972", *Revue française des affaires sociales*, 28-1, janvier-mars 1974, p 213-231.
- Ministère du travail et de l'emploi, "Les résultats des élections aux comités d'entreprise en 1979 et l'état de l'institution en juillet 1981", *Revue française des affaires sociales*, 1982-2, avril-juin 1982, p 127-228.
- Ministère du travail et de l'emploi. Service des études et de la statistique, "Les élections aux Comités d'entreprise en 1982", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 1, janvier 1984, p 31-109.
- Ministère du travail et de l'emploi. Service des études et de la statistique, "Les élections aux Comités d'entreprise en 1983", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 10, janvier 1985, p 3-100.
- Ministère du travail et de l'emploi. Service des études et de la statistique, "Les élections aux Comités d'entreprise en 1986", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 39, décembre 1987, p 5-100.
- Ministère du travail et de l'emploi. Service des études et de la statistique, "Les élections aux Comités d'entreprise en 1987", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 45, novembre 1988, p 4-102.
- Ministère du travail et de l'emploi. Service des études et de la statistique, "Les élections aux Comités d'entreprise en 1988", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 55, février 1990, p 3-101.
- Ministère du travail et de l'emploi. Service des études et de la statistique, "Les résultats des élections aux Comités d'entreprise en 1979 et l'état de l'institution en juillet 1981", *Revue française des affaires sociales*, 1982-2, avril-juin 1982.
- Ministère du travail et de l'emploi. Service des études et de la statistique, "Les résultats des élections aux Comités d'entreprise en 1980", *Statistiques du travail (Supplément au bulletin mensuel)*, 100, 1983.
- Ministère du travail et de l'emploi. Service des études et de la statistique, "Résultats des élections aux Comités d'entreprise en 1984", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 15, octobre 1985, p 3-78.
- NOEL Catherine, "Les élections aux comités d'entreprise en 1989", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 68, avril 1991.
- NOEL Catherine, DEVILLE Annie, "Les élections aux comités d'entreprise en 1991", *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, 93, juillet 1993.
- PHILIPPE Claude, SAINT-JEVIN Pierre, "Les comités d'entreprise. Etude statistique de l'institution et des élections intervenues en 1974", *Revue française des affaires sociales*, 30-4, octobre-décembre 1976, p 3-76.
- Revue française des affaires sociales, "Les résultats des élections aux comités d'entreprise en 1979 et l'état de l'institution en juillet 1981", *Revue française des affaires sociales*, avril-juin 1982, p 127-128.
- SAINT-JEVIN Pierre, "Les résultats des élections aux comités d'entreprise en 1975", *Revue française des affaires sociales*, 32-3, mai-juin 1978, p 123-219.
- SAINT-JEVIN Pierre, "Les résultats des élections aux comités d'entreprise en 1977 et l'état de l'institution en novembre 1978", *Revue française des affaires sociales*, avril-juin 1979, p 161-27